

UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU  
UNITE DE FORMATION ET DE RECHERCHE  
EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

Année universitaire 2000 - 2001



BURKINA FASO  
*Unité - Progrès - Justice*

# THESE

En vue de l'obtention du

**DOCTORAT ès SCIENCES ECONOMIQUES**

*Spécialité* : ANALYSE ECONOMIQUE ET SOCIOECONOMIQUE  
DU DEVELOPPEMENT

## **MONETARISATION DES ECHANGES EN MILIEU RURAL : Cas du village de Madougou, Province du Lorum BURKINA FASO**

*Présentée et soutenue publiquement le 6 décembre 2001 par* : Karidia SANON / épouse SANON

*Sous la direction de* : THIOMBIANO Taladidia

Maître de Conférences UFR-SEG / UO

*Devant le Jury composé de* :

- ◆ **Professeur KANE Karamoko** (Président)  
FASEG / Université de Dakar
- ◆ **SAVADOGO Kimseyinga** (Membre)  
Maître de Conférences Agrégé UFR-SEG / UO
- ◆ **SOULAMA Souleymane** (Membre)  
Maître de Conférences Agrégé UFR-SEG / UO
- ◆ **THIOMBIANO Taladidia** (Membre)  
Maître de Conférences UFR-SEG / UO
- ◆ **BAERENDS Els** (Membre)  
Docteur - Université de Groning/ Anthropology of Law

**DEDICACE**

***A ma mère regrettée***

***A mon père regretté***

***A mon époux Moussa SANON***

***A ma fille SANON Doda Mirelle***

***A mon fils SANON Do Landry***

## REMERCIEMENTS

Nous ne saurons soumettre officiellement les résultats de cette recherche sans prononcer nos gratitudee à l'endroit de tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, se sont sentis concernés par ce travail.

Nos remerciements vont directement et en premier lieu au professeur Taladidia THIOMBIANO qui n'a ménagé nul effort pour nous encadrer tout au long de ce trajet. Sa disponibilité, ses conseils, critiques, remarques, suggestions et mots d'encouragements ont constitué des facteurs explicatifs à l'achèvement de ce document.

Nos remerciements s'adressent également au projet de coopération inter universitaire RUG/MHO/FaSEG, qui nous a soutenues financièrement tout au long de cette thèse et grâce au concours duquel nous avons effectué deux missions de recherche dont une au Sénégal et l'autre à Groningen. Dans le même cadre, nous remercions le Docteur ELS Baerends pour son encadrement scientifique et toute l'attention particulière qu'elle nous a accordé lors de notre séjour à Groningen. Nous n'oublions pas toute l'équipe de la faculté de Droit de l'Université de Groningen qui a bien voulu nous accueillir dans ses locaux durant ce séjour. Nous remercions également le Docteur Clemens LUTZ et le professeur Caspar SCHWEIGMAN pour leur dévouement à notre égard ainsi que pour les remarques et critiques apportées à cette thèse. Nos remerciements

s'adressent également à tout le personnel du Bureau de Coopération International de l'Université de Groningen pour leur sympathie.

C'est également l'occasion de remercier le Programme de Troisième Cycle Inter-universitaire (PTCI) de l'UFR-SEG à l'Université de Ouagadougou (particulièrement le Directeur) pour sa contribution financière sous forme de subvention. Laquelle contribution nous a aidés pour la finalisation du document.

Par ailleurs, nous remercions le Projet de Promotion du Petit Crédit Rural (PPPCR) qui, à travers l'ONG Sahel Action nous a accueillis en janvier 1995 pour nos travaux de terrain qui ont duré jusqu'en février 1997, et dont les concours financier et logistique ont été d'ailleurs non négligeables. Nos remerciements s'adressent à Mr OUEDRAOGO Ignace et famille à Ouahigouya pour son accueil et sa marque de sympathie à notre égard. Ils s'adressent également à notre enquêteur Monsieur Diadié TAMBOURA qui s'est beaucoup investi à nos côtés sur le terrain lors de nos travaux de recherche. Nous n'oublions pas toute la population du village de Madougou en particulier le chef du quartier Rimaïbé, pour sa patience durant tout le temps que les enquêtes ont couvert, même si quelquefois, des propos tels que : «encore et toujours les enquêtes allez consulter les réponses des fiches précédentes... » s'échappaient de quelques individus de notre échantillon.

Aussi, nous remercions tout le corps enseignant de l'Unité de Formation et de Recherche en Sciences Economiques et de Gestion, surtout le professeur

Souleymane SOULAMA qui nous a toujours encouragé et poussé à persévérer aussi bien au plan scientifique que moral, ainsi que tous ceux qui, pour nous encourager nous parlent en ces termes : « A quand la thèse ? Il ne faut surtout pas abandonner, il faut aller jusqu'au bout... ». Nous remercions également Mr Dafrassi Jean François SANOU enseignant à l'UFR-LAC, pour le regard externe qu'il a porté sur le document. Nous n'oublierons pas également Mr MALLY Komla, (3ième promotion de DEA PTCI) qui nous a donné un coup de pouce pour quelques travaux de finition de cette thèse.

Enfin, nous ne saurons boucler sans remercier tous nos parents et amis qui sont restés à nos côtés et qui ont su nous remonter le moral, même à distance quand il le fallait, nous parlons ainsi de notre époux Mr SANON Moussa et de notre grande sœur Mme Ségué Sylvie SANOU.

## AVANT PROPOS

Cette recherche n'est qu'une modeste contribution à quelques aspects d'un thème très peu prospecté de façon générale par la science économique aussi bien en théorie que dans le domaine empirique.

En effet, sans étudier les mécanismes monétaires dans un système pleinement monétarisé<sup>1</sup> (tâche incombant à l'économie monétaire, et aux praticiens des plus grandes théories de la monnaie), le processus de monétarisation d'une économie est un domaine qui se veut d'apprécier tous les paramètres qui caractérisent l'acheminement d'une économie vers un stade dit « d'économie monétarisée ». Ainsi, la théorie de la monétarisation se voudrait en amont de la théorie économique monétaire contemporaine.

Venant aux motivations spécifiques qui nous ont guidés vers ce thème, on peut noter :

☞ le constat qu'à première vue, il apparaît une conception, une perception différente de la monnaie sous sa forme contemporaine chez le ménage rural et urbain Burkinabé. La monnaie est jusqu'à nos jours appelée «l'argent du blanc» en zone rurale ;

---

<sup>1</sup> Marqué par une utilisation à grande échelle et par ordre de croissance de la monnaie scripturale, fiduciaire et métallique.

☞ le constat que seule une très faible minorité de la population des pays en voie de développement et du Burkina en particulier vit en milieu urbain. Pour ce faire, les zones rurales pourraient contribuer positivement à l'amélioration du niveau de développement et de croissance de ces pays à travers l'application de politiques économiques prenant en compte les comportements socio-économiques et les stratégies des ménages ;

☞ La conviction que la monnaie a toujours été un mythe qui fascine les hommes depuis son invention. A l'époque contemporaine, elle reste un facteur de développement économique mais aussi de désorganisation mondiale des économies.

☞ la soif de découvrir des pôles de réflexions nouveaux. Et, par conséquent, le goût du risque du fait de la délicatesse du sujet et de l'étroitesse de la littérature économique ayant abordé le thème de monétarisation.

## RESUME

Le niveau de monétarisation d'une économie en tant qu'indicateur de développement, s'évalue dans la littérature économique au plan national (cf. Michèle SAINT MARC (1972) et Marcel RUDOLFF (1969)) à travers l'évolution de la monnaie fiduciaire et scripturale au sein de la masse monétaire globale. Cette recherche a tenté de l'évaluer au niveau micro économique, en considérant l'exploitation à travers ses transactions monétaires de tous les jours. Ainsi, son objectif visait à contribuer à la compréhension des mécanismes qui sous-tendent la monétarisation des échanges dans le village de Madougou.

En vue d'atteindre cet objectif, en plus de la recherche documentaire, 6 suivis (à périodicités identiques deux à deux) de 26 exploitations ont été menés sur deux années, soit de février 1995 à Janvier 1997.

Au plan théorique, l'étude a montré que le processus de monétarisation d'une économie est fonction d'un ensemble de mécanismes institutionnels qui caractérise les structures économiques et se déroule en trois étapes successives :

- la monétarisation à travers le troc libre ;
- la monétarisation à travers le troc étalonné ;
- la monétarisation à travers l'avènement de la monnaie métallique, fiduciaire et scripturale, qui peut être considérée comme étape de monétarisation effective de l'économie.

En effet, l'analyse du processus de monétarisation adaptée au village de Madougou nous enseigne que ce village (comme la plupart des économies de l'Afrique au Sud du Sahara) est entraîné dans une monétarisation dont les

fondements ne sont maîtrisables que lorsque l'on se réfère à la période coloniale. Au cours de sa dernière étape d'évolution, le processus de monétarisation a surpris ces économies de telle sorte que les zones rurales sont restées longtemps en dehors des circuits monétaires à travers une faible intégration de leurs productions, de leurs échanges. En effet, la monétarisation fut marquée en Afrique au Sud du Sahara, au cours de la période coloniale et pendant sa troisième phase d'évolution, par une dualité du système monétaire, ayant occasionné une perturbation du système monétaire préexistant, de telle sorte que l'économie réelle a eue du mal à intégrer de façon interne ce système monétaire « étranger ».

Abordé sous un angle micro économique en considérant l'exploitation à travers ses transactions de tous les jours, les analyses statistiques ont montré que dans la zone rurale étudiée, une campagne agricole peu réussie entraîne une prolifération des activités extra agricoles et donc une monétarisation accrue de l'économie à travers ce secteur d'activité. Cela, dans le but de prévenir le déficit et vice versa. Les céréales ne sont échangées contre du numéraire qu'à concurrence seulement de 25%, par contre, les cultures de rente, faiblement produits, sont souvent monétarisés à concurrence de 100%. Par ailleurs, les propensions moyennes à consommer des exploitations indiquent que la presque totalité des revenus est consommée au cours de la même période. Les activités extra agricoles présentent un aspect conjoncturel lorsqu'on considère les deux années de suivi et il n'apparaît aucune utilisation du signe monétaire à travers des investissements productifs dans un contexte de dynamisme et de développement. Quant au cheptel, il est beaucoup plus vendu au cours de la première année de suivi par rapport à la deuxième à cause de la mauvaise campagne agricole au cours de cette année de suivi. Tous les comportements micro économiques observés à travers les transactions ont montré que la monétarisation des

activités à Madougou est stratégiquement dépendante de la campagne agricole céréalière. Par ailleurs, le volume de la monnaie pour des motifs de précaution reste difficilement perceptible car la monnaie incorpore diverses formes à travers cette fonction, à savoir le bétail, les bijoux, le gage, les services... Ce qui confirme l'idée de SAINT Marc (1972) comme quoi, « ...les ménages des pays en voie de développement ne connaissent de la monnaie que sa seule fonction de transaction... »

Aussi, l'analyse économétrique de la monétarisation indique (à travers le modèle TOBIT) qu'au bout des deux années de suivis, les mêmes facteurs n'expliquent pas avec les mêmes tendances ce phénomène de monétarisation. En effet, parmi les six variables explicatives retenues, pour évaluer le niveau de monétarisation des exploitations, seule la classe d'appartenance des exploitations est simultanément et positivement significative au cours des deux années de suivi. Ce qui confirme les résultats statistiques en ce sens que la variable saison n'est pas constante et peut être intégrée dans d'autres modèles de monétarisation évalués au plan micro économique dans le court ou moyen termes.

La recherche des facteurs qui puissent influencer la monétarisation du village de Madougou dans une perspective de développement et de croissance nous a permis de noter qu'au bout des deux ans, aucune des stratégies économiques des exploitations n'a tendance à monétariser leur environnement économique de façon structurelle dans une perspective dynamique.

On constate à travers les activités de production, que la monnaie ne peut toujours pas être définie selon sa conception classique à Madougou tout en étant moteur de la croissance économique et de développement.

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION GENERALE ET PROBLEMATIQUE .....</b>	<b>1</b>
<b>IERE PARTIE : CONSTAT DE L'EVOLUTION DU PROCESSUS DE MONETARISATION : CADRE THEORIQUE.....</b>	<b>11</b>
<b>CHAPITRE 1 : LIEN IMPLICITE ENTRE MONNAIE ET DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>13</b>
<b>1.1. : Place des économies Subsahariennes dans le contexte économique monétaire... 13</b>	
<b>1. 2 : Monétarisation et développement des échanges : les institutions .....</b>	<b>17</b>
<i>1.2.1. : Définition.....</i>	<i>18</i>
<i>1.2.2. : Institutions économiques et processus de développement : polémique de l'irrationalité paysanne.....</i>	<i>20</i>
<i>1.2.3. : Institutions financières .....</i>	<i>23</i>
1.2.3.1. : Secteur financier formel.....	24
1.2.3.2. : Secteur financier informel.....	25
1.2.3.3. : Caractéristique des secteurs financiers formels et informels au Burkina Faso .....	26
1.2.4 : Fonction et place du marché en tant qu'organisation institutionnelle.....	27
<b>1.3. : Monnaie et activités économiques.....</b>	<b>30</b>
<i>1.3.1. : Définition de la monnaie .....</i>	<i>30</i>
<i>1.3.2. : Conception classique du rôle de la monnaie dans l'activité économique.....</i>	<i>32</i>
<i>1.3.3. : Conception Keynésienne du rôle de la monnaie dans l'activité économique .....</i>	<i>33</i>
<i>1.3.4. : Conception de la monnaie par la Nouvelle Ecole Autrichienne.....</i>	<i>35</i>
<i>1.3.5. : Conception de la monnaie par les partisans de l'école marginaliste.....</i>	<i>36</i>
<i>1.3.6. : Karl MARX et la théorie de la monnaie.....</i>	<i>37</i>
<b>CHAPITRE 2 : EVOLUTION HISTORIQUE ET SOCIO ECONOMIQUE DE LA MONETARISATION.....</b>	<b>39</b>
<b>2.1. : Contexte général du processus de monétarisation d'une économie.....</b>	<b>40</b>
2.1.1. : <i>Mode d'organisation de la production et des échanges dans l'économie domestique .....</i>	<i>40</i>
2.1.2. : <i>Première phase du processus de monétarisation d'une économie : troc libre.....</i>	<i>41</i>

2.1.2.1. : Troc entre individus et entre communautés .....	42
2.1.2.2. : Le besoin et le devoir social comme valeurs (prix) transactionnelles dans le système de troc. ....	42
2.1.2.3. : Troc à longue distance.....	44
2.1.2.4. : Principes théoriques du troc libre.....	46
2.1.3. : <i>Deuxième phase du processus de monétarisation : troc étalonné ou « paléomonnaie »</i> .....	50
2.1.4. : <i>monétarisation effective des économies : troisième phase du processus de monétarisation</i> .....	54
2.1.4.1. : Monétarisation fiduciaire et scripturale : dematerialisation progressive de la monnaie .....	55
2.1.4.2. : échange monétaire et division internationale du travail .....	58
<b>2.2. : Monétarisation et nature des échanges en Afrique au Sud du Sahara .....</b>	<b>61</b>
2.2.1. : <i>La démonétisation des cauris en Afrique au sud du Sahara</i> .....	65
2.2.2. : <i>Le fait colonial et son impact sur la monétarisation des échanges</i> .....	67
<b>2.3 : Aspects théoriques de la monétarisation des échanges dans une économie rurale .....</b>	<b>72</b>
<b>2.4. : Place de la monnaie dans les économies Africaines Subsahariennes .....</b>	<b>77</b>
<b>2.5. : Quelques approches théoriques et empiriques de la monétarisation.....</b>	<b>79</b>
2.5.1. : <i>Analyse théorique et macro économique de la monétarisation</i> .....	80
2.5.2. : <i>monétarisation à l'échelle de l'exploitation agricole</i> .....	86
2.5.3. : <i>Pouvoir socio-économique et monétarisation</i> .....	88
<b>CHAPITRE 3 : DESCRIPTION DE LA ZONE, METHODE DE RECHERCHE ET INDICATEURS DE MONETARISATION .....</b>	<b>92</b>
<b>3.1. : Brève présentation et choix de la zone de recherche .....</b>	<b>93</b>
3.1.1 : <i>Choix de la zone de recherche</i> .....	93
3.1.2 : <i>Présentation de la zone de recherche</i> .....	95
3.1.2.1 : <i>Le Yatenga et ses caractéristiques démographiques et physiques</i> .....	95
3.1.2.2. : <i>Organisation de la production agricole : Système de production</i> .....	101
<b>3.2: Stratégie ou technique d'échantillonnage.....</b>	<b>106</b>
3.2.1. : <i>Stratification proportionnelle</i> .....	106
3.2.2. : <i>Enquêtes</i> .....	109



<b>CHAPITRE 5 : MONÉTARISATION DES ECHANGES ET DE LA PRODUCTION A MADOUGOU : UNE APPROCHE DESCRIPTIVE.....</b>	<b>185</b>
<b>5.1 : Orientation des transactions monétaires .....</b>	<b>186</b>
5.1.1. : <i>Les dépenses</i> .....	187
5.1.2. : <i>Les revenus</i> .....	191
<b>5.2 : Evolution de la production agricole et monétarisation .....</b>	<b>195</b>
5.2.1. : <i>Produits céréaliers</i> .....	196
5.2.2. : <i>Produits de rente</i> .....	207
<b>5.3. : Monétarisation perçue au niveau du cheptel.....</b>	<b>215</b>
<b>5.4. : Propensions moyennes a consommer et capacites de financement de l'économie de Madougou .....</b>	<b>217</b>
<b>5.5. : Seuil de monétarisation des exploitations.....</b>	<b>225</b>
<b>CHAPITRE 6 : MONÉTARISATION ET DYNAMISME DES ACTIVITES DE PRODUCTION ; ESSAI D'UNE ANALYSE ECONOMETRIQUE ..</b>	<b>229</b>
<b>6.1. : Comportement des exploitants face à la dualité « monétarisation des céréales » / auto suffisance céréalier .....</b>	<b>230</b>
<b>6.2 : Modèle TOBIT.....</b>	<b>239</b>
6.2.1 : <i>Présentation et justification du modèle</i> .....	240
6.2.2 : <i>Détermination des variables du modèle</i> .....	244
6.2.3 : <i>Résultats de la régression du modèle TOBIT et interprétations</i> .....	248
6.2.3.1. : <i>Résultats de la régression: Modèle TOBIT</i> .....	248
6.2.3.2 : <i>Interprétation des coefficients</i> .....	250
6.2.3.3 : <i>Signification statistique des coefficients individuels</i> .....	251
6.2.4 : <i>Contribution des variables exogènes à expliquer la variable endogène : Interprétation économique</i> .....	253
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE .....</b>	<b>258</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>263</b>

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n° 3.1 : Distribution des exploitations de Madougou suivant les différents groupes ethniques. ....	97
Graphique n° 3.2 : Distribution de l'échantillon suivant la classe ethnique.....	108
Graphique n° 4.1 : Nuage de points représentant la relation entre l'âge du chef d'exploitation et le nombre de résidents. ....	139
Graphique n° 4.2 : Répartition des exploitations selon l'âge du chef d'exploitation.....	140
Graphique n° 4.3 : Régression linéaire entre le nombre d'actifs (Y) et le nombre de résidents (X).....	140
Graphique n° 4.4 : Répartition des crédits.....	141
Graphique n° 5.1 : Niveau global des différentes catégories de dépenses par suivi.....	188
Graphique n° 5.2 : Niveau global des dépenses par catégories de dépenses et par suivi (Fcf) ..... .....	190
Graphique n° 5.3 : Niveau global des revenus par catégories de revenus et par suivi ..... .....	192
Graphique n° 5.4 : Niveau global des différentes catégories de revenus par suivi.....	194
Graphique n° 5.5 : Niveau de la production céréalière au cours des suivis 1 et 4.....	197
Graphique n° 5.6 : Evolution des achats et ventes de céréales au cours des suivis successifs. .....	199
Graphique n° 5.7 : Niveau de monétarisation des céréales au cours des suivis successifs.....	201
Graphique n° 5.8 : Niveau de monétarisation des céréales au cours des deux années de suivi .....	203
Graphique n° 5.9 : Niveau global de monétarisation des céréales .....	204
Graphique n° 5.10 : Régression de la production auto-consommée (Y) sur la production totale (X) au cours de la première année de suivi. ....	205
Graphique n° 5.11 : Régression de la production auto-consommée (Y) sur la production totale (X) au cours de la deuxième année de suivi. ....	206
Graphique n° 5.12 : Régression de la production céréalière monétarisée sur la production céréalière totale au cours de la première année de suivi.....	206
Graphique n° 5.13 : Régression de la production céréalière monétarisée sur la production céréalière totale au cours de la deuxième année de suivi. ....	206
Graphique n° 5.14 : Niveau de la production de rente au cours des suivis 1 et 4 .....	208

Graphique n° 5.15: Evolution des ventes des produits de rente.....	210
Graphique n° 5.16 : Niveau de monétarisation des cultures de rente au cours des suivis successifs.....	212
Graphique n° 5.17: Niveau de monétarisation des cultures de rente au cours des deux années de suivi.....	213
Graphique n° 5.18 : Niveau global de monétarisation des cultures de rente.....	214
Graphique n° 5.19 : Evolution des achats et ventes de cheptel au cours des 6 suivis.....	216
Graphique n° 5.20 : Evolution des revenus totaux par suivi périodique.....	218
Graphique n° 5.21 : Evolution des dépenses totales par suivi périodique.....	218
Graphique n° 5.22 : Evolution du niveau des Propensions Moyennes à Consommer (PMC) de l'économie par suivi périodique.....	220
Graphique n° 5.23 : Niveau des propensions moyennes à consommer au cours des 6 suivis successifs.....	221
Graphique n° 5.24 : Régression de la consommation sur le revenu au cours de la première année de suivi.....	224
Graphique n° 5.25 : Régression de la consommation sur le revenu au cours de la deuxième année de suivi.....	224
Graphique n° 5.26 : Distribution des exploitations selon leur seuil global de monétarisation .....	226
Graphique n° 6.1 : Distribution des achats et ventes de céréales au cours des suivis 4, 5 et 6. .....	232
Graphique n° 6.2 : Nuage de point traduisant la fonction de demande de céréales au cours des 6 suivis.....	234
Graphique n° 6.3 : Courbe d'offre de céréales au cours des 6 suivis.....	236

## LISTE DES SCHEMAS

Schéma 2.1 : Valeur d'usage et valeur d'échange d'une marchandise.....	45
Schéma 2.2 : Analyse théorique du troc libre .....	48
Schéma 2.3 : Analyse théorique du troc étalonné .....	52
Schéma 2.4 : Aspects théorique de la monétarisation. ....	73
Schéma 2.5 : Monétarisation perçue comme phénomène par Hubert COCHET.....	87
Schéma 4.1 : Représentation spatiale des différents groupes d'exploitation.....	152
Schéma 4.2 : schéma synthétique du processus de monétarisation à Madougou .....	163
Schéma 4.3 : Relation de complémentarité entre l'agriculture et l'élevage à Madougou.....	179

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 : Approche théorique du processus de monétarisation d'une économie ; ubiquité et transigibilité dans les transactions .....	84
Tableau 3.1 : Rendements moyens du mil par type de saison et par qualité de sol à Madougou (kg/ha).....	99
Tableau 3.2 : Pluviométrie de la ville de Ouahigouya sur onze années (1983- 1993).....	100
Tableau 3.3 : Production céréalière du Yatenga sur 7 ans .....	102
Tableau 3.4 : Effectif du cheptel de la province du Yatenga en 1988.....	105
Tableau 3.5 : Effectif du cheptel par tête d'habitant en 1988 .....	105
Tableau 3.6 : Répartition des exploitations par classe : échantillonnage stratifié proportionnel.....	107
Tableau 3.7 : Echantillonnage des exploitations effectivement suivies.....	108
Tableau 3.8 : Répartition des individus selon l'âge et le sexe .....	108
Tableau 3.9 : Résumé des fiches d'enquêtes ; périodes et activités concernées par les suivis (1995 à 1997) .....	109
Tableau 3.10 : Les principaux postes de dépense .....	119
Tableau 3.11 : Les principaux postes de recette .....	120
Tableau 4.1 : Répartition des exploitations selon la typologie .....	135
Tableau 4.2 : Identification des dotations en facteurs de production.....	152
Tableau 4.3 : Répartition des ratios par classe d'exploitation.....	153
Tableau 4.4 : Cours des monnaies locales. ....	162
Tableau 4.5 : Les différents types de produits rencontrés sur le marché de Nogodoum .....	172
Tableau 5.1 : Récapitulatif des dépenses totales par catégorie de dépenses et par suivi périodique (en Fcfa). ....	187
Tableau 5.2 : Evolution des revenus totaux par suivis et par catégorie de revenus (Fcfa)..	191
Tableau 5.3 : Production céréalière par exploitation au cours des suivis 1 et 4 (campagnes agricoles 1994/95 et 1995/96). ....	196
Tableau 5.4 : Achats et ventes de céréales au cours des 6 suivis successifs (Kg).....	198

Tableau 5.5 : Evolution des niveaux de monétarisation des exploitations dans le domaine agricole céréalière au cours des suivis successifs. ....	200
Tableau 5.6 : Production de rente (arachide, niébé) (kg) par exploitation au cours des suivis 1 et 4.....	207
Tableau 5.7 : Etat des achats et ventes des produits de rente (arachide niébé) au cours des suivis successifs (kg). ....	209
Tableau 5.8 : Niveaux de monétarisation des cultures de rente au cours des 6 suivis successifs.....	211
Tableau 5.9 : Achats et ventes de cheptel au cours des 6 suivis successifs (Fcfa). ....	215
Tableau 5.10 : Revenus et dépenses totaux des exploitants par suivi périodique (Fcfa). ....	217
Tableau 5.11 : Niveau général de monétarisation (ou des propensions moyennes à consommer) par suivi périodique. ....	220
Tableau 6.1 : Situation céréalière des exploitations au cours du suivi 4 (récolte 1995/96). ....	231
Tableau 6.2 : Causes de vente des produits agricoles céréalières évoquées par les 7 exploitations qui ont vendu des céréales au cours du suivi 5. ....	233
Tableau 6.3 : Prix et quantités de céréales par suivi périodique. ....	234
Tableau 6.4 : Elasticité prix de l'offre des céréales au cours des 6 suivis.....	237
Tableau 6.5 : Relation d'homogénéité entre le type de classe et l'achat de céréales par suivi. ....	237
Tableau 6.6 : Relation d'homogénéité entre le type de classe et la vente de céréales par suivi.....	238
Tableau 6.7 : Matrice de corrélation des coefficients. ....	248
Tableau 6.8 : Résultats de la régression TOBIT .....	249

## **LISTE DES CARTES**

**Carte n°1** : Carte géographique du Burkina Faso ; situation géographique de la province du Yatenga.

**Carte n°2** : Carte géographique du Burkina Faso ; département de Banh, répartition spatiale des villages du département, localisation du village de Madougou.

**Carte n°3** : Carte géographique du Burkina Faso ; quartiers du village de Madougou.

## **LISTE DES ANNEXES**

**Annexe 1** : Liste des départements de la province du Yatenga et des 30 villages du département de Banh.

**Annexe 2** : Liste des 24 variables issues de l'enquête exhaustive des exploitations du village de Madougou.

## INTRODUCTION GENERALE ET PROBLEMATIQUE

Dans la plupart des pays en voie de développement et au Burkina Faso en particulier, plus de la moitié de la population vit en milieu rural. Par ailleurs, dans ces économies à prédominance rurale encore appelées économies non structurées, le « blocage » est souvent le résultat d'investissements peu productifs et faibles. Ce qui est occasionné par une faiblesse des échanges monétaires et par conséquent l'inexistence d'une division du travail appropriée.

La **monétarisation** en tant que processus, apprécie la dynamique des phénomènes monétaires à travers les échanges dans les sociétés ainsi que l'ensemble des mécanismes (sociaux et économiques) qui peuvent déterminer cette dynamique. Sa caractéristique fondamentale est qu'elle entraîne une modification structurelle des transactions. Ces transactions modifient à leur tour d'autres structures économiques et entraînent ainsi le développement. Les étapes successives de ce processus conduisent à la « **monétarisation économique** » ou « **monétarisation** » qui est une de ses étapes fondamentales. Cette étape se caractérise par la présence de l'économie de marché et l'apparition d'un intermédiaire financier dont la monnaie, qu'elle soit métallique, scripturale ou fiduciaire<sup>1</sup>. En se détachant du troc libre et étalonné, (phases préliminaires du processus de monétarisation) la spécificité de la monétarisation réside dans le fait qu'elle s'appuie sur toutes activités (agricoles

---

<sup>1</sup> Voir à cet effet, Michèle SAINT MARC (1972)

pures, pastorales et extra agricoles) capables de créer des flux monétaires (métallique, scripturale et fiduciaire), et de soustraire la monnaie de son caractère précédemment fictif et intransigible. Ainsi, selon Michèle SAINT-MARC (1972) et Marcel RUDOLFF (1969), le niveau de monétarisation d'une économie (évalué à travers des indices monétaires macro-économiques tels que l'évolution du ratio  $\frac{MS}{MM}$ <sup>2</sup>) détermine fortement son niveau de développement économique. Par monétarisation, SAINT MARC entend une évolution des indices représentant les fonctions de la monnaie, évolution telle qu'elle permet aux agents, l'utilisation fonctionnelle, optimum de leurs ressources monétaires. Cette évolution se fait par étape autour des trois principaux stades caractéristiques des échanges : le troc libre, le troc étalonné<sup>3</sup> et la monétarisation.

Venant au contexte africain, l'histoire des faits économiques nous enseigne que les sociétés africaines ont été longtemps marquées d'une part, par l'auto-consommation et, d'autre part, par le troc libre et étalonné pour satisfaire leurs besoins d'échange et de consommation. Au fil du temps, ces systèmes d'échange se sont vus détrônés au profit de l'échange monétaire basé sur la monnaie métallique. Cela est rendu possible grâce à la colonisation qui a engendré l'institution des cultures de rente et l'impôt forfaitaire dans des régions comme l'Afrique au sud du Sahara. L'économie de traite et l'obligation

---

<sup>2</sup> MS = Monnaie scripturale; MM = Masse monétaire. Selon Michèle Saint Marc, plus ce rapport est élevé, plus l'économie est monétarisée.

<sup>3</sup> Pour plus de détails sur le troc libre et étalonné, se référer à Michèle Saint Marc « Monnaie, espace ... » 1972.

de payer les impôts en signe monétaire furent des facteurs qui ont marqué la monétarisation des échanges dans ces économies de façon générale.

Actuellement, l'une des caractéristiques de cette monétarisation est qu'elle demeure (au sein de l'unité d'exploitation ou du ménage) beaucoup plus accentuée en zone urbaine qu'en zone rurale.

Mais, quand on sait que dans la plupart des régions africaines, les zones rurales sont les plus peuplées et fournissent l'essentiel des activités de production, on voit apparaître tout l'intérêt d'une monétarisation de l'économie rurale. En effet, cela serait un moyen d'intégration de l'économie nationale et un processus d'amorce du développement de cette économie locale.

Au Burkina Faso, surtout dans la région du Nord, il existe d'énormes potentialités en ressources monétarisables dont la forme la plus répandue est le bétail. Cependant, ces ressources sont dans la plupart des cas non monétarisées et conservées sous forme naturelle pour le plus souvent des questions de prestige, lorsqu'on considère les aspects anthropologiques et socioculturels. L'explication anthropologique et socioculturelle de cette situation tient au fait que le bétail n'est pas un bien personnel et appartient à des générations lorsqu'on se situe au plan familial. Aussi, il est utilisé pour des sacrifices et des rituelles qui permettent à la famille de s'affirmer et de conserver sa place dans la société.

De façon récente, dans cette région du Nord, la sécheresse de l'année 1984 accompagnée d'une baisse de la productivité a amené les paysans à

développer des stratégies économiques qui ont modifié considérablement leur système de production et d'échange qui était très peu basé sur les transactions monétaires KONRAD (1991). Cette transformation des systèmes de production et d'échange s'est matérialisée par le renforcement et la diversification des activités de production (amélioration des techniques de production agricole à travers l'intervention de structures de développement, activités extra agricoles à but lucratif à travers l'action d'une institution financière de développement, élevage intensif en embouche de petits ruminants). A partir de cet instant, on s'est posé la question de savoir si cette modification des systèmes et structures de production a constitué un nouveau dynamisme à travers une monétarisation continue des activités de production.

Le choix de cette zone s'expliquerait ainsi par les facteurs qui peuvent conditionner la monétarisation des échanges.

En abordant l'aspect problématique de cette recherche, on peut noter qu'une des principales caractéristiques du Burkina Faso est la coexistence d'une économie dualiste, l'une, intégrée au secteur moderne et à l'échange international, l'autre, archaïque repliée sur elle-même. Cette dernière frange de l'économie nationale qui se situe en milieu rural renferme 75 à 85% de la population du pays et fournit l'essentiel des biens alimentaires. Il se pose alors un problème d'intégration des deux types d'économie et de la modernisation de l'économie rurale indispensable au développement du pays et à la réduction de la pauvreté qui touche les  $\frac{3}{4}$  de la population, et qui situe le pays parmi les derniers au monde au niveau de l'indicateur de développement.

En effet, dans des études récentes du PNUD (1998) sur la pauvreté, le Burkina Faso fut classé au niveau de l'Indicateur du Développement Humain (IDH) comme 173<sup>ième</sup>/176 pays. De plus, il apparaît selon l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (l'INSD) que les campagnes burkinabé (près de 85% de la population) sont plus pauvres que les zones urbaines et semi-urbaines.

Il se pose alors un problème général de lutte contre la pauvreté et de manière plus spécifique un problème de lutte contre la pauvreté en zone rurale. Un des mécanismes certain de cette lutte est l'arrimage entre l'économie urbaine et l'économie rurale. Le processus par lequel cet arrimage doit se faire, c'est le développement des échanges. Or, qui parle d'échange parle d'intermédiaire à ces échanges et d'institutions adéquates. Aujourd'hui, la monnaie reste un peu partout cet intermédiaire.

Même si les communautés rurales burkinabé ont pendant longtemps eu recours à un intermédiaire au niveau des échanges qui est la monnaie, il n'en demeure pas moins que celle ci, sous ses formes récentes (métallique, fiduciaires, scripturale) et à travers ses différents véhicules, reste étrangère à leur processus d'évolution pour la plupart des cas. La monnaie, dans sa conception actuelle semble être une imposition du « colonisateur » au début du 20e siècle. Cette façon d'accepter la monnaie métallique et toutes ses variantes, fait que les populations rurales manifestent encore certaines réticences quant à son bien fondé dans le développement à travers essentiellement ces deux dernières fonctions (précaution et spéculation).

Aujourd'hui, ils appellent quelque part dans un village du Burkina Faso, la monnaie « l'argent du blanc ».

On comprend dans ces conditions la nécessité de saisir la place et le rôle de la monnaie dans les activités quotidiennes de production, de consommation et d'échange en zones rurales.

Ainsi, comme énoncé précédemment, la recherche porte sur l'une des localités de la province du Yatenga située au nord du Burkina Faso, à savoir, le village de Madougou. Ce village est essentiellement agro-pastoral mais regorge également de potentialités dans le domaine minier (l'or). En plus, cette province connaît un intérêt particulier pour les actions de développement depuis l'installation du groupement NAMM tout juste après les indépendances. On peut se demander si les transactions via la monnaie sont favorables à une accélération de la monétarisation à Madougou, en vue de rapprocher les deux types d'économie et minimiser les risques et goulots d'étranglement au plan national et international.

Traiter de la monétarisation et de son processus dans un village, c'est traiter à la fois des faits socio-historiques de la monnaie dans ce village, du processus de changement des comportements du milieu en matière de perception de la monnaie et de son acceptabilité à travers toutes ses fonctions, de l'aspect intégré ou non de la monnaie dans les échanges à travers les activités de production...

Le titre partiel de cette thèse «monétarisation et dynamisme des échanges en milieu rural» pose le problème d'un processus de transformation lente et longue des structures monétaires d'une économie rurale. Comment est-ce que cette économie doit s'arrimer dans sa structure locale à l'ensemble de l'économie régionale et nationale pour son propre développement ? Ici, la monnaie (à travers son rôle transactionnel) est prise comme l'indicateur de ce processus de transformation, de dynamisation. Le choix de la monnaie en tant qu'indicateur de ce processus de transformation réside dans les fonctions économiques, politiques et souvent culturelles qu'elle a assurée et continue d'assurer.

Ainsi, le problème qui se pose est de savoir s'il existe une monétarisation de la production issue des activités des ménages ruraux. Et dans quelle mesure cette monétarisation constitue une solution aux problèmes de développement de l'économie locale en question. En d'autres termes, Il s'agit de voir l'importance des transactions monétaires de l'exploitation dans ses rapports d'échange avec son environnement immédiat. Ces transactions demeurent - elles structurelles et dynamiques ou conjoncturelles ?

La question centrale est : « *Est-ce que la monétarisation d'une économie (une fois entamée) traduit d'office son niveau de transformation structurelle de développement ?* »

L'intérêt premier de cette étude réside dans le fait que les facteurs qui expliquent le dynamisme des échanges considérés sous un angle micro

économique se veulent au centre des préoccupations en milieu rural. Cela, pour une intégration plus poussée des économies rurales à l'ensemble de l'économie nationale. De même, « il n'est pas possible de comprendre les problèmes du développement sans comprendre la rationalité sous-jacente des agents économiques, la logique des institutions, et le fonctionnement des marchés...en ce sens que les comportements culturels jouent un rôle dans la croissance des Nations » GRELLET (2000).

Le second intérêt réside dans le fait qu'aucune action durable ne peut être entreprise dans une structure économique paysanne donnée sans une connaissance du cadre institutionnel et des mécanismes socio-économiques qui la définissent. Car de ces tendances, dépendent son évolution et son insertion dans le circuit économique mondial. La monétarisation qui est perçue ici dans le cadre d'une économie rurale est un domaine très peu analysé. Cependant, cette recherche tentera de trouver des éléments de réponses aux questions sous-jacentes.

De ces intérêts principaux, découlent d'autres plus spécifiques à savoir :

- comprendre les modes d'insertion et d'adaptation des groupes ruraux aux mutations extérieures susceptibles d'influencer leur environnement socio-économique en considérant les aspects de l'intégration de la monnaie dans les économies Subsahariennes ;
- examiner si cette monétarisation est un phénomène ponctuel, si les ménages de Madougou exercent des activités à même de monétariser

l'économie parce qu'ils veulent satisfaire des besoins monétaires survenus de façon ponctuelle ;

- observer aussi si les trois motifs essentiels de détention de la monnaie à savoir, les motifs de transaction, de spéculation et de précaution, sont adaptables au milieu rural ; lorsqu'on s'aperçoit qu'au plan mondial, la puissance d'une nation dépend de sa puissance monétaire ;

- voir enfin si les organisations institutionnelles présentes dans la zone contribuent à accélérer le processus de monétarisation.

Il apparaît ainsi, à travers ces considérations micro économiques, une vue sur la stratégie épousée par les ménages de Madougou en terme de monétarisation. Ce qui permet d'apprécier dans le court terme, en fonction des stratégies adoptées et observées par les unités de production et de consommation, quel caractère monétaire revêtent leurs échanges et par conséquent la zone ?

Au vue de ces intérêts, l'objectif de cette recherche est donc d'aboutir à une compréhension de l'ensemble des éléments et facteurs qui déterminent la monétarisation de la production et partant des échanges dans l'économie de Madougou, à l'échelle de l'exploitation.

Ainsi, cette thèse se structure en deux grandes parties :

***La première partie*** procède à une présentation du cadre théorique et de la méthode de recherche à travers 3 chapitres : Le chapitre 1 traite du lien implicite entre la monnaie et le développement; le chapitre 2 aborde les aspects

sur l'évolution historique et socio économique de la monétarisation, c'est à dire le processus de monétarisation et ses différents contours. Enfin, le chapitre 3 procède à une présentation et à une analyse descriptive de la zone de recherche, ainsi que de la méthode de recherche et des différents indicateurs qui ont été utilisés.

*La deuxième partie* analyse les facteurs qui expliquent la monétarisation de l'économie de Madougou à travers les trois derniers chapitres : Ainsi, le chapitre 4 traite du processus de monétarisation et de ses caractéristiques à Madougou ; le chapitre 5 aborde la monétarisation des échanges dans les différents secteurs de production à Madougou ; enfin le chapitre 6 traite du seuil de monétarisation des exploitations et établit les relations fonctionnelles entre variables.

**I<sup>ERE</sup> PARTIE : CONSTAT DE L'EVOLUTION DU PROCESSUS DE  
MONETARISATION : CADRE THEORIQUE**

La première partie de ce document est consacrée au cadre théorique et à la méthode de recherche propre à cette étude. Dans ce sens, il sera question au niveau du cadre théorique dont la revue de littérature, de chercher à établir le lien implicite entre la monétarisation et le développement ; de définir et de décrire la monétarisation en tant que processus, pour aboutir à l'ensemble des investigations théoriques économiques qui ont eu lieu dans le domaine. La méthodologie de recherche fera état des méthodes et techniques utilisées pour collecter les informations et données nécessaires à la vérification des hypothèses. Pour ce faire, nous verrons *dans un premier chapitre* le contexte de l'étude que nous situerons à travers le lien implicite entre monnaie et développement. Ensuite, suivra *dans un deuxième chapitre* l'évolution historique et socio économique de la monétarisation qui fera état de l'ensemble des investigations historiques et socio économiques sur le processus. Enfin *Dans un troisième chapitre*, nous aborderons la méthodologie de recherche, ainsi que l'ensemble des indicateurs propres à cette étude qui, une fois les hypothèses définies nous ont permis de mettre en rapport les différentes variables nécessaires à la vérification de ces hypothèses.

## **CHAPITRE 1 : LIEN IMPLICITE ENTRE MONNAIE ET DEVELOPPEMENT**

Le 21<sup>ème</sup> siècle est caractérisé sur plan économique mondial par la fusion des grandes nations à travers des objectifs de croissance qui placent la monnaie au centre des préoccupations. La monnaie devient donc pour ces nations l'instrument privilégié dans le processus de développement. Traitant de la monnaie et du lien implicite entre cette dernière et le développement, spécifiquement dans les économies subsahariennes, ce chapitre se compose de trois sections. La première section place l'Afrique dans son contexte actuel de développement par rapport aux questions monétaires en parlant de l'importance du rôle de la monnaie dans le développement, du retard de l'Afrique quant à l'appréhension des questions monétaires et de la répercussion probable de ce retard sur le niveau général des échanges et partant du développement et de la croissance. La deuxième section parle du développement des échanges à travers les institutions considérées à première vue comme des organisations ayant un impact positif sur le développement. Enfin la troisième section aborde les questions monétaires en rapport avec l'activité économique.

### **1.1. : PLACE DES ECONOMIES SUBSAHARIENNES DANS LE CONTEXTE ECONOMIQUE MONETAIRE**

#### ***Importance des questions monétaires dans le développement***

Depuis le 19<sup>e</sup> siècle, la plupart des approches (néoclassiques et keynésiennes) cherchent la solution aux problèmes économiques mondiaux à travers des politiques monétaires, hormis l'analyse dichotomique (le paradigme

de la monnaie voile) qui envisage ces solutions sous leurs aspects purement réels. En 1944, pour remédier aux grandes crises économiques de l'après guerre, le système de change fixe fut remplacé par le système de change flottant. Au cours de la même période, (1945), la «dollarisation» a mis au diapason de la réflexion économique, l'étude des relations qui existent entre le secteur industriel et le secteur financier dans le processus de développement. Du reste, les questions sur la nécessité de création d'un système réglementé par un régime de change flottant ou fixe, la création d'une ou de plusieurs devises clés qui se partageront les fonctions de monnaie internationale et, où la monnaie pourrait être définie comme un rapport global entre les centres de décision économique et la collectivité, ont été au centre des préoccupations dans les relations économiques internationales. Enfin, la tendance dominante de cette fin de 20<sup>e</sup> est l'économie de marché avec comme support le véhicule le plus commun à toutes les transactions : la monnaie qui, du reste n'a pas la même perception à travers ses différentes fonctions partout ailleurs.

### *Retard de l'Afrique quant à l'appréhension des questions monétaires*

Ainsi, au moment où se tenaient et où se tiennent ces recherches et débats sur les questions monétaires et financières entre les grandes puissances au plan international, la plupart des pays en voie de développement subissaient les retombées les plus négatives de ces politiques monétaires et financières. Pour preuve, la dollarisation n'a-t-elle pas amené Israël à juger nécessaire la suppression de sa monnaie nationale car toutes ses fonctions étaient supplantées par le dollar ? C'est ainsi que SALAMA (1989) disait que la

monnaie est un actif et que mais, les fonctions de la monnaie ne s'exercent pas dans une seule monnaie. Dans ce même ordre d'idée, l'économie française s'est vue fragilisée en 1978 de telle sorte que le gouvernement français se lança dans la «stratégie du franc fort » pour contrecarrer les conséquences inflationnistes du change flottant. Partout, les politiques économiques devaient s'ajuster en fonction des mécanismes réglementant le système monétaire et financier dans lequel ils étaient impliqués ; alors que dans le même contexte, les économies des pays africains et ceux de l'Afrique au sud du Sahara plus spécifiquement pouvaient être qualifiées d'économies écartées du système sus décrit ou marginalisées ou faiblement intégrées au plan monétaire et financier. Selon certains auteurs tels que ALEXANDROVSKAĀ et RYBAKOV (1969), ce constat est un fait colonial. En effet, l'image de l'Afrique lui confère un continent perpétuellement producteur de matières premières qu'elle exporte vers les pays développés sur la base de termes de l'échange qui se détériorent de plus en plus. Par ailleurs, le faible développement de la production industrielle en Afrique a freiné l'établissement de liens économiques suffisants entre la ville et la campagne et partant, la quasi-inexistence des rapports monétaires et financiers. Les cités africaines sont longtemps demeurées des centres de stockage et de relais entre villes européennes et les lieux de stockage qu'elles représentaient.

Pour enrayer cet héritage colonial peu bénéfique pour l'Afrique, il y a de cela 30 ans que les économies africaines ont la lourde tâche de mettre en place une politique d'investissement efficace permettant une rentabilité et un

drainage de flux monétaires qui seront injectés dans l'activité économique. Cela, afin de dynamiser les échanges aussi bien au niveau macro que micro économique, seul tremplin pour l'acheminement vers une ouverture économique répondant au contexte actuel de développement et de mondialisation. Il s'agit ainsi de venir à bout du déficit monétaire qui détermine la croissance économique au lendemain de la globalisation de l'économie avec à la une, l'avènement de l'Euro en 1999. En effet, l'absence d'une politique monétaire cohérente et efficace a longtemps influencé négativement la dynamique des échanges des pays du tiers monde, aussi bien en zone rurale qu'urbaine. Actuellement, la tendance générale serait à l'accélération de la monétarisation de ces économies.

***Répercussions probables de ce retard sur le niveau et la dynamique des échanges monétaires en milieu rural.***

Le retard dans l'appréciation des questions monétaires en Afrique Subsaharienne qui a occasionné sa marginalisation au niveau de l'intégration économique ; ainsi que le maintien d'un système d'échange inégal au plan national est longtemps débattu. Cet «échange inégal», crée une sorte de distorsion entre les deux sphères noyaux de l'économie ; la sphère productive et la sphère monétaire. Cela pose ainsi des problèmes de développement et de croissance dans ces pays, de telle sorte que la formule clé de Jean Baptiste SAY à savoir l'offre crée sa propre demande à travers une incitation des besoins, laisse la place à cette conception keynésienne selon laquelle l'insuffisance de la demande occasionne la crise économique. Ainsi, Joseph POUEMI (1980),

tout en imputant le retard de développement observé en Afrique à la non-maîtrise des questions monétaires et donc à une monétarisation non parfaitement complète, écrivait que l'indépendance si chèrement acquise en Afrique ne saurait prendre son sens en dehors des questions monétaires. Selon lui, il existe une rupture intellectuelle quant à la monnaie et des mécanismes économiques en Afrique. Il devrait exister des organisations capables de tisser le lien entre l'économie réelle et l'économie monétaire de manière à assurer une monétarisation accélérée de l'Afrique.

## 1. 2 : MONETARISATION ET DEVELOPPEMENT DES ECHANGES : LES INSTITUTIONS

Les pays de l'Afrique subsaharienne sont caractérisés par une faiblesse de leur accès aux biens et services de base. Cette situation maintient plus de 60% de la population de cette partie du continent au-dessous du seuil de pauvreté. Cela pourrait s'expliquer dans un sens par l'orientation de l'offre des produits et des biens de base qui, pour la plupart est restée longtemps calquée sur une demande extérieure. Il se crée ainsi un désajustement entre coûts de production et revenu. Ce qui traduit la pauvreté et l'entretien à la fois.

Par ailleurs, la prédominance de l'économie réelle dans ces pays fait ressortir l'importance de la micro entreprise qui pourraient constituer des économies d'échelle. Cependant, le manque de capital et de services de base en constituerait un frein majeur. Dans ce contexte, seul le développement des échanges à la base peut susciter une forte monétarisation qui entraînera une croissance accélérée. Prenant l'exemple de l'Asie de l'Est et du Chili, l'histoire

économique nous enseigne que l'essor est né de l'expansion d'un tissu dense de micro et de petites entreprises à la base. Aussi, une des contraintes majeures à laquelle font face les pays de l'Afrique au Sud du Sahara dont le Burkina Faso est l'insuffisance de la demande intérieure qui entretient de ce pas l'insuffisance de l'offre interne. Des mesures visant à soutenir l'offre pourraient être menées à travers des actions concrètes de développement (formation et renforcement des compétences au niveau de secteurs clés, allocation de crédits à des secteurs). L'existence de l'offre suscitera des besoins qui entraîneront ainsi une augmentation de la demande. Il faudra dans ce cas, la mise en place d'institutions fiables capables de soutenir toute action sur l'offre. Que pourrait représenter une institution dans ce contexte ?

### **1.2.1. : DEFINITION**

En se référant à NABLI et NUGEN (1989) in HE (1994), l'institution peut être définie comme « une série de contraintes qui gouvernent les relations et les comportements entre individus ou les groupes. COREI Torstein (1995) souligne que certains économistes font l'opposition entre institutions et marchés et considèrent que la principale fonction de l'institution est la « coordination des actions individuelles dans un contexte où le marché n'est pas efficient ». NORTH (1981) indique que « les institutions sont des contraintes humainement conçues qui structurent les interactions politiques, économiques et sociales...Elles consistent en contraintes informelles, (les sanctions, les tabous, les coutumes, les traditions et les codes de comportement...), et en règles formelles (les constitutions, les lois et les droits

de propriétés). Les institutions fournissent une structure d'incitation dans l'économie ». Ainsi, tout comportement humain dépend du cadre institutionnel dans lequel il s'inscrit. Et pour son efficacité, l'institution doit être endogénéisée en intégrant les éléments sus-cités. L'institution est également « un ensemble d'agents obéissant à des règles définies... » G.GRELLET (2000) ; séminaire sur la micro économie du développement. Selon Mitchell in Torstein, « l'institution de la monnaie devrait être envisagée comme l'ensemble des représentations collectives qui rendent possible la commensurabilité... dans la mesure où la monnaie tend à normaliser l'ensemble des comportements individuels, celle-ci est bien ce fait social total selon la célèbre formule énoncée par MAUSS à l'époque ». Cette dernière définition de MITCHEL reste plus conforme au contexte de cette étude. Certes, toutes ces définitions aussi diverses que complémentaires dénotent de l'importance de l'institution et par conséquent, de la recherche de sa crédibilité dans la société.

La prise en compte des aspects techniques et physiques (insuffisance de l'épargne intérieure, la stagnation agricole, la faiblesse du commerce international, les besoins en capital humain) dans l'explication du retard de développement incombe selon HE (1994), à la théorie des institutions et une économie à la recherche de solutions aux problèmes de développement aura davantage besoin d'une théorie des institutions. C'est ainsi que, les raisons du sous développement s'expliquent souvent par l'absence totale ou l'inadéquation des organisations institutionnelles. Cette inadéquation est

fréquemment expliquée par les normes sociales, les coûts de transaction élevés et le comportement égoïste de certains groupes. L'approche institutionnelle tend à mener la réflexion sur le développement en intégrant l'ensemble de ses grandeurs.

Quel sera dans ce cas le rôle joué par les institutions, principalement les institutions financières dans un contexte de développement et de croissance à travers leur impact sur les transactions monétaires ?

### **1.2.2. : INSTITUTIONS ECONOMIQUES ET PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT : POLEMIQUE DE L'IRRATIONALITE PAYSANNE.**

Le rôle des institutions dans l'allocation des ressources est essentiel dans la mesure où elles interviennent pour des ajustements lorsque les coûts de transactions dans l'économie sont bas ou élevés. L'institution joue un rôle d'incitation à trois niveaux selon HE (1994) :

- elle prédéfinit les règles d'agrégation et de pondération des intérêts individuels ;
- elle définit les règles d'agrégation et de pondération des intérêts individuels ;
- elle dissuade et punit les comportements violant les règles.

L'approche marxiste selon Bardhan (1988) dans HE (1994), indique que dans les pays en voie de développement, certaines institutions ou relations de production empêchent le développement des forces de production parce que « les institutions sont les moyens politiques contrôlés par les classes dominantes sans pouvoir monter le mécanisme par lequel ces classes

parviennent à obtenir ce résultat et les facteurs explicatifs derrière ces institutions ». Par ailleurs, HE souligne que la micro économie du développement à travers une micro analyse, considère l'économie rurale comme celle où « l'asymétrie d'informations et l'incertitude empêchent le bon fonctionnement du marché ». Dans ces conditions, le comportement paysan ne peut être traité d'irrationnel car les paysans procèdent à des arbitrages entre différentes formes de contrat (institutions de type micro) pour réduire leur coût de transaction.

En outre, la thèse de la rationalité des paysans est contestée parce que ces derniers rencontrent plus de problèmes d'information que d'incitation. Le choix des paysans est donc soumis à leur structure sociale et trois types de contraintes ont été dégagées : La bureaucratie, l'information et l'incertitude et enfin la tradition.

### *1. La Bureaucratie.*

Lorsque les contraintes sociales sont de type étatique ou bureautique, les coûts de transaction correspondent aux coûts que les paysans devraient subir pour contourner les obstacles administratifs. Ces coûts sont d'autant plus élevés que la procédure administrative est lourde. La probabilité ainsi pour que le paysan intègre le circuit devient très faible.

## *2. L'information et l'incertitude.*

CHEUNG et STIGLITZ (1986/1988) ont montré que face à l'imperfection de l'information, certaines formes de contrats traditionnels apparemment moins efficaces que les contrats sur les marchés sont préférés par les paysans parce que ces contrats se révèlent plus efficaces en terme d'économie de coût d'information et de diminution des risques. C'est le cas des institutions financières locales et traditionnelles (tontines) au profit des institutions financières modernes (banques).

## *3. Le poids de la tradition.*

Si les contraintes sociales sont de types coutumiers et traditionnels, AKERLOF (1984) dans HE (1994), explique comment les coutumes peuvent influencer les décisions des agents lorsque ces derniers désirent conserver leur place dans la société. Par exemple, lorsqu'une institution financière est peu intégrée au circuit économique qui est de nature traditionnelle (production pour auto consommation et très faible degré de monétarisation des activités de production...) sera considéré comme marginalisé tout individu qui tentera de se détacher de ce circuit au profit de cette institution financière.

L'approche néo-institutionnelle insiste de ce pas sur la désétatisation de certaines organisations en ce sens que Alain De JANVRY Marcel FAFCHAMPS et Elisabeth SADOULET (1991) in HE affirment que l'Etat n'est pas nécessairement plus efficace pour aider les paysans à accéder aux

marchés de crédit ou d'assurance, d'où la nécessité de la présence d'institutions financières informelles.

Pour ce faire, l'approche néo-institutionnelle cherche dans un premier temps les mécanismes qui expliquent la persistance des institutions traditionnelles ; elle met ensuite en évidence le rôle des coûts de transaction dans la persistance du système traditionnel et essaye enfin d'expliquer le rôle d'institutions informelles dans une société traditionnelle. En dernière analyse, cette approche souligne que la persistance des institutions informelles dans les Pays en voie de développement s'explique par le fait que les institutions modernes en sont au début de leur formation et que leurs coûts d'utilisation sont encore élevés. Ainsi, face à des institutions formelles, trop puissantes, et trop répressives, les réseaux informels basés sur la confiance jouent un rôle d'auto - protection, de contournement des obstacles administratifs. Parmi ces institutions, il existe des institutions financières qui, comme leurs noms l'indiquent devraient permettre une allocation optimum des ressources financières et permettre le développement et la croissance économique.

### **1.2.3. : INSTITUTIONS FINANCIERES**

En Afrique, et dans la plupart des pays en voie de développement, le système financier présente un caractère dualiste. On observe en effet, un système financier officiel, plus global à connotation internationale et sous régionale, et un système peu moderne, assez rudimentaire à connotation locale ou plus exactement rurale. Le premier système est très sélectif et s'adresse uniquement aux populations et personnes morales des zones urbaines et semi-

rurales. Le deuxième système, plus adapté au contexte de développement des pays en voie de développement, est né des insuffisances observées au niveau du premier système (lourdeur administrative, faible taux d'épargne...et contraintes occasionnées par des insuffisances liées aux problèmes d'information déjà notés dans les pages précédentes).

Philippe HUGON (1996) appelle répression financière ce dualisme entre secteur financier officiel et secteur informel qui joue le rôle de régulateur et qui se substitue aux défaillances des institutions officielles.

#### 1.2.3.1. : SECTEUR FINANCIER FORMEL

Selon MATHIS (1992), le secteur financier formel est composé de banques et de tous les établissements financiers reconnus par la Banque Centrale, des marchés financiers organisés. Par ailleurs, BRANA (1997) appelle système monétaire ou système financier « l'ensemble des mécanismes, des institutions et des marchés qui assurent la création de la monnaie et sa circulation entre agents ». Son rôle étant de permettre le bon fonctionnement de l'économie. Sont également considérées comme secteur financier formel toutes les relations financières en dehors des banques lorsqu'elles impliquent un agent non financier du secteur formel. Ce secteur a l'avantage de distribuer des prêts longs critères vers des activités productives. Cependant, beaucoup d'insuffisances notées au niveau des institutions formelles ont occasionné la création d'institutions informelles.

### 1.2.3.2. : SECTEUR FINANCIER INFORMEL

Le crédit non officiel (secteur financier informel) est défini comme un ensemble d'activités et d'opérations financières légales mais qui ne sont pas officiellement enregistrées et qui échappent à l'orbite des institutions financières officielles (CHANDARVAKAR, 1988, p 1 dans HUGON, 1996).

Elles sont caractérisées (LELART 1990 in P. HUGON 1995) par :

la prédominance des transactions en espèce ; l'absence d'enregistrement et de réglementation ; l'échelle restreinte des opérations ; la facilité d'entrée ; l'échange d'actifs hors des cadres juridiques ; un fonctionnement qui s'appuie sur des relations personnelles ou sur des solidarités communautaires.

On en distingue 3 domaines selon HUGON (1996) :

- les institutions communautaires qui reposent sur des droits et obligations coutumières hiérarchiques (clans, lignage, classe d'âge...) ;
- les pratiques et organisations tontinières... ;
- les prêteurs et banques privées non officielles.

Le secteur informel se manifeste selon MATHIS à travers deux institutions majeures ; la tontine et le garde-monnaie. Il souffre d'énormes difficultés dont l'émergence des prêts à court terme destinés à la consommation. Il est par ailleurs caractérisé par une allocation non optimale du crédit distribué du fait du caractère restreint de l'espace de transaction.

Le système de financement décentralisé concerne les autres secteurs dynamiques de l'économie qui sont exclus des systèmes bancaires classiques.

Leur caractéristique essentielle est qu'elles s'adressent à des agents à revenus faible et moyen. Ce secteur est plus faible du point de vue réseau et plus répandu en milieu rural du fait qu'elle surplombe les trois critères notés précédemment et qui rendent inaccessibles les institutions financières trop « étatisées » ; à savoir qu'elle est exempte de toute bureaucratie, l'information circule parfaitement, l'incertitude est maîtrisée et enfin elle est généralement parfaitement intégrée au contexte traditionnel d'où elle génère.

### 1.2.3.3. : CARACTERISTIQUE DES SECTEURS FINANCIERS FORMELS ET INFORMELS AU BURKINA FASO

Au Burkina Faso, le système financier formel a une genèse beaucoup plus historico-politique qu'économique. Nous verrons plus tard que les aspirations qui ont conduit à l'introduction des banques dans les pays développés étaient différentes de celles qui ont été à l'origine de la germination des banques en Afrique au Sud du Sahara de façon générale et au Burkina Faso de façon spécifique (fait colonial à travers l'imposition des cultures de rente, besoins de trésorerie créés par la présence coloniale...), où l'offre n'a su créer sa propre demande. En effet, le secteur financier formel s'est développé en Afrique (selon HUGON, 1996) culturellement et socialement en rupture avec la société civile. La plupart des agents économiques sont largement exclus de ces systèmes. Les institutions formelles transplantées ont ainsi une crise de légitimité et se dévitalisent faute d'enracinement dans la société...

Au Burkina Faso, les banques existent de nos jours et jouent leur rôle d'intermédiation financière. Cependant, selon les statistiques, seulement un

tiers d'entre elles concentrent l'essentiel de l'activité bancaire et satisfont à moins d'un tiers la demande.

Le non-fonctionnement et la non-adaptation du système financier formel ont entraîné la création de circuits informels mieux adaptés au contexte de développement de ce pays.

Ainsi, le secteur financier informel, est caractérisé au Burkina Faso par l'existence de mutuels d'épargne et de crédit, des réseaux de caisses populaires et d'autres intervenants, soucieux de rapprocher les finances à la clientèle à l'image du Projet de Promotion du petit Crédit Rural (PPPCR). Leurs conditionnalités sont accessibles à la majeure partie de la population mais, la faiblesse de leur portefeuille diminue leur champ d'intervention. En plus, ils répondent aux besoins de financement de la population dans des secteurs de productions spécifiques aux zones.

Autre forme d'organisation qui peut être qualifiée d'institutionnelle et qui fournit une forme d'incitation des structures dans l'économie lorsqu'on se réfère aux notes sur la définition de l'institution, pourrait bien être le marché.

#### **1.2.4 : FONCTION ET PLACE DU MARCHÉ EN TANT QU'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

Définit par W. S. JEVONS in « *histoire des pensées économiques ; les fondateurs ; 1993 ...* » comme « ...le lieu où deux ou plusieurs personnes négocient deux ou un plus grand nombre de produits, lorsque les stocks de ces produits et les intentions des coéchangistes sont bien connus de tous... », le

marché fut l'une des premières formes institutionnelles reconnue depuis les deux célèbres auteurs WALRAS et JEVONS. L'introduction de la notion de coût de transaction dans les échanges a été à la base de la création d'organisations hors marché c'est à dire d'autres formes institutionnelles. En somme, le marché fut d'abord une organisation institutionnelle et par la suite, elle devint précédente à toute autre forme d'organisation institutionnelle par l'introduction de la notion de coûts de son fonctionnement qui ne sont d'autres que les coûts de transaction. Il faut donc comprendre les différents facteurs qui influencent les coûts de transaction sur un marché. Car, de cela, dépend le degré de fréquentation de ces marchés, ainsi, que le degré d'incitation des structures économiques par ces marchés.

Ainsi, pour WILIAMSON (1998) l'analyse des règles qui émanent des marchés passe par la compréhension du système qui coordonne les transactions sur les marchés ; c'est à dire les institutions. Ce système se situe à quatre niveaux d'analyse. L'interaction de ces différents niveaux serait favorable à la rationalisation de coûts de transaction.

- Le premier niveau d'analyse concerne les facteurs sociaux, religieux, ethniques, culturels... Ces facteurs évoluent lentement et influencent de manière considérable les comportements des agents sur les marchés.
- Le deuxième niveau d'analyse est relatif aux règles formelles, juridiques, mises en place par l'Etat auxquelles toute autre forme organisationnelle se

doit d'obéir. Les éléments qui composent ce cadre institutionnel évoluent plus lentement que ceux du précédent.

- Le troisième niveau d'analyse serait les arrangements entre partenaires évoluant dans le même secteur. Cela, pour une période bien déterminée.
- Enfin, le quatrième niveau d'analyse concerne les règles définies au sein d'une firme, d'une entreprise. Il est considéré comme un processus continue au sein de l'institution.

Ainsi, toutes ces composantes (organisations institutionnelles formelles et non formelles) influencent de manière considérable le comportement des individus sur les marchés et elles doivent être absolument dimensionnés.

Par ailleurs, le débat entre les partisans du marché en tant qu'institution et ceux qui prétendent que l'institution est différente du marché et qu'elle n'intervient que lorsque le marché est inefficace, n'est pas d'actualité.

En considérant le marché comme une institution dans le cadre de cette étude, on peut dire que, de toutes les organisations institutionnelles qui entrent dans le processus de dynamisation de l'économie, il est le lieu où se confrontent librement l'offre et la demande des facteurs de production et des produits de consommation ; le lieu par excellence des échanges monétaires et donc de la monétarisation de l'économie. Il reste de ce fait l'institution privilégiée de cette dynamique à travers bien sûr un instrument incontournable, la monnaie.

### 1.3. : MONNAIE ET ACTIVITES ECONOMIQUES

L'idée de cette section n'est pas de rentrer dans le détail de tous les courants et controverses théoriques et économiques sur la monnaie (Il existe déjà des ouvrages spécialisés dans ce domaine). Elle est de définir la monnaie, de voir les principaux courants et controverses qui discutent du rôle de la monnaie dans l'activité économique pour enfin voir quelle dynamique la monnaie crée dans les économies des pays en voie de développement, si elle est reconnue comme indicateur principal de la monétarisation d'une économie.

#### 1.3.1. : DEFINITION DE LA MONNAIE

Selon certains économistes, la monnaie se définit à travers ses agrégats qui sont M1, M2 et M3<sup>4</sup> selon les méthodes de calcul retenues par tel ou tel pays qui sont fonction de sa politique monétaire

Aristote dit de la monnaie que c'est le bien qui est à la fois moyen de paiement, unité de compte et réserve de valeur. La définition de la monnaie dans ce contexte doit être fonctionnelle comme dirait cet économiste anglais dans POUEMI (1980) « la monnaie c'est ce que la monnaie fait et ceci dépend du milieu, du type de société, des rapports entre individus... ». En partant de cette définition fonctionnelle de la monnaie plus connue et plus acceptée, on se réfère aux différentes fonctions remplies par la monnaie dans l'économie. En

---

<sup>4</sup> M1 = Billets et monnaie divisionnaire + dépôts à vue ; M2 = M1 + placements à vue (comptes sur livrets + comptes d'épargne logement) ; M3 = M2 + dépôts en devises étrangères + placements à termes et titres du marché monétaire. (Lexique d'économie, 3<sup>ème</sup> édition, 1989, DALLOZ.)

effet, dans les pays développés ou aspirant au développement, la monnaie, sous toutes ses formes, joue trois fonctions fondamentales :

- c'est un moyen de transaction : c'est à dire que la monnaie sert d'intermédiaire aux échanges et permet aux individus de rentrer en possession de biens matériels qu'ils désirent. La fonction de transaction est reconnue comme fonction spécifique de la monétarisation d'une économie ;
- c'est un moyen de précaution : ce rôle de la monnaie permet à chaque individu qui la détient d'en constituer une épargne et de se prémunir ainsi contre le risque et les incertitudes ;
- c'est un moyen de spéculation : à travers cette fonction, la monnaie permet à un agent économique qui la détient de faire des anticipations sur des marchés créés à cet effet. Cette fonction est très peu utilisée par les agents économiques des pays les moins avancés parce qu'ils sont quelquefois très peu informés des mécanismes qui régissent les marchés monétaires et financiers ; ou que ces marchés sont pratiquement inexistant dans ces économies.

Ces trois fonctions de la monnaie sont repris par Keynes plus tard pour expliquer son théorème sur la préférence pour la liquidité des agents économiques

Une autre définition dirait de la monnaie que c'est une créance à vue sur le système bancaire...

Ce qui précède (des définitions différentes en terminologie pour une même réalité) dénote de la complexité de la monnaie en ce sens qu'elle peut être directement liée à des réalités économiques, politiques, sociales et même psychologiques.

En partant de cette définition de la monnaie qui est à la fois très complexe et simple, on peut se demander les raisons de sa détention par les agents économiques et quel rôle fondamental elle peut jouer dans l'économie. Tout en sachant que les relations qui existent entre le stock de la monnaie et les autres grandeurs économiques remontent à Aristote et constituent le maillon de la théorie économique de la monnaie.

### **1.3.2. : CONCEPTION CLASSIQUE DU ROLE DE LA MONNAIE DANS L'ACTIVITE ECONOMIQUE**

La tradition quantitativiste repose (il est reconnu) sur une forte dichotomie entre la sphère réelle de l'économie et celle des grandeurs monétaires. Cette perception quantitativiste de la monnaie remonte à la recherche des causes de l'inflation du XVI<sup>e</sup> siècle. Selon eux, la hausse des prix qui a marqué l'activité économique au XVI<sup>e</sup> siècle n'est nullement un phénomène monétaire. Elle est liée à l'afflux des métaux précieux (l'or) venant du nouveau monde. Elle n'est pas expliquée par une augmentation de la production. Ils tirent la conclusion que la monnaie n'influence pas l'activité économique et qu'elle masque la circulation des flux réels issus de la production dans l'économie. C'est le paradigme de la monnaie voile. L'offre de monnaie est dans ce cas exogène et ne dépend ni du volume de la

production, ni de la demande de monnaie. Le seul motif de détention d'encaisse est le motif de transaction qui se manifeste à travers « l'effet Pigou » ; mécanisme qui permet de façon automatique aux prix de s'ajuster à l'offre de monnaie. Et, la célèbre formule de Fisher  $MV = PQ^5$  est reconnue à ce courant pour la détermination de la vitesse de circulation de la monnaie dans l'économie.

Si l'on s'en tient à ce courant classique, la monnaie est totalement absente de l'activité économique et ne peut donc avoir aucun impact sur le développement. En d'autres termes, aucune politique monétaire ne peut influencer le développement de façon conséquente.

Une réaction à ce courant qui fut ouvertement accueillie est celle de JOHN MAYNARD Keynes qui, dans sa « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » (1969) a su démontrer de façon positive le rôle actif que joue la monnaie dans l'activité économique.

### **1.3.3. : CONCEPTION KEYNESIENNE DU ROLE DE LA MONNAIE DANS L'ACTIVITE ECONOMIQUE**

Dans l'univers keynésien, la monnaie n'est plus un simple intermédiaire aux échanges. Elle est désirée pour elle-même à travers son utilité propre. Le taux d'intérêt occupe une place de marque dans l'activité économique. La dichotomie sphère réelle, sphère monétaire est abandonnée, la monnaie se place au centre de l'activité économique et, la quantité de monnaie peut avoir

---

<sup>5</sup> Ici, M est la masse monétaire en circulation dans l'économie ; P est le prix de vente moyen des biens Q est la quantité totale achetée de ces biens et V, la vitesse de circulation de la monnaie dans l'économie. Tout cela, au cours d'une période donnée.

un impact positif sur le niveau de la production et de l'emploi. Cependant, Keynes émet quelques réserves quant à l'augmentation conséquente du niveau de la production et de l'emploi suite à une politique monétaire expansionniste en ce sens qu'une telle politique n'est efficace qu'en situation de sous emploi et si les taux d'intérêts ne sont pas si bas au cas où les encaisses de spéculation ne pourraient plus augmenter (trappe à liquidité). De là, l'augmentation de la quantité de monnaie ne pourra plus faire baisser le taux d'intérêt (qui est déjà à son niveau le plus bas) et par conséquent ne peut plus relancer la production. Par ailleurs, il lie l'augmentation de la production à celle du revenu monétaire. Si le revenu monétaire et la production varient de façon simultanée, le niveau général des prix reste stable et l'activité économique s'exerce pleinement.

La demande de monnaie encore appelée préférence pour la liquidité renferme cette opportunité de la monnaie d'être désirée pour elle-même pour les besoins de l'activité économique immédiate et future. Elle existe pour les trois motifs essentiels déjà définis dans les pages précédentes.

Ainsi, la monnaie joue un rôle actif dans l'activité économique à travers le taux d'intérêt, la préférence pour la liquidité et les motifs de sa détention.

A la suite de Keynes, un autre courant dont le monétarisme (d'inspiration aussi bien classique que keynésienne) fit son apparition avec Milton Friedman (1956) et Hayeck qui considèrent que la quantité de monnaie ne peut pas influencer favorablement (si ce n'est à court terme) le niveau de l'activité économique. Il considère par ailleurs que toute augmentation de la quantité de monnaie supérieure à celle de la production entraîne une hausse des prix, c'est

à dire l'inflation et dans ce cas, le gouvernement doit dépenser moins et fabriquer moins de monnaie... La croissance de la quantité de la monnaie doit suivre celle de la production... MONTOUSSE (1999).

Pour eux, l'Etat n'est pas indiqué pour corriger toutes les imperfections du marché. Il doit se limiter à des politiques restrictives.

Le point de concordance entre la vision keynésienne et monétariste est que la création monétaire doit suivre l'activité économique et l'augmentation de la masse monétaire à travers une politique monétaire efficace peut avoir des effets réels sur l'économie à travers la production et l'emploi.

#### **1.3.4. : CONCEPTION DE LA MONNAIE PAR LA NOUVELLE ECOLE AUTRICHIENNE**

La caractéristique fondamentale de l'école autrichienne réside dans le fait qu'elle procède à une analyse monétaire de l'économie. Chez les partisans de cette école, les impulsions monétaires sont si déterminantes dans la variation de la production, de l'emploi et des prix de telle sorte qu'il faut en tenir compte. L'évolution de la masse monétaire est selon ces « monétaristes » l'indice le plus sûr pour mesurer l'impulsion monétaire.

Sur les marchés, les prix jouent le rôle de signaux qui permettent le calcul économique rationnel et l'affectation optimale des ressources. A l'inverse, les contrôles centralisés sur les marchés sont source d'inefficacité car ils faussent les calculs des agents économiques et provoquent ainsi des distorsions. Cette école, fondée sur les bases des réflexions menées par Milton FRIEDMAN

s'oppose farouchement aux idées keynésiennes selon lesquelles la manipulation des taux d'intérêt, la création monétaire ainsi que le contrôle des prix conduisent à la croissance économique (Milton FRIEDMAN in Marc BASSONI et Alain BEITONE, 1994). FRIEDMAN arrive à certaines formulations selon lesquelles plus les agents économiques détiennent des encaisses, plus ils ont tendance à accumuler plutôt qu'à consommer.

Une autre analyse dont celle de PIGOU (source : idem que le précédent) tend au contraire à démontrer que du fait que le montant désiré de l'agent économique s'écarte du montant réel détenu, il a plutôt tendance à épargner.

Dans les deux cas, la réaction immédiate de l'agent économique rationnel le conduit toujours vers une situation d'épargne, de sécurisation.

### **1.3.5. : CONCEPTION DE LA MONNAIE PAR LES PARTISANS DE L'ECOLE MARGINALISTE**

Ces auteurs, dont J. SCHUMPETER et K. MENGER (in Marc BASSONI et Alain BEITONE, 1994) vont sur la base du principe de la valeur, comme principe fondamental de l'analyse économique. Les hommes n'attribuent de la valeur aux biens que parce qu'ils en ont besoin. Dans ce contexte, ce qui est important c'est la mise en place d'une réflexion sur les besoins des hommes. Ce qui pourrait expliquer le fonctionnement des économies sans échanges et des économies plus complexes, plus évoluées. La situation des économies sans échange s'explique par le fait que les biens échangeables n'ont aucune valeur vis à vis des agents économiques, parce qu'aucun besoin des individus ne s'exprime à l'endroit de ces biens. Dans une économie, les besoins doivent

exister (ou être créés s'ils n'existent pas), ainsi que les moyens nécessaires pour satisfaire ces besoins afin que les biens qui existent dans cette société aient de la valeur et puissent être acquis à travers les échanges via la monnaie. L'existence des besoins et de la valeur dans une économie doit être un préalable à l'existence de la monnaie.

### **1.3.6. : KARL MARX ET LA THEORIE DE LA MONNAIE**

L'idée de Karl Marx se recoupe avec celle des marginalistes selon laquelle pour que la monnaie s'introduise dans une économie, il faut que la satisfaction d'un besoin s'impose. Dans son œuvre « Contribution à la critique de l'économie politique, (édition 1957) », il rattache de façon absolue la monnaie à la marchandise et note que la monnaie est le point de départ du processus de la circulation de la marchandise à travers la formule A-M-A (avec A = argent et M = marchandise). Il fait la simulation entre argent et monnaie. Lorsque le métal ne remplit pas les fonctions de moyen de circulation et de mesure de valeur, il ne peut pas être représenté comme monnaie.

Chez lui, le capital ne peut être considéré comme une somme d'argent ni une somme de biens propres, de moyens de production ; mais, un rapport social de production historiquement déterminé. C'est une valeur qui procure par voie d'exploitation de la classe ouvrière une plus-value.

A entendre Karl Marx, on se demanderait si le bétail conservé par des générations sous forme de capital en milieu rural en vaut cette appellation.

Ces brefs rappels dénotent de l'importance du rôle de la monnaie au sein de l'activité économique. Plusieurs courants de pensée économique (classique, néoclassique, keynésien et monétariste...) ont largement débattu du rôle de la monnaie au sein de l'activité économique et les propos se prêtent aussi bien complémentaires que divergents à la fois. Nous retenons dans ce cas précis que la monnaie a un rôle actif au niveau de l'activité économique à travers son effet régulateur sur la production et l'emploi et par conséquent, sur les échanges.

Après avoir tissé le lien implicite entre la monnaie et le développement économique à travers la place des pays en voie de développement dans la dynamique monétaire, les organisations institutionnelles et structures aptes à créer la dynamique entre la monnaie et l'économie, nous avons noté le retard des pays africains en ce qui concerne les questions monétaires ; l'importance et le rôle de la monnaie dans le processus de développement des échanges ; l'importance des institutions et leur impact sur le processus de décision et le comportement des agents, et l'adaptabilité des institutions financières décentralisées au contexte de développement des pays en voie de développement. Pour pousser la réflexion dans le sens du processus de monétarisation d'une économie, le chapitre suivant se veut un examen des soubassements historiques, anthropologiques et socio-économiques de ce processus de façon générale, de manière à le situer dans le contexte de cette étude.

## CHAPITRE 2 : EVOLUTION HISTORIQUE ET SOCIO ECONOMIQUE DE LA MONETARISATION

Si l'on s'en tient au fait que la monétarisation est un processus continu, son analyse nous impose un bref regard sur la genèse des échanges et le mode d'organisation de la production de l'homo economicus.

Dans ce sens, l'analyse historique et socio-économique du processus de monétarisation s'attachera aux contours historiques, socio-anthropologiques et économiques qui l'ont marqué de façon générale pour en noter les caractéristiques majeures. Sur ce point, une étude sur le processus de monétarisation appliquée au cas de l'économie centrafricaine notait également que le dynamisme de ce phénomène «épouse des comportements culturels et des contours historiques» qu'il convient de ne pas ignorer TOKO (1991). Par ailleurs, W.J.Baumol (1991) in BASSONI M. et BEITONE A. (1994) n'invitait-il pas à réconcilier la théorie monétaire avec les faits en ces termes : « Il me semble que de nombreux champs économiques se prêtent à l'étude via l'histoire et que dans certains cas, il peut être impossible d'effectuer des recherches sérieuses sans elle... ». Tout en partageant parfaitement cette vision des choses, l'examen des aspects historiques, sociaux et culturels qui ont caractérisé le processus de monétarisation ainsi que les échanges sous toutes ses formes est l'un des objets de ce deuxième chapitre. Car, en tout état de cause, l'histoire détient également le secret et les fondements de la crise de développement que connaît l'Afrique de nos jours.

Pour atteindre l'objectif de ce chapitre, il sera question dans une première section, du contexte général du processus de monétarisation d'une économie ; dans une seconde section, de la monétarisation et de la nature des échanges en Afrique au sud du Sahara, dans une troisième section d'une analyse théorique de la monétarisation dans une économie rurale, dans une quatrième section, de la place de la monnaie dans les économies africaines subsahariennes et dans une dernière section, de quelques approches théoriques et empiriques du processus de monétarisation.

## **2.1. : CONTEXTE GENERAL DU PROCESSUS DE MONETARISATION D'UNE ECONOMIE**

### **2.1.1. : MODE D'ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET DES ECHANGES DANS L'ECONOMIE DOMESTIQUE**

Dans la pensée Walrassienne, la richesse sociale est l'ensemble des choses matérielles rares utiles et en quantité limitée. De ce fait, seule cette catégorie de chose devrait faire l'objet d'échange. Par contre, l'histoire et l'anthropologie économiques nous enseignent que dans les sociétés primitives ancestrales, l'échange dépassait le seul cadre des biens économiques matériels et utiles, pour s'étendre à des aspects sociaux, étymologiques et culturels.

Ainsi, les pratiques tels que les chants, les danses, les prières, les rituelles culturels, les sacrifices... faisaient continuellement l'objet d'échange. Ces pratiques étaient régies par un système de don et de contre-don qui véhiculé, par la réciprocité (le principe du « donnant-donnant ») MALINÓWSKI (1968) faisait par exemple que la danse reçue d'une communauté par une autre par

imitation était remboursée sous forme de contre-don par la communauté réceptrice. Le remboursement se faisait par un bien de la même catégorie (chants, danses...). Ce mécanisme constitue la première forme d'échange qui a marqué les sociétés primitives. A travers cette forme d'échange, les parties contractantes se sentent lancer des défis de façon réciproque. Il fallait obligatoirement répondre à ces défis. L'échange s'opérait de telle sorte que la partie réceptrice n'était jamais déçue et était ainsi encouragée à échanger davantage. La femme ne faisait pas exception à ce type d'échange, MALINOWSKI (1968). Dans ces sociétés organisées en groupe, ensuite en clan, l'échange des femmes et des nourritures étaient des moyens d'assurer l'emboîtement réciproque des groupes sociaux ou de rendre cet emboîtement manifeste, LEVI-STRAUSS (1972). Les échanges étaient amonétaires. Ils étaient dépourvus de toute recherche de gain matériel immédiat. Ils étaient soigneusement organisés à travers le respect de la vie et des droits d'autrui. Suite au peuplement, à l'évolution des besoins et aux transformations des structures sociales, une autre forme d'échange fit son apparition dans ce système socialement et hiérarchiquement organisé : le troc libre.

### **2.1.2. : PREMIERE PHASE DU PROCESSUS DE MONETARISATION D'UNE ECONOMIE : TROC LIBRE<sup>5</sup>**

L'économie de troc libre (échange direct entre deux marchandises) est considérée ailleurs et sous ses formes les plus évoluées comme une forme naissante de l'économie monétaire en faisant appel au « gain, à une

---

<sup>5</sup> Echange direct entre deux biens

comparaison et hiérarchisation » TOKO, (1991). En effet, elle est perçue comme l'étape préliminaire du processus de monétarisation d'une économie.

#### 2.1.2.1. : TROC ENTRE INDIVIDUS ET ENTRE COMMUNAUTES

En tant qu'étape première du processus de monétarisation d'une économie, cette forme d'échange née de besoins exprimés par les parties échangistes fait ressortir la notion de valeur. Un bien incorpore la valeur chez un individu lorsque ce dernier exprime un besoin de le détenir ou de le céder. Intervient ici également la notion de valeur d'usage et de valeur d'échange. La caractéristique fondamentale de ce système de troc est que la recherche de profit, l'accumulation n'étaient pas les 1<sup>ers</sup> objectifs du troc sous sa forme la plus ancienne. Dans le système de troc, l'échange se déroule sans recours à un intermédiaire financier. Il nécessite la confrontation entre deux échangistes ayant des besoins complémentaires.

La valeur attribuée à une transaction à travers le troc libre est l'expression du besoin éprouvé par les échangistes, un besoin qui incorpore le «devoir», TOKO (1991).

#### 2.1.2.2. : LE BESOIN ET LE DEVOIRE SOCIAL COMME VALEURS (PRIX) TRANSACTIONNELLES DANS LE SYSTEME DE TROC.

L'histoire économique classique affecte à la naissance du troc des causes économiques et écologiques :

- excédents de production ;
- pénurie dans certaines zones ;
- distance et structure du sol.

Loin de cette vision exclusivement matérialiste et spatiale, l'échange véhiculé par le troc dans les sociétés revêtait des aspects sociaux de devoir et de services réciproques. Il incorporait, bien entendu, une valeur arithmétique qui se chiffrait mentalement chez les deux échangistes au moment des échanges. Ce qui fait que GAFFRE (1967) disait que l'absence de mesure au niveau des échanges dans les sociétés primitives ne veut pas dire absence de réflexion, de calcul. LEVI-STRAUSS (1972) ne soulignait-il pas le caractère primitif de la pensée ? Le troc a toujours conservé un caractère social, communautaire, de devoir et de service mutuel dans les sociétés primitives de telle sorte que TOKO (1991) le définit comme la « résultante de forces qui se nourrissent mutuellement et solidairement ».

Par ailleurs, l'histoire enseigne que dans les sociétés primitives africaines, (-5000 ans), le métal (le fer) existait et servait à la fabrication des armes, des outils, des barrettes... L'idée de l'inexistence des moyens de mesure dans ces sociétés à l'époque est de ce fait exclue. Les échanges à travers le troc n'ont pas nourri une nécessité économique à l'époque c'est à dire une nécessité de mesure de valeur. Il était plutôt social. L'échange primitif à travers le troc libre était un échange libre, non matériel, guidé par le désir de satisfaire un besoin, un devoir social. On peut lier à la naissance du troc (besoin d'échange entre individus), l'existence d'une forme de spécialisation dans le travail non évaluable quantitativement selon la conception ricardienne (avantage comparatif). Cette spécialisation s'est surtout faite par sexe, caste, tribu, zone...

En plus de son existence entre individus d'une même communauté et entre individus de communautés différentes, le troc en Afrique a surtout connu des formes un peu plus étendues avant la période dite « pré coloniale ». C'est par exemple le système de troc à longue distance.

### 2.1.2.3. : TROC A LONGUE DISTANCE

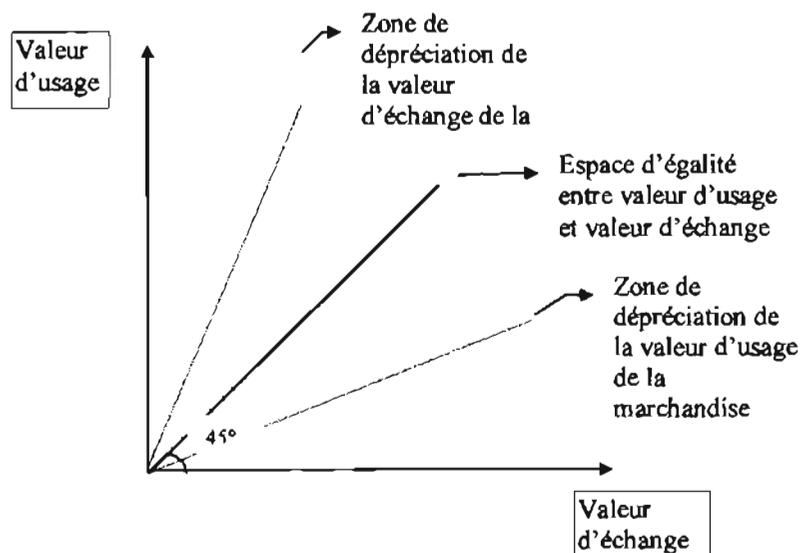
Le troc à longue distance concernait les individus de communautés différentes. Une des particularités de ce système est que les échanges se faisaient le plus souvent sans une communication directe entre les échangistes. « ...Les Arabes arrivaient sur les berges de la Falémé, déposaient leurs marchandises par petits paquets (produits orientaux assez variés), lançaient un signal puis se retiraient ; les Africains approchaient à leur tour et devant chaque lot, plaçaient la quantité de poudre d'or qu'ils jugeaient équivalente et s'effaçaient. Les Arabes revenaient, prenaient l'or s'ils jugeaient l'échange satisfaisant, dans le cas contraire, le cycle recommençait... » Cheikh Anta DIOP (1960).

Cette première étape du processus de monétarisation n'est pas prête à disparaître car tout récemment encore, dans certains villages bantous, les chasseurs pygmées viennent apporter de la viande et repartent avec des céréales sans qu'une seule parole ait été prononcée de part et d'autre, DUBOIS, (1983). Par ailleurs, dans certaines structures économiques, le commerce de troc était organisé de telle sorte que chaque communauté se spécialisait dans la production du bien qu'il échange. La caravane était le moyen privilégié de transport de l'économie de troc. Dans ce contexte, la

marchandise produite pour être échangée incorpore une valeur d'usage pour le consommateur et une valeur d'échange pour le producteur. La valeur d'échange d'une marchandise au temps  $t$  doit être égale à sa valeur d'usage à la période  $t$ . Si la valeur d'échange est inférieure à la valeur d'usage, il y a dépréciation de la valeur monétaire de la marchandise. Si par contre, la valeur d'échange est supérieure à la valeur d'usage du bien, il y a dépréciation en terme d'utilité du bien.

Aussi, dans sa théorie de l'échange, W.S.JEVONS, in les fondateurs 2<sup>ème</sup> édition (1993), en prenant l'exemple sur le blé et le bœuf dit que « le rapport d'échange de deux produits quelconques sera inversement proportionnel au rapport des degrés finaux d'utilité des quantités de produits disponibles pour la consommation, après que l'échange ait achevé... » L'idée majeure dans son raisonnement est celle de la convergence vers l'équilibre où les deux parties obtiendrait le maximum de profit.

**Schéma 2.1 : Valeur d'usage et valeur d'échange d'une marchandise.**



Au-dessus de l'espace délimité par l'angle de  $45^\circ$ , toute évolution indique une dépréciation en terme de rémunération de la marchandise et d'une appréciation en terme d'utilité. Par contre, en dessous de cet espace, on note une dépréciation en terme d'utilité faite de la marchandise et une appréciation en terme de rémunération.

En outre, le troc libre porte généralement sur deux biens à valeurs d'usages distincts pour les deux coéchangistes. Les valeurs d'échange respectives qu'incorporent ces deux biens peuvent être identiques pour les deux coéchangistes.

Ainsi, selon INGELIES (1979), le troc a existé jusqu'au début des années 1950, au moment de la décolonisation sous des formes plus structurées dont le troc et quasi-troc, marqués par les échanges internationaux et bilatéraux entre colonies et métropoles. L'échange à travers le troc libre était régit par un principe théorique dont il convient de souligner les traits caractéristiques.

#### 2.1.2.4. : PRINCIPES THEORIQUES DU TROC LIBRE

BOURGET et ZENOU (1990) disaient que le troc consiste à mettre en présence deux agents économiques ayant des besoins immédiatement complémentaires. Avant eux, Michèle SAINT-MARC (1972) écrivait que le système de troc libre met directement en relation deux échangistes ayant des besoins complémentaires. Le côté positif de l'échange est que les deux échangistes verront leur satisfaction croître à la fin de l'échange. En effet, en

s'inspirant du raisonnement de Michèle SAINT MARC, considérons deux échangistes A et B :

Soit  $\Omega$  l'ensemble des biens appartenant à l'agent A ;  $\Omega$  étant inclus dans un autre grand ensemble de biens appartenant à l'agent A, et  $\Delta$  l'ensemble des biens appartenant à l'agent B ;  $\Delta$  étant inclus dans un autre grand ensemble de biens appartenant à l'agent B.

Posons les deux hypothèses de base suivantes :

**h1** : les éléments des deux ensembles  $\Omega$  et  $\Delta$  satisfont des besoins complémentaires.

$$\Omega \cap \Delta = \emptyset$$

**h2** : les deux agents sont informés sur leur existence réciproque.

Soit  $\Omega_A$  et  $\Delta_B$  respectivement des partitions des ensembles  $\Omega$  et  $\Delta$  ayant fait l'objet d'échange entre les agents A et B.

La situation suivante se présente après échange.

- •- L'agent A se retrouve devant un nouvel ensemble conditionnel

$$\Omega^*/\Omega^* = [\{\Omega \setminus \Omega_A\} \cup \Delta_B]$$

- • - L'agent B se retrouve devant un nouvel ensemble conditionnel

$$\Delta^*/\Delta^* = [\{\Delta \setminus \Delta_B\} \cup \Omega_A]$$

En d'autres termes, soit :

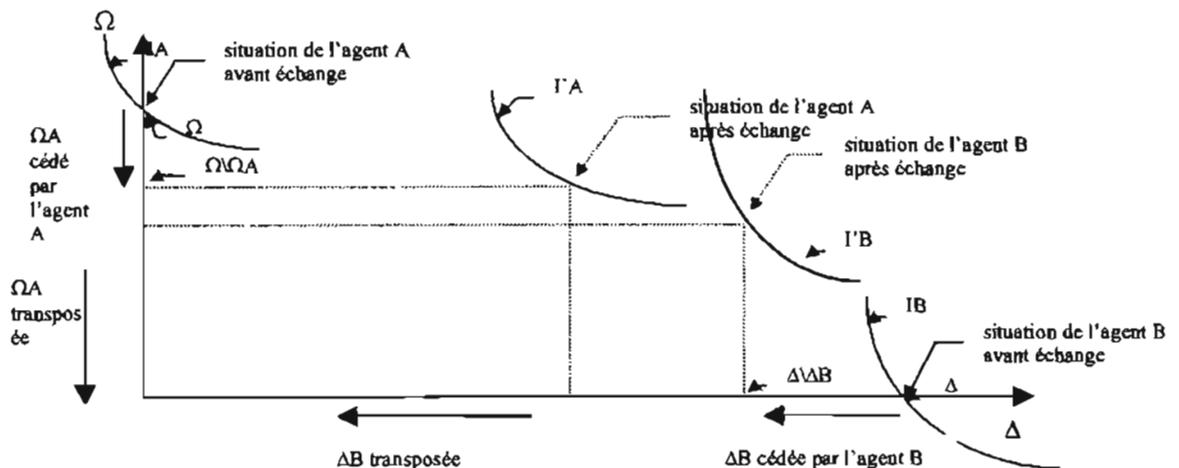
$U^{\circ}A$  l'utilité de l'agent A avant échange et  $\Omega^*$  l'ensemble des biens correspondant à l'utilité  $U^*A$  de l'agent A après échange. L'agent A n'échangera que lorsqu'il constate que  $\Delta_B = \subset_{\Omega}^{\Delta}$ , c'est à dire que  $\Delta_B$  qu'il récupère chez l'agent B se substitue entièrement à  $\Omega_A$  dans l'ensemble  $\Omega^*$  pour lui procurer une utilité  $U^*A$  supérieure à l'utilité  $U^{\circ}A$ .

De même, soit  $U^{\circ}B$  l'utilité de l'agent B avant échange ;  $\Delta^*$  l'ensemble des biens correspondant à son utilité  $U^*B$  après échange. L'agent B n'échangera que si  $\Omega_A = \subset_{\Delta_B}^{\Delta}$ , c'est à dire  $\Omega_A$  qu'il récupère de l'agent A vient se substituer à  $\Delta_B$  qu'il cède dans l'ensemble  $\Delta^*$  pour lui procurer une utilité  $U^*B$  supérieure à l'utilité  $U^{\circ}B$ .

Après échange, les deux agents ont un niveau de satisfaction supérieur ou égal.

D'où le schéma illustratif suivant<sup>6</sup>:

**Schéma 2.2 : Analyse théorique du troc libre**



<sup>6</sup> Ce graphique théorique est illustré par nous même

La situation de départ (avant échange) présente l'agent A au point  $\Omega$ , et l'agent B au point  $\Delta$  sur des courbes d'indifférences respectives IA et IB. Au cours de l'échange, l'agent A cède une partie  $\Omega_A$  de son ensemble de biens  $\Omega$  à l'agent B, et récupère la quantité  $\Delta_B$  cédée par l'agent B. Il se retrouve sur une courbe d'indifférence à un niveau d'utilité supérieur I'A au point ( $\Delta_B$  transposée,  $\Omega/\Omega_A$ ), à travers un effet de substitution en ce sens qu'il a désormais une certaine quantité de bien de l'agent B. De même, au cours de l'échange, l'agent B, en cédant la quantité  $\Delta_B$  à l'agent A se retrouve sur une nouvelle courbe d'indifférence I'B avec un niveau de satisfaction supérieur au point ( $\Delta/\Delta_B$ ,  $\Omega_A$  transposée). Ainsi, au plan théorique, le troc libre concourt à la satisfaction des échangistes.

Au fil du temps, le système d'échange basé sur le troc libre connaîtra des limites à cause du nombre croissant des intermédiaires dans les échanges (parfois trois à quatre personnes) et des marchandises échangées, ainsi que du caractère restreint de l'espace de transaction. Pour faire face à une si grande et complexe transaction imposée par la diversification des besoins, il fallait trouver un moyen artificiel de paiement : la monnaie. Le caractère particulier de la monnaie est lié au fonctionnement du marché qui peut être défini comme un système institutionnalisé (organisé) capable de réguler les échanges entre individus. Au système de troc libre, se joindra ainsi la première forme d'échange monétaire : le troc étalonné qui constitue la deuxième phase du processus de monétarisation.

### **2.1.3. : DEUXIEME PHASE DU PROCESSUS DE MONETARISATION : TROC ETALONNE OU « PALEOMONNAIE »**

Avant de recourir à l'utilisation de la monnaie métallique, fiduciaire et scripturale, la plupart des structures économiques ont d'abord été monétisées. Pour faire face aux limites du troc libre, une marchandise a été choisie selon les lieux et des critères propres au marché de troc libre (rareté du bien, accessibilité) pour servir de numéraire. C'est le système d'échange basé sur le troc étalonné ou l'utilisation de la monnaie marchandise ou la paléomonnaie. La monnaie marchandise est la première forme de monnaie qu'ont connu les sociétés de façon générale.

Une des particularités de cette monnaie est que « les mesures primitives pratiquées jusqu'au début du capitalisme avaient en principe, un caractère significatif. Elles signifiaient ou exprimaient l'homme, les conditions de sa vie, de son travail » TOKO, (1991). Par exemple, en Afrique pré-coloniale, les premières monnaies étaient constituées de sel, de barres de fer, de bétail, de cauris, d'or en poudre ou en pièce de fabrication soit étrangère, soit locale, Cheikh Anta DIOP (1960). En Afrique subsaharienne, les cauris servaient d'office de monnaie parce qu'ils étaient rares. Le Mitkal (une mesure standard inventée par les Africains au sud du Sahara) correspondait à 4,6g d'or en poudre. De même, il valait 500 à 3000 cauris. *T.F.*, chapitre XVI, P.319 et *T.S.*, chapitre XXXI, P.338. in Cheikh Anta DIOP, (1960). L'or était d'abord converti en un intermédiaire (le Mitkal) qui était échangé contre le cauri. La qualité de « bien rare » du cauris lui a valu ainsi son caractère monétaire. Nous avons noté plus haut que ce n'est pas parce que l'Afrique manquait de métal

que les Africains ont préféré les cauris comme monnaie. Tout simplement parce que le cauri était un objet à la fois esthétique, culturel et rare. Ce qui fait présager que chez les Africains au Sud du Sahara, la deuxième phase du processus de monétarisation incorporait à la fois des aspects socioculturels et économiques. L'échange à travers le troc étalonné était régi suivant un principe théorique qu'il convient par ailleurs d'examiner.

#### *PRINCIPE THEORIQUE DU TROC ETALONNE*

En s'appuyant sur la pensée de Michèle SAINT MARC (1972), il ressort dans le système de troc étalonné, une contrainte budgétaire occasionnée par la présence d'un numéraire, c'est à dire la monnaie marchandise. En effet, une certaine quantité d'actifs monétaires devrait permettre la satisfaction de la plupart des besoins en biens et services.

Pour illustrer cela, supposons deux échangistes 1 et 2 en présence.

$X_1$  = ensemble des biens échangeables de l'agent 1

$X^*_1$  = ensemble des biens patrimoniaux (non échangeables) de l'agent 1

$M_1$  = ensemble des actifs monétaires échangeables de l'agent 1

$M^*_1$  = ensemble des actifs monétaires patrimoniaux (non échangeable) de l'agent 1

$P_1 = \{X_1 \cup X^*_1\} \cup \{M_1 \cup M^*_1\}$  l'ensemble des biens et actifs échangeables et patrimoniaux de l'agent 1.

De même, en considérant l'agent 2, nous aurons :

$P_2 = \{X_2 \cup X^*_2\} \cup \{M_2 \cup M^*_2\}$  l'ensemble des biens et actifs échangeables et patrimoniaux de l'agent 2.

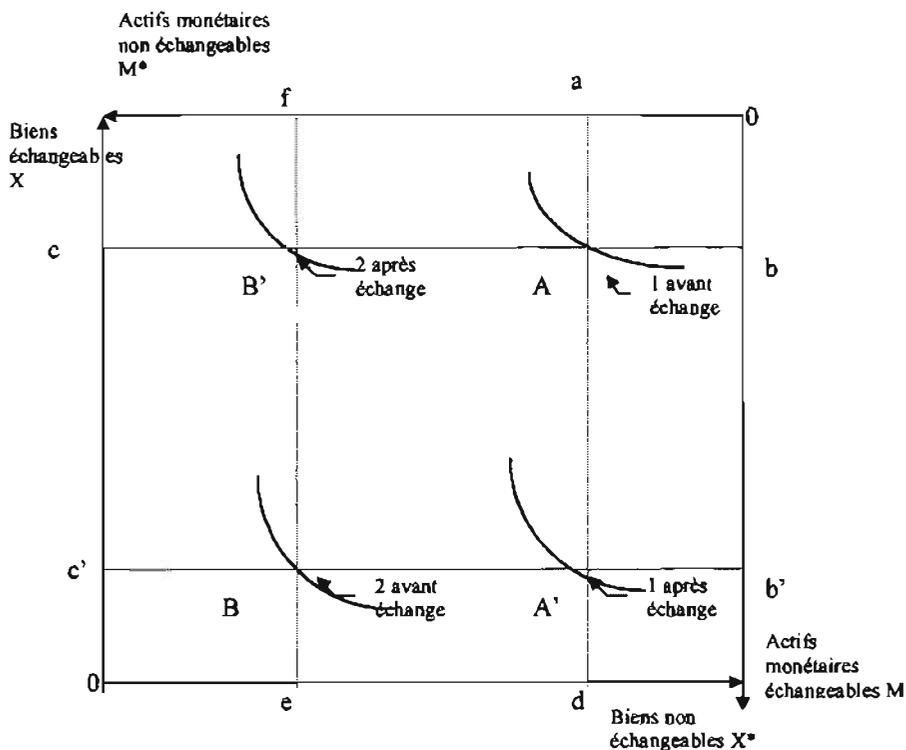
Soit  $V'$  l'ensemble des biens ayant fait l'objet d'échange entre les deux parties.

L'agent 1 échangera ses biens échangeables  $X_1$  contre les actifs monétaires échangeables  $M_2$  de l'agent 2 dans l'ensemble  $V' \subseteq \{X_1 \cup M_2\}$ .

De même, l'agent 2 échangera ses actifs monétaires échangeables ( $M_2$ ) contre les biens échangeables  $X_1$  de l'agent 1 dans l'ensemble  $V' \subseteq \{X_1 \cup M_2\}$

Schématiquement, nous aurons la situation suivante<sup>7</sup> :

**Schéma 2.3 : Analyse théorique du troc étalonné**



<sup>7</sup> Ce graphique théorique est illustré par nous.

La situation de départ présente les agents 1 et 2 dans l'espace des biens et actifs échangeables et patrimoniaux respectivement aux points A et B.

Après échange, l'agent 1 cède une grande partie de ses biens échangeables  $X_1$  à l'agent B et se retrouve ainsi au niveau  $c'$  quant aux biens échangeables (mouvement de  $c$  vers  $c'$ ). Il récupère les actifs monétaires de l'agent 2, augmentant ainsi le niveau de ses actifs monétaires échangeables en  $b'$  (mouvement de  $b$  vers  $b'$ ), et conserve ses biens et actifs patrimoniaux non échangeables au niveau initial aux points a et d. Il se trouve ainsi à un nouveau niveau de satisfaction  $A'$ .

De même, après échange, l'agent 2 cède une partie de ses actifs monétaires échangeable  $M_2$  à l'agent 1 (mouvement de  $b'$  vers  $b$ ), récupère les biens échangeables de l'agent 1 (mouvement de  $c'$  vers  $c$ ) et conserve ses biens et actifs patrimoniaux non échangeables au niveau initial aux points e et f. Il se retrouve à un nouveau niveau de satisfaction  $B'$ . A la fin, les deux parties trouvent leur compte à travers un principe de substitution et de compensation entre les deux catégories de biens échangeables.

Au fur et à mesure de l'évolution des échanges et des sociétés, cette monnaie marchandise connaîtra également des limites, parce qu'elle cache la transigibilité entre les agents échangistes, elle est difficile à conserver et à transporter. Apparaîtra ainsi la monétarisation effective des économies.

#### **2.1.4. : MONETARISATION EFFECTIVE DES ECONOMIES : TROISIEME PHASE DU PROCESSUS DE MONETARISATION**

Petit à petit, l'utilisation de la monnaie marchandise connaîtra des limites dans les grands pôles économiques tels que Venise parce qu'elle était périssable et encombrante. Ainsi, naquit l'idée de remplacer cette monnaie très peu pratique par une autre durable, transportable et divisible. Une sélection naturelle donna le privilège à l'or et à l'argent (faciles à conserver, inaltérables, faciles à transporter). Apparut ainsi la monnaie métallique dont la première fut frappée en Europe, au VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère en Perse sous Darius 1<sup>er</sup> (-521, -486), RUDOLFF (1969).

Cette monnaie métallique présentait une caractéristique fondamentale qui est celle d'avoir une valeur qui réponde à sa valeur nominale. Elle était généralement frappée en or. Le métalisme monétaire s'emploie ainsi à travers les atouts naturels de l'or, à lui conférer le titre du seul système de paiement compatible avec le respect des libertés individuelles et collectives, BEITONE et BASSONI (1994). Face à l'ampleur des échanges et à l'enrichissement du peuple, l'or n'arrivait plus à remplir ses fonctions de monnaie.

A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, l'Europe s'engage dans l'émission de billets appelés « monnaie papier ». Cette forme de monnaie présentait des avantages que la monnaie métallique n'avait guère. Elle était légère, moins encombrante, et facile à transporter. Partout ailleurs, les premières banques se créèrent pour des besoins pratiques de l'activité économique, et émirent la monnaie papier encore appelée billet de banque ou monnaie fiduciaire. Avec la monnaie

métallique et fiduciaire, se déclenche la monétarisation économique en Europe qui s'achemina rapidement vers son étape supérieure qui est l'avènement de la monnaie scripturale.

#### 2.1.4.1. : MONETARISATION FIDUCIAIRE ET SCRIPTURALE : DEMATERIALISATION PROGRESSIVE DE LA MONNAIE

Le début du XVIII<sup>e</sup> siècle correspondait à un développement industriel et commercial de l'Europe. Les premières banques apparurent ainsi à Amsterdam au XVII<sup>e</sup> siècle en 1609 ; à Hambourg en 1619 ; à Nuremberg en 1621 ; RUDOLFF (1969). A l'origine, la monnaie fiduciaire était émise par les banques privées. Plus tard, l'Etat s'appropriera l'émission de cette monnaie à la recherche d'un instrument de pouvoir. Il obtint ainsi le monopole d'émission des billets de banque d'où l'origine et l'existence des banques centrales.

La cohabitation entre la monnaie fiduciaire et la monnaie métallique (frappée en or) marquait la monétarisation à l'époque. Cependant en devenant fiduciaire, la monnaie se libère de la contrainte de transport des espèces. La contrainte physique n'intéresse plus que la marchandise. Depuis 1936, la convertibilité or de la monnaie est abrogée et la monnaie divisionnaire (pièces de monnaie en circulation de nos jours) remplace la monnaie métallique. Des résistances venant des praticiens du métallisme monétaire se sont manifestées suite à cette «démonétisation» de l'or. C'est ainsi que PARETO distingue la « vraie monnaie », la « monnaie fiduciaire » et la « fausse monnaie ». Chez lui, la vraie monnaie c'est l'or, la monnaie fiduciaire est échangeable contre la vraie monnaie, la fausse monnaie est celle faisant l'objet de fraudes aussi bien

de la part des particuliers que des gouvernements. Dans le même sens, BAUDIN (1962-1963) in BEITONE Alain et BASSONI Marc (1994) écrivait : « c'est parce que l'or s'oppose aux expériences inconsidérées, aux plans arbitraires, aux tentatives violées d'expropriation que les dictateurs, les meneurs, les réformateurs sans scrupule veulent le détrôner ».

A l'encontre de la thèse du métalisme, vient la thèse nominaliste ou monnaie signe. C'est une thèse qui soutient l'idée selon laquelle n'importe quel objet peut servir de monnaie. KNAPP ne disait-il pas que « la monnaie est une création de la loi » (1842-1926), qu'elle soit primitive ou contemporaine. Dans le même ordre d'idée, AGLIETTA (1986) (in BEITONE A. et BASSONI Marc (1994)) affirme que la monnaie ne peut être considérée comme un simple instrument technique, mais comme un « fait social ».

Après l'émission de la monnaie fiduciaire, une nouvelle forme de monnaie fit son apparition au 20<sup>ième</sup> siècle dans les sociétés industrialisées modernes et complexes : C'est la monnaie scripturale. Cette monnaie avait la caractéristique de faciliter beaucoup plus les échanges que la monnaie fiduciaire. En effet, la monnaie scripturale vit le jour pour la première fois dans les pays fortement industrialisés lorsque les banquiers ont ressenti la nécessité de faire appel à une technique de paiement qui se passerait des billets qui étaient quelquefois insuffisants en nombre. La particularité de la monnaie scripturale est qu'elle est liée à des écritures en banque. Elle fait intervenir la notion de chèque qui n'est qu'un instrument, « un véhicule » de transfert de la monnaie scripturale.

La forme la plus répandue de cette monnaie scripturale est le dépôt à vue qui est une composante de la masse monétaire facilement accessible. En reliant la monnaie au crédit, BEITONE A. et BASSONI M. (1994) parlent de l'importance de la monnaie scripturale dans la masse monétaire des pays développés donc, de leur monétarisation et du caractère plus ou moins frauduleux des émissions bancaires à travers la monnaie scripturale étant donnée qu'elle ne se base guère sur un dépôt préalable du bénéficiaire. Il se pose la question de savoir si les banquiers sont de purs émetteurs de monnaie, capables de prêter ce qu'elles n'ont pas : exemple d'un banquier qui donne du crédit à un entrepreneur qui fera fructifier ce crédit et viendra gonfler les dépôts de cette banque. Michèle SAINT MARC (1972) parle également de l'importance de la monnaie scripturale dans la masse monétaire des pays industrialisés mais l'apprécie positivement en tant qu'indicateur de développement.

Ainsi, le processus de monétarisation se caractérise par une dématérialisation progressive de la monnaie, allant de la monnaie marchandise à la monnaie scripturale. BEITONE A. et BASSONI M. (1994) affirment que la thèse de la dématérialisation de la monnaie s'observe :

❶- à travers l'évolution du système de troc vers une monétarisation économique. Bien entendu, la monétarisation dans son étape finale s'observe à travers l'avènement de la monnaie fiduciaire et scripturale dans l'économie ;

②- à travers le caractère commercial et marchand de la monnaie incompatible avec le troc.

Quels seraient par conséquent les avantages et inconvénients d'une intégration plus poussée des échanges, ou mieux d'une ouverture économique ?

#### 2.1.4.2. : ECHANGE MONETAIRE ET DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

L'accroissement des échanges monétaires entraîne petit à petit une ouverture de l'économie aux transactions extérieures ou une monétarisation croissante dont l'objectif principal est la recherche d'avantages en fonction d'objectifs de développement et de croissance.

"Sans échange, pas de société" BRAUDEL (1985).

L'économie occidentale a été essentiellement et longtemps dominée au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle par l'existence de petites activités nécessitant des échanges monétaires intercommunautaires ou interrégionaux. Elle était marquée principalement par la foire, les boutiques, le développement de l'économie artisanale, le trafic d'argent et, de métaux précieux qui peut être assimilé à la bourse d'argent du XX<sup>e</sup> siècle, BRAUDEL, (1985). Par ailleurs, dans son ouvrage intitulé : « la dynamique du capitalisme », BRAUDEL souligne le fait que l'économie mondiale dans sa globalité soit caractérisée essentiellement par trois phases ou processus d'évolution qui sont :

- l'autarcie complète marquée par l'inexistence ou la faiblesse des échanges entre les nations ;

- la spécialisation économique à travers la Division Internationale du Travail et l'avantage comparatif, qui aboutit de façon incontournable à la diversification économique à l'échelle mondiale ;
- enfin la respécialisation à l'échelle mondiale suite à l'analyse des indicateurs relevant des calculs des avantages comparatifs, qui aboutit inévitablement à l'échange avantageux à l'échelle mondiale ;

En d'autres termes, toute Nation spécialisée et développée se servirait des échanges économiques et monétaires, à travers la diversification économique pour la recherche de l'avantage comparatif. Ce processus de développement est bien entendu soutenu par une monétarisation accélérée de l'économie.

Par ailleurs, dans une société autarcique, introvertie, les biens consommés sont ceux qui ont été créés à l'intérieur du groupe social pour assurer ses propres besoins. L'autarcie entraîne un isolement de la communauté par rapport au commerce AMIN, (1981).

La stratégie de développement autocentrée par le biais de l'Industrialisation à base de Substitution aux Importations (ISIG) et donc, d'une monétarisation soutenue, a été longtemps adoptée par les pays d'Asie et d'Amérique Latine au cours des années 1950/1960. L'objectif de ces pays était la conquête d'une croissance économique fondée sur une industrialisation autocentrée et autogérée, pouvant aboutir dans le moyen ou le long terme à une

économie introvertie et autosuffisante. Cette stratégie visait également à surmonter la détérioration des termes de l'échange et partir de l'industrialisation comme base de développement économique. Toutefois, elle a été aussi longuement contestée par certains auteurs tels que VINNER, HABERLER, R. PREBISCH... qualifiés d'auteurs orthodoxes. Selon eux, l'introversio n "interférait le processus naturel de développement économique basé sur l'avantage comparatif". R. PREBISCH: " l'intégration régionale à travers les échanges est la meilleure...". Ce point de vue défendait l'argumentation selon laquelle "il faut mettre l'accent sur le développement des exportations afin de gagner les devises étrangères nécessaires au règlement des importations essentielles de machines, de matières premières ou de biens alimentaires qui ne peuvent être produits de manière économique dans le pays".

Parmi les néoclassiques (auteurs orthodoxes), HECKSCHER et OHLIN ont critiqué cette stratégie d'industrialisation de substitution aux importations en mettant l'accent sur la nécessité d'échange international basé sur l'ouverture économique et l'avantage comparatif. Toutefois, que la stratégie de développement à travers les relations internationales soit introvertie ou extravertie, elle concourait à la recherche d'un développement et d'une croissance basée sur une dynamisation des activités de production et d'échange.

Les notes qui précèdent concernent de façon générale l'avènement de la monnaie dans les sociétés industrialisées ou semi-industrialisées. Dans le

même temps, les économies d'Afrique au Sud de Sahara vivaient une monétarisation dont il convient éventuellement de voir les contours.

## 2.2. : MONETARISATION ET NATURE DES ECHANGES EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

Au Moyen Âge, l'Afrique pratique le commerce à longue distance portant sur l'or, la kola, et le sel avec les Almoravides (Etats Euro-Africains). Partant du fleuve Sénégal, ces Almoravides réalisent la première unification du Maghreb, de l'Espagne et de l'Afrique Noire, de la rive gauche du Sénégal (le Takrur) à l'Erbe. Il existait une demande méditerranéenne et asiatique et une offre africaine qui portait principalement sur l'or et la main d'œuvre au XIV<sup>e</sup> siècle, HAZEMANN (1989). Les échanges s'opéraient en cauris du côté africain. Au XV<sup>e</sup> siècle, on observe une réduction de la demande d'or en provenance de l'Afrique, à cause de la découverte de la voie de l'Atlantique (Amérique) et une croissance de la demande de main d'œuvre servile. De même, l'Afrique était intéressée par le marché d'esclaves parce qu'il lui permettait de se procurer des armes (augmentation du pouvoir militaire) et d'accroître ses revenus monétaires : les cauris en Afrique Occidentale. L'échange se déroulait sans incidences majeures au sein des deux entités économiques : d'un côté l'Afrique et de l'autre côté, l'orient.

Au plan institutionnel, en Afrique, il existait une organisation du crédit et du financement SARAME (1985) à deux niveaux :

- au niveau local et villageois, il s'agissait des associations de crédit destinées à collecter des fonds à des fins uniquement sociales.

- au niveau national et international, il y avait un marché de capitaux où opéraient les marchands et les banques spécialisées implantées dans les grands centres.

En revenant aux rapports économiques entre les deux continents, il faut souligner que l'abolition de l'esclavage en 1815 a changé les données au niveau des deux parties qui étaient devenues plus ou moins interdépendantes. Pour répondre à ces changements, une nouvelle forme de partenariat vit le jour à travers la colonisation, lorsque la partie métropolitaine jugea que sa demande coloniale de produits (au XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup> siècles) devait répondre aux exigences de la première vague d'industrialisation qu'elle connaissait : matières premières oléagineuses, HAZEMANN (1989). Cela s'est traduit sur le plan économique par une imposition de la monnaie métallique aux colonies ; une monnaie déjà fonctionnelle en Europe depuis 6 siècles avant notre ère.

***C'est le début de la monétarisation des économies africaines.***

En effet, les périodes serviles et pré coloniales n'ont connu aucune manifestation de la monnaie européenne en Afrique, quand on sait que pendant l'économie de traite, les esclaves étaient échangés à travers un système de troc libre contre les armes et d'autres produits exotiques et que par contre avec la période coloniale, les colons achetaient les matières premières avec leur monnaie (au lieu d'utiliser soit les armes ou les cauris comme précédemment). Cette option était visiblement stratégique.

Ainsi, à partir de la période coloniale, l'usage monétaire des cauris dans le système de troc étalonné qui prévalait se trouva limité pour la partie métropolitaine dans ses échanges avec les colonies, pour des raisons identiques à celles précédemment citées :

- les cauris étaient devenus encombrants ;
- il y avait une rupture de charge ;
- les cauris étaient plus des moyens de paiement que des réserves de valeur ; l'or et les esclaves remplissaient mieux le rôle de moyen de réserve que les cauris KABORE F. O., (1987).

Après une longue résistance sans lutte apparente des cauris face à la monnaie française, les colons vont développer d'autres stratégies pour amener les communautés africaines à utiliser cette dernière. Ils imposèrent l'impôt de capitation et d'autres amendes dont le paiement se faisait obligatoirement en monnaie française. Cela a été la seule obligation selon PACERE F.T. in KABORE F.O.(1987), qui a amené les colonies dont la Haute Volta à sortir de leur sphère économique qui était caractérisée par l'autosuffisance alimentaire à travers une économie d'auto production et d'auto consommation, et à s'introduire dans un circuit économique international qui est la "forme d'intégration économique mise en œuvre par la colonisation"

Il y avait une sorte de dualité des moyens de paiement dans toute l'Afrique de l'Ouest aussitôt après l'introduction de la monnaie française, en ce sens que les cauris étaient utilisés pour les échanges locaux et la monnaie métallique pour les échanges avec la métropole. Les colonies étaient obligées

de vendre leurs cauris contre de l'espèce ou alors de vendre des produits de leur récolte ou du bétail contre de l'espèce pour se procurer la monnaie européenne. Cela, en vue de satisfaire les obligations monétaires qui leur ont été imposées en terme d'impôt. Ainsi, en 1834, 5 F en monnaie française correspondait à 5000 cauris TOKO (1991).

A partir de cet instant, la monétarisation de l'économie s'est engagée en Afrique de l'Ouest de façon générale et au Burkina Faso en particulier avec la diffusion de la monnaie européenne sous toutes ses formes (pièces de monnaie, monnaie fiduciaire, monnaie scripturale). Ainsi, fut-elle essentiellement marquée par :

- l'existence d'une dualité du système monétaire "cauris - espèces", caractérisée par une concurrence entre les cauris et les pièces françaises juste après l'arrivée des colons européens ;
- la diffusion des espèces et de la monnaie fiduciaire et l'avènement de la monnaie scripturale encore méconnue de plus de 50% des Burkinabé.

Elle a été aussi marquée par la disparition progressive de la fonction de moyen de paiement qui était attribuée au cauri : c'est la démonétisation des cauris. En effet, un des faits marquant de cette monétarisation fut la démonétisation des cauris.

### **2.2.1. : LA DEMONETISATION DES CAURIS EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA**

Faire disparaître complètement les cauris des échanges partout dans les sociétés d'Afrique au Sud du Sahara et au Burkina Faso a contribué stratégiquement au renforcement des relations d'échange entre l'Afrique et la métropole. Cela, parce que « les impératifs politiques et économiques de la colonisation ne sauraient s'accommoder de signes monétaires encombrants et « primitifs » qui ne sont pas de nature à faciliter une exploitation rationnelle des ressources des colonies et dont la persistance de l'usage était perçue comme une dimension de la résistance des peuples à accepter le fait colonial dans sa globalité, sous tous ses multiples aspects » ABIOLA (1985).

La démonétisation des cauris a entraîné une crise profonde de numération en Afrique. Cela se traduit par l'incapacité des africains à compter efficacement en monnaie européenne. Avant le contact colonial, l'arithmétique était plutôt une affaire culturelle à l'époque des cauris car, ne pas savoir compter dans sa propre langue constituait un déshonneur pour tout jeune africain pré colonial. Ainsi, DUBOIS (1985) notait que l'explorateur SOLEILLET affirmait avoir vu sur un marché deux femmes compter cent trente mille (130.000) cauris en moins d'une heure, soit près de 6500 en 3 minutes. De même, G. ALTHABE in ANCEY (1977) écrivait : « Donner à l'argent un mode d'existence qui ne correspond pas à la structure de communication bâtie par ceux qui le manipulent (le fait de considérer l'argent comme un symbole abstrait, un moyen d'échange) n'est qu'un avatar parmi bien d'autres de l'ethnocentrisme qui, d'une part nie aux autres le droit de créer leur propre

forme de communication, d'autres parts fait passer comme cadre universel sa propre organisation de la communication, particulière cependant... ». En effet, selon ANCEY (1977), un vieux qui donne à son visiteur un maigre poulet, une cola communiquait par ce simple geste, son rang hiérarchique avec au moins autant d'insistance qu'il aurait pu le faire avec un billet que d'ailleurs il n'a pas. Au lieu de déclencher une monétarisation économique intégrée au système social et de production, la démonétisation des cauris a-t-elle ainsi entraîné une recrudescence de la pratique de troc libre qui n'avait pas totalement disparu dans les zones profondément enclavées ?

On note ailleurs, qu'étant « dépassées » par les événements, certaines peuplades Dagara au Burkina ont eu à enfouir leurs canaris de cauris dans l'espoir d'un recours prochain au cauri comme monnaie légale. Par ailleurs, « il est encore des ruraux dans plus d'un pays africain - Mali, Togo, Bénin... qui continuent d'éprouver quelques difficultés à s'adapter à l'usage des monnaies européennes » ABIOLA (1985). Ce qui a été observé de nos jours est que dans ces colonies dont le Burkina Faso, la monnaie fut « entraînée dans un mouvement de va et vient qui lui est imprimé de dehors, elle est contrainte de traverser la communauté rurale sans pouvoir s'y fixer, sans y laisser d'enrichissement durable. Des conditions de rareté monétaire et de circulation forcée sont ainsi créées et les répercussions de ces conditions sont profondes », TOKO (1991).

Malgré cette tentative quasi réussie de la démonétisation des cauris, il n'est pas rare d'observer que le cauri garde toujours certains aspects mystiques

et même monétaires. Cette monnaie marchandise n'a pas complètement disparu des transactions dans certaines communautés rurales enclavées d'Afrique. En effet, les cauris servent encore localement et périodiquement de monnaie chez quelques peuples de l'Atakora (Bénin) et les Lobis du Burkina Faso ; ils ont gardé aussi la valeur monétaire symbolique : les cauris ne continuent - ils pas d'avoir cours légal dans le domaine de pratiques religieuses ou des « achats » et des rachats se font toujours par leur intermédiaire ? ABIOLA (1985). En outre, un caractère social spécifique était accordé à cette monnaie marchandise de telle sorte que sa détention, sa gestion en tant qu'unité monétaire incombait au seul chef de famille qui était chargé de sa distribution. Comme dirait Michel SERVET (1999) « les fonctions et dimensions culturelles et sociales de la monnaie ne disparaîtront guère... ».

Toute somme, on note que l'Afrique fut marquée à travers son héritage colonial par des questions monétaires qu'il convient par conséquent d'analyser avec plus de précisions.

### **2.2.2 : LE FAIT COLONIAL ET SON IMPACT SUR LA MONETARISATION DES ECHANGES**

L'économie africaine, en particulier celle de l'Afrique occidentale, a été caractérisée depuis l'ère coloniale par l'exportation des produits agricoles et matières premières, et l'importation des produits manufacturés, SURET-CANALE (1962).

Le contact colonial (1850/1934) a entraîné la monétarisation de cette économie en faisant fi de toute loi économique naturelle d'incitation à la

production et à la consommation et par conséquent à la loi de l'offre et de la demande. Cela a entraîné l'économie africaine dans un système dont la structuration était incompatible avec son objectif d'auto production et d'autoconsommation. Le chef patriarcal se voyait ainsi contraint de développer des productions pour le marché (c'est-à-dire de monétariser l'économie) en vue de subvenir aux besoins monétaires, surtout en terme d'obligations légales qui se posaient à lui. Du coup, il participait à la monétarisation de l'économie sans en être un acteur économique au sens réel du terme. Au vu de ces faits, l'histoire économique nous enseigne qu'à cette époque, la monétarisation s'est produite à travers uniquement les cultures de rente. De nos jours, la diversification économique aidant à travers l'exercice d'activités autres qu'agricoles (extra agricole) en milieu paysan, cette ouverture soudaine aux échanges monétaires (monnaie métallique, monnaie fiduciaire, monnaie scripturale) connaîtra une portée importante suivant les localités. C'est ainsi que Michèle SAINT MARC souligne que selon le niveau de monétarisation auquel appartiennent les membres d'un groupe, l'intégration de la monnaie dans les actes courants de la vie économique diffère car la monnaie remplit ses fonctions de transaction, de crédit et d'épargne de façon spécifique dans les structures de production et de consommation elles même spécifiques.

On note par ailleurs, que la monnaie n'a pas précédé l'économie réelle dans ce système économique colonial ; "l'extrême faiblesse de la productivité correspondant à la médiocrité des moyens techniques mis en œuvre, le niveau très bas des prix à la production imposés par les sociétés de traite, faisait

obstacle au développement d'un incitant à la production", SURET CANALE (1962). Tout cela était favorisé par une absence d'organisations institutionnelles efficaces (Etat, institutions financières ou d'autres organisations locales...) intégrées et s'investissant en amont et en aval du secteur fondamental de production au plan national, c'est à dire le secteur agricole. L'autoconsommation à l'intérieur de la famille patriarcale, accompagnée de quelques échanges marginaux sur les marchés locaux assuraient aux populations dans leur cadre traditionnel, une subsistance médiocre. L'attrait des marchandises importées souvent d'utilité douteuse pour la population locale, ne pouvait être un incitant capable de pousser le paysan à de nouvelles cultures destinées au marché, au surplus ; d'ailleurs, ces nouvelles cultures ne pouvaient se développer en règle générale sans une limitation ou une régression des cultures vivrières, elles-mêmes à peine suffisantes à assurer la survie des populations frappées de disettes périodiques, SURET CANALE (1962). Ainsi, à défaut d'incitants économiques à la production (en d'autres termes pour inciter les colonies à produire davantage de matières premières pour leurs économies occidentales coloniales, et vue une certaine indifférence vis à vis de leurs marchandises importées) l'obligation de l'impôt forfaitaire payable en monnaie constituait un excellent moyen de pression mis en place par les colons à l'époque. Pour se procurer de l'argent nécessaire à la capitation, le chef de famille patriarcale se voyait obligé de consacrer une partie des champs familiaux à des produits marchands en règle générale exportables sans retombées nettes ni en termes réels, ni en termes monétaires sur l'économie

locale car, SURET CANAL soulignait plus loin que les prix auxquels ces matières premières étaient achetées aux paysans ne reflétaient pas les prix du marché<sup>8</sup>.

C'est ainsi que POUEMI, (1980) a pu dire que le rôle de la monétarisation, conformément à la logique du pacte colonial consistait à exploiter les forces productives des ressources qui étaient jugées utiles à la métropole et éventuellement, faire tourner ses usines. Ce rôle consistait entre autre à faire jouer à la colonie son rôle de réserve de matières premières et de débouchés pour les produits finis. D'ailleurs, les institutions monétaires mises en place dans les colonies suite à la colonisation l'étaient en fonction des besoins de la métropole, SARAMBE (1985), et de son importance. C'est ainsi que la banque de Sénégal vit le jour en 1853 à cause de son importance stratégique.

La décolonisation survenue après la deuxième guerre mondiale (1945) et accompagnée d'un partage de l'Afrique a été encore plus désastreuse sur le plan économique et monétaire pour le continent africain de manière générale. Ainsi, « lieux de production et de commercialisation étaient placés dans des Etats et des zones monétaires différentes », HAZEMANN (1989). La dissociation des flux réels et monétaires rendait difficile la mise en place des principes régulateurs de l'économie de manière à assurer le plein emploi des

---

<sup>8</sup> Ils étaient obligés de produire beaucoup plus de culture de rente qui leur était racheté à vil prix. En plus de cela, les colons percevaient sur les recettes de ces matières premières un impôt institué pour accroître la production. Aussi, les prix du marché étaient ceux en vigueur lorsque les colons traitaient entre eux. (Voir à cet effet T.THOMBIANO, Article paru dans Revue Tiers Monde, décembre 1997. surtout la conclusion)

ressources et des facteurs de production, seul gage pour un développement économique harmonieux.

En somme, la monétarisation de l'Afrique noire s'est produite en grande partie pendant la période coloniale, suite à des transformations socio-économiques et politiques qui l'ont caractérisé. Ainsi, elle s'est produite en deux temps essentiellement :

- parce que des obligations légales s'imposent aux paysans en terme monétaire (période coloniale) ;
- parce que les transactions non monétaires telle que le troc libre ou le troc étalonné par le cauri ne leur permet pas de rentrer en possession de certains biens et d'accéder à certains services notamment la santé ; car la monétarisation avait déjà pris le pas dans l'économie au niveau de certains secteurs.

Selon SAINT MARC, la théorie de la monétarisation est sans cesse un moyen de renouveler l'approche des problèmes monétaires. L'absence d'une division du travail appropriée ne serait-elle pas en elle-même responsable de la faiblesse du niveau des transactions en milieu rural ? Résultat d'un système d'auto-production et d'autoconsommation maintenu depuis les temps anciens. En effet, la réalisation du plein emploi de la main d'œuvre et des autres facteurs de production s'obtient au plan théorique à travers l'interaction entre les composantes réelles et monétaires de l'économie. Généralement, exclus du raisonnement classique (monnaie voile), comme nous l'avons vu

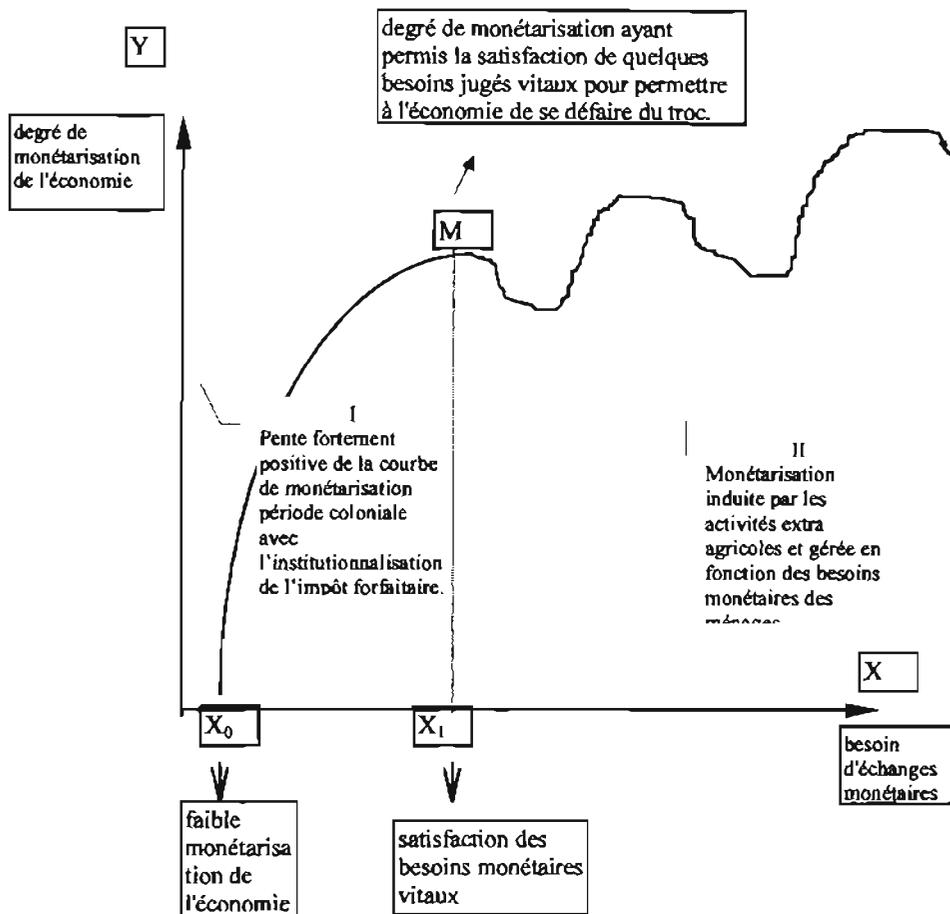
précédemment, la monnaie s'impose de nos jours à l'économie par sa nature active à travers le comportement des agents qui la détiennent.

Au plan théorique, quel peut être le comportement des agents économiques d'une économie rurale subsaharienne vu le contexte dans lequel la monnaie a pris place dans ces économies.

### **2.3 : ASPECTS THEORIQUES DE LA MONETARISATION DES ECHANGES DANS UNE ECONOMIE RURALE**

Dans une économie paysanne où les dépenses monétaires sont en général limitées au strict minimum, et où la formulation M-A-M (où M veut dire marchandise et A argent), est caractéristique des échanges, lorsque les besoins élémentaires des individus sont satisfaits en terme de revenus monétaires, ces derniers diminuent leurs productions monétaires et ceci se répercute aussitôt sur les échanges monétaires. Cela peut être schématisé à travers le schéma simple suivant :

### Schéma 2.4 : Aspects théoriques de la monétarisation.



Cette courbe nous indique que les individus peuvent avoir un besoin monétaire pendant que le degré de monétarisation de l'économie est presque nul (point  $X_0$ ) ; c'est à dire que l'économie n'a pas encore été monétarisée (autoconsommation importante, troc, faible monétarisation, recherche d'une monnaie commune, standard et universelle). C'est également la période à laquelle toute marchandise pouvait être considérée comme une monnaie, en se référant à une valeur standard appelée "valeur d'échange" de cette marchandise. Aussi, de nos jours, avec la matérialisation de la monnaie, le degré de monétarisation d'une économie est lié à l'évolution des besoins d'échanges monétaires de cette économie. En effet, plus le besoin d'échange monétaire est

élevé, plus l'individu échange et plus le degré de monétarisation de l'économie est élevé.

Cette situation est fréquente dans les zones rurales à l'intérieur desquelles les transactions monétaires n'ont un sens que lorsque le besoin pressant en terme monétaire se fait sentir.

Avec la disparition progressive du troc, on assiste à un accroissement sans merci des échanges monétaires ; jusqu'à un certain niveau (point M). A partir de ce point, il se produira un retournement de la tendance soit à travers une thésaurisation, une capitalisation en bétail, ou une épargne monétaire : C'est dire que le degré de monétarisation (l'évolution des échanges monétaires à travers les recettes et les dépenses) ira décroissant, tandis que le besoin d'échange monétaire demeure toujours croissant. Dans ce cas, les individus ont envie d'échanger mais par mesure de sécurité, ils préfèrent épargner ou accumuler (surtout en bétail) car l'avenir est incertain surtout en milieu paysan sahélien. On assistera ainsi au fil du temps à une succession de courbes sinusoïdales avec cependant une évolution linéaire à la hausse, caractérisée par des degrés de monétarisation ponctuels fort à certains points : achat de vélo, événement social marquant tel que le baptême, le mariage... (points maximums de ces successions de courbes), et faibles à d'autres points : aucun échange monétaire assez marquant : achat de condiments, de cigarettes... (points minimums des successions de courbes).<sup>9</sup>

---

<sup>9</sup> Cette analyse théorique fut formulée par nous même. Il s'agit d'un comportement théorique à vérifier en milieu rural subsaharienne, étant donné surtout le contexte dans lequel la monnaie a pris place dans ces économies.

Cependant, une tendance descendante de la partie sinusoïdale de la courbe indique la disparition du système de marché basé sur les échanges monétaires, c'est à dire le repli économique ou encore, l'introversion économique, quand on sait que dans le milieu paysan, les dépenses monétaires sont souvent réduites au minimum possible.

Le degré d'introversion d'une économie (évalué de façon micro-économique, en ne considérant que ses échanges avec son milieu direct) peut s'apercevoir à travers l'évolution de sa production monétarisée (échangée sur le marché) et de ses recettes et dépenses. Ainsi, la monétarisation d'une économie peut dépendre de sa production vendue et la diversité de cette production. Plus cette production monétarisée (vendue) diminue en valeur ou en volume, plus l'économie tend vers une situation d'introversion, de retrait de toute échange monétaire.

Cependant, on se pose souvent la question de savoir si l'activité agricole pratiquée en milieu paysan et dans une agriculture de subsistance permet d'avoir un seuil de monétarisation jugé suffisant pour occasionner une épargne, une capitalisation ? . C'est pour cela que l'épargne, la capitalisation en milieu paysan ne doivent pas être considérée comme une conséquence directe de la monétarisation économique en milieu paysan. Il est en règle générale difficile de dire qu'un paysan a suffisamment du capital (en bétail par exemple) parce qu'il est suffisamment monétarisé, c'est à dire exerçant des activités susceptibles de monétarisation économique ou avoir suffisamment de liquidité.

Sur le plan théorique, les différentes formes d'épargne qui existent en milieu paysan sont : l'épargne de reproduction et l'épargne excédentaire.

La caractéristique principale de l'épargne de reproduction est liée au fait qu'il s'agit d'une épargne de volume limitée, de durée réduite, contrairement à l'épargne excédentaire qui est une épargne réalisée à travers les excédents de production. Son analyse passe par le calcul de l'excédent annuel épargnable (E.A.E.) qui représente un potentiel d'épargne moyen, Sylvie BEURET et Jean Eudes BEURET (1992).

$$\text{EAE} = (\text{produit brut agricole} + \text{revenus extérieurs}) - (\text{coûts effectifs de production} + \text{amortissement} + \text{autoconsommation} + \text{achat de biens de consommation}).$$

Dans certaines sociétés rurales, l'élevage a pour objectif principal la constitution de l'épargne excédentaire. Dans ces sociétés, lorsque l'activité agricole ou une activité annexe non agricole dégage un excédant, celui-ci se traduit par l'augmentation du troupeau qui constitue ainsi une épargne. Cela, parce que le troupeau est facilement convertible en liquidité. Le rôle majeur de cette forme d'épargne est de permettre de répondre à d'éventuels problèmes de trésorerie, notamment en cas de mauvaise récolte ou d'autres phénomènes sociaux imprévus tel que la santé. L'épargne dans le contexte paysan peut être ainsi considérée comme toute forme de conservation de biens ou de monnaie dont la consommation ou l'échange n'est pas immédiat et dépend des opportunités du moment. Dans ce contexte également, le terme épargne peut

être assimilé à celui de capitalisation qui, à son tour signifie une accumulation de biens propres, une réserve de valeurs.

Au regard de cet autre aspect théorique, il convient de voir si la monnaie a parfaitement intégré l'activité économique en Afrique de manière à y trouver sa place à travers son impact sur la production, l'emploi via une politique monétaire efficace.

#### 2.4. : PLACE DE LA MONNAIE DANS LES ECONOMIES AFRICAINES SUBSAHARIENNES

Les économies coloniales de l'Afrique au Sud du Sahara sont caractérisées par la faiblesse de leurs activités monétaires et un retard dans la prise de conscience du rôle actif de la monnaie dans l'activité économique. Jusqu'au début des années 80, les politiques économiques accordaient très peu de crédibilité aux politiques monétaires. Il existait une discordance entre le système de production et le système monétaire de telle sorte que la monnaie n'a guère précédé la production. Or, dans la théorie, une fois que la quantité de monnaie nécessaire à l'économie est fixée, elle pouvait être répartie en fonction des possibilités de production. L'indicateur principal des possibilités de production étant le sous emploi, qui est évaluée à travers la quantité d'une main d'œuvre prête à travailler, le seul moyen de savoir si la monnaie en circulation dans l'économie est suffisante serait de vérifier que l'économie est proche du plein emploi. L'absence d'une politique monétaire efficace en Afrique à l'époque n'a pas favorisé cette dynamique de telle sorte que POUEMI (1980), accuse les décideurs de politique économiques Africaines en

ces termes : « L’Afrique indépendante, faute de l’avoir compris ou en feignant de ne pas le comprendre, soit en démissionnant sans raison devant ses responsabilités monétaires, soit en les utilisant pour nourrir une administration répressive, qu’il s’agisse de l’armée ou des « technocrates » a auto réprimé le système économique et bloqué le progrès... ». La deuxième phase du processus de monétarisation (passage du cauri à la «monnaie coloniale») a eu des conséquences socio-économiques et politiques plutôt néfastes non négligeables dans ces économies.

Il faut par conséquent rappeler que la monétarisation des échanges ne s’est pas produite dans les mêmes contextes économiques partout ailleurs :

- elle s’est produite dans les grands centres économiques six siècles avant notre ère pour faciliter les transactions car, nécessité économique obligeait à travers la recherche de l’espace sectoriel de transaction optimum décrite par Michèle SAINT MARC (1972).
- elle fut par contre introduite dans les économies africaines par le biais de la colonisation au XIX<sup>e</sup> siècle. Par la suite, elle s’est répandue à travers l’obligation de payer les impôts en signe monétaire.

Ainsi, contrairement aux grands centres économiques, les objectifs économiques n’ont pas été à l’origine du remplacement de la monnaie marchandise par la monnaie métallique en Afrique au Sud du Sahara. La présence de la monnaie métallique dans cette partie du continent africain a été une des conséquences de son contact avec le monde extérieur. Cela pourrait

expliquer la démission des autorités monétaires face à une politique monétaire et la difficulté majeure d'une intégration plus poussée de la monnaie européenne sous ses formes les plus récentes au niveau des échanges dans les économies rurales africaines.

A cette étape de la revue de littérature, nous constatons que le processus de monétarisation de l'Afrique relève d'un phénomène exogène qui n'a pas correspondu au niveau de développement de ce continent. Cela va créer un dualisme économique entre zones urbaines ouvertes au commerce international et les campagnes repliées sur elles-mêmes et dominées par l'auto-production et l'autoconsommation. Ce fait historique hérité de l'époque coloniale donne l'impression en Afrique subsaharienne d'une économie à deux vitesses : celle monétarisée et celle non monétarisée.

Ainsi, d'autres approches du processus de monétarisation passent par la compréhension des mécanismes et contraintes qui sont à la base de l'utilisation de la monnaie dans les échanges dans une perspective de développement et de croissance économique.

## **2.5. : QUELQUES APPROCHES THEORIQUES ET EMPIRIQUES DE LA MONETARISATION**

Il s'agit dans cette section, de parcourir quelques approches qui ont été faites de la monétarisation afin de situer davantage la nôtre. Nous verrons successivement l'analyse macro économique de la monétarisation, ensuite, nous aborderons une approche empirique de la monétarisation à l'échelle de

l'exploitation agricole et enfin, nous examinerons l'influence de la monétarisation sur les rapports sociaux dans une économie familiale

### **2.5.1. : ANALYSE THEORIQUE ET MACRO ECONOMIQUE DE LA MONETARISATION**

L'approche macro économique de la monétarisation a été principalement abordée par Michèle SAINT-MARC (1972). L'auteur définit la monétarisation comme « l'évolution des indices représentant les fonctions de la monnaie. Evolution, telle qu'elle permet aux agents l'utilisation fonctionnelle, optimum de leurs ressources monétaires... »

Par des calculs économétriques, cet auteur a pu observer qu'à chaque niveau du PIB par tête, (indice de développement), correspond une structure monétaire déterminée de l'économie. Par ailleurs, elle conclut qu'à différents niveaux de développement, correspondent différentes normes monétaires. Elle aboutit à la confirmation de l'hypothèse selon laquelle les pays développés suivraient un processus de monétarisation identique.

Selon elle, le processus de monétarisation est caractérisé par trois étapes structurellement distinctes :

- le troc libre (pas de monnaie, épargne sous forme matérielle, crédit sous forme matérielle) ;
- le troc étalonné (une marchandise est arbitrairement choisie comme numéraire) ;

- la monétarisation (manifestation à grande échelle de la monnaie fiduciaire et scripturale).

Il n'y a monétarisation qu'avec l'utilisation de la monnaie fiduciaire et scripturale.

La monétarisation dans sa conception prend acte à partir de l'avènement de la monnaie fiduciaire. La monnaie marchandise et la monnaie métallique qui ont précédé la monnaie fiduciaire et scripturale sont exclues de son analyse du phénomène de monétarisation. La monétarisation entraîne des effets de croissance c'est à dire une augmentation régulière du Produit National Brut (PNB) à travers l'extension de l'espace de transaction (ubiquité) et l'accroissement de la certitude. A travers l'extension de l'espace, la plus grande transigibilité entraîne la multiplication des transactions grâce à la diminution des contraintes spatiales. On s'achemine ainsi vers l'Espace Sectoriel de Transaction Optimum (ESTO) qui peut être défini comme « cette aire où vit une certaine densité de population à revenu caractérisé, qui engendre d'une part le plus de bénéfice pour le prestataire et d'autre part le meilleur service pour l'utilisateur... » Michèle SAINT MARC ; Monnaie, espace, incertitude... 1972, (p. 60).

L'auteur démontre par la suite sur un échantillon de 50 pays au cours des années 70, que plus le PNB per capita d'une nation augmente, plus les rapports :

$\frac{\text{Troc libre}}{\text{echange}}$  ;  $\frac{\text{Troc etalonné}}{\text{echange}}$  ;  $\frac{MF}{MM}$  diminuent et plus le rapport  $\frac{MS}{MM}$

augmente.

avec :

MF = Monnaie fiduciaire

MS = Monnaie scripturale

MM = Masse monétaire

Le dernier rapport est le facteur déterminant de la monétarisation d'une économie. C'est le reflet des économies industrielles et développées.

Par ailleurs, elle observe des inégalités successives entre des indicateurs de monétarisation des pays développés et des pays les moins avancés.

$$\Rightarrow \text{Pays moins développés : } \frac{S}{PNB} < \frac{B}{PNB} < \frac{MF}{MM}$$

$$\Rightarrow \text{Pays développés : } \frac{S}{PNB} > \frac{B}{PNB} > \frac{MF}{MM}$$

avec :

S = Epargne privée ;

B = Crédit au secteur privé ;

PNB = Produit national brut ;

MF = Monnaie fiduciaire ;

MM = Masse monétaire.

Selon elle, la monétarisation s'applique autant aux théories de la consommation (dépenses) qu'à celles de la production (recettes) en les appréhendant sous leurs formes transactionnelles.

Elle stipule que selon le niveau de monétarisation des agents, leur espace économique est plus ou moins étendu. Elle accorde ainsi à la monétarisation un aspect spatial, ce qui fait qu'elle analyse à travers cette théorie de la monétarisation, la fonction de transaction de la monnaie. Les deux autres fonctions, l'épargne (fonction de réserve) qui se situe dans le passé, le crédit (moyen de spéculation) qui se situe dans l'avenir ne sont pas présentes dans son ouvrage. Un agent économique est suffisamment monétarisé lorsqu'il utilise plus la monnaie scripturale que fiduciaire et a accès libre au marché financier. La monétarisation revêt le reflet d'une économie véritablement épanouie sur le plan des échanges car, elle vient remédier à certaines limites du troc étalonné à savoir :

- problème de stockage de numéraire ;
- problème de transport de numéraire ;
- incapacité de procurer du crédit par un titre cessible.

On ne peut véritablement parler de monétarisation qu'avec la généralisation de la monnaie scripturale. Selon elle, les pays sous développés (où plus de 50% de la population ne connaît pas l'usage de la monnaie scripturale), sont faiblement monétarisés et il convient aux experts et aux politiciens du développement de ne pas transplanter les modèles de développement dégagés dans son ouvrage à ses économies de crainte de ne voir des effets pervers se produire. Car sur le plan théorique, il s'agit d'hypothèses explicites ou implicites (modèle keynésien ou classique) dont les conditions de fonctionnement sont difficiles à remplir n'importe où par n'importe qui, qui lui

ont permis de mettre en place ses propres hypothèses de fonctionnement des divers modèles de croissance.

**Tableau 2.1 : Approche théorique du processus de monétarisation d'une économie ; ubiquité et transigibilité dans les transactions**

<i>Niveau de monétarisation</i>	<i>Fonction d'étalon de valeur</i>	<i>Fonction de transaction et moyen de paiement</i>	<i>Fonction d'épargne (accumulation de valeur)</i>	<i>Fonction de crédit</i>
Troc libre	Pas d'étalon et termes de l'échange	Situé sur le marché du village	Epargne réelle 3 contraintes : - stockage - conservation - transport	Crédit réel non négociable
Troc étalonné	Etalon –marchandise et prix	Extension du marché, classe des commerçants	Epargne de la monnaie marchandise. Même contraintes atténuées selon les monnaies	Crédit de monnaie marchandise non négociable
Monétarisation fiduciaire	Valeur dépend de la confiance basée sur le pouvoir d'achat	Extension de l'espace transactionnel	Epargne fiduciaire (éliminant du stockage et de la conservation) épargne scripturale (plus de contrainte)	Crédit en espèce et crédit scriptural négociable, classe des intermédiaires financiers

Source : Michèle SAINT MARC « Monnaie, espace, incertitude...(1972) »

Le système de troc libre est amonétaire par définition. Les transactions sont intuitu-personae et les prix n'existent pas.

Le système de troc étalonné représente un progrès considérable du point de vue transactionnel par rapport au précédent, par la présence d'un numéraire.

Avec la monétarisation, l'existence d'une monnaie fiduciaire en espèce libère l'économie de multiples contraintes parmi lesquelles la production de la monnaie marchandise, son stockage, sa conservation. L'expansion monétaire ne connaît plus comme limite que l'expansion de la production, gage de sa valeur et de la stabilité de son pouvoir d'achat.

L'auteur tire une conclusion en notant qu'il y a lieu d'accélérer la monétarisation dans les pays les moins avancés afin de faciliter la croissance par des effets de certitude et d'espace. Par contre, les techniques et institutions financières qui n'ont d'influence que sur un nombre réduit d'agents semblent inefficaces.

TOKO Jérémie (1991) l'un des auteurs ayant abordé la question sur le plan empirique et macro-économique perçoit l'étude de la monétarisation comme un préalable pour mettre fin à un blocage économique occasionné par un endettement croissant et sans dynamisme. Pour lui, « la monétarisation est la mise en évidence de la qualité monétaire d'une quantité de monnaie ou d'un comportement monétaire ».

De ce fait, il évalue le processus de monétarisation en trois phases distinctes du point de vue historique :

- la monétarisation à numération mentale ou en l'absence d'écriture qui correspond à l'étape d'économie primitive que nous avons décrite plus haut ;
- la monétarisation paléomonétaire qui correspond à l'étape des cauris dans les économies subsahariennes ;
- la monétarisation scripturale qui correspond à l'avènement de la monnaie scripturale.

Son étude est une application à l'économie du Cameroun. Pour cela, il utilise les indicateurs suivants pour juger de la nécessité de dynamisation des secteurs d'activité économique :

- le brevet ;
- le ratio  $\frac{\sum profits}{\sum cré dits}$ . Lorsque ce ratio est important sur une période donnée, l'économie arrive à valoriser pleinement ses avoirs monétaires ;
- le niveau de l'endettement ;
- le niveau de chômage.

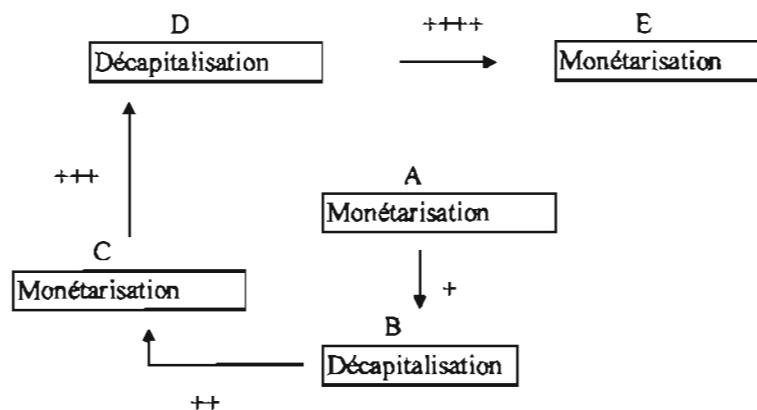
### **2.5.2. : MONETARISATION A L'ECHELLE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE**

En analysant le phénomène de monétarisation à l'échelle d'une économie rurale (Burundi), COCHET (1993) l'aperçoit comme un objectif de la politique agricole. Il affirme que dans ces conditions, la politique agricole vise à : développer les cultures de rente (...), encourager la spécialisation régionale suivant les avantages comparatifs, développer les infrastructures pour faciliter le fonctionnement des lois du marché (...), libéraliser le commerce des produits agricoles (...), mobiliser l'épargne monétaire des familles rurales pour stimuler dit-on les investissements productifs. Selon lui, l'intégration des exploitations agricoles aux échanges, c'est-à-dire, leur monétarisation progressive se déroule dans des conditions de plus en plus inégales, car la rémunération du travail effectif sur les cultures d'exportation est sans cesse en baisse.

L'auteur arrive au constat que la monétarisation des échanges reflète davantage l'aggravation de la crise au niveau des exploitations agricoles qu'un véritable processus de développement soutenu. Car, tout se passe comme si la monétarisation croissante de l'agriculture, en élargissant le champ d'action de l'échange inégal, précipitait la décapitalisation de nombreuses exploitations agricoles. En aggravant la crise que connaissent alors ces exploitations agricoles, cette décapitalisation provoque à son tour leur monétarisation accélérée.

En s'inspirant du constat de COCHET, nous pouvons matérialiser le phénomène de façon schématique comme suit :

**Schéma 2.5 : Monétarisation perçue comme phénomène par Hubert COCHET**



NB : Les signes + matérialisent l'accélération du processus

La situation A est une situation de départ qui place l'exploitation dans un système monétarisé basé sur l'échange inégal qui précipite sa décapitalisation (point B). Cette décapitalisation provoque à son tour sa monétarisation accélérée car il cherche à tout prix à reconstituer son capital (point C). Malheureusement pour lui, cette monétarisation accélérée conduit à sa

décapitalisation plus poussée (point D) parce qu'elle demeure de plus en plus fondée sur l'échange inégal, et ainsi de suite...

Selon lui, la monétarisation finale de l'exploitation s'achève quand le retrait par rapport au système de marché et le repli sur l'autoconsommation sont difficiles, « crises agraires, exode agricole et prolétarisation en sont donc les conséquences »

Par ailleurs, il note que l'accroissement du revenu monétaire de l'exploitation, c'est-à-dire sa monétarisation ne peut en aucun cas être retenu comme un objectif en soi de la politique en dehors de l'accroissement du revenu agricole total et de la productivité du travail. Pour lui, la spécialisation régionale, sans être un passage obligé pour les exploitations, va de pair avec leur monétarisation, car, elle permettrait une exploitation rationnelle des sols de chaque région.

### **2.5.3. : POUVOIR SOCIO-ECONOMIQUE ET MONETARISATION**

ANCEY (1985) aborde le problème de monétarisation en mesurant l'intensité des relations monétaires entre individus d'une même exploitation à travers une matrice comportant en lignes et en colonnes les éléments de parenté de l'exploitation. Son analyse se situe dans un contexte Mossi et restitue aux flux monétaires entre individus leur sociabilité.

Un individu déterminé par sa relation de parenté pourra théoriquement occuper n'importe quelle position entre les trois extrêmes de son polyèdre monétaire.

100% d'autonomie : l'individu n'est alors absolument pas intégré financièrement au noyau familial dont il relève ;

100% de dominance : l'individu emploie l'intégralité de son pouvoir d'achat à « dominer net » autrui sans se réserver à lui-même la moindre part ;

100% de dépendance : toutes les consommations nettes de l'individu lui sont fournies par autrui.

Il aboutit à la conclusion que dans une même exploitation, les individus n'ont pas accès au même titre à l'ensemble des biens capitaux et l'accès à la monnaie n'ouvre pas automatiquement la voie à la possession patrimoniale. Enfin, il constate le caractère disjoint et disfonctionnel de la fonction sociale et marchande de la monnaie.

Le processus de monétarisation, à travers ses phases successives en Afrique s'est produit tout en atteignant ses objectifs majeurs décrits au plan théorique. Du système de don et de contre don dans les sociétés primitives ancestrales au troc étalonné en passant par le troc libre, les échanges ont revêtu un caractère de moins en moins contraignant au plan spatial (ubiquité) en vue de faciliter les transactions entre les parties contractantes.

Cependant, l'accession à la monétarisation des économies d'Afrique au Sud du Sahara fut une brusque rupture avec le système de troc étalonné qui y prévalait. L'ubiquité qui marque le passage du système de troc étalonné à la monétarisation en élargissant l'espace de transaction est restée absente entre ces deux phases du processus de monétarisation. En se référant au tableau

précédent, on observe une lenteur du processus quant au passage du troc étalonné à la monétarisation en ce qui concerne les fonctions d'épargne et de crédit. L'ubiquité dans ce contexte s'est manifestée hors du système économique, en ce sens que les échanges à travers la monnaie métallique s'effectuaient avec la métropole en dehors du circuit économique local.

### **hypothèses**

Du parcours littéraire relatif à cette recherche, nous notons une insuffisance en ce qui concerne les approches déjà existantes dans le domaine de la théorie économique notamment le côté micro économique. Notre approche tient dans ce cas précis, au plan empirique, à décrire le processus de monétarisation tel que vécu dans la zone de recherche et à analyser le problème de monétarisation, sous un angle micro-économique en considérant l'exploitation à travers ses transactions de tous les jours via la monnaie, afin de voir son degré d'insertion. Ce qui est un aspect fondamental de son ouverture aux échanges.

En d'autres termes, il s'agit de voir à Madougou, si la monétarisation des transactions s'insère dans la stratégie globale des exploitations. Ce qui fait sans doute appeler à des indicateurs d'évaluation qui se réfèrent aux différentes activités de production, d'achat et de vente, aux revenus et dépenses. La contribution de cette recherche en rapport avec le phénomène de monétarisation est d'essayer de l'évaluer en zone rurale à travers quelques indicateurs spécifiques au plan micro économique tout en ayant en vue la

possibilité ou non de la monétarisation des échanges (échanger la production contre du numéraire) de se constituer comme catalyseur de développement pour la communauté. La question spécifique pourrait être : « *la monnaie est-elle un indicateur qui facilite l'intégration économique d'une communauté rurale tout en accélérant son développement ?* ».

En considérant cette question spécifique et la question centrale posée dans la problématique, les hypothèses suivantes ont été retenues :

**H1** : La monétarisation de l'économie de Madougou est irréversible et structurelle, entraînant une dynamique au niveau des activités de production.

**H2** : La monétarisation des céréales au cours d'une période est liée à l'état de la campagne agricole qui couvre les activités économiques de la période.

**H.3.** : L'ethnie, l'âge, la classe d'appartenance (suivant la typologie) sont les facteurs de monétarisation des exploitations.

**H.4.** : L'activité extra agricole contribue de façon structurelle à la monétarisation de l'exploitation.

**H.5.** : Le financement extérieur est un facteur de monétarisation de l'économie dans un contexte de croissance.

**H.6.** : Le motif de transaction est la seule fonction valable en milieu rural.

L'ensemble de ces hypothèses devra être vérifié dans un espace délimité appelé zone de recherche dont il convient de préciser les caractéristiques.

### **CHAPITRE 3 : DESCRIPTION DE LA ZONE, METHODE DE RECHERCHE ET INDICATEURS DE MONETARISATION**

La faiblesse de la littérature théorique économique ayant abordé la question de monétarisation dans un contexte rural, ainsi que la différence d'approche entre notre démarche empirique et d'autres études empiriques déjà menées sur la question (cf. les pages précédentes : H. COCHET, ANCEY, TOKO...), nous amènent, en plus de la description de la zone et de la méthode de recherche, à définir quelques indicateurs d'évaluation du niveau de monétarisation propres à cette recherche.

Rappelons par ailleurs que la monétarisation est d'abord un processus qui s'achemine vers des étapes dont la plus marquée est celle de l'introduction de la monnaie métallique dans les échanges (ceci a été décrit dans les pages précédentes). Elle est considérée principalement dans le cadre de cette recherche empirique à travers sa troisième étape marquée par les échanges suscitant l'utilisation de la monnaie. Ainsi, elle est définie au niveau des trois domaines essentiels de production en milieu rural ; à savoir : le domaine agricole, pastoral et extra agricole. De même, elle a été appréciée au niveau des recettes et des dépenses de manière à dégager les possibilités ou non de réalisation d'épargne monétaire par les exploitations à travers leurs activités de production et par la même occasion la possibilité de création d'emploi par l'exploitation par l'effet d'investissement. Ce chapitre se compose en trois sections. La première section décrit la zone de recherche, la deuxième section

traite de la stratégie ou technique d'échantillonnage, la troisième section aborde la méthode d'analyse.

### **3.1. : BREVE PRESENTATION ET CHOIX DE LA ZONE DE RECHERCHE**

#### **3.1.1 : CHOIX DE LA ZONE DE RECHERCHE**

Les travaux de recherche sur le terrain ont pu être réalisés dans le cadre d'un projet dénommé Projet de Promotion du Petit Crédit Rural (PPPCR). Le PPPCR est une institution financière décentralisée qui s'est inspiré de l'exemple de la Greamen Bank au Bangladesh pour accorder des crédits aux populations des zones rurales du Burkina Faso dont le Loroum (ex-Yatenga). La politique de cette institution financière était entre autre une ouverture de ces zones rurales aux échanges monétaires, et donc leur monétarisation accélérée. Ce qui permettra de réduire à la fois leur pauvreté et leur faible intégration au circuit économique national, ensuite mondial. L'objectif visé par cette institution entraine en quelque sorte dans le cadre de la problématique de cette recherche. Associée à une cellule de recherche dont le Centre International de Recherche Agricole pour le Développement (CIRAD), cette structure a pu par ailleurs mettre en place un dispositif de suivi des exploitations qui bénéficiaient de ses services financiers, en vue d'évaluer l'impact de leur intervention. C'est dans le cadre de ce dispositif qu'il nous a été proposé d'apprécier à Madougou, (un village du département de Banh dans la province du Loroum), la monétarisation de l'économie à travers les activités de production et d'échange. Le sujet nous a été d'un intérêt soudain grâce au

constat que d'une part, à Madougou et de façon générale dans la zone d'intervention du projet, aucun changement notable au niveau du « bien être » de la population (réduction sensible de la pauvreté à travers un accès aux services et biens de première nécessité) n'est perceptible à première vue, sept années après l'intervention de ce projet. Ce sujet nous a intéressés d'autre part aussi, grâce à notre conviction depuis fort longtemps que la monnaie n'est pas parfaitement intégrée dans le circuit de production et de consommation des ménages ruraux. C'est ainsi qu'il nous a été possible d'effectuer en 1995 lors de notre stage dans ladite structure une analyse typologique des exploitations du village de Madougou à partir d'une enquête exhaustive à passage unique avant de procéder au suivi des exploitations sur deux années à travers des fiches d'enquêtes appropriées sur des aspects relatifs à notre thème de recherche. Il faut dire que, l'exploitation est considérée ici comme une unité de production et de consommation qui regroupe une ou plusieurs cellules familiales (ménages) et tierces ayant des relations de parenté. Dans une exploitation ou concession, on retrouve généralement une personne âgée qui est le chef de l'exploitation ainsi que toute sa génération. Il existe également des exploitations composées d'un seul ménage, c'est à dire un homme, sa (ses) femme (s), et ses enfants. Par ménage, entendons ainsi une cellule familiale qui regroupe le chef de famille, sa (ses) femme (s) et ses enfants. Les unités composées en ménage sont très rares à Madougou. Ce sont essentiellement les mossis migrants nouvellement installés.

### 3.1.2 : PRESENTATION DE LA ZONE DE RECHERCHE

#### 3.1.2.1 : LE YATENGA ET SES CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET PHYSIQUES <sup>10</sup>.

##### **Caractéristiques démographiques**

La province du Yatenga (suivant l'ancienne subdivision) se situe dans la partie Nord du Burkina Faso, sur une superficie de 13 222 km<sup>2</sup>. Elle est limitée à l'Est par les provinces du Soum et du Bam ; au Sud par la province du Passoré ; à l'Ouest par la province du Sourou et au Nord par la République du Mali.

Le recensement administratif de 1985 comptait pour la province un total de 19 départements<sup>11</sup>. Parmi ces 19 départements, figure celui de Banh qui s'étend sur une superficie de 1 420,8 km<sup>2</sup> avec une population résidente de 13 633 habitants évaluée en 1997 à 18 989 habitants<sup>12</sup>.

Le département de Banh comporte (suite au dernier découpage de 1994) 31 villages<sup>13</sup> dont celui de Madougou. Le village de Madougou est divisé en deux principaux quartiers à savoir Madougou Mossi et Madougou Rimaïbé situés respectivement à 9 kms et 11 kms du département de Banh.

Trois principales ethnies cohabitent dans le village à savoir : les Peulhs, les Rimaïbés et les Mossi. 95% de la population est musulmane.

<sup>10</sup> Depuis mars 1996, la province du Yatenga n'abrite plus le département de Banh. Cette nouvelle subdivision reste cependant beaucoup plus spatiale que socio économique. Raison pour laquelle, ayant élaboré la typologie des exploitations du village de Madougou depuis avril 1995 afin d'y prélever un échantillon qui a été suivi durant deux ans à travers nos enquêtes périodiques, nous avons jugé nécessaire de maintenir ces généralités sur la province du Yatenga plutôt que sur celle du Loroum qui abrite présentement le département de Banh.

<sup>11</sup> Voir en annexe 1 la liste des 19 départements de la province.

<sup>12</sup> Population calculée à partir de la formule  $P_{97} = P_{85} (1+0.028)^{12}$ .

<sup>13</sup> Voir en annexe 2 la liste exhaustive des 31 villages.

Les Peulhs sont reconnus comme les premiers habitants de la localité. Ce sont essentiellement des nomades qui se déplacent en fonction des saisons à l'intérieur du village, tantôt vers les champs des Rimaïbés, tantôt vers leurs campements. Les Rimaïbés, considérés dans le temps comme esclaves des peulhs et originaires du Mali, sont devenus désormais des autochtones du village. Quant aux Mossi, ils s'y sont installés à travers des courants migratoires.

L'histoire enseigne que la partie Rimaïbé du village (Madougou Rimaïbé) a été créée en 1904 par un Barry d'ethnie Rimaïbé. Le responsable administratif et coutumier actuel est Barry Boukary, membre de la famille royale Rimaïbé de Madougou. Le dernier recensement de 1985 comptait au total 893 habitants dont 430 femmes et 463 hommes en majorité musulmans. Cette population est évaluée en 1995 à 1179 habitants. Les principales activités exercées sont l'agriculture et l'élevage.

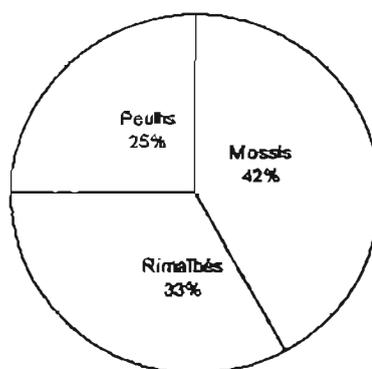
La partie mossi du village (Madougou-mossi) a été créée en 1933 par un immigré mossi du nom de Ouédraogo Soumé. Le responsable administratif de ce quartier est également Barry Boukary. Le responsable coutumier est Ouédraogo Tasséré, également membre de la famille royale Mossi du village. Le recensement de 1985 donne une population de 952 habitants dont 484 femmes et 468 hommes ; évaluée en 1995 à 1256 habitants. Cette population est en majorité musulmane. La densité relativement faible était de 18,8 habitants/km<sup>2</sup> en 1993, et le taux de croissance de la population d'environ 2,5% (J. OGIER et J.P. TIENDREBEOGO, 1993). Selon la même source, le taux

d'émigration n'était que de 3,7%, alors qu'elle atteignait les 25% au centre Yatenga. Les activités exercées sont l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat.

On recense un total de 13 quartiers dont : 1 quartier rimaïbé, 4 quartiers peulh et 8 quartiers mossi. Ces quartiers sont distants l'un de l'autre d'au moins 100 à 1000 m (voire carte).

L'examen de quelques variables obtenues à partir des données d'enquêtes exhaustives sur les 164 exploitations qui vivent à Madougou, (1995) nous permet d'avoir une idée approximative de la répartition ethnique (diagramme en secteur). En effet, les différentes ethnies (peulh, mossi, rimaïbé) représentent respectivement (33% ; 42% ; et 25%) de l'ensemble des trois groupes ethniques.

**Graphique n° 3.1 : Distribution des exploitations de Madougou suivant les différents groupes ethniques.**

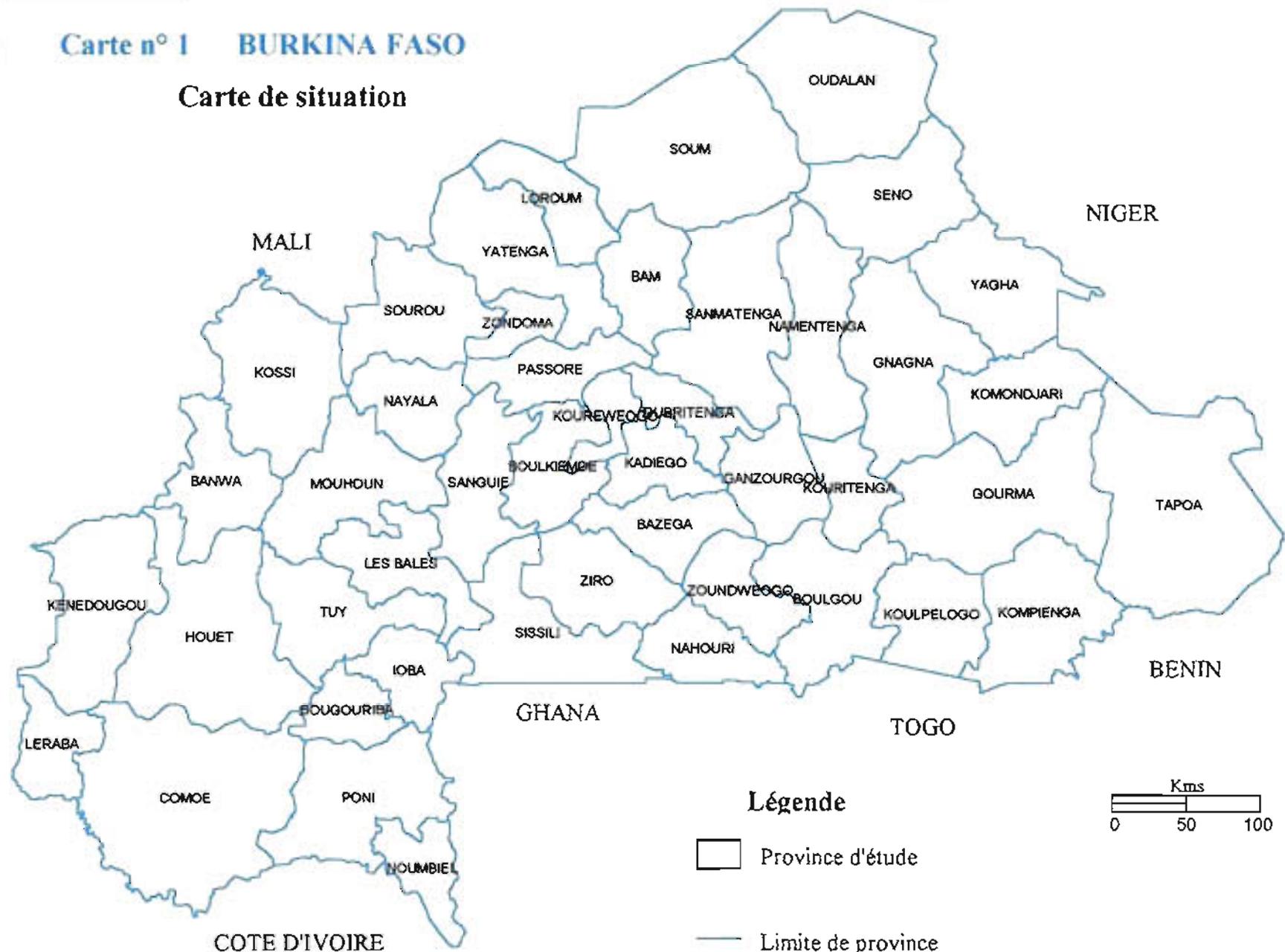


Les migrations sont de deux types :

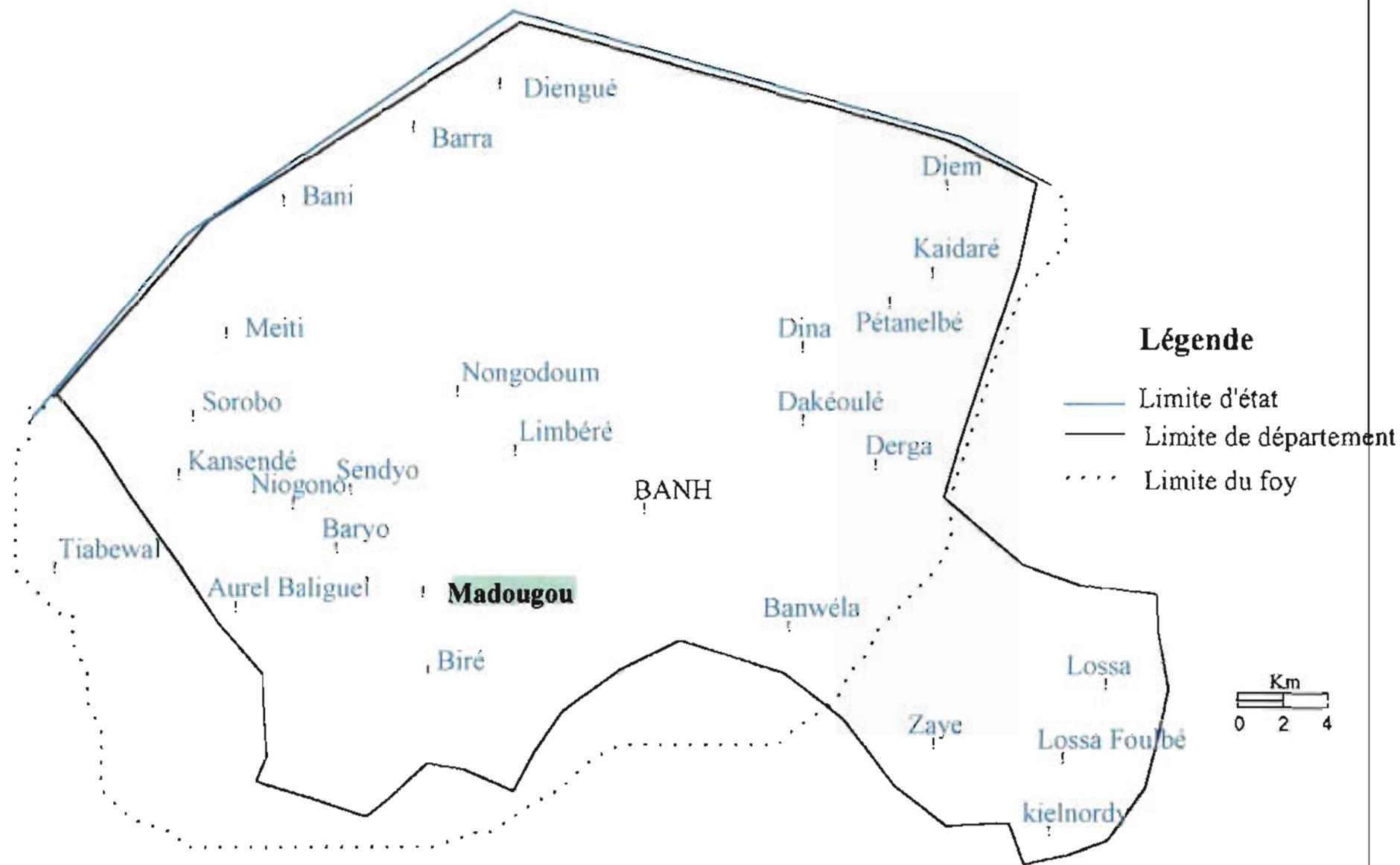
- les migrations externes surtout en direction de la Côte d'Ivoire ;

Carte n° 1 BURKINA FASO

Carte de situation

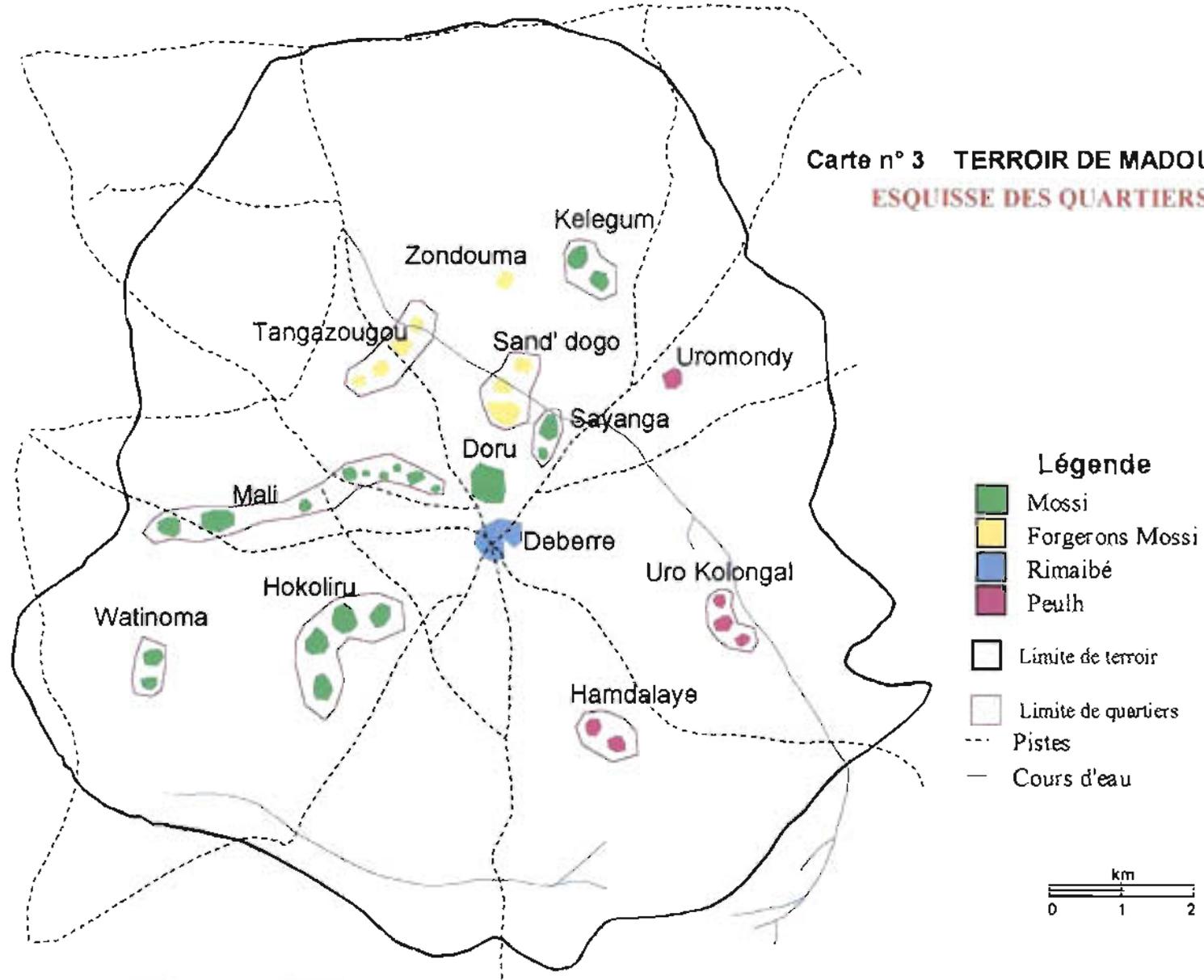


Carte n° 2      DEPARTEMENT DE BANH  
CARTE DE SITUATION DU VILLAGE DE MADOUGOU



Source: d'après (Bouiv et Ellsasser, 1990)

Carte n° 3 TERROIR DE MADOUGOU  
ESQUISSE DES QUARTIERS



- les mouvements vers les provinces du Passoré et du Soum à cause de l'orpaillage, ainsi que l'exode rural vers les grands centres urbains tel que Ouagadougou et Bobo Dioulasso.

Récemment, suite au nouveau découpage administratif de Mars 1996, la province du Yatenga s'est vue scindée en 3 nouvelles provinces dont celle du Loroum qui abrite désormais le département de Bahn. Ce découpage administratif n'a affecté en aucun cas dans le court terme les caractéristiques démographiques et socio-économiques du département de Banh et du village de Madougou.

### **Le milieu physique<sup>14</sup>**

#### **Les Sols**

Trois types de sols se rencontrent dans la province du Yatenga :

- les sols minéraux bruts ;
- les sols de pentes et de fonds des vallées des zones schisteuses et granitiques ;
- les sols ferrugineux tropicaux.

Les sols non cultivables représentent 30% de la superficie de la province. Par ailleurs, les sols cultivables font l'objet d'une surexploitation considérable. Selon une étude de l'INERA (1993), les sols de Madougou sont suffisamment fertiles par rapport à l'ensemble du Yatenga, à cause de l'importance du cheptel présent dans le village de Madougou. Les rendements moyens (en

---

<sup>14</sup> La plupart des informations issues de ce sous paragraphe proviennent du document sur les perspectives régionales... mai 1995.

kilogramme/ha) par type de saison et par qualité de sol se présentent selon le tableau suivant :

**Tableau 3.1 : Rendements moyens du mil par type de saison et par qualité de sol à Madougou (kg/ha).**

Type de sol→	Gravillonnaire	Argilo-sableux ou sablo-argileux	Très sableux
Bonne année	1000	800	1000
Année moyenne	500	600	800
Mauvaise année	300	400	600

Source : J. OGIER et J.P. TIENDREBEOGO : « Rapport provisoire sur l'état d'avancement des recherches... » INERA, novembre 1993.

### **L'hydrographie**

La province ne possède aucun cours d'eau permanent hormis quelques bas-fonds situés dans le lit du fleuve Nakambé et capables de retenir temporairement les eaux de pluie. Cependant, il existe 42 barrages et retenues d'eau d'une capacité totale de 10.865.000m<sup>3</sup> d'eau qui offrent des possibilités d'aménagement de 210 ha dont 111 le sont effectivement.

### **Le climat, la pluviométrie, les précipitations.**

La province du Yatenga est caractérisée par un climat continental de type soudano-sahélien qui est marqué à son tour par :

- une saison sèche allant de novembre à avril, caractérisée par une période froide qui s'étale de novembre à février ;
- une saison pluvieuse de mai à octobre variant d'une année à l'autre.

Par ailleurs, la province est située entre les isohyètes 600 et 700mm. Il existe une très forte variabilité des pluies. A Ouahigouya, chef lieu de la province du Yatenga, le maximum d'eau de pluie déjà enregistré est de 1 020 mm en 1992 et le minimum est de 358 mm en 1983.

**Tableau 3.2 : Pluviométrie de la ville de Ouahigouya sur onze années (1983- 1993)**

Années	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Nombre de jours de pluie	-	-	-	65	58	56	58	52	66	-	44
Quantité de pluie	358	380	420	753	456	701	612,2	403,1	679,7	713,6	-

Source: "perspectives régionales; régions de planification du Nord Ouahigouya" Mai 1995.

Il faut noter que les précipitations sont irrégulières avec des périodes de ruptures prononcées surtout en juin, juillet.

### **Les températures**

Pendant la saison sèche et froide, les moyennes enregistrées sont de 15°C la nuit et de 37°C le jour. Le mois d'avril est le plus chaud. On relève facilement dans la mi-journée des températures de 45°C.

### **La végétation**

La province du Yatenga comporte 3 types de végétations :

- la brousse tigrée en îlots dispersés au Nord de la 14<sup>e</sup> parallèle. Elle couvre 9% de la province ;
- la steppe au nord de Ouahigouya (87% de la province) ;
- la savane arborée (4% de la province).

### 3.1.2.2. : ORGANISATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE : SYSTEME DE PRODUCTION

#### Organisation de la production

Dans la province du Yatenga, les systèmes de production se caractérisent par :

- ☉ un régime foncier régi par la coutume qui détermine l'accès à la terre et son mode de gestion ;
- ☉ la croissance démographique, les pratiques ancestrales et les conditions pédo-climatiques défavorables.

En effet, la croissance démographique au Yatenga d'environ 3% entraîne de façon générale une forte pression humaine sur un sol déjà fragilisé et surexploité.

La stratégie agricole adoptée par les exploitations dans ces circonstances s'oriente vers une production céréalière destinée à satisfaire en premier lieu les besoins alimentaires et en second lieu les besoins monétaires immédiats.

Ainsi, le système de culture est caractérisé par une pratique généralisée de la production céréalière (petit mil et sorgho) qui couvre environ 90% des superficies emblavées, la taille moyenne d'une exploitation agricole étant de 3,5 ha. Il est également caractérisé par des associations de culture : mil-niébé (26% des cas) ; mil-sorgho-niébé (16% des cas) ; sorgho- niébé (20% des cas) ; mil-sorgho (7% des cas).<sup>15</sup>

---

<sup>15</sup>Programme régional de nutrition et d'alimentation de la région de planification du Nord, synthèse des travaux de commission juillet 1994. Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Secrétariat Général, Direction du plan, Direction Générale du plan du Nord.

On y rencontre aussi d'autres types de cultures tels que le pois de terre, l'arachide, l'oseille, l'aubergine locale, la Calebasse, le coton, l'igname, la patate...

Dans le Yatenga, les techniques de production sont toujours dominées par les pratiques traditionnelles qui limitent ainsi l'accroissement des rendements et maintiennent la production à un niveau stationnaire, voire décroissant, ce malgré quelques efforts déployés par les ONG et les services techniques d'appui et de vulgarisation pour améliorer les systèmes et techniques de culture. Cela s'explique à tout point par la prédominance de l'agriculture de subsistance héritée depuis les temps anciens ; la recherche d'un surplus de production ou d'une capitalisation étant exclue de toute stratégie agricole des exploitations sahéliennes.

**Tableau 3.3 : Production céréalière du Yatenga sur 7 ans**

Campagne	Production (tonnes) (1)	Besoin (tonnes) (2)	Bilan (tonnes)	Taux de couverture (1)/(2)
1985/86	58331	101950	-43619	0,572
1986/87	90565	102765	-12200	0,813
1987/88	58678	103587	-44909	0,566
1988/89	92642	104416	-11774	0,887f
1989/90	66516	104251	-38735	0,638
1990/91	25233	106093	-80870	0,237
1991/92	139850	106942	+32908	1,307

**Source:** "Programme régional de nutrition et d'alimentation de la région de planification du Nord, synthèse des travaux de commission" Juillet 1994. Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Secrétariat Général, Direction du Plan, Direction Générale du Plan du Nord, + nos calculs.

Le rapport productions/besoins ou en d'autres termes le taux de couverture céréalière de la province est défavorable sur 7 ans (exception faite

de l'année 1992). Cela indique l'incapacité structurelle de la production agricole à subvenir aux besoins nutritionnels de la population locale. Cet état de choses traduit une augmentation de la charge humaine sur la terre au Yatenga. Il faut noter que du fait de la potentialité du facteur travail « main d'œuvre » dans ces régions, une possibilité d'exploitation des avals des barrages qui existent dans cette province permettrait d'améliorer le ratio productions/besoins de la population. Cependant, on note la réticence des populations de certains départements de la province quant à tout projet d'aménagement de leurs terroirs. On cite en exemple le cas du département de Banh où les éleveurs peulhs se sont opposés (il y a quelques années) à la confection d'un barrage autour d'un des principaux points d'eau du département. Ce point est approvisionné en saison pluvieuse et constitue le principal abreuvoir de la plupart des animaux du chef lieu du département et des villages environnants. Entre autres raisons, les exploitants ont évoqué le fait que l'aménagement d'un barrage empêcherait les animaux de s'abreuver à leur guise et que ce barrage entraînerait la prolifération de cultures de rente qui occasionnerait un drainage de populations nouvelles (les migrants Mossi en général) vers le département. Ce qui provoquera un profond bouleversement de la structuration sociale de leur communauté. Bien entendu, ces cultures de rente sont des cultures à base de revenu monétaire.

Il faut souligner que sans percevoir en réalité les effets positifs à moyen et à long terme de l'intervention de certains projets de développement sur leur environnement socio économique et les acquis sur le plan national de tels

efforts de développement, les paysans s'opposent ainsi à la réalisation de nombreux projets susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie tout en se rattachant à des considérations anthropologiques, sociales et historiques. Compte tenu de cela, la nouvelle politique de développement à l'aube de ce 21<sup>e</sup> siècle (le Développement Humain Durable) aura pour objectif majeur une recherche stratégique qui aboutirait au changement de façon intégrée et structurelle des comportements des individus. En effet, l'existence de telles situations entrave l'amélioration du ratio ressources / besoins qui est l'un des principaux indicateurs de développement en milieu rural.

Pour l'heure, il faut un système de production et d'exploitation des terres qui prenne en compte d'une part, le maintien et la conservation des potentialités du sol et d'autre part, l'utilisation rationnelle de ces potentialités, seul créneau pour assurer une bonne productivité sans cesse compromise par la succession des aléas naturels qui laissent très souvent toute initiative impuissante.

L'élevage est dominant dans la zone. Il est le fait principalement des éleveurs Peulhs. Cependant, des problèmes d'eau et de soins vétérinaires compromettent considérablement le taux de croissance du cheptel. La formation suivie d'une organisation adéquate des éleveurs au sein de structures de production et d'écoulement de bétail est également un problème d'appoint dans certains villages du Yatenga.

En 1988, on comptait pour cette province :

**Tableau 3.4 : Effectif du cheptel de la province du Yatenga en 1988**

Type d'animaux	Effectifs
Bovins	120.000
Ovins	467.000
Caprins	570.000
Porcins	7.000
Asins	33.000
Poules	790.000
Pintades	130.000

**Source:** "Atelier d'identification et d'analyse des contraintes et potentialités régionales à Dori" ; présenté par ZILMA François Bayce ; Economiste planificateur aménagiste directeur régional du plan du Nord du 16 au 21 mai 1994.

On compte par ailleurs pour la région du Nord, (Yatenga et Passoré) toujours en 1988 :

**Tableau 3.5 : Effectif du cheptel par tête d'habitant en 1988**

Type d'animaux	Nombre de têtes par habitants
Bovins	0,2
Ovins	0,7
Caprins	0,9
Volaille	1,7

**Source:** "Atelier d'identification et d'analyse des contraintes et potentialités régionales à Dori" ; présenté par ZILMA François Bayce ; Economiste planificateur aménagiste directeur régional du plan du Nord du 16 au 21 mai 1994.

Cette présentation de l'ensemble de la région nous permet d'aborder les aspects méthodologiques de notre recherche.

### 3.2: STRATEGIE OU TECHNIQUE D'ECHANTILLONNAGE

Suite à une analyse typologique des exploitations de Madougou, nous avons abouti à une classification des exploitations en quatre types :

- ☞ les exploitations agricoles de subsistance appelées exploitations de type 1 (60 exploitations d'où 36% des 164) comprises dans la classe 1 ;
- ☞ les exploitations agricoles pratiquant des cultures de rente appelées exploitations de type 2 (14 exploitations d'où 8,5% des 164) comprises dans la classe 2 ;
- ☞ les exploitations éleveurs (agro-pasteurs y compris) appelées exploitations de type 3 (38 exploitations d'où 23,3% des 164) comprises dans la classe 3 ;
- ☞ les exploitations exerçant une activité extra agricole appelées exploitations de type 4 (commerçants mécaniciens, tisserands, forgerons...) (51 exploitations d'où 31,2% des 164) comprises dans la classe 4.

L'échantillonnage a consisté à prélever un certain nombre d'exploitations dans chaque strate de façon assez conséquente afin d'aboutir à une représentativité de la population totale. Pour cela, une technique d'échantillonnage a été adoptée : c'est la stratification proportionnelle.

#### 3.2.1. :STRATIFICATION PROPORTIONNELLE

Cette technique a été choisie car elle permet une meilleure représentativité de la population totale au niveau de l'échantillon que nous avons limité à 31

exploitations soit environ 20% de la population pour la simple raison que la démarche nécessitait plusieurs passages. Prélever un grand échantillon deviendrait fastidieux au plan opérationnel. Ainsi, les fréquences relatives (coefficient de représentativité) ont été affectées au chiffre 31 pour obtenir les effectifs (dans chaque classe) qui composeront l'échantillon. Cette technique ne porte aucun accent particulier sur tel ou tel type de classe pour la prise en compte du phénomène de monétarisation. Seule la représentativité de la classe importe pour ainsi avoir une représentativité d'ensemble de la population totale. Ainsi, ont été prélevés :

- 36% de 31 exploitations pour la classe C1 ;
- 8,5% de 31 exploitations pour C2 ;
- 23,3% de 31 exploitations pour C3 ;
- 31,2% de 31 exploitations pour C4.

D'où le tableau suivant.

**Tableau 3.6 : Répartition des exploitations par classe : échantillonnage stratifié proportionnel**

Classe	Nombre d'exploitations	%	Nombre d'exploitations constituant l'échantillon
C1	60	36	11
C2	14	8,5	3
C3	38	23,3	7
C4	51	31,2	10
<b>Total</b>	<b>163</b>	<b>100</b>	<b>31</b>

A la fin des deux années de suivi, 26 exploitations sur les 31 au départ, ont été retenues suites à des événements sociaux parmi lesquels :

- décès : 2 exploitations ; n°4 et n°10 appartenant aux classes 3 et 1 ;
- émigration : 1 exploitation ; n°8 appartenant à la classe 1 ;

- désistement : 2 exploitations, n°24 et n°27, appartenant à la classe 4.

Le tableau d'échantillonnage se ramène à la fin comme suit :

**Tableau 3.7 : Echantillonnage des exploitations effectivement suivies.**

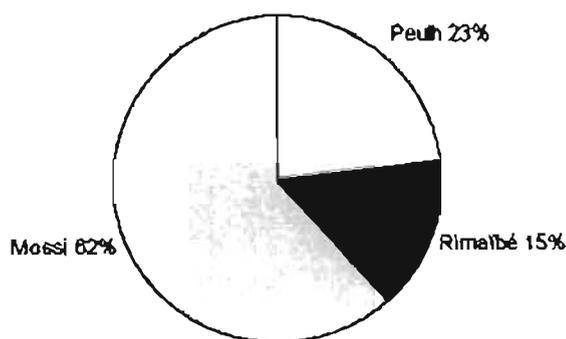
Classes d'exploitation	Nombre d'exploitations par classe
C1	9
C2	3
C3	6
C4	8
Total	26

Les statistiques descriptives portant sur l'âge et l'ethnie des individus des 26 exploitations<sup>16</sup> nous donnent le tableau suivant :

**Tableau 3.8 : Répartition des individus selon l'âge et le sexe**

	Nombre	Age moyen	Age maximum	Age minimum
Femme	74	32	60	16
Homme	57	42	74	19
Total	131			

**Graphique n° 3.2 : Distribution de l'échantillon suivant la classe ethnique**



<sup>16</sup> Un chef d'exploitation est également chef de ménage

L'échantillon est majoritairement Mossi (62%). Cela s'explique par le fait que cette ethnie est présente aussi bien dans les classes 1, 2 que 4 ; qui sont respectivement les classes des agriculteurs purs, celles des agriculteurs à culture de rente et celle des exploitations à activités extra-agricoles.

Ces exploitations ont été suivies à travers trois types de fiches d'enquêtes dont l'essentielle des informations se résumant dans le tableau suivant ci après :

### 3.2.2. : ENQUETES

**Tableau 3.9 : Résumé des fiches d'enquêtes ; périodes et activités concernées par les suivis (1995 à 1997)**

1 <sup>ère</sup> année de suivi				2 <sup>e</sup> année de suivi			
N° suivi	Activités concernées	Période concernée par ces activités	Nomination période	N° suivi	Activités concernées	Période concernée	Nomination période
1	Activités de production et d'échange : production agricole, extra agricole, recettes dépenses, organisation et gestion de la production : fiches à passage annuel et trimestriel	Février 95 à mi-mai 95	Période après récoltes 94/95	4	Activités de production et d'échange : production agricole, extra agricole recettes dépenses, organisation et gestion de la production... fiches à passage annuel et trimestriel	février 96 à Mi mai 96	Période après récolte 95/96
2	Activités de production et d'échange : production extra agricole, recettes dépenses... fiches à passage trimestriel	Fin mai 95 à début sept 95	Saison pluvieuse	5	Activités de production et d'échange : production extra agricole, recettes dépenses... fiches à passage trimestriel	fin mai 96 à début sept 96	saison pluvieuse
3	Activités de production et d'échange production extra agricole, recettes et dépenses... : fiches à passage trimestriel	Fin sept 95 à janvier 96	Période récolte prochaine 95/96	6	Activités de production et d'échange production extra agricole, recettes et dépenses... : fiches à passage trimestriel	fin sept 96 à janvier 97	Période récolte prochaine 96/97

Le choix des périodes de suivi a porté stratégiquement sur des périodes d'activités de production et d'échange différentes.

Les fiches d'enquêtes ont été administrées au cours du 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> suivis, respectivement en mai 1995, septembre 1995, janvier 1996 ; mai 1996, septembre 1996, et janvier 1997. Les questions ont été posées de façon rétrospective sur les activités des périodes notées dans le tableau ci dessus.

Au total, 786 observations, (chefs d'exploitations, chefs de ménages et femmes dont 342 hommes et 444 femmes) ont été menées au cours des 6 suivis. Les fiches d'enquête ont été administrées par suivi dans chacune des 26 concessions aux chefs d'exploitation, aux chefs de ménage, et aux femmes. Bien que la plupart des analyses fut menée au niveau de l'exploitation, cette technique a consisté à avoir des informations individuelles qui sont sensées plus justes surtout au niveau de la production et des échanges ; pour ensuite procéder à des comparaisons et / ou recoupement si nécessaire.

Dans une dynamique comparative, les périodes de suivi se ressemblent deux à deux. En effet, la période du suivi 1 (première année) coïncide avec celle du suivi 4 (deuxième année) ; celle du suivi 2 (première année) coïncide avec celle du suivi 5 (deuxième année) et celle du suivi 3 (première année) coïncide avec celle du suivi 6 (deuxième année).

Les données issues de ces suivis (dont les caractéristiques essentielles ont été décrites dans le tableau précédent) ont été recueillies à travers 4 types de fiches d'enquêtes :

- les «fiches périodiques ménages» adressées à chaque chef de ménage sur les activités d'échange, les recettes et dépenses ;
- les «fiches périodiques femmes» adressées à chaque femme sur les activités d'échange, les recettes et dépenses ;
- les «fiches annuelles ménages» adressées à chaque chef de ménage sur les activités de production, d'organisation et de gestion de la production. Ces fiches ont été à passage annuel ;
- les «fiches annuelles exploitation» adressées à chaque chef d'exploitation sur les activités de production, d'organisation et de gestion de la production. Ces fiches ont été également à passage annuel.

### 3.3. :METHODE D'ANALYSE

Cette partie qui permet d'opérationnaliser les hypothèses a conduit à un double niveau d'analyse:

- a) l'analyse descriptive pour déterminer des moyennes, présenter des histogrammes afin d'apprécier les tendances et définir les liaisons entre variables (régressions simples). La plupart des traitements ont été faites à partir du logiciel Excel et SAS. Aussi, avons nous procédé à la

formulation de petits programmes dans ces logiciels pour obtenir les agrégations jugées utiles ;

- b) l'analyse économétrique pour tisser les relations fonctionnelles et élargir le champ des liaisons entre variables et enfin pour estimer les coefficients. Le logiciel SHAZAM fut utilisé dans ce cas.

### **3.3.1. : DEFINITION DES INDICATEURS DE MONETARISATION**

#### **3.3.1.1. : INDICATEURS DU NIVEAU DE MONETARISATION**

Au regard des notes précédentes, on peut dire qu'à Madougou, le système de troc serait peu visible compte tenu de l'avènement de la monnaie à travers le processus de monétarisation. Par ailleurs, l'absence d'institutions financières modernes sur place à Madougou rend peu accessible la monétarisation scripturale à la population. Par conséquent, l'évaluation de la monétarisation sur le plan macro-économique en se basant sur les indicateurs d'évaluation telle que l'importance de la monnaie scripturale dans la masse monétaire globale serait biaisée dans la mesure où une donnée se révèle quasiment nulle.

Si l'on se réfère aux différentes fonctions de la monnaie, on s'aperçoit qu'elle est principalement moyen de transaction c'est à dire un intermédiaire des échanges. C'est pourquoi, l'échange constituera le point focal de l'évaluation du niveau de monétarisation des exploitations dans ce village. Un point sera que la monnaie a un rôle actif au niveau de l'activité économique à travers son effet régulateur sur la production et partant, sur les échanges. Quand on sait que la demande de monnaie par les différents agents

économiques se situe au niveau de la production et des échanges. C'est dans ce sens que les indicateurs d'évaluation de la monétarisation dans ce cas précis concernent les activités de production et d'échange qui intègrent la monnaie. Dans ce sens, l'originalité de cette recherche reste la monétarisation à travers une analyse micro économique. On sait que la monnaie est dans le domaine de la macro-économie et que de manière générale, la plupart des recherches ont porté sur ce dernier domaine.

Ainsi, trois niveaux d'analyse ont été retenus ici compte tenu de la spécificité des activités de production et d'échange que l'on rencontre en milieu rural : le niveau agricole, le niveau pastoral et le niveau extra-agricole.

*a) Niveau agricole*

En partant du constat (à partir des pages précédentes) que la stratégie majeure de l'exploitation en zone rurale sahélienne consiste en la satisfaction de ses besoins alimentaires et de ses besoins monétaires qui sont les plus immédiats, nous déduisons la formule simplificatrice suivante, en vue d'évaluer le niveau de monétarisation de la production agricole, connaissant la production monétarisée (vendue).

L'indicateur simple de monétarisation se présente comme suit au niveau de la production agricole<sup>17</sup> :

---

<sup>17</sup> Nous avons évalué cet indicateur par exploitation parce que lors de nos investigations, nous avons constaté que la production agricole céréalière des ménages et des femmes est incluse dans la production céréalière totale de l'exploitation. Cela matérialise le caractère collectif du grenier familial. Cette situation est généralement la règle dans les familles unies en milieu rural au Burkina Faso.

$$NM_{it} = \frac{PM_{it}}{PT_{it}} \quad (1)$$

Avec :  $t = 1, 2, \dots, 6 = N^\circ$  du suivi ;

$i = N^\circ$  de l'exploitation.

En détaillant davantage par décomposition de la production monétarisée en ses différents constituants à l'échelle de l'exploitation, nous avons :

$$PM_{it} = PT_{it} - (PA_{it} + \text{dons} + \text{pertes})$$

en remplaçant PM par sa valeur dans (1), on a :

$$\begin{aligned} NM_{it} &= \frac{PT_{it} - (PA_{it} + \text{dons} + \text{pertes})}{PT_{it}} \\ &= \frac{PT_{it}}{PT_{it}} - \frac{PA_{it} + \text{dons} + \text{pertes}}{PT_{it}} \end{aligned}$$

Si nous émettons l'hypothèse que la balance entre les dons reçus et donnés est nulle et que les pertes après récoltes sont insignifiantes et d'ailleurs difficilement quantifiables par l'exploitation, nous aboutissons à la formule (2) ci dessus.

$$NM_{it} = 1 - \frac{PA_{it}}{PT_{it}} \quad (2)$$

Si par ailleurs,  $PA = PT - V$

$$\text{alors } NM_{it} = 1 - \frac{PT_{it} - V_{it}}{PT_{it}}$$

$$NM_{it} = \frac{V_{it}}{PT_{it}} \quad (3)$$

Avec

$PM_{it}$  = Production agricole monétarisée par l'exploitation  $i$  au cours du suivi  $t$ . (kg)

$PA_{it}$  = Production agricole auto-consommée par l'exploitation  $i$  au cours du suivi  $t$ . (kg)

$V_{it}$  = Production agricole vendue par l'exploitation  $i$  au cours du suivi  $t$ . (kg).

$PT_{it}$  = Production agricole totale de l'exploitation  $i$  au cours du suivi  $t$  (kg).

$NM_{it}$  = Niveau de monétarisation de l'exploitation  $i$  au cours du suivi  $t$  en considérant la production agricole.

Au niveau de la production agricole, le stock céréalier vendu affectera la monétarisation des exploitations. La production agricole céréalière de l'exploitation pour des besoins de consommation, est une agrégation de celle des ménages. Par ailleurs, les femmes conservent leurs produits de rente (arachides, niébé) dans des greniers spécifiques pour des besoins de commercialisation et quelquefois alimentaires. Ainsi, pour des besoins monétaires, il arrive que les ménages individuels de l'exploitation prélèvent

des céréales dans le(s) grenier(s) et les échangent contre du numéraire sur le marché. En cas de déficit céréalier observé au cours de l'année il arrive également que les ménages individuels achètent des céréales pour combler le déficit. La production céréalière des femmes est directement incluse dans le stock de leur mari. Les femmes n'achètent guère des céréales hormis les femmes chefs d'exploitation.

Le comportement souvent qualifié d'irrationnel du paysan réside au fait qu'il vend à très faible prix des céréales issues de sa production tout juste après les récoltes et les achète plus tard à double prix au cours de la période de soudure. Cette stratégie contraire à la logique économique classique a pour conséquence une décapitalisation progressive de l'exploitation.

*b) Au niveau du cheptel*

Quant à l'indicateur de monétarisation des exploitations au niveau du cheptel, il est apprécié en terme absolu à partir des sommes monétaires reçues des ventes de cheptel et aux sommes accordées aux achats de cheptel par exploitation et par suivi périodique.

Pour chaque suivi  $t$ ,  $\sum_{i=1}^{26} AB_u$  représente la somme allouée par l'ensemble des 26 exploitations à l'achat d'animaux et,  $\sum_{i=1}^{26} VB_u$  représente les entrées d'argent suite à la vente d'animaux (bovins, ovins, asins, caprins, volaille).

$AB_{it}$  = Somme allouée par l'exploitation  $i$  au cours du suivi  $t$  à l'achat du cheptel.

$VB_{it}$  = Somme reçue par l'exploitation  $i$  au cours du suivi  $t$  suite à la vente du cheptel.

Ces différentes sommations nous permettront de percevoir la direction des flux (plus de ventes par rapport aux achats par exemple) et le caractère cyclique ou non des transactions d'achat et de vente de cheptel.

*c) Au niveau des activités extra agricoles*

Les activités extra agricoles étant d'office destinées à la monétarisation de l'économie, la monétarisation sera évaluée à ce niveau en prenant en compte le caractère pérenne ou non de ces activités ainsi que la susceptibilité de ce secteur à effectuer un drainage des flux monétaires.

Enfin, de façon plus globale, la monétarisation de l'économie de Madougou sera appréciée en considérant les revenus et les dépenses totaux. Dans ce sens, le niveau de monétarisation (ou alors le taux de support des dépenses courantes par les revenus courants par période de suivi) pourrait se matérialiser comme suit :

$$NM_{it} = \frac{RM_{it}}{RT_{it}} = \frac{DT_{it}}{RT_{it}}$$

Avec :

$NM_{it}$  = Niveau de monétarisation ou niveau d'entraînement des revenus courants par les dépenses courantes de l'exploitation  $i$  à la période  $t$ .

$RM_{it}$  = Revenus «monétarisés» par l'exploitation  $i$  au cours du suivi  $t$ .

$DT_{it}$  = Dépenses totales de l'exploitation  $i$  au cours du suivi  $t$ .

Algébriquement,  $RM_{it} = DT_{it}$

$RT_{it}$  = Revenus totaux de l'exploitation  $i$  au cours du suivi  $t$ .

Cet indicateur permet de dégager les possibilités d'épargne ou les situations de désépargne observées au sein de l'exploitation  $i$  ; et de façon générale dans l'économie, lorsqu'on considère l'ensemble des 26 exploitations au cours de chaque suivi  $t$ .

$$\frac{\sum_{i=1}^{26} DT_{it}}{\sum_{i=1}^{26} RT_{it}}$$

A partir de cet instant, il devient possible d'apercevoir les possibilités d'investissements économiques et donc de monétarisation de l'économie.

Par ailleurs, et plus en détail, pour évaluer l'impact de chaque catégorie de dépense et de recette sur la monétarisation, nous avons catégorisé les différents types de recettes et de dépenses. Ainsi, nous obtenons :

**Tableau 3.10 : les principaux postes de dépense**

Numéro d'ordre	Type de dépense
1	Dépenses d'activités extra agricoles
2	Dépenses d'achat de céréales
3	Dépenses d'achat d'animaux
4	Dépenses alimentaires (achat de condiments, de lait, de savon, de sucre...)
5	Dépenses d'habillement
6	Dépenses de santé
7	Dépenses d'éducation
8	Dépenses de construction
9	Dépenses agricoles
10	Dépenses en soins d'animaux
11	Dépenses d'investissement
12	Prêts monétaires à tierces sans intérêt

Dans ce contexte précis, on entend par :

**dépenses permanentes de l'exploitation**, l'ensemble des dépenses d'achat de condiments et d'autres petits besoins quotidiens (cola, sucre, pétrole, savon...) hormis l'achat de céréales ;

**dépenses ponctuelles**, les dépenses spécifiques n'intervenant que de façon ponctuelle (santé, éducation, habillement, construction...) ;

**dépenses en élevage**, les dépenses d'achat de fourrages et d'entretien du cheptel (vaccin, achat de sel, de corde...) hors mis l'achat d'animaux ;

**dépenses agricoles de l'exploitation**, l'ensemble des dépenses d'achat de matériels et intrants agricoles (daba, charrue, engrais...) ;

*dépenses extra agricoles de l'exploitation*, l'ensemble des dépenses de production incombant à d'autres secteurs autre qu'agricole (agriculture et élevage).

Si on gradue ces différentes catégories de dépense de 1 à 12 comme dans le tableau précédent, on aura, par période de suivi t :

$$\sum_{i=1}^{26} D_{ik} \text{ avec } k = 1, \dots, 12 ; = \text{somme consacrée aux dépenses de catégorie } k$$

des 26 exploitations et  $t = 1, \dots, 6 =$  numéro du suivi.

Par exemple,  $\sum_{i=1}^{26} D_{i11} =$  somme consacrée aux dépenses extra agricoles dans l'économie (l'ensemble des 26 exploitations) au cours du premier suivi.

Pour les 6 suivis, ces différentes sommations permettent de savoir s'il existe une saisonnalité au niveau de ces différents types de dépenses. Par exemple est-ce que les dépenses extra agricoles évoluent de la même façon au cours des 6 suivis ?

**Tableau 3.11 : les principaux postes de recette**

Numéro d'ordre	Type de recettes
1	Recettes extra agricoles
2	Recettes issues de la vente de céréales
3	Recettes issues de la vente de produits de rente
4	Recettes issues de la vente d'animaux
5	Transferts reçus en signe monétaire
6	Emprunt

D'une manière générale, il a été ainsi possible d'identifier les catégories de recettes et de dépenses qui nécessitent davantage l'utilisation de la monnaie et donc qui monétarisent l'économie. En plus, un indicateur du seuil de monétarisation a été défini en tenant compte des potentialités de l'exploitation (en terme de recettes) dans les trois secteurs spécifiques de production (agricole, pastoral et extra agricole).

### 3.3.1.2. : INDICATEUR DU SEUIL DE MONETARISATION

On entend par seuil de monétarisation de l'exploitation une tranche d'encaisse monétaire prédéfini dans laquelle se trouve l'exploitation. L'encaisse monétaire de l'exploitation étant dans ce contexte bien précis une agrégation des trois principales sources de revenu monétaires de l'exploitation propres aux zones rurales : revenu agricole, revenu pastoral et revenu extra agricole.

En procédant à une agrégation, on aura :

$$EMO_{iT} = \sum_{i=1}^3 \left( \sum_{j=1}^3 \frac{R_{ijt}}{n_i} \right) = \text{Encaisse Monétaire par individu dans}$$

l'exploitation  $i$  au cours des trois premiers suivis.

$$EMO_{iT} = \sum_{i=4}^6 \left( \sum_{j=1}^3 \frac{R_{ijt}}{n_i} \right) = \text{Encaisse Monétaire par individu dans}$$

l'exploitation  $i$  au cours des trois derniers suivis.

avec :

$i$  = N° de l'exploitation ;

$t$  = nombre de suivi ;  $t = 1$  à 3 correspond à la première année de suivi et  $t = 4$  à 6 correspond à la deuxième année de suivi ;

$T$  = année de suivi

$n_i$  = nombre de personnes contribuables (chefs de ménage et femmes) dans l'exploitation  $i$  ;

$j$  = types de recettes.

$\sum_{j=1}^3 \frac{R_j}{n_i}$  est une agrégation des trois principales sources de revenus

monétaires de l'exploitation  $i$  par personne contribuable dans l'exploitation à savoir, les recettes agricoles (cultures céréalières et de rente), les recettes extra agricoles et celles issues de la vente d'animaux<sup>18</sup>. En moyenne, nous avons rapporté cette somme au nombre de personnes contribuables de l'exploitation selon les enquêtes (chefs d'exploitation, chefs de ménage, femmes), pour avoir le revenu annuel moyen par personne contribuable dans chaque exploitation au niveau des secteurs sus considérés.

En exemple, l'encaisse monétaire par personne contribuable au cours des trois premiers suivis dans l'exploitation 1 s'écrit :

$$EMO_{1T} = \sum_{t=1}^3 \left( \frac{RT_{11t} + RT_{12t} + RT_{13t}}{n_1} \right)$$

<sup>18</sup> Les deux autres sources de recettes non-associées sont les transferts et les emprunts qui ne concourent pas directement à la création de valeur ajoutée dans l'économie.

$$EMO_{11} = \frac{RT_{111} + RT_{121} + RT_{131}}{n_1} + \frac{RT_{112} + RT_{122} + RT_{132}}{n_1} + \frac{RT_{113} + RT_{123} + RT_{133}}{n_1}$$

Cette sommation EMO a été répartie en classe afin de présenter les exploitations selon un seuil dit de monétarisation. Ce seuil a été comparé au cours des 6 suivis répartis en deux années. Cette approche nous a permis de voir si les individus se répartissent de la même façon suivant les classes de revenu au cours des deux années de suivi à périodicité identique. Ainsi :

- le seuil 1 correspond aux individus dont l'encaisse monétaire est comprise entre 10000 et 30000 Fcfa ;
- le seuil 2 correspond aux individus dont l'encaisse monétaire est comprise entre 30000 50000 Fcfa ;
- le seuil 3 correspond aux individus dont l'encaisse monétaire est comprise entre 50000 100000 Fcfa ;
- le seuil 4 correspond aux individus dont l'encaisse monétaire est comprise entre 100000 500000 Fcfa ;
- le seuil 5 correspond aux individus dont l'encaisse monétaire est supérieure à 500000 Fcfa.

Une analyse conséquente de ces différents coefficients et indicateurs a permis la vérification de la plupart des hypothèses.

### **3.3.2 : JUSTIFICATION DU CHOIX D'UNE ANALYSE ECONOMETRIQUE**

Au plan économétrique, deux approches ont été utilisées pour apprécier la monétarisation des échanges au niveau des exploitations :

- une approche classique quantitative de régressions linéaires ;
- une approche plutôt qualitative portant sur les variables dépendantes limitées

La première approche est utilisée pour tisser les liens et rapports immédiats entre variables. La seconde approche est utilisée pour la vérification de la plupart des hypothèses. C'est dans ce sens que dans la relation qui lie la variable dépendante et les variables indépendantes, il existe plusieurs variables qualitatives qui vont permettre de comprendre le comportement micro économique des exploitations face à la monnaie. C'est ainsi que ces comportements peuvent provenir de l'âge, de l'ethnie, de la classe d'appartenance de l'exploitation, de la religion, du niveau d'instruction, de l'activité principale exercée par l'exploitation etc. Nous nous préoccupons ainsi de comprendre quels sont, au niveau de l'exploitation les déterminants de la monétarisation ; cet acte économique (si l'on peut ainsi le qualifier la monétarisation) pouvant être influencé par des facteurs aussi bien économiques que sociaux.

### **Conclusion de la première partie**

L'analyse théorique de la monétarisation indique que ce processus se déroule dans chaque société suivant des impératifs économiques et / ou socio économiques en trois phases différentes :

- ☞ la monétarisation à travers le troc libre ;
- ☞ la monétarisation à travers le troc étalonné ;

- ☞ la monétarisation effective avec l'avènement de la monnaie métallique, fiduciaire et scripturale.

Plus ce processus tend vers son stade dit de monétarisation économique, plus on assiste à la dématérialisation de la monnaie, à l'ubiquité dans les transactions, à l'acheminement des échanges vers l'espace sectoriel de transaction optimum.

L'avènement de la monnaie métallique, fiduciaire et scripturale qui marque la monétarisation effective des économies d'Afrique au Sud du Sahara a été le fait d'un contact extérieur caractérisé par l'imposition aux colonies d'une monnaie étrangère à leur système économique et monétaire (monnaie métallique). Le faible niveau de monétarisation des activités économiques des ménages ruraux c'est-à-dire la persistance de l'économie de subsistance et d'autoconsommation est sans doute expliquée par l'histoire monétaire déjouée par la colonisation dans cette partie du continent africain. En effet, les bases d'insertion du processus de monétarisation n'est-elle pas faussée depuis la période coloniale rendant la monnaie si complexe et si étrange aux mœurs et habitudes des ménages ruraux lorsqu'on s'aperçoit que jusqu'à l'orée de ce 21<sup>e</sup> siècle, ils appellent la monnaie quelque part en Afrique « l'argent du blanc » ?

**II<sup>E</sup> PARTIE : MONETARISATION ET FACTEURS DETERMINANTS  
A MADOUGOU**

L'analyse théorique de la monétarisation montre (à travers les pages qui précèdent), qu'elle entraîne des effets sur le développement, sur la modification des structures de production et de consommation. Elle montre également qu'elle est déterminée par l'ensemble des valeurs et structures sociales qui existent dans une société. Si selon SAINT MARC (1972) le niveau de développement d'une économie est directement lié à son dynamisme monétaire, l'analyse du niveau de monétarisation ne peut se détacher de l'aspect réel de l'économie ainsi que des considérations sociales, historiques et anthropologiques prédéfinies dans la société. Comme dirait TODARO en 1982 in HE (1994) « ...les décisions économiques ne peuvent pas être dissociées de leur contexte politique, social, institutionnel et culturel... ». Bien entendu, le fait d'acheter, de vendre ou de produire rien que pour le marché... sont des décisions économiques qui influencent la monétarisation d'une économie. L'économie réelle doit précéder l'économie monétaire de manière à favoriser une allocation et une distribution optimum des ressources. S'il est par ailleurs reconnu que la macro-économie n'est que le résultat d'une sommation de comportements micro économiques<sup>19</sup>, on peut se demander quels sont d'une part, les facteurs sociaux, culturels et anthropologiques qui déterminent la monétarisation des échanges chez les ménages ruraux et quels sont d'autre part, les facteurs économiques qui influencent ce même phénomène.

---

<sup>19</sup> Sur ce point, la théorie micro économique des institutions (l'approche néo-institutionnelle), entend que tous les macro phénomènes doivent absolument trouver leurs explications dans les comportements micro économiques des agents.

L'utilisation de la monnaie dans les échanges chez le ménage rural dépend-elle des facteurs conjoncturels ou structurels ? . Les enjeux qui sont à la base de l'utilisation de la monnaie dans les transactions en milieu rural passent pour si peu maîtrisables et très peu de recherches empiriques en économie en ont déjà fait cas. Pour ce cas précis, Il s'agit principalement d'analyser le processus de monétarisation à Madougou et de voir comment la monétarisation des échanges est influencée par une structure sociale déjà préexistante. Quand on sait que de nos jours, dans les pays aspirant au développement, très peu de ménages et même d'opérateurs économiques sont sensibles à tous les rôles de la monnaie dans l'économie et donc à une monétarisation croissante. Alors que dans les pays développés, les discussions au plan monétaire portent sur les enjeux économiques que peuvent entraîner l'unification économique et monétaire de l'Europe à travers la monnaie commune « Euro 1999 », et sur la lutte continuelle sur les marchés financiers entre l'Euro et le dollar américain. Plus proche de nous en Afrique, il a été créé une Union Economique et Monétaire Ouest – Africaine (UEMOA) pour une meilleure définition et un meilleur contrôle des questions monétaires et financières entre pays africains d'une part, et entre pays africains et ceux du Nord d'autre part. Cependant, cette union ne connaîtra des résultats appréciables que si elle intègre tout le système économique et institutionnel financier des pays membres dans sa globalité. Dans ces conditions, il convient de ne pas poursuivre la marginalisation de près de 85% de la population dans cette lancée vers le défi économique et monétaire.

Ainsi, analyser le processus de monétarisation à Madougou et saisir les enjeux et facteurs qui déterminent la monétarisation des échanges dans sa troisième phase d'évolution au niveau des exploitations est le fil conducteur de la deuxième partie de cette thèse. Il est de savoir également si la structure de la production en zone rurale est à même de soutenir ce processus dans sa troisième phase d'évolution ?

Cette deuxième partie se compose comme suit :

*Dans le chapitre 4*, il sera question des différents aspects de monétarisation à Madougou et de ses caractéristiques fondamentales. *Dans le chapitre 5*, nous aborderons les contours réels de la monétarisation à Madougou à travers la monétarisation de la production dans les trois secteurs spécifiques qui caractérisent l'économie rurale en question. Il s'agit des déterminants spécifiques de la monétarisation à travers une analyse micro. Enfin, *dans le dernier chapitre, (chapitre 6)* il sera question d'une évaluation au plan économétrique des différents déterminants de la monétarisation.

## **CHAPITRE 4 : ASPECTS DE LA MONETARISATION A MADOUGOU**

Le village de Madougou est marqué à première vue par un faible taux d'utilisation de la monnaie à travers toutes ses fonctions. La raison pourrait se trouver dans l'histoire des faits économiques et monétaires qui l'a marqué. Pour aborder davantage la question, ce chapitre traitera dans une première section de la présentation des caractéristiques du village sur le plan économique. Dans une seconde section, il sera question du processus de monétarisation à Madougou ainsi que des aspects socio-anthropologiques qui l'ont marqué de façon spécifique. Bien entendu, le processus de monétarisation en Afrique au Sud du Sahara s'est déroulé partout ailleurs à travers ses étapes caractéristiques déjà énumérées dans la revue de littérature. Enfin, nous aborderons dans une troisième section, l'approche institutionnelle de la monétarisation à Madougou tout en appréciant les caractéristiques des échanges propres à cette localité.

### **4.1 : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES DU VILLAGE DE MADOUGOU**

Madougou est caractérisé sur le plan mésoéconomique par la prédominance du secteur primaire (agriculture et élevage). Les activités agricoles sont dominées par les cultures vivrières pluviales : mil, sorgho, maïs. On y rencontre également (à assez faible échelle) des cultures de rente

(arachide, sésame) et du maraîchage. L'élevage est essentiellement celui des bovins, caprins, ovins. Le secteur secondaire est inexistant. Aucune activité de transformation industrielle n'est menée. Cependant, le secteur informel est présent à travers l'artisanat d'art et l'artisanat utilitaire. On distingue :

- les artisans ruraux (forgerons, potiers, tisserands, cordonniers, tanniers...);
- les artisans d'activités nouvelles (mécaniciens, réparateurs, tailleurs, meuniers...);
- les unités familiales traditionnelles de transformation de produits agricoles (fabrique de beurre de karité, de soubala...).

Quant au secteur tertiaire, il est marqué par des activités commerciales aussi bien frontalières qu'internes. L'accent est surtout mis sur la vente du bétail qui marque en grande partie la monétarisation du village.

Pour apprécier et décrire davantage les différents secteurs de production à Madougou ainsi que les différents acteurs, la démarche nous a nécessité une répartition de la population en strate du fait de la diversité notée dans la partie descriptive de la zone.

#### **4.1.1. : ANALYSE TYPOLOGIQUE DES EXPLOITATIONS DU VILLAGE DE MADOUGOU**

##### **4.1.1.1. : CRITERES DE STRATIFICATION**

Du fait que le milieu naturel pose d'énormes difficultés quant à l'aspect uniformité, il devient indispensable de remédier à ce problème afin de faire apparaître des groupes dont le comportement est saisissable par rapport à la monétarisation. Ainsi, la stratification conduit à l'identification des zones ou individus présentant des caractères homogènes pour les critères retenus. Ces critères doivent être suffisamment discriminants pour ne pas définir deux fois des individus ou des zones différentes.

Dans notre cas, on a aboutit à une typologie des exploitations du village de Madougou en se basant sur les critères de regroupement qui tiennent compte de leur monétarisation, à savoir :

- L'activité principale exercée qui est soit l'agriculture ou l'élevage, étant donné que le site d'étude dont il s'agit est une zone agropastorale ;
- L'existence ou non dans l'exploitation d'une activité extra agricole (matérialisée par l'existence d'un revenu extra agricole), facteur essentiel de sa monétarisation.

#### 4.1.1.2. : CONSTITUTION DES CLASSES D'EXPLOITATION

Le critère de sélection des classes s'est basé sur un regroupement des exploitations par activité exercée en vue de faire ressortir l'aspect monétarisation.

Dans un premier temps, nous avons classé les exploitations (agriculteurs éleveurs) sans aucune influence des activités extérieures exercées, c'est-à-dire, les activités extra-agricoles, cependant avec une petite particularité en ce qui concerne la pratique ou pas des cultures de rente.

Ensuite, nous avons considéré les exploitations toutes catégories confondues et ayant pour caractéristique essentielle l'exercice d'une activité extra agricole rémunératrice, c'est-à-dire les exploitations « éleveurs » et « agriculteurs » mais, cette fois-ci exerçant une quelconque activité extra agricole rémunératrice. Ainsi, nous avons abouti à la classification qui suit :

- La première classe est identifiée sous le nom d'"**exploitations agricoles de subsistance**", ne produisant pas de cultures de rente et n'exerçant pas d'activités extra agricoles.

##### *Conditions posées :*

- ☞ Activité principale = agriculture
- ☞ Revenu des cultures de rente = 0
- ☞ Revenu extra agricole = 0

- La deuxième classe peut être considérée comme celle des "**exploitations agricoles produisant des cultures de rente**" et n'exerçant aucune activité extra agricole.

*Conditions posées :*

- ☞ Activité principale = agriculture
- ☞ Revenu des cultures de rente  $> 0$
- ☞ Revenu extra agricole = 0

La troisième classe est celle des "**exploitations éleveurs purs**". Ce sont des exploitations qui exercent comme activité principale l'élevage, qui ne produisent pas de culture de rente et qui ne font pas d'activités extra agricoles.

*Conditions posées*

- Activité principale = élevage
- Revenu des cultures de rente = 0
- Revenus extra agricoles = 0

Une autre classe est celle des "**exploitations éleveurs produisant des cultures de rente**" et qui n'ont pas d'activités extra agricoles.

*Conditions posées :*

- Activité principale = élevage
- Revenu des cultures de rente  $> 0$
- Revenu extra agricole = 0

Cette classe ne concerne qu'une seule exploitation. Elle a donc été ignorée.

La quatrième classe est constituée d'exploitations caractérisées par l'exercice d'activités extra agricoles et donc l'existence d'un revenu extra agricole : ce sont les "**exploitations à activités extra agricoles**".

***Condition posée :***

☞ Revenu extra agricole > 0.

Ces exploitations se répartissent selon le tableau suivant :

**Tableau 4.1 : Répartition des exploitations selon la typologie**

Type de classe	Nombre d'exploitations
C1	60
C2	14
C3	38
C4	51
Total	163

La population totale de Madougou composée des 164 exploitations (-1), se trouve ainsi répartie dans quatre strates identifiées.

**4.1.1.3. : DESCRIPTION STATISTIQUE DE CHAQUE STRATE : ANALYSE MULTIDIMENSIONNELLE DES EXPLOITATIONS DU VILLAGE DE MADOUGOU**

Quatre classes d'exploitation ont été constituées à partir des 164 observations. 24 variables ont été utilisées pour caractériser ces classes. Le choix des 24 variables retenues pour l'analyse et la caractérisation des classes est fait à partir de la prise en compte des « données de structures », des

« données fonctionnelles » et des « données résultats » qui définissent ces exploitations (se référer à l'annexe pour plus de détails sur ces variables).

L'analyse multidimensionnelle dont l'Analyse en Composante Principale (ACP) sur les 24 variables a donné un regroupement selon les groupes de variables suivants :

# ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES (ACP) SUR LES 24 VARIABLES

## CORRELATIONS (r)

	AGE	ETHN	ACTI	RESI	HDCUL	TPS	APRI	BOV	NBPR	ACTEX	EXERC	RVEXT	SREHT	RCR	CRED	ACTCR	PRET	ARG
AGE	1.000																	
ETHN	-0.174	1.000																
ACTI	0.092	-0.102	1.000															
RESI	0.056	-0.106	<u>0.863</u>	1.000														
HDCUL	0.120	-0.212	0.321	0.339	1.000													
TPS	-0.076	-0.009	0.340	0.349	0.174	1.000												
APRI	-0.039	0.146	-0.329	-0.300	-0.153	-0.270	1.000											
BOV	0.110	0.040	-0.031	0.019	0.037	-0.106	0.393	1.000										
NBPR	-0.036	0.021	0.193	0.262	0.174	0.114	0.171	0.367	1.000									
ACTEX	0.123	0.019	-0.311	-0.276	-0.122	<u>-0.772</u>	0.236	0.118	-0.106	1.000								
EXERC	0.133	-0.054	-0.265	-0.230	-0.152	<u>-0.802</u>	0.242	0.131	-0.094	<u>0.867</u>	1.000							
RVEXT	-0.110	0.029	0.308	0.295	0.117	<u>0.765</u>	-0.122	-0.122	0.053	<u>-0.739</u>	<u>-0.789</u>	1.000						
SREHT	0.193	-0.266	-0.382	<u>0.408</u>	0.031	-0.166	0.257	0.114	-0.075	0.208	0.174	-0.294	1.000					
RCR	-0.184	0.188	<u>0.445</u>	<u>0.463</u>	0.127	0.211	-0.204	-0.081	0.209	-0.276	-0.241	0.336	<u>-0.742</u>	1.000				
CRED	-0.184	0.204	0.079	0.126	-0.029	0.312	-0.136	-0.099	0.072	-0.386	-0.379	0.259	-0.246	0.234	1.000			
ACTCR	0.185	-0.086	-0.182	-0.239	-0.040	-0.138	0.109	0.102	-0.107	0.229	0.208	-0.115	0.300	-0.330	<u>-0.692</u>	1.000		
PRET	0.254	-0.299	0.016	-0.055	0.033	-0.254	-0.152	-0.141	-0.240	0.242	0.234	-0.202	0.171	-0.223	-0.351	0.234	1.000	
ARG	-0.033	-0.084	0.145	0.109	-0.019	0.189	-0.079	-0.043	0.065	-0.141	-0.023	0.078	0.028	-0.027	0.111	0.013	-0.055	1.000
MTPRE	-0.104	0.041	0.104	0.140	0.096	0.131	0.027	0.109	0.262	-0.109	-0.154	0.081	-0.154	0.242	0.268	-0.223	<u>-0.591</u>	0.346
RVACR	-0.214	0.227	0.062	0.097	0.085	0.262	-0.050	-0.074	0.105	-0.311	-0.331	0.170	-0.215	0.249	<u>0.774</u>	<u>-0.638</u>	-0.346	0.003
ASU91	-0.083	-0.084	0.092	0.094	0.133	0.213	-0.206	0.025	0.254	-0.225	-0.198	0.082	0.003	0.037	0.212	-0.126	-0.067	0.167
ASU92	-0.042	-0.005	-0.085	-0.079	-0.006	-0.043	-0.097	-0.039	-0.024	-0.078	-0.007	-0.007	-0.017	0.034	0.130	-0.093	-0.047	0.096
ASU93	0.204	-0.143	0.083	0.089	0.214	0.145	-0.037	0.135	0.102	-0.006	-0.055	0.114	0.290	-0.240	-0.390	0.353	0.091	0.098
RVTTL	-0.190	0.136	<u>0.424</u>	<u>0.427</u>	0.152	<u>0.677</u>	-0.285	-0.133	0.144	<u>-0.694</u>	<u>0.717</u>	<u>0.886</u>	<u>-0.566</u>	<u>0.714</u>	<u>0.400</u>	-0.319	-0.292	0.044
MTPRE		RVACR	ASU91	ASU92	ASU93	RVTTL												
MTPRE	1.000																	
RVACR	0.275	1.000																
ASU91	0.180	0.155	1.000															
ASU92	0.203	0.135	0.292	1.000														
ASU93	-0.046	-0.366	0.079	-0.128	1.000													
RVTTL	0.204	0.376	0.097	0.029	-0.077	1.000												

## DIAGONALISATION

1<sup>RE</sup> LIGNE : VALEURS PROPRES (VARIANCES SUR LES AXES PRINCIPAUX)

2<sup>E</sup> LIGNE : CONTRIBUTION A LA VARIATION TOTALE (POURCENTAGES EXPLIQUES PAR LES AXES PRINCIPAUX)

6.1012	2.8265	2.0709	2.0387	1.6828
25.4 %	11.8 %	8.6 %	8.5 %	7.0 %

VECTEURS PROPRES (COEFFICIENTS DES VARIABLES CENTRES REDUITES DANS L'EQUATION LINEAIRE DES AXES PRINCIPAUX)

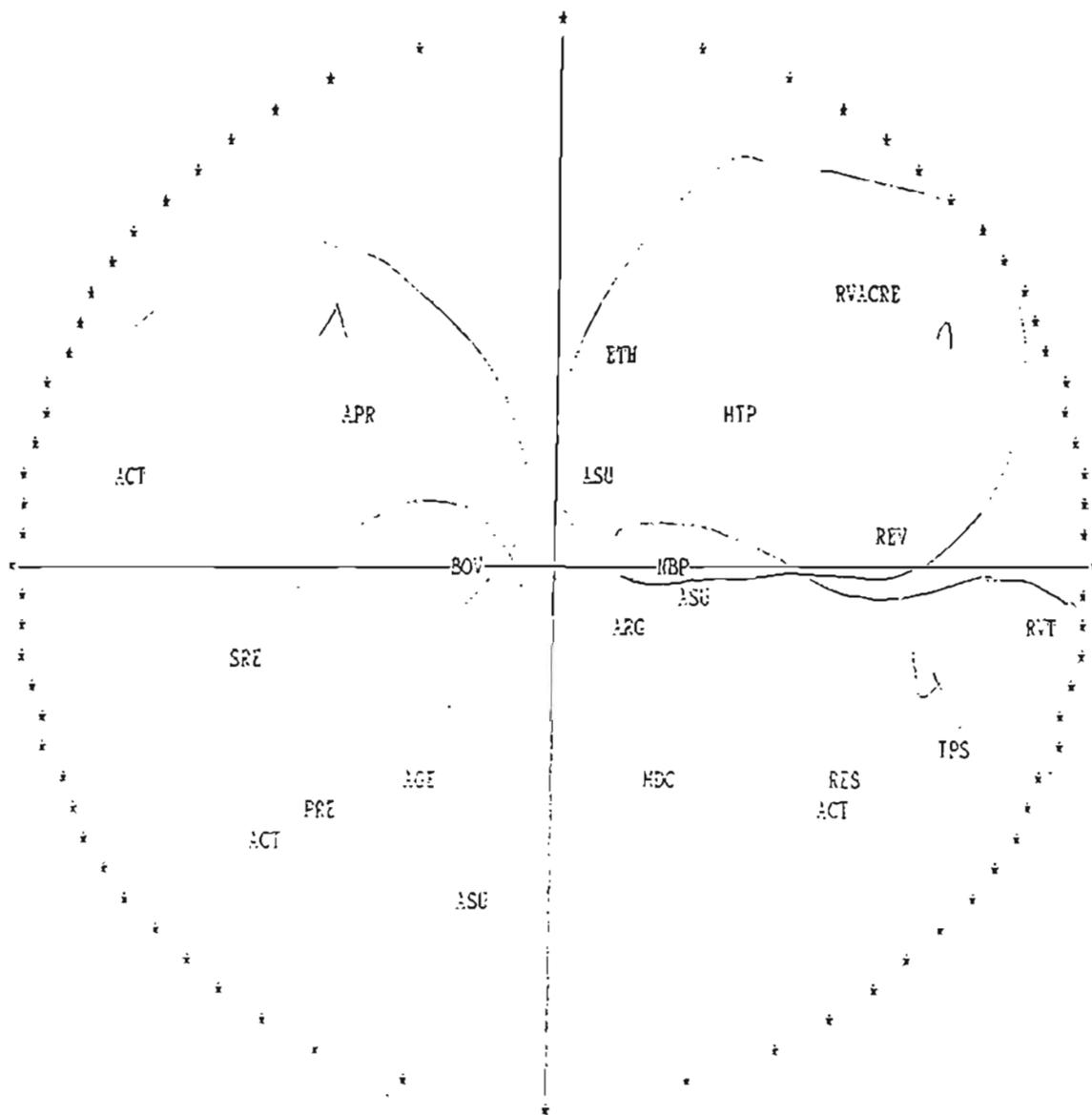
AGE	-0.0939	-0.2248	0.0797	0.0433	-0.1064
ETHN	0.0535	0.2694	0.0011	-0.0538	0.3470
ACTI	0.2157	-0.2591	0.3767	-0.0291	-0.0722
RESI	0.2220	-0.2254	0.4087	0.0104	-0.0599
HDCUL	0.0868	-0.2232	0.1713	0.1529	-0.1794

ATTENTION : Toute représentation plane est une image déformée et contractée du nuage des points représentant les observations. Les contributions vous permettront d'en juger.

CERCLE DES CORRELATIONS

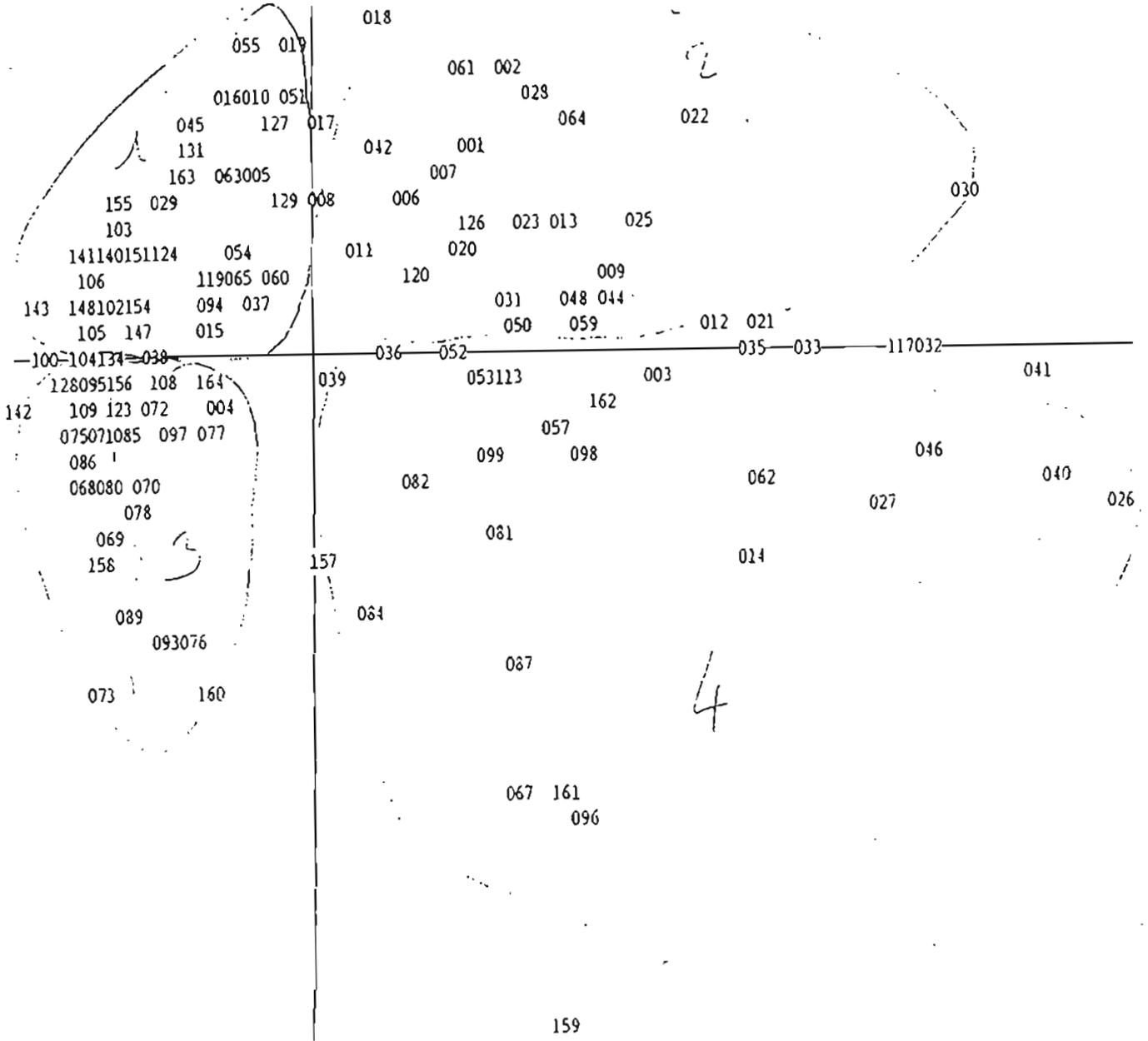
PLAN 1 2 AXE 1 HORIZONTAL

AXE 2 VERTICAL



POINTS CACHÉS

Points vus	Points cachés	ABSCISSE	ORDONNÉE
ACT	EXE	- .7739138	.2120164
TPS	RVE	.7593352	-.3211032



POINTS CACHES

Points vus	Points cachés	ABSCISSE	ORDONNÉE
020	024	1.631465	.9414222
029	034	-1.320051	1.56583
006	047	1.020485	1.500738
020	049	1.379018	.9123239
017	056	.2293288	2.302877
006	058	1.06233	1.616429
050	066	1.791754	.1620542
070	074	-1.567317	-1.455964
031	079	1.915373	.3928753
020	083	-2.197944	-1.250855
078	088	-1.580169	-1.663587
071	090	-2.181839	-.8123904
084	091	.7603104	-2.616985

A droite de l'axe vertical (partie supérieure), se présente un regroupement suivant l'ethnie, le revenu de l'activité financée par le crédit, le montant du prêt, l'autosuffisance et le revenu provenant des cultures de rente. Les individus qui s'y trouvent sont assez dispersés et s'éloignent des axes principaux. Il en ressort que les variables essentielles entrant dans la composition de l'axe verticale sont l'ethnie, et l'autosuffisance et celle de l'axe horizontal sont le nombre de petits ruminants, et les revenus des cultures de rente.

A droite de l'axe vertical (partie inférieure), les variables qui regroupent les individus sont : l'autosuffisance, l'argent, le revenu total, le mode de culture, les résidents, le temps, les actifs, le nombre de petits ruminants. Ces individus sont ainsi caractérisés par une uniformité approximative des dotations en facteurs de production. Ils sont peu nombreux et beaucoup plus dispersés par rapport aux précédents.

A gauche de l'axe vertical (partie supérieure), les individus se regroupent à travers les variables suivantes : nombre d'actifs, activité principale, nombre de bovins. A ce niveau, les individus sont beaucoup plus concentrés et s'approchent de l'axe vertical.

A gauche de l'axe vertical (partie inférieure), les variables caractéristiques sont : nombre de bovins, spéculation rente, âge du chef d'exploitation, montant du prêt accordé aux tierces, nombre d'actifs, autosuffisance. Ces variables sont

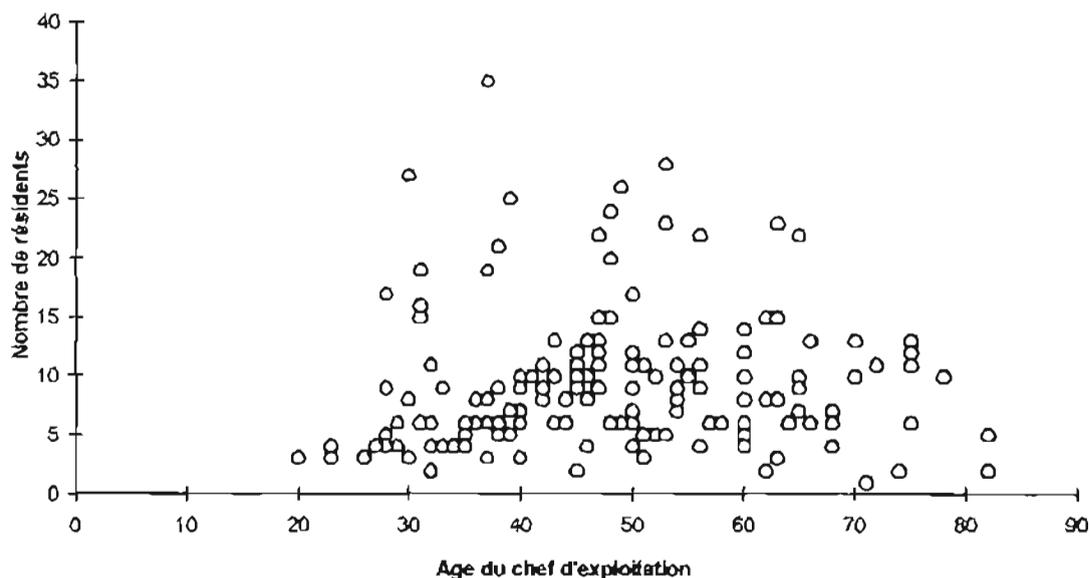
en grande partie des variables fonctionnelles ; variables dont découlent les potentialités économiques de l'exploitation, ses capacités de production. Les individus que l'on rencontre au niveau de ces variables sont relativement moins nombreux et concentrés autour de l'axe horizontal.

Les corrélations (régressions linéaires) des différentes variables quantitatives entre elles indiquent successivement :

- - qu'il n'existe aucune corrélation entre l'âge et les autres variables quantitatives ;
- - que le nombre d'actifs est corrélé avec le nombre de résidents ( $r = 0,86$ ),
- - que le revenu extra agricole est fortement corrélé avec le revenu total ( $r = 0,88$ ) ;
- - que le revenu des cultures de rente est fortement corrélé avec le revenu total ( $r = 0,71$ ) ;
- - que le crédit est fortement corrélé avec le revenu de l'activité financée par le crédit ( $r = 0,74$ ). Ce qui veut dire que le crédit a été effectivement utilisé pour financer les activités pour lesquelles elle a été contractée.

Par ailleurs, si l'on se réfère au graphique ci dessous, on note que la régression linéaire ou polynomiale (non linéaire) n'affiche aucune liaison entre l'âge du chef d'exploitation et le nombre de résidents ; les  $r^2$  étant toujours très faibles.

**Graphique n° 4.1 : Nuage de points représentant la relation entre l'âge du chef d'exploitation et le nombre de résidents.**



En effet, il s'agit d'un nuage de points groupés qui ne traduit aucune relation linéaire entre le nombre de résidents et l'âge du chef d'exploitation.

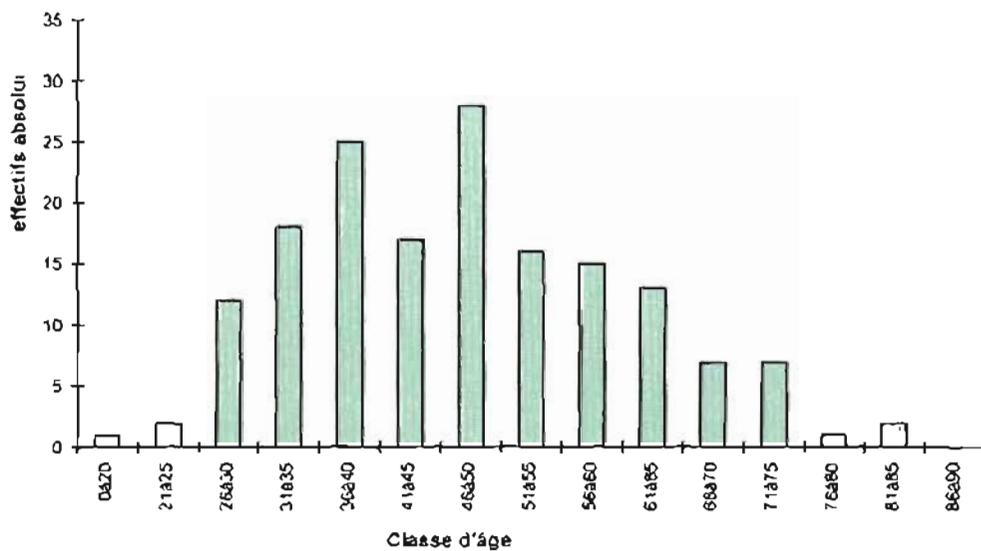
A présent, voyons l'évolution de quelques distributions portant sur l'âge du chef d'exploitation, le montant des crédits, ainsi que la relation entre le nombre de résidents et le nombre d'actifs. Ces variables serviront par ailleurs à l'analyse des différentes classes recensées à travers la typologie.

Du graphique ci-dessus, il ressort que la tranche d'âge la plus représentée est celle comprise entre 46 et 50 ans. La moyenne d'âge est de 48 ans, l'écart type de 13. L'âge minimum est de 20 ans et le maximum de 82 ans.

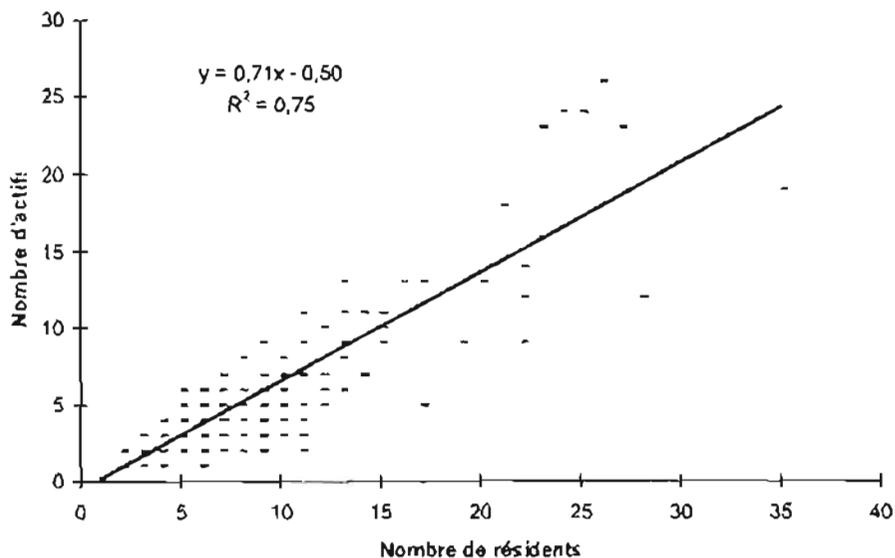
De là, il apparaît que les exploitants ne sont pas très jeunes et que l'âge moyen évolue autour de l'espérance de vie à la naissance du Burkinabé qui est de 46 ans.

Voyons ce qu'il en est de la relation entre le nombre d'actifs et le nombre de résidents dans l'exploitation (graphique 4.3).

**Graphique n° 4.2 : Répartition des exploitations selon l'âge du chef d'exploitation**

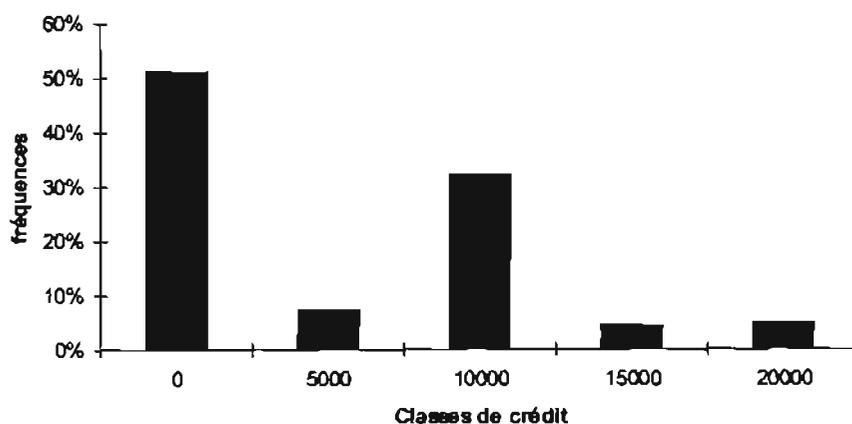


**Graphique n° 4.3 : Régression linéaire entre le nombre d'actifs (Y) et le nombre de résidents (X)**



Bien que la relation d'ensemble ait une apparence linéaire ( $r^2 = 0,75$ ), il faut souligner que la linéarité entre le nombre d'actifs et le nombre de résidents dans l'exploitation n'est pas aussi net. En effet, on remarque que sur le graphique, plusieurs ordonnées ont une seule abscisse et que plusieurs abscisses ont une seule ordonnée. Cela est représenté par le fait que plusieurs points sont alignés dans les deux sens. Ainsi, à une seule abscisse (nombre de résidents), correspond plusieurs ordonnées (nombre d'actifs) et vice versa. En d'autres termes, nous avons plusieurs exploitations qui ont un même nombre de résidents (6 par exemple) et des nombres différents d'actifs. Il est ainsi difficile de prétendre à une relation linéaire entre le nombre d'actifs et le nombre de résidents dans l'exploitation ou alors on ne peut pas dire que le nombre d'actifs est fondamentalement lié au nombre de résidents dans les exploitations de ladite localité. La distribution est à la fois concentrée et dispersée à certains points.

**Graphique n° 4.4 : Répartition des crédits**



Le crédit le plus représenté est celui de 10 000 FCFA, contre une moyenne de 5 213 Fcfa, un minimum de 0 FCFA, un maximum de 20 000 FCFA et un écart type de 6 006,87 FCFA. Il s'agit essentiellement de deux types de crédits : le "crédit hebdomadaire" et le "crédit embouche". En outre, 51% des exploitations ne possèdent pas de crédit.

#### 4.1.1.4. : CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DES DIFFERENTS TYPES D'EXPLOITATIONS

Dans la population totale de Madougou il existe 4 classes d'exploitations dont les stratégies de production et de consommation diffèrent compte tenu de leur appartenance socioculturelle et économique. En effets, la caractérisation de ces classes suivant des variables de structure (âge, ethnie, religion...), des variables fonctionnelles (activité principale, mode de culture, nombre d'actifs...) et des variables résultats (revenus monétaires, dotation en cheptel...). laisse percevoir des différences stratégiques.

##### *A) EXPLOITATIONS AGRICOLES DE SUBSISTANCE SANS ACTIVITES EXTRA AGRICOLES : CLASSE 1*

#### **Caractéristiques essentielles**

#### **DONNEES DE STRUCTURE**

Elles sont au nombre de 60. Ce sont des exploitations qui ont pour activité principale l'agriculture. Elles sont majoritairement d'ethnie Mossi (58,33%). Le nombre d'actifs moyen par exploitation est 5 pour un nombre moyen de résidents qui est 8. Ce qui signifie que presque tout le monde travaille dans l'agriculture.

Cependant, par rapport à l'ensemble des 164 exploitations, dont le nombre d'actifs moyen est 6, on peut dire qu'elles sont bien dotées en main d'œuvre.

L'âge moyen du chef d'exploitation est de 51 ans contre 48 ans pour l'ensemble des 164 exploitations. Elles sont faiblement dotées en bovins (1 en moyenne contre 3 pour les 164 exploitations) et en petits ruminants (14 en moyenne contre 19 pour l'ensemble des 164 exploitations).

### ***DONNEES FONCTIONNELLES, STRATEGIE DE PRODUCTION***

Les individus de cette classe sont caractérisés par la faiblesse de leur accès au crédit (seulement 25% d'entre eux ont le crédit) et de leur dotation en facteurs de production. Les transferts existent et concernent uniquement 15% des exploitations.

### ***RESULTATS ET PERFORMANCES ECONOMIQUES***

Les avoirs monétaires sont constitués de revenus des activités financées par le crédit telles que l'embouche ovine et quelques petites activités rémunératrices des femmes. Cette classe a pour caractéristique essentielle la faiblesse de l'ouverture au marché. Sa situation céréalière est excédentaire dans l'ensemble. Cet état de choses lui confère la structure "d'exploitations de subsistance".

### ***OBJECTIFS ET STRATEGIES ECONOMIQUES***

L'objectif des exploitations de cette classe est la recherche de l'autosuffisance céréalière ou mieux, un surplus céréalière, seul tremplin à

même de satisfaire la presque totalité de leurs besoins alimentaires et monétaires. Ce sont essentiellement les migrants Mossi.

*B) EXPLOITATIONS AGRICOLES PRODUISANT DES CULTURES DE RENTE ET N'EXERÇANT AUCUNE ACTIVITE EXTRA AGRICOLE : CLASSE 2*

**Caractéristiques essentielles**

**DONNEES DE STRUCTURE**

Ces exploitations sont au nombre de 14. Leur activité principale est l'agriculture. Elles sont Mossis en majorité (57,14%), suivis des Peulhs (42,86%). L'âge moyen du chef d'exploitation est de 42 ans. Elles sont plus jeunes par rapport aux exploitations de la classe précédente et par rapport à l'ensemble des 164 exploitations. Elles sont faiblement dotées en bovins, (1 contre 23 pour les 164 exploitations en moyenne) ; assez bien dotées en petits ruminants par rapport à la première classe et à l'ensemble des 164 exploitations (16 contre 19 pour l'ensemble des 164 exploitations en moyenne). Le nombre d'actifs est de 8 contre une moyenne de 6 pour les 164 exploitations. Cela pourrait expliquer leurs performances et leur production de cultures de rente, et partant leur ouverture au marché.

**DONNEES FONCTIONNELLES, STRATEGIE DE PRODUCTION**

Ce sont des exploitations qui ont un mode de culture essentiellement manuel (92,86%). Elles sont pour la plupart concernées par le crédit (seulement deux exploitations n'ont pas de crédit dans cette classe). Cette option pour le crédit pourrait être une stratégie adoptée par ce groupe d'exploitations pour faire fructifier leurs activités rémunératrices à travers les

cultures de rente (piments, choux, tomates...). La principale spéculation est le piment (85,71% de l'ensemble des cultures de rente produites).

### **RESULTATS ET PERFORMANCES ECONOMIQUES**

En prenant en compte les spéculations en cultures de rente, on peut dire que ces exploitations ont une performance monétaire relativement considérable par rapport à l'ensemble des individus de la première classe.

Par ailleurs, le revenu des cultures de rente est fortement corrélé avec le revenu total ( $r = 0,98$ ) ; ce qui explique l'importance des cultures de rente dans la constitution du revenu global de ces exploitations. Cependant, le revenu des activités financées par le crédit (petites activités rémunératrices) n'est pas non plus fortement corrélé avec le revenu total ( $r = 0,66$ ). La situation céréalière de cette classe, déficitaire en 1992 est bonne dans l'ensemble. Ces exploitations sont relativement plus ouvertes au marché que celles de la première classe.

### **OBJECTIFS ET STRATEGIES ECONOMIQUES**

Les exploitations agricoles à culture de rente adoptent la même stratégie que les exploitations agricoles de subsistance (classe 1). Cependant, en plus des cultures céréalières, elles pratiquent des cultures de rente pour se procurer des revenus monétaires sans avoir à monétariser leur production céréalière. Ainsi, elles minimisent tout risque lié à leur appartenance socioculturelle qui conditionne leur existence.

*C) EXPLOITATIONS « ELEVEURS » SANS CULTURES DE RENTE NI ACTIVITES  
EXTRA AGRICOLES : CLASSE 3*

**Caractéristiques essentielles**

**DONNEES DE STRUCTURE**

Ces exploitations sont au nombre de 38. Il s'agit d'exploitations essentiellement peulhs (97,37%) avec un âge moyen du chef d'exploitation de 48 ans. Elles sont assez bien dotées en bovins et petits ruminants (respectivement 8 et 24 en moyenne) par rapport aux deux classes précédentes et à l'ensemble des 164 exploitations.

Le nombre moyen d'actifs est de 3 contre 6 pour l'ensemble des 164 exploitations. Cela veut dire qu'elles sont faiblement dotées en facteur humain. Cette faiblesse conduira ces « exploitations-éleveurs » à développer des stratégies de production propres, de manière à assurer la réalisation de leurs objectifs au niveau de l'élevage.

**DONNEES FONCTIONNELLES, STRATEGIE DE PRODUCTION**

Le mode de culture pratiqué par ces exploitations est uniquement manuel (100%). En nombre, elles sont faiblement touchées par le crédit (28,94%). Ces crédits concernent principalement les femmes dans leurs petites activités de transformation. En outre, les hommes pratiquent l'emboche et l'élevage intensif.

**RESULTATS ET PERFORMANCES ECONOMIQUES**

Le revenu de cette classe est principalement celui des activités financées par le crédit, et ce revenu est directement lié au nombre et à l'importance du

crédit distribué. C'est ainsi, que dans cette classe, il existe une assez forte corrélation entre le montant du crédit distribué (emprunt) et le revenu total ( $R^2 = 0,84$ ).

Le fait que ces exploitations soient faiblement touchées par le crédit (environ 29% ) dans l'ensemble explique la faiblesse de leur ouverture aux échanges extérieurs et partant la faiblesse de leur monétarisation à travers l'agriculture et les activités non agricoles.

Leur situation céréalière est déficitaire dans l'ensemble. Cela s'explique sans doute par le fait qu'il s'agit d'éleveurs exerçant très peu l'activité agricole. Cependant, leur dotation en cheptel est susceptible de leur procurer des revenus monétaires qui leur permet de rétablir leur équilibre céréalier.

### **OBJECTIFS ET STRATEGIES ECONOMIQUES**

La stratégie économique de ces exploitations est basée sur l'élevage. En effet, elles cultivent très peu la terre et monétarisent à travers leur cheptel pour résorber le déficit céréalier qui caractérise fondamentalement leur système de production. La monétarisation de leur cheptel leur permet également de satisfaire la plupart des besoins monétaires qui se posent à elles. En plus, les exploitations de cette classe sont reconnues pour les contrats de parcage d'animaux avec les autres groupes socioculturels. A travers ces contrats, elles sont rémunérées soit en signe monétaire soit en nature.

#### ***D) EXPLOITATIONS A ACTIVITES EXTRA AGRICOLES : CLASSE 4***

Elles sont 51 exploitations à exercer des activités extra agricoles.

Les principales activités extra agricoles exercées par ces exploitations sont :

- Le commerce (21 exploitations) soit 41%.
- La boucherie (8 exploitations) soit 15,69%.
- La forge (7 exploitations) soit 13,73%.
- La mécanique (7 exploitations) soit 11,76%.
- Le tissage (3 exploitations) soit 5,88%.
- Le gardiennage d'animaux (2 exploitations) soit 3,92%.
- La confection de diguettes (2 exploitations) soit 3,92%.
- L'orpillage (1 exploitation ) soit 1,96 %.

### **Caractéristiques essentielles**

#### **DONNEES DE STRUCTURE**

Ce sont des exploitations dont l'activité principale est en grande partie agricole. En effet, 90,20% des exploitations concernées par ces activités extra agricoles ont pour activité principale l'agriculture.

L'ethnie majoritaire est Mossi (50,98%). Le nombre d'actifs moyen est de 8 personnes par rapport à une moyenne de 6 pour les 164 exploitations. Il s'agit ainsi d'exploitations très actives (nombre d'actifs moyens supérieur à la moyenne générale).

Le mode de culture est principalement manuel. L'âge moyen du chef d'exploitation est de 45 ans.

### ***DONNEES FONCTIONNELLES, STRATEGIE DE PRODUCTION***

La majorité des exploitations bénéficie du crédit (78,43%) d'où l'importance des revenus totaux.

Le mode de culture est principalement manuel (84,31%). Ce sont essentiellement les chefs d'exploitations (90,20%) et leurs frères (7,84%) qui exercent ces activités extra agricoles. Les femmes n'en pratiquent pas. Cependant, elles exercent de petites activités à caractère saisonnier.

Ces exploitations sont faiblement dotées en bovins (en moyenne 1) et assez bien dotées en petits ruminants (en moyenne 23).

### ***RESULTATS ET PERFORMANCES ECONOMIQUES***

En observant les différentes corrélations notamment la corrélation entre :

- le revenu des cultures de rente et le revenu total ( $r = 0,79$ ) ;
- le revenu extra agricole et le revenu total ( $r = 0,81$ ) ;
- le revenu de l'activité financée par le crédit, et le revenu total ( $r = 0,012$ ) ;
- on s'aperçoit que c'est le revenu extra agricole qui explique beaucoup plus l'évolution des revenus totaux de ces exploitations ( $r^2 = 0,81$ ) ; c'est-à-dire donc leur degré de monétarisation. Cette forte corrélation confirme une des caractéristiques essentielles de cette classe qui est celle de la pratique d'activités extra agricoles ; et, partant, la réalisation des revenus monétaires extra- agricoles. La très faible corrélation entre le revenu de l'activité financée par le

crédit et le revenu total (0,012) explique une faible contribution des revenus provenant des activités qui ont été financées par le crédit dans la constitution du revenu total (alors que 78,43% des exploitations bénéficient du crédit dans cette classe). Cela aboutit ainsi à deux conclusions possibles :

- dans cette classe, les exploitations utilisent très peu le crédit pour exercer leurs activités extra agricoles ;
- il existe une faible croissance des activités financées à partir du crédit.

Leur situation céréalière évaluée sur trois ans (1991, 1992 et 1993) est dans l'ensemble excédentaire hormis l'année 1992 où elle est en moyenne déficitaire. Cela s'explique sans doute par le type d'activité principale pratiquée, à savoir l'agriculture, qui est dans une position très favorable à cause du nombre d'actifs moyens qui est 8, contre 6 pour l'ensemble des 164 exploitations.

<sup>20</sup> Dans les sous-groupes constitués à partir de la classe d'exploitations à revenus extra-agricoles positifs, on a pu classer les activités par rapport à leur importance en matière d'apport de revenus monétaires (par ordre décroissant) :

- la boucherie (revenu moyen annuel = 21 625 FCFA) ;
- le commerce (revenu moyen annuel = 16 525 FCFA) ;
- la mécanique( revenu moyen annuel = 15 583 FCFA) ;

---

<sup>20\*</sup> une seule exploitation fait l'exception

- le tissage et la forge (revenu moyen annuel = 14 450 FCFA) (artisanat) ;
- les autres activités annexes procurant un revenu moyen annuel de 5 800 FCFA (orpaillage, gardiennage d'animaux, construction de diguettes...).

On peut, par ailleurs, dans cette classe d'exploitation caractérisée par l'existence d'un revenu extra agricole, tirer les conclusions suivantes :

Les exploitations qui pratiquent la boucherie ont un revenu monétaire plus important que les autres ;

Celles qui font le commerce, la mécanique, le tissage et la forge sont relativement moins "riches" par rapport aux bouchers.

Celles qui mènent les autres activités que nous avons considérées comme annexes (orpaillage, garde d'animaux, construction de diguettes) sont considérées comme "pauvres".

### **OBJECTIFS ET STRATEGIES ECONOMIQUES**

En plus de l'agriculture comme activité principale au sein de cette classe, on observe une prédominance des activités extra agricoles. Il faut rappeler que ce sont essentiellement des exploitations Mossis immigrés. Elles cherchent à travers l'exercice d'activités extra-agricoles, à prévenir tout risque lié à leur situation « d'étrangers » dans la zone (conflits sociaux, expulsions, retrait de terres...).

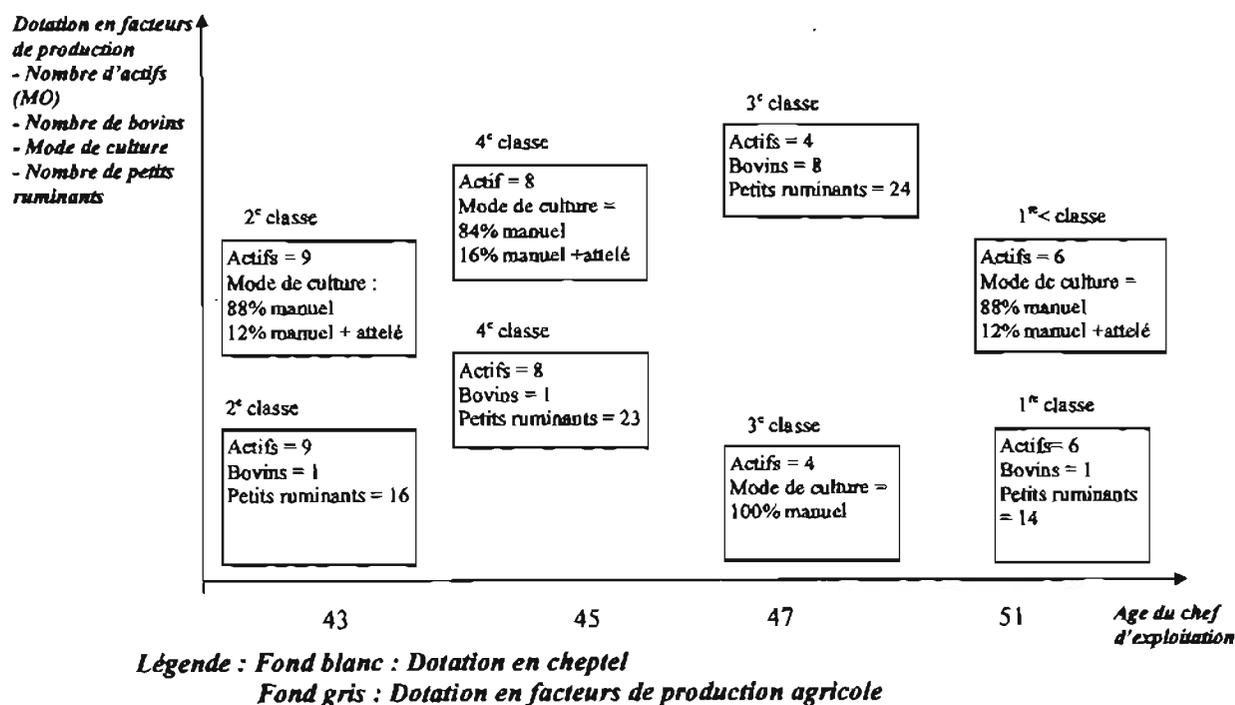
### 4.1.2 : DOTATION EN FACTEURS DE PRODUCTION ET REPARTITION DANS L'ESPACE A MADOUGOU

Tableau 4.2 : Identification des dotations en facteurs de production

Caractéristiques Type de classe	Nombre moyen d'actifs	Nombre moyen de bovins	Nombre moyen de petits ruminants
C1	6	1	14
C2	9	1	16
C3	4	9	24
C4	8	1	23
Ensemble des 164 exploitations	6	3	19

Schéma 4.1 : Représentation spatiale des différents groupes d'exploitations

suivant :  
 1 l'agriculture : main d'œuvre, mode de culture  
 2 l'élevage : dotation en bétail, main d'œuvre.



Selon Chayanow, l'exploitant agricole se trouve en face de deux objectifs qui s'excluent mutuellement à savoir :

- un objectif revenu qui demande du travail dans l'exploitation ;
- un objectif « éviction du travail » qui est en contradiction avec la génération de revenu.

Le facteur essentiel de cette dualité est la position du ménage et sa composition en actifs ou inactifs ; en d'autres termes, sa structure démographique que Chayanow évalue à travers la formule  $c/w$  (consumers/workers) qui n'est rien d'autre que le ratio résidents/actifs. Ce ratio est toujours  $\geq 1$ . Cependant, plus il tend vers l'unité, c'est à dire plus il devient petit, plus le nombre d'actifs tend vers le nombre de résidents et, plus les membres de l'exploitation sont rentabilisés en matière d'apport de travail. Par contre, plus il est grand, plus le nombre d'actifs devient petit par rapport au nombre de résidents et l'exploitation est pauvre en facteur du travail main d'œuvre.

Dans le schéma ci-dessus, et suivant les classes d'exploitations retenues, ce ratio donne :

**Tableau 4.3 : Répartition des ratios par classe d'exploitation**

Type de classe	Résidents	Actifs	Ratio (résidents/acifs)
C1	9	6	1,5
C2	13	9	1,4
C3	6	4	1,5
C4	11	8	1,4

On remarque qu'aucune classe ne semble être fortement défavorisée par rapport à l'autre. Cependant, la classe des exploitations agricoles (classe 1) et celle des éleveurs (classe 3) ont le même ratio, tandis que la classe des exploitations agricoles à culture de rente (classe 2) et celle des exploitations à activité extra agricole (classe 4) ont le même ratio.

Par ailleurs, dans cet espace représenté par les dotations en facteurs de production (main-d'œuvre ou nombre d'actifs, nombre de petits ruminants ; nombre de bovins ; mode de culture) et l'âge moyen du chef d'exploitation, (cf. schéma ci-dessus), l'idéal recherché par les différents groupes d'exploitation peut être atteint par la prise en compte des caractéristiques socio-économiques qui les définissent.

A cet effet, l'objectif premier recherché par chaque unité de production et d'exploitation sera d'abord l'assurance d'un équilibre céréalier qui est fonction des moyens de production utilisés dans les champs et des stratégies adoptées. Pour les exploitations agricoles pures, cet objectif devrait être vite réalisé car, tous leurs efforts de production sont concentrés au niveau de l'agriculture. Quant aux exploitations éleveurs, cet objectif ne sera atteint que grâce à la vente d'une partie du cheptel en vue de compenser le manque céréalier. Les exploitations extra-agricoles ont adopté une stratégie de diversification économique (agriculture, élevage à petite échelle et activité extra-agricole) que les deux autres classes d'exploitations ne connaissent pas assez. Elles arrivent ainsi à résoudre facilement les problèmes céréaliers qui se posent à elles.

Ensuite, viendra le second objectif qui est la recherche du plus grand nombre de troupeaux. Cet objectif constitue pour les éleveurs, l'honneur et le prestige. Visiblement, dans cet espace et dans cette dynamique d'évolution, (cf. schéma précédent) on remarque que la classe 3 qui est la classe des éleveurs est très bien placée par rapport à l'idéal "gros troupeau" (l'abscisse le plus élevé). Aussi, elle est plus jeune que la classe 1 (classe des agriculteurs) qui se

trouve au bas de l'échelon quant à cet objectif. Ainsi, en terme de dotation en bétail, la classe 3 vient en 1<sup>ère</sup> position ensuite suivent les classes 4, 2, et 1. La classe 1 des agriculteurs est la plus vieille et la plus faiblement dotée en bétail.

Il faut remarquer que par rapport à l'idéal agricole, c'est la classe 4 (classe des exploitations à revenus extra-agricoles) qui est la mieux placée. Rappelons qu'il s'agit d'une classe à près de 90% agricole. La performance de ces exploitations au niveau de cet idéal agricole s'explique d'autant plus qu'il s'agit d'exploitations qui pratiquent l'agriculture et qui ont parallèlement un revenu extra agricole assez potentiel et permanent. Elles pourraient ainsi être à un stade de diversité économique que les autres exploitations ne connaissent guère. Ainsi, en terme de dotation en facteurs de production, la classe 4 vient en 1<sup>ère</sup> position ensuite suivent les classes 2, 1, et 3. La classe 3 (celle des éleveurs purs) se trouve désavantagée dans ce domaine.

De cette analyse typologique, on peut faire les observations d'ensemble suivantes :

- Les exploitations agricoles qui ne font que l'agriculture de subsistance (sans production de rente) sont plus nombreuses que celles qui font l'agriculture en associant les cultures de rente (60 contre 14). De ce fait, la monétarisation à travers les cultures de rente sera très peu notée au niveau de ces exploitations agricoles. Leur axe principal d'extraversion et d'intégration à l'économie de marché serait plutôt "agricole céréalier".

- Partant de l'hypothèse que chaque producteur Peulh (ayant pour activité principale l'élevage) est en mesure de pratiquer des spéculations de rente, on aboutit au constat qu'il n'existe pas suffisamment « d'exploitations-éleveurs » produisant des cultures de rente (une seule exploitation fait l'exception). La monétarisation de la classe des éleveurs se ressentira principalement à travers le crédit embouche, son importance et la vente de bétail.

- L'exercice d'activités extra-agricoles confère à l'ensemble des exploitations de la dernière classe une monétarisation selon les activités qui suivent et, par ordre décroissant :

- 1<sup>er</sup> la boucherie ;
- 2<sup>e</sup> le commerce ;
- 3<sup>e</sup> la mécanique ;
- 4<sup>e</sup> le tissage et la forge ;
- 5<sup>e</sup> l'orpaillage, la garde des animaux, la construction des diguettes (autres activités annexes).

En d'autres termes, et partant de la stratification opérée ci dessus, on note deux grands groupes d'exploitations.

→ Les exploitations à activités agricoles (agriculture et élevage). Ce sont en majorité des agriculteurs de subsistance ayant adopté une stratégie d'autosuffisance céréalière. Elles sont faiblement monétarisées dans l'ensemble et ont une ouverte au marché à travers essentiellement les cultures céréalières.

→Les exploitations extra-agricoles. Elles ont en majorité comme activité principale l'agriculture. Elles ont une intégration beaucoup plus prononcée au marché à travers leurs activités extra- agricoles exercées.

Cette présentation plus ou moins détaillée des exploitations du village de Madougou place la zone dans un contexte sahélien à proprement parlé où la production et l'autoconsommation semblent être les caractéristiques fondamentales des systèmes de production et où l'économie de marché laisse la place à l'économie d'autoproduction et d'autoconsommation. Les transactions monétaires peu visibles à l'échelle de l'exploitation marquent néanmoins les échanges à travers les stratégies économiques adoptées par telle ou telle classe d'exploitation. Pour comprendre davantage cette situation, il convient d'examiner les différents contours qui ont défini le processus de monétarisation à Madougou, à savoir, l'introduction, l'acceptation et l'utilisation de la monnaie étrangère par la population. Ce processus n'explique-t-il pas en soi l'état actuel des structures et de la stratégie de production à Madougou ?

## 4.2. : PROCESSUS DE MONETARISATION A MADOUGOU

### 4.2.1. : INTRODUCTION DE LA MONNAIE COLONIALE ET DEMONETISATION DES CAURIS A MADOUGOU

La colonisation au Burkina<sup>21</sup> n'a pas eu que des effets relatifs à la conquête spatiale. En effet, pour insérer les colonies dans leur système économique, la métropole s'est vue obligée de mettre fin aux pratiques monétaires locales jugées archaïques. Des résistances se sont manifestées et se sont soldées selon les localités par des échecs suivis d'effets socio-économiques et même psychologiques plus ou moins désastreux. La fiabilité des cauris (monnaie marchandise locale reconnue à l'époque et utilisée par les autochtones), a été remise en cause par la métropole. Souvent, selon ABIOLA (1985), les cauris ont tout simplement été saisis et brûlés sans la moindre opération de compensation, de dédommagement. Du coup, la contrepartie réelle de cette monnaie se trouve sans équivalence monétaire dans l'économie. La déflation monétaire (en se référant au cauri) marquerait l'économie locale à l'époque. « ...Des hommes dont toute la fortune et le prestige provenaient d'une forte accumulation monétaire ont perdu en quelques mois des richesses patiemment édifiées au cours de toute une vie... ».

---

<sup>21</sup> La monétarisation au Burkina Faso et à Madougou s'est produite de la même façon qu'en Afrique au Sud du Sahara de façon générale. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous nous sommes étalées sur ce point dans la première partie de l'étude. Pour éviter d'être répétitive, nous serons très succincte dans cette partie.

Ainsi, au Yatenga, (le village de Madougou qui s'est érigé par la suite du Yatenga n'était pas encore créé), la «monnaie française» s'est imposée aux autochtones suite à la démonétisation des cauris ; en témoignent notre entretien avec un vieux du village de Banh.

En effet, selon cette personnalité, l'histoire des faits économiques enseigne que, les cauris ont été introduits au Yatenga comme toute autre marchandise, par les commerçants venant des pays côtiers. Du fait de son esthétique, les ménages cherchaient par tous les moyens à s'en en procurer. Ils les échangeaient ainsi contre d'autres objets locaux à travers lesquels les côtiers et les Maliens trouvaient leur compte. Au fil du temps, la rareté du bien lui conféra le rôle de monnaie. Il fallait ainsi détenir des cauris pour accéder à tout autre marchandise dont on a besoin.

Ainsi, avant l'introduction de la monnaie Française au Yatenga, les échanges étaient caractérisés par les flux réels venant essentiellement du Mali et des pays côtiers. Les transactions s'effectuaient généralement autour d'une part des pagnes, des tenues déjà confectionnées, d'objets de parure, de sel... et d'autre part, de bétail et de lait ; avec le cauris comme monnaie marchandise. A l'époque, 100 cauris pouvaient acquérir un grand pagne et 250 cauris permettaient d'avoir un pantalon ou une culotte...

La démonétisation des cauris survint lorsque les transactions entre la partie coloniale et la métropole deviennent importantes au Yatenga. Il fallait

définir les termes d'échange dans une monnaie intégrée à l'économie européenne.

« Les Français sont venus avec leur première monnaie (une pièce de monnaie frappée de trois portraits) et l'échangeait contre les cauris. Ils achetaient tous les cauris avec leur monnaie<sup>22</sup>. Ils interceptaient les commerçants qui se dirigeaient vers le Yatenga avec leur cauris et ils les achetaient tous par force... On était obligé d'utiliser leur monnaie car on ne voyait plus les cauris... Après cette pièce de monnaie, les Français ont introduit un billet gravé d'une étoile que les autochtones appelaient « Bisinghaï ». L'introduction de cette monnaie française a été facilitée par un esprit de peur qui animait les populations locales. Cet esprit de peur est né suite à une première résistance des autochtones face à l'invasion coloniale répressive qui s'est soldée par un échec. J'étais très jeune à l'époque... » ; souligne toujours ce vieux du village de Banh.

Avec « l'imposition » de la monnaie coloniale, la monétarisation au Yatenga fut effective. La démonétisation des cauris a eu ainsi pour conséquence la monétarisation économique. Au niveau social et culturel, cet état de choses a entraîné un bouleversement sans précédent de telle sorte que certains rituels et cérémonies qui se servaient des cauris à l'époque ont été brusquement abandonnés. Car, les deux fonctions dont celle monétaire et celle d'objet de culte étaient simultanément assurées par les cauris.

---

<sup>22</sup> A l'époque, 1 F colonial équivalait à peu près à 1000 cauris.

Ces considérations permettent de dire que les crises économiques et monétaires que connaît le continent africain de nos jours ne coïncident pas forcément avec la crise économique générale des années 1980, caractérisée au niveau des pays les moins avancés par un endettement croissant, des investissements peu productifs et un déséquilibre chronique de la balance des paiements et des finances publiques. La crise pourrait s'expliquer par l'absence de politique économique et monétaire ainsi que d'organisations institutionnelles favorisant le développement depuis l'introduction forcée de la monnaie métallique au XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, une vie économique et monétaire sans la moindre prise en considération des lois économiques (rareté du bien, loi de l'offre et de la demande, concurrence...) et sociales (violation des normes naturelles de marche d'une économie, crise numéraire, problème de change entre le cauri et la monnaie coloniale...) a caractérisé le Burkina à cette époque.

En plus, le taux de change entre le cauris et la monnaie coloniale n'avait aucune référence économique. En 1834 (période coloniale), 1 F français équivalait à 1000 cauris (ou 1 cauri = 0,001 F). De 1948, jusqu'en 1994, la parité entre le Fcfa et le FF devenait de 1 Fcfa pour 0,02 FF ; d'où une appréciation par rapport à la période coloniale du « franc des africains » (0,02 > 0,001) et du coup, une amélioration des rapports d'échange en faveur de la partie coloniale. Cette situation durera près de 46 années lorsque la dévaluation du FCFA survint pour soutenir les politiques de développement à travers le Programme d'Ajustement Structurel signé par le Burkina Faso en 1991. Avec

la dévaluation, la parité est devenue 1Fcfa pour 0,01 FF. Elle est devenue moins favorable par rapport à la période 1948-1994 ( $0,01 < 0,02$ ) et se présente toujours mieux par rapport à la période coloniale ( $0,01 > 0,001$ ).

En résumant cela sous forme synthétique, nous aurons :

**Tableau 4.4 : Cours des monnaies locales.**

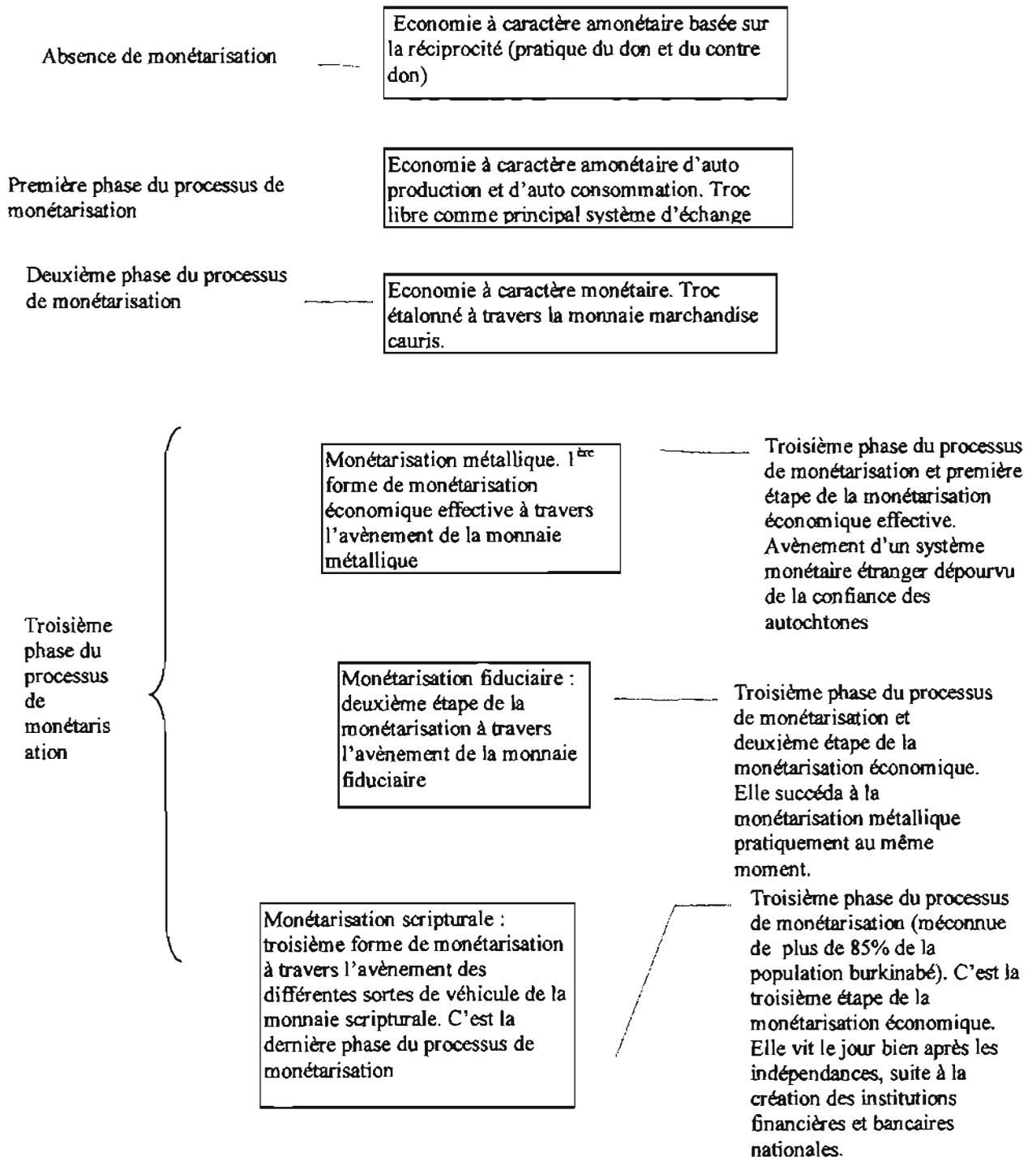
F étranger	Cours par rapport au F local	Durée de validité
1	1000 cauris	Environs 114 ans (1948-1834)
1	50 Fcfa	Environs 46 ans (1994-1948)
1	100 Fcfa	De 1994 à nos jours

En analysant davantage les différentes étapes du processus de monétarisation à Madougou, nous verrons si ce dernier était inséré dans un cadre institutionnel adéquat et s'il répondait aux objectifs de développement du village.

#### **4.2.2. : ANALYSE DES DIFFERENTES ETAPES DU PROCESSUS DE MONETARISATION A MADOUGOU**

Le processus de monétarisation à Madougou est identique à celui qu'à connu le Yatenga. Il rappelle les trois étapes classiques d'évolution qui ont été abordées dans la première partie du document ; à savoir : le troc libre, le troc étalonné par le cauris, et enfin la monétarisation effective par l'avènement de la monnaie métallique.

Schéma 4.2 : schéma synthétique du processus de monétarisation à Madougou



La troisième phase du processus de monétarisation, c'est à dire la monétarisation économique effective, est divisée en trois étapes. A chaque étape de cette phase, correspond un stade de développement économique différent et fonction du dynamisme des structures de production ainsi que des organisations et institutions aptes au développement économique. Lorsque l'on fait référence à la vision macro économique de la monétarisation, plus le volume de la dernière invention monétaire dans l'économie est important, plus cette dernière est monétarisée. Au stade de la monétarisation métallique au Yatenga, les cauris avaient davantage leur contrepartie réelle que la monnaie européenne. Cette monnaie n'a pas trouvé d'ancrage économique car il préexistait déjà autour du cauri des formes organisationnelles ou institutionnelles basées sur des valeurs sociales et culturelles (le premier niveau d'organisation sociale décrit dans WILLIAMSON (1998). La monnaie (nous l'avons vu) servait à la fois d'ornement, elle avait un pouvoir de culte et de guérison, et seul le chef de famille avait le pouvoir de sa détention. Et sous forme d'épargne, elle était conservée dans des canaris enfouis sous la terre. Le bafouement de cet ordre économique circonscrit autour de la monnaie au Yatenga, (si l'on peut ainsi dire), ajouté aux croyances et valeurs sociales à respecter pour accéder à son statut social mérité, pourrait expliquer entre autres le faible taux d'utilisation de la monnaie de nos jours à Madougou. Cette situation économique ne devrait pas être attribuée uniquement à la lenteur de la prise de conscience des questions monétaires par les autorités monétaires. Elle interpelle également des questions d'ordre socio économiques.

Par ailleurs, comme le dit SARAMBE (1985), lorsqu'on considère la monétarisation comme un processus d'intégration des communautés rurales dans un mode de production capitaliste, la monnaie se prête comme un mal nécessaire. Elle est d'une part considérée comme un destructeur des liens sociaux, de solidarité, et d'autres parts comme une voie d'accès au monde moderne qui est du reste incontournable. Ce processus d'intégration est sujet à des difficultés dont quelques-unes ont pu être énumérées de telle sorte que Michèle SAINT MARC (1979) a pu dire que « dans la plupart des pays en voie de développement et en Afrique en particulier, les hommes ne connaissent de la monnaie que sa seule fonction de moyen de paiement du minimum vital », ils n'ont pas véritablement intégré la monnaie à travers toutes ses fonctions. Il est nécessaire dans ce cas de chercher à savoir si la structure de la production à Madougou fait de la monnaie ce qu'en pense Michèle Saint Marc.

#### **4.2.3. : MONETARISATION ET STRUCTURE DE PRODUCTION A MADOUGOU**

En faisant référence à la partie théorique de cette recherche nous avons observé que la colonisation a, par le passé, institué dans les sociétés africaines de façon générale, les bases d'une monétarisation partiellement faussée lorsque l'on considère le champ des transactions. En effet, la monnaie n'a pas à tout point précédé la production de façon à se prêter comme catalyseur de développement à travers les échanges. De cette façon, la période post indépendance au Burkina et à Madougou a été marquée par :

- -une économie en marge de monétarisation (monnaie métallique, fiduciaire et scripturale) qui cherche à s'insérer et à s'adapter au contexte économique et monétaire mondial ;
- - une économie dont la monétarisation n'a suscité aucune relance économique à travers les activités de production. Elle s'est initiée dans des secteurs très rigides au plan national (produits de rente bruts ou à transformation primaire dont toute la demande était étrangère, produits manufacturés exotiques qui laissent indifférents la plupart des indigènes).

Ainsi, AMIN dans FOUNOU (1981) écrivait que dans le système économique marqué par l'économie de traite qui a caractérisé l'économie Burkinabé et celle du Yatenga, la propriété formelle du paysan sur les moyens de production et la terre était maintenue après les indépendances. Cependant, cette notion de propriété était vidée de tout son contenu réel : « le paysan a perdu la maîtrise de la décision économique et l'organisation du procès de production, il n'est plus véritablement un producteur libre ». Il naît un système d'exploitation qui fait que « derrière la vente apparente du produit, se cache une vente de force de travail,... Ainsi, le paysan est intégré dans le rapport de production capitaliste invisible à l'échelle de l'unité de production paysanne africaine, mais parfaitement visible au niveau du système global dans lequel il est intégré ». Par ailleurs, si l'on considère les centres urbains comme centres de drainages d'investissement, à travers une industrialisation assurée par un système financier intégré et un cadre adéquat du début d'institutionnalisation

des structures d'une économie, il ressort que les programmes d'urbanisation au Burkina Faso étaient hors de la « politique de développement » coloniale. De telle sorte que ZAGRE (1994), indiquait que sur 39,5 milliards de consommation des ménages, 32,1 milliards l'étaient par les ruraux et 7,4 par les urbains. Aussi, sur ce montant, les ruraux consommaient 5,6 milliards de produits importés contre 3,8 milliards pour les ménages urbains, et la part auto consommée des ménages ruraux représentait 62,3% de leur consommation totale. Il ajoute que cela signifiait que le paysan au Burkina cultivait essentiellement pour se nourrir et qu'il ne se procurait des produits manufacturés que par le revenu tiré de ses ventes des produits de traite. La monnaie avait ainsi la fonction de moyen de paiement du minimum vital. Ainsi, elle passait à travers les zones rurales via leur production et leur consommation sans s'y enraciner véritablement. Ce qu'il fallait rechercher, c'était un cadre organisationnel, voir institutionnel, favorable au développement des échanges et donc à la monétarisation du village de Madougou.

#### **4.3. :APPROCHE INSTITUTIONNELLE DE LA MONETARISATION A MADOUGOU**

##### **4.3.1. : MONETARISATION A TRAVERS UNE POLITIQUE DE DECENTRALISATION FINANCIERE A MADOUGOU.**

Le rôle d'une institution financière en terme de rapprochement entre l'économie réelle et sa contrepartie monétaire a été débattu dans la partie théorique de cette étude. A Madougou, et dans la plupart des zones rurales burkinabé, les politiques économiques et monétaires ont démissionné en

matière de création de cadre institutionnel adéquat qui rapprocherait les finances de la population, parce que la monnaie n'œuvrait pas pour la mise en place et l'amélioration des forces productives. Ce n'est que de façon récente, (au cours des années 80), qu'une politique financière à vision plus large appelée politique de décentralisation financière a vu le jour dans certaines zones rurales dont Madougou, à travers une institution financière décentralisée appelée Projet de Promotion du Petit Crédit Rural (PPPCR). En effet, l'image réussie d'un système institutionnel informel de crédit au Burkina Faso est bien le PPPCR. A travers un système local bien organisé, la terminologie « banquiers aux pieds nus » s'adressait à ces agents de la structure qui sont directement en contact avec la population rurale exclue du système financier classique en vue de leur octroyer le crédit pour des activités de production spécifiques aux zones concernées. Le PPPCR fut inspiré de l'exemple de la Grameen Banque créée par Mohammad Yunus en 1974 au Bangladesh, professeur à l'université de Chittagong. Ce professeur a su faire la différence entre les discours classiques théoriques et les réalités concrètes que vivaient les paysans à l'époque. « Nous fûmes quelques-uns à prendre conscience du gouffre entre la condition de vie des gens tenaillés par la faim et le caractère abstrait de l'univers économique dont nous parlions... » YUNUS M. Revue Monde diplomatique 2 ; 1998. Il définit par ailleurs le développement comme « l'amélioration de la qualité de vie des plus pauvres... Cette qualité de vie doit pour chacun, inclure les moyens adéquats de se réaliser pleinement ». D'où l'opportunité de fournir à chacun ces moyens.

C'est en partant de ce modèle de développement à travers des institutions adaptées, que ELLSASSER Konrad, initiateur du type de crédit solidaire au Burkina Faso, au Sahel, a pu dire en 1992 qu'« il faut donner aux gens du Sahel comme à un paysan occidental la possibilité de bénéficier d'un crédit qu'il pourra rembourser... » Le pari ici étant de prêter à des gens qui ne possèdent aucune garantie matérielle comme l'exige un système bancaire classique (Chronique N°5 Février 1992). Dans ce système, la pression sociale remplace les garanties exigées par les banques classiques. Ce système de crédit décentralisé fut ainsi initié à Banh en 1988 et à Madougou dans le but de contribuer positivement à la dynamisation des échanges à travers une monétarisation accrue. Adressés essentiellement aux femmes, les crédits octroyés servaient à financer :

- les petites activités de transformation alimentaires (boules d'acassa, galettes, couscous, soumbala...);
- les activités d'achat et de revente de céréales;
- l'embouche caprine et ovine.

Pour cela, il fallait une organisation institutionnelle efficace à l'image du marché à travers un système d'échange capable de drainer des flux nouveaux et de créer de nouveaux pôles d'attraction. L'on se souvient en effet que le dynamisme des pays d'Asie du Sud Est dans les années 80 s'est expliqué par un renforcement et un développement de mutuels entre l'Etat en tant qu'institution et le marché pour un développement harmonieux des micros

entreprises. Le marché, en tant que structure apte à drainer les flux entre agents et à accélérer la monétarisation fonctionne-t-il pleinement à Madougou ?

#### **4.3.2. : LES DIFFERENTS POLES D'ATTRACTION DU VILLAGE : MARCHES ET INFRASTRUCTURES**

La monétarisation d'une économie est influencée par l'ensemble des politiques économiques et financières qui s'y mènent ainsi que par le degré d'ouverture de cette économie à l'échange aussi bien interne qu'avec les pays voisins. Le marché intervient comme une organisation institutionnelle et se constitue comme un facteur incitatif des échanges et donc, de monétarisation lorsque ses coûts de transactions sont supportables par les différents acteurs.

A Madougou, le marché est perçu par la population comme un lieu d'échange, de rencontre et d'entraide mutuelle. En témoignent les propos tels que « tu peux y rencontrer des amis, des personnes de la famille que tu as mis du temps à voir, demander de l'aide à tierce... ». A première vue, le marché n'est pas perçu ici comme un espace transactionnel, susceptible de créer et de drainer des flux réels et monétaires ; ou une région regroupant acheteurs et vendeurs dont les comportements exercent de façon mutuelle des forces sur les prix des marchandises... comme cela a été perçu et souvent énoncé dans les définitions les plus classiques. Il est par excellence d'abord le lieu de rencontre et d'échange entre « hommes » avant d'être un espace de transaction au plan monétaire capable d'accélérer la monétarisation de l'économie. Ce constat est d'ailleurs confirmé par l'existence hors marché (au sein même du village) de

types de transactions à l'image du troc, sur lesquels nous reviendrons dans les pages suivantes.

Madougou est dépourvu de marché local. L'histoire note l'existence de 1976 à 1986 d'un marché dans le village. Mais, ce dernier fut délaissé en 1986 au profit d'un site d'or découvert non loin du village. Une tentative de reconstruction du marché (avec l'accord des autorités) est en vue. Une cotisation de 250 Fcfa par homme marié fut exigée en l'an 2000. Cette année, il est demandé un complément de 5000 Fcfa par quartier. Ce qu'il faut noter c'est que de nos jours, Madougou connaît le rayonnement des marchés de Nogodoum (10 kilomètres), de Ségué (22 kilomètres), de Bidi (20 kilomètres de Kein (36 kilomètres) de Ménè (35 kilomètres) et de Douna (35 kilomètres). Les marchés les plus fréquentés sont ceux de Nogodoum, de Sègué et de Bidi. Ces différents marchés ont eu lieu soit chaque semaine ou tous les trois jours.

Le tableau suivant donne les catégories de produits rencontrées de façon générale sur ces marchés, (l'exemple du marché de Nogodoum), ainsi que les préférences de la population.

**Tableau 4.5 : Les différents types de produits rencontrés sur le marché de Nogodoum**

Produits du marché local de Nogodoum	Produits et services venant des autres marchés				Produits appréciés et Venant d'autres pays
	Villages voisins	Départements	Province	D'autres pays (du Mali surtout)	
Mil, haricot, sel, poisson, beurre de karité, sésame, sucre, savon, colas, boule d'acassas, couscous, piment, sel gemme, lait, goyave, papaye,	Animaux, sel gemme, couscous, boule d'acassas, huile, lait, peaux	Pièces détachées, oignons, colas, viande, aubergine...	Mobyettes, mangues, tomate, huile, vélomoteurs, Bicyclettes, postes radios, friperie, ciment, thé, orange, dattes...	Chameaux, sel gemme, dattes, sucre, piles, postes radios, tissus, colas, ovins et caprins, ...	Sucre, postes radio, bovins, caprins,

Source : nos enquêtes

En abordant la question dans le même sens qu'Adam Smith, cette diversité des produits sur les marchés devrait créer des besoins au sein des agents qui les fréquentent. Ces besoins devraient les inciter à accroître leur demande de monnaie, ce qui entraînerait la monétarisation de leur production et une plus grande diversification économique. A Madougou, l'existence des échanges locaux dans le village diminue le taux de fréquentation du marché, (généralement plus d'offreurs que de demandeurs); ce qui empêche cette diversification économique de créer des besoins auprès d'un nombre important de demandeurs et d'accélérer ainsi la monétarisation.

Par contre, les coûts de transaction (informations sur la disponibilité et les prix des produits, distance à parcourir...) se prêteraient comme un handicap à la fréquentation des marchés. En outre, les patrouilles des forces de l'ordre troublent souvent la tranquillité des agents économiques. On observe ainsi que quelque part, l'asymétrie d'informations et l'incertitude évoquées par HE (1994) empêcherait le bon fonctionnement du marché de Madougou.

Quant aux produits et services sortant de Madougou vers les autres marchés ils sont essentiellement : les céréales, la peau, le bétail, le cheptel, la cola, la daba, les articles de boutique, les services rendus par les mécaniciens, les coiffeurs, les tailleurs... Une grande partie des petites activités de transformation alimentaire des femmes financée par le PPPCR font généralement l'objet de transactions sur place à Madougou. Les produits

entrant à Madougou sont : les condiments, les tenues, les chaussures, les bicyclettes d'occasion, les pièces détachées venant des frontières des pays voisins dont le Mali, les céréales, quelquefois le cheptel.

Il faut noter que la proximité du village de Madougou de la frontière malienne devrait faire d'elle une plaque tournante assez importante en matière d'échange.

Quatre structures de développement interviennent de manière active à Madougou en vue de relancer les activités économiques et de production. Il s'agit :

- de l'Association Aide au Yatenga (AAY) qui œuvre avec le groupement des femmes dans le domaine du maraîchage ;
- de l'Association 6S qui travaille avec la population pour la mise en place et la gestion des banques de céréales ;
- du Projet d'Appui au Développement Local (PADL) qui travaille avec les éleveurs surtout dans le domaine pastoral.
- Enfin de l'Institut de l'Environnement et de Recherche Agricole (l'INERA) qui mène des activités de recherche dans le domaine agricole et agro-pastoral.

Comme autres infrastructures de développement, on note une école primaire à 3 classes. A part la route départementale, seules les pistes relient les villages entre eux.

De l'avis de la population, l'impact de ces structures de recherche et de développement n'est pas perceptible en terme de changement sur leur mode de vie, le fonctionnement des structures économiques tels que le marché et les transactions monétaires.

L'absence d'institutions financières à Madougou pourrait également paralyser le processus de monétarisation (dirait-on), mais il ressort des entretiens que la majeure partie de la population préfère garder leurs encaisses à domicile « pour en disposer quand elles veulent sans tracas » disent-ils. Il existe une caisse populaire à Bidi (25kilomètres) et seul 2% de la population y déposent leurs ressources monétaires. Le système de tontine ou de garde monnaie y est inexistant.

#### **4.3.3 : QUELQUES FORMES DE TRANSACTIONS LOCALES A MADOUGOU ET LEUR IMPACT SUR LA MONETARISATION**

Michel SERVET disait en 1999 que la monnaie se trouvait au cœur des réseaux d'entraide sociale et de solidarité, et qu'elle représentait « un fait social total ». A Madougou, il existe entre agents des formes d'échanges qui ressemblent à ces réseaux d'entraide sociale dont parle cet auteur dans son document portant sur l'analyse du Système d'Echange Local (SEL), dans la mesure où ces échanges se déroulent entre individus d'une même communauté ou ayant des affinités particulières. Ces formes d'échange peuvent être qualifiées de troc libre avec cependant un intermédiaire qui sert d'évaluateur (la monnaie). Ainsi, les résultats de recherche montrent qu'un bol de mil (l'équivalent sensible de 400 grammes de mil ; car 2 bols  $\frac{1}{2}$  = 1 kilogramme)

peut s'échanger chez le boutiquier de la place contre du sucre évalué à 60 Fcfa. Et, de façon statutaire, chez le même offreur, 8 bols (l'équivalent de 3,20 kilogrammes de mil) s'échange contre un paquet entier de sucre qui équivaut à 525 Fcfa. En revenant aux termes d'échange de départ et en raisonnant en unité locale.

$$1 \text{ bol} = 60 \text{ Fcfa} \rightarrow 8 \text{ bols} = (60 \times 8) = 480 \text{ Fcfa.}$$

Le constat est que c'est l'équivalent de 480 F de sucre qui devait s'échanger contre les 8 bols de mil. Au lieu que soit fixée de façon plus ou moins arbitraire par l'offreur que 1 paquet de sucre (525 Fcfa) s'échange contre 8 bols de mil. Il s'ensuit un amenuisement sensible de la valeur marchande en terme monétaire (l'équivalent de 45 Fcfa de sucre) des marchandises offertes par ce boutiquier. 8 bols  $\frac{3}{4}$  s'échangeraient de façon équitable contre le paquet de sucre de 525 Fcfa. Cet exemple portant sur le sucre n'est qu'un parmi tant d'autres en ce sens que le mil est échangé contre d'autres produits tels que le pétrole, la colas, le savon et biens d'autres produits de consommation diverse. Si les termes d'échange se détériorent au profit de l'offreur au fur et à mesure que les quantités demandées augmentent, on n'ignore pas la conséquence en terme de chiffre d'affaires sur les marchandises ainsi échangées. Et, cette situation détériore de plus en plus la valeur monétaire des marchandises échangées dans l'économie locale en question.

Aussi, une chèvre est échangée contre un certain nombre de tines de mil. Une comparaison approximative des valeurs monétaires de la chèvre (en

fonction de sa taille, de sa race, de son âge), et du de mil est faite, les deux parties s'entendent avant que l'échange ne soit effectif. Dans le même sens, une vache peut être échangée contre un grenier de mil, 6 charretées de mil contre deux vaches, ainsi de suite.

A cela, s'ajoutent les contrats de parcage dont les termes se définissent plus en service et en nature qu'en monnaie. Dans ce sens, 3 mois de parcage pendant la saison sèche dans le champ d'un agriculteur équivaut pour ce dernier à 30 kilogrammes de mil ou à des barres de sel gemme ou encore à la force de travail (l'agriculteur et sa famille peuvent cultiver le champ du peulh pendant un certain temps). Pendant la saison des pluies, les peulhs peuvent échanger des sacs de fumiers contre du mil ou du sel gemme à des agriculteurs.

L'invention d'une forme de monnaie locale ou de transaction locale (quand on se réfère à Michèle SERVET, 1999) pourrait donc être une réaction à la crise de légitimité et de souveraineté de l'Etat, à son incapacité d'assurer la protection sociale des agents économiques. C'est pour cela dans les sociétés du Sud comme celle de Madougou, la monnaie conserve toujours des dimensions sociales. Ces différentes formes d'échange entraveraient donc plus ou moins la monétarisation de l'économie. Elles s'inscrivent dans un système de production et de consommation qui pourrait à leur tour influencer cette monétarisation.

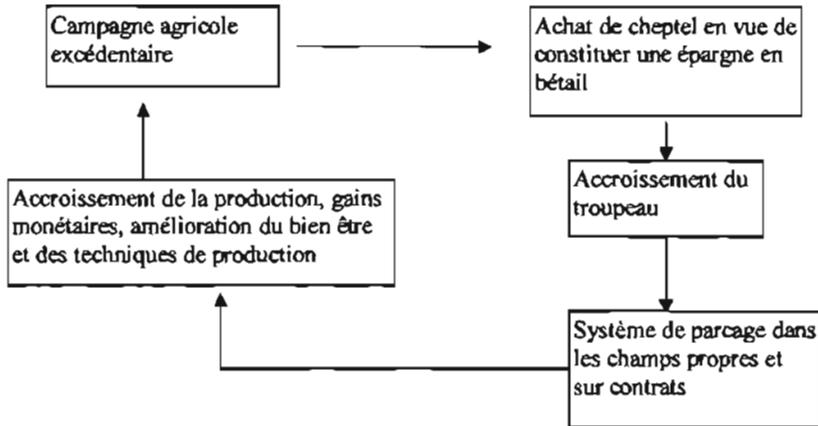
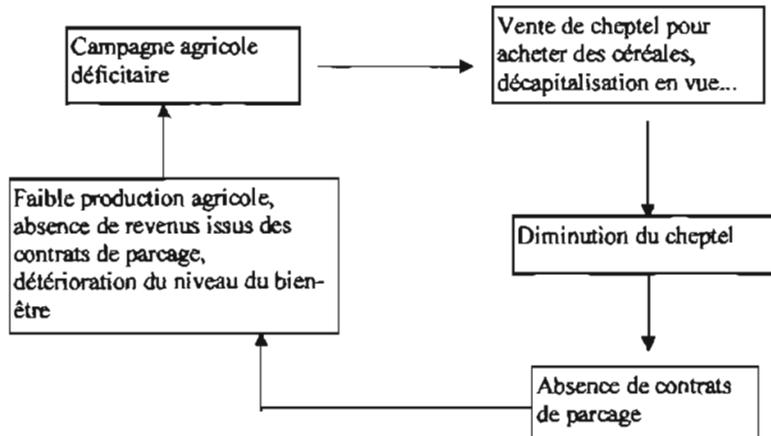
#### **4.3.4. : ORGANISATION SOCIALE DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION ET MONETARISATION**

A Madougou, la stratégie générale des exploitations en matière de production et de consommation assure une complémentarité, mieux une interdépendance entre l'agriculture et l'élevage.

Cette complémentarité entre l'agriculture et l'élevage définit directement ces deux systèmes de production. Ainsi, dans une exploitation, plus la production agricole génère des surplus, plus le cheptel va croissant et plus l'élevage est extensif. De l'autre côté, une campagne agricole déficitaire se pâlie généralement au détriment du cheptel. En effet, pour résorber le déficit céréalier, les exploitants ont souvent recours à la vente de leur cheptel. Aussi, pour renforcer cette complémentarité en aval entre l'agriculture et l'élevage, des stratégies locales sont développées par les exploitants à travers des contrats de parcage entre les peuls, détenteurs de gros troupeaux et les autres catégories socioculturelles de la zone (Mossis et Rimaïbés).

Deux cas de figures se présentent face à cette complémentarité entre l'agriculture et l'élevage.

Schéma 4.3 : Relation de complémentarité entre l'agriculture et l'élevage à Madougou

**Situation I à moyen et long terme****Situation II à moyen et long terme**

*La situation I* souligne toutes les répercussions positives d'une campagne agricole excédentaire sur le niveau de vie des exploitations.

*La situation II* par contre, retrace celle d'une campagne agricole structurellement déficitaire. On s'achemine à long terme vers le déclin des unités d'exploitation qui présentent ces caractéristiques.

Ainsi, nos investigations sur le terrain nous ont permis de constater qu'après avoir observé un léger excédent de la production agricole immédiatement après les récoltes, les chefs de ménages ou d'exploitations monétarisent ce surplus et se procurent du cheptel (les petits ruminants surtout). Aussi, les exploitants éleveurs pratiquent l'élevage intensif de petits ruminants pendant la saison des pluies pour pouvoir enfin les échanger contre du numéraire.

De façon stratégique, chaque unité d'exploitation pratique aussi bien l'agriculture que l'élevage pour faire face aux coûts des incertitudes climatiques. En plus de ces deux activités, les exploitants extra agricoles contribuent à travers leurs activités, à la monétarisation de l'économie locale. Les petites activités de transformation alimentaires et artisanales des femmes notamment la vente de lait, la préparation des boules d'acassa, du couscous, la vente d'arachides et de pois de terre grillés, la confection des nattes ornementales, etc. qui sont soutenues financièrement par l'institution financière décentralisée Projet de Promotion du Petit Crédit Rural (PPPCR) contribuent également à la monétarisation de l'économie.

Par contre, chaque exploitation a une activité principale qui est soit l'agriculture, soit l'élevage exception faite des agro-pasteurs (essentiellement

les Rimaïbés) qui pratiquent aussi bien l'agriculture que l'élevage au même titre. Cependant, ces exploitations agro-pasteurs se déclarent comme agriculteurs ; car l'histoire indique qu'ils étaient esclaves des peulhs et avaient pour tâche la culture des champs de ces derniers et le gardiennage de leurs troupeaux. A la longue, ils se sont spécialisés dans ces deux activités. Chaque unité d'exploitation vit essentiellement de l'activité principale qui la caractérise. Cette activité lui permet de satisfaire ses besoins alimentaires et d'effectuer la plupart des transactions monétaires indispensables à sa survie. C'est ainsi que ceux qui ont comme activité principale l'agriculture tiennent ces propos : « Si j'ai des besoins monétaires, ce sont les céréales que je vends pour satisfaire ces besoins. Je n'ai pas suffisamment de bétail à plus forte raison en vendre ». Il arrive alors à ceux qui ont comme activité principale l'élevage de dire : « Si je n'ai pas assez de céréales pour le reste de l'année, et lorsque j'ai des besoins monétaires, je vends quelques-uns de mes animaux pour subvenir à mes besoins céréaliers ». D'autres qui sont au bout de la subsistance c'est à dire les exploitations qui sont faiblement dotées aussi bien en céréales qu'en bétail, diront : « quel que soit ce qui se passe, je ne vendrai jamais mon mil, je préfère demander l'argent ou de l'aide de porte en porte ».

A Madougou, 73,17% des exploitations pratiquent l'agriculture comme activité principale tandis que 26,83% pratiquent l'élevage. On remarque que l'ensemble des exploitations (éleveurs, agriculteurs, agro-pasteurs) ayant pour première préoccupation l'approvisionnement en céréales, ont adopté des stratégies en fonction de leurs dotations, de leurs avoirs, de leur appartenance

socio-ethnique pour atteindre leurs objectifs. Les Mossis, qui sont des migrants, et qui ont comme activité principale l'agriculture, ont adopté par exemple comme stratégie l'exercice d'activités extra agricoles pour prévenir tout risque lié à la famine et au retrait de parcelles tout au long de leur séjour de migrants. Par ailleurs, le taux de migration vers les pays voisins (Côte d'Ivoire, Mali) est très élevé au sein de ce groupe socioculturel. On observe ainsi une stratégie différente selon la catégorie socioculturelle en matière de sécurisation dans l'alimentaire. De la même façon, Mirjam de Bruijn et Han Van Djick (1995) ont noté que les stratégies économiques des agropasteurs du Mali face à l'insécurité sont différentes selon le genre et l'ethnie. A travers ces observations on remarque que la monétarisation économique n'est pas un objectif en soit des exploitations de Madougou quant on examine l'ensemble de leur stratégie de production et de consommation. Elle passe après la réalisation des objectifs qu'ils se sont fixés dans le domaine agricole et pastoral.

A Madougou, la présence de l'institution financière décentralisée PPPCR n'a pas pu amorcer une véritable monétarisation à travers la production. Cela pourrait s'expliquer à première vue par l'absence quasi totale de marché à Madougou et par la prédominance d'échanges locaux qui se prêtent beaucoup plus sur le plan social que celui de la recherche de profit et de gain monétaire.

Ce que l'on remarque aussi est que les surplus ou les gains monétaires issus des activités financées par cette institution financière sont surtout

échangés sur le marché contre du cheptel (petits ruminants surtout) pour des fins d'embouche. Les bénéfices tirés de ces activités d'embouche servent à agrandir le patrimoine familial en bovins et à pallier d'éventuelles dépenses incontournables tels que la santé, l'éducation, l'achat de céréales...). Cela est la caractéristique fondamentale du système d'échange à Madougou.

Les stratégies en matière de développement qui œuvrent pour le bien être des populations devraient composer avec cet état des faits. Un exemple serait sans doute nécessaire pour conclure ce chapitre. Chez le peulh de Madougou par exemple, marcher pied nu et être le plus gros propriétaire de bétail est plus significatif, plus prestigieux que d'être très bien habillé, manger des plats suffisamment nourrissants et « modernes » et dormir sous un éclairage moderne, surtout si l'accomplissement de ces conditions doit nuire à l'effectif de son cheptel. Il perdrait ainsi son rang social dans son environnement socio économique. Cette analyse que l'on pourrait qualifier de sociologique ou d'anthropologique s'est avérée nécessaire pour comprendre certains comportements économiques des agents économiques de cette localité, dans la mesure où ces attitudes ne sont plus figées. Lorsque l'on se trouve confronté à de tels aspects dans la réflexion sur les questions de développement, il se pose la question incontestable de la recherche d'une nouvelle notion de rationalité économique intégrant d'autres dimensions.

Par conséquent, l'orientation des échanges monétaires au niveau des exploitations peut nous guider dans la recherche de connaissances du processus de monétarisation à Madougou. Cela, d'autant plus que l'absence des

mécanismes aptes à favoriser cette monétarisation, c'est à dire la quasi inexistence des institutions financières et de développement, la non-proximité d'un marché de la population, ainsi que la prolifération des types d'échanges locaux à l'image du troc, rendent peu visibles une manifestation quelconque de la monétarisation même si elle existe.

## **CHAPITRE 5 : MONÉTARISATION DES ÉCHANGES ET DE LA PRODUCTION A MADOUGOU : UNE APPROCHE DESCRIPTIVE**

Madougou est par définition une économie agricole de subsistance, d'auto production (nous l'avons vu dans les pages précédentes). Dans ce cas, l'unité de production et de consommation consomme la presque totalité de ce qu'elle produit. A première vue, elle ne produit guère pour le marché, et ne contribue donc pas à la monétarisation de son environnement économique. L'utilisation de la monnaie à des fins d'investissement et de croissance économique est de prime à bord loin d'être une réalité à Madougou, comme dirait ce chef d'exploitation lors de nos enquêtes : « Nous, on se passe de l'argent des blancs, pourvu que le grenier soit plein et que le cheptel se porte bien. C'est vous qui vivez en ville qui avez besoin de lumière, de belles maisons et donc de beaucoup d'argent... ». Cependant, Madougou fait partie d'un ensemble qu'est le Burkina Faso. Le pays, en se développant, devrait se monétariser aussi bien en ville qu'en milieu rural.

Connaître les caractéristiques essentielles des transactions dans cette localité du Burkina Faso ainsi que les facteurs qui les influencent, est le fil conducteur de ce chapitre. Ainsi, il se compose en cinq sections. La première section traite de l'orientation des transactions monétaires dans le village. La deuxième section fait une analyse de l'évolution de la production agricole en rapport avec la monétarisation. La troisième section aborde la monétarisation

en rapport avec le cheptel. La quatrième section dégage les possibilités de financement de l'économie à travers des indicateurs simples tels que la propension moyenne à consommer. Enfin, la cinquième section traite du seuil de monétarisation des exploitations.

### **5.1 : ORIENTATION DES TRANSACTIONS MONETAIRES**

L'analyse des postes budgétaires (en recettes et dépenses) des exploitations permet de voir les catégories de revenus et dépenses qui sont à même d'occasionner la circulation des flux monétaires à Madougou. Cela nous a permis de voir quels sont les postes qui occasionnent davantage la monétarisation de l'économie. Ainsi, les recettes et dépenses ont été catégorisées comme indiqué au niveau des indicateurs :

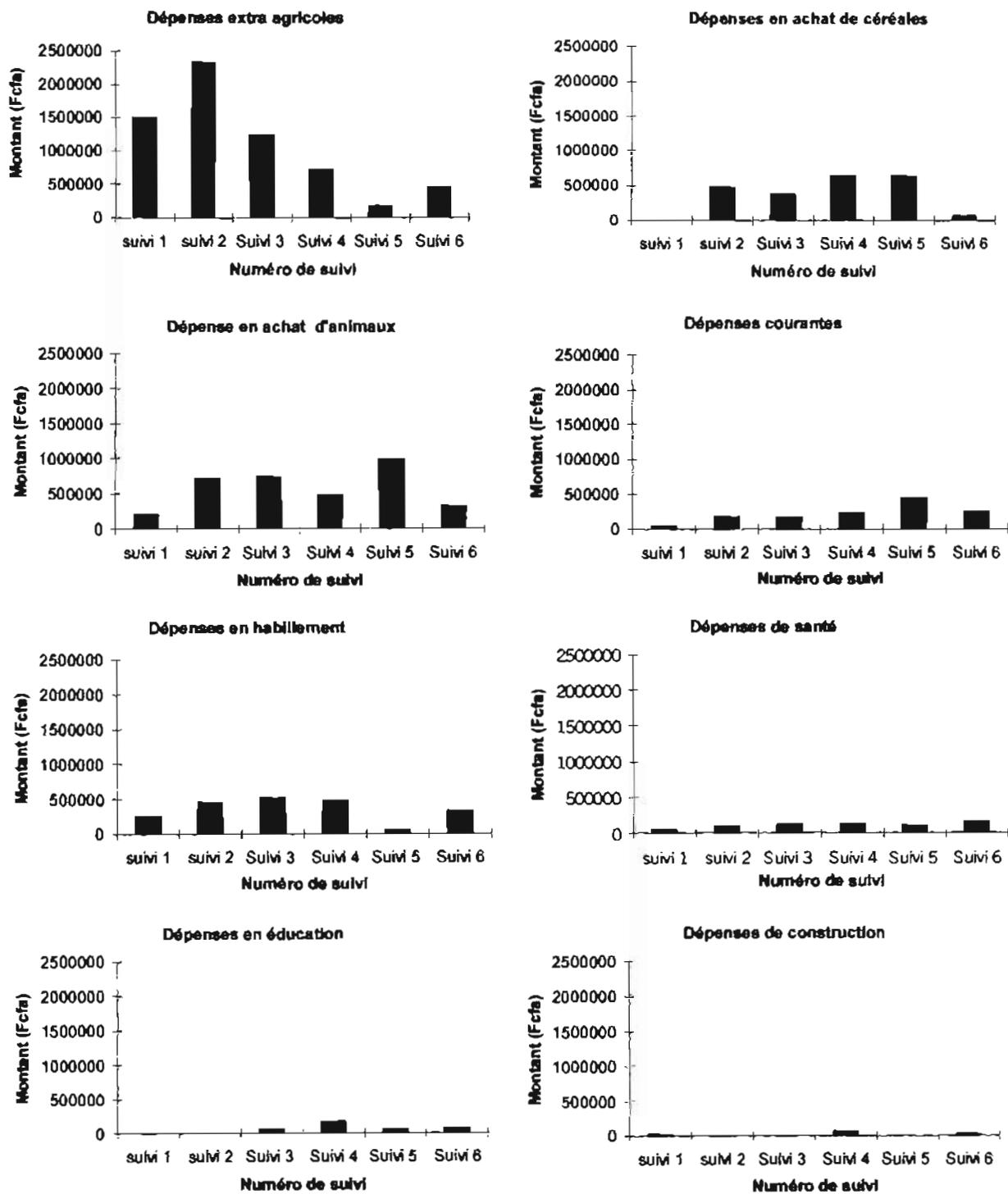
### 5.1.1. : LES DEPENSES

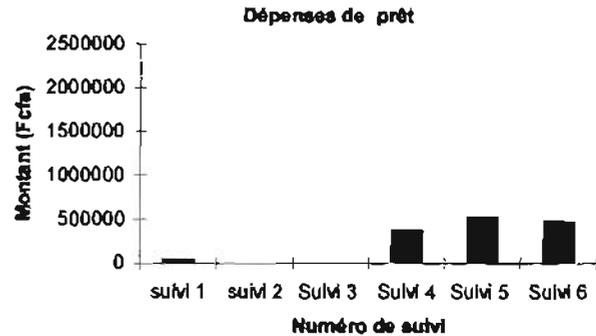
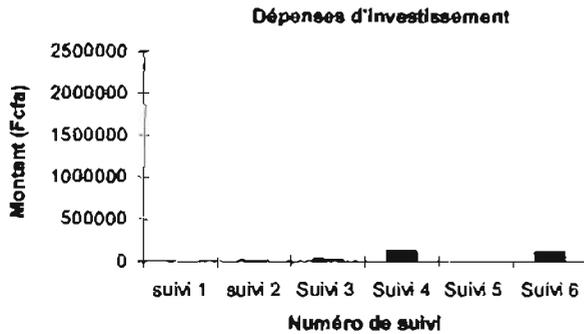
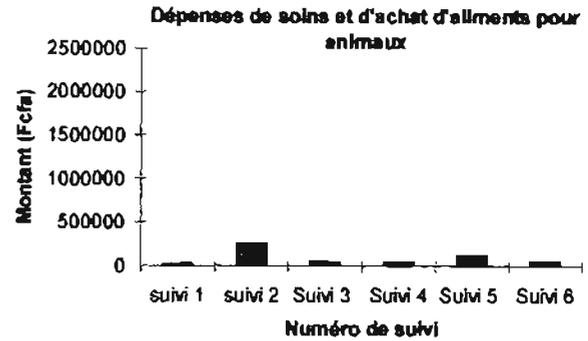
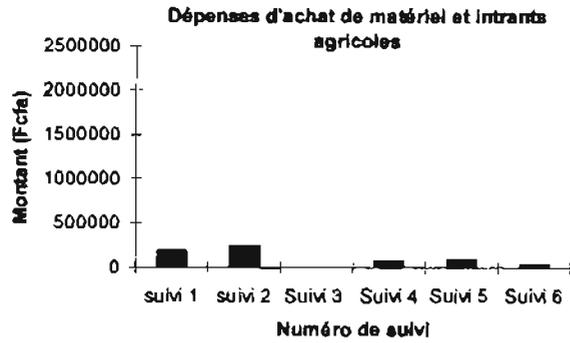
**Tableau 5.1 : Récapitulatif des dépenses totales par catégorie de dépenses et par suivi périodique (en Fcfa).**

Catégories de dépenses (FCFA)	Numéro de suivi (t)					
	1	2	3	4	5	6
$\sum_{i=1}^{26} D_{i1t}$	1503300	2323090	1228250	724430	177800	457040
$\sum_{i=1}^{26} D_{i2t}$	177000	475500	368500	631550	634000	61000
$\sum_{i=1}^{26} D_{i3t}$	202800	712855	738850	477150	985681	321200
$\sum_{i=1}^{26} D_{i4t}$	43450	172700	164850	225500	437600	243980
$\sum_{i=1}^{26} D_{i5t}$	259150	459920	519385	473075	54600	327500
$\sum_{i=1}^{26} D_{i6t}$	60050	99065	128100	139370	100850	162050
$\sum_{i=1}^{26} D_{i7t}$	12750	0	54430	167350	48035	68825
$\sum_{i=1}^{26} D_{i8t}$	21450	5950	16100	66500	800	26200
$\sum_{i=1}^{26} D_{i9t}$	187000	236450	9900	63300	90810	38500
$\sum_{i=1}^{26} D_{i10t}$	21850	259330	45950	44850	123550	53500
$\sum_{i=1}^{26} D_{i11t}$	0	6500	37500	126750	6750	121000
$\sum_{i=1}^{26} D_{i12t}$	30000	0	5000	374000	527000	497250

**NB : Se référer au cadre opératoire pour le détail des différentes catégories de dépense.**

**Graphique n° 5.1 : Niveau global des différentes catégories de dépenses par suivi**





Les dépenses extra agricoles, les dépenses occasionnées par l'achat de céréales, les dépenses en habillement constituent les catégories de dépenses qui monétarisent le plus l'économie. Les dépenses de santé, de construction, d'investissement et de prêt sont pratiquement insignifiantes. Ce constat n'est pas à la faveur d'une accélération de la monétarisation, quant on sait que l'importance des dépenses d'investissement et de prêt dans une économie peut être un signe précurseur de développement et de croissance.



Ce que l'on retient dans l'ensemble est que les différentes catégories de dépenses ne revêtent pas la même structure au cours des deux années distinctes lorsqu'on compare les suivis deux à deux (suivis 1, 2, 3 et 4, 5, 6). Par exemple, au cours de la deuxième année de suivi, les prêts monétaires à tierces sans intérêts ont marqué tous les trois suivis (4, 5, et 6), alors que tel ne fut pas le cas au cours de la première année de suivi.

### 5.1.2. : LES REVENUS

**Tableau 5.2 : Evolution des revenus totaux par suivi et par catégorie de revenus (Fcfa)**

Suivis (t)	$\sum_{i=1}^{26} R_{i1t}$	$\sum_{i=1}^{26} R_{i2t}$	$\sum_{i=1}^{26} R_{i3t}$	$\sum_{i=1}^{26} R_{i4t}$	$\sum_{i=1}^{26} R_{i5t}$	$\sum_{i=1}^{26} R_{i6t}$
1	2018500	6000	4250	901500	180000	320000
2	3415250	67000	101625	1662800	47500	323500
3	2833450	96005	23750	2007350	90000	483500
4	1559900	183000	86325	1892700	245000	806000
5	417350	407500	55250	1317150	82000	515000
6	917200	46500	10000	964850	215000	530000

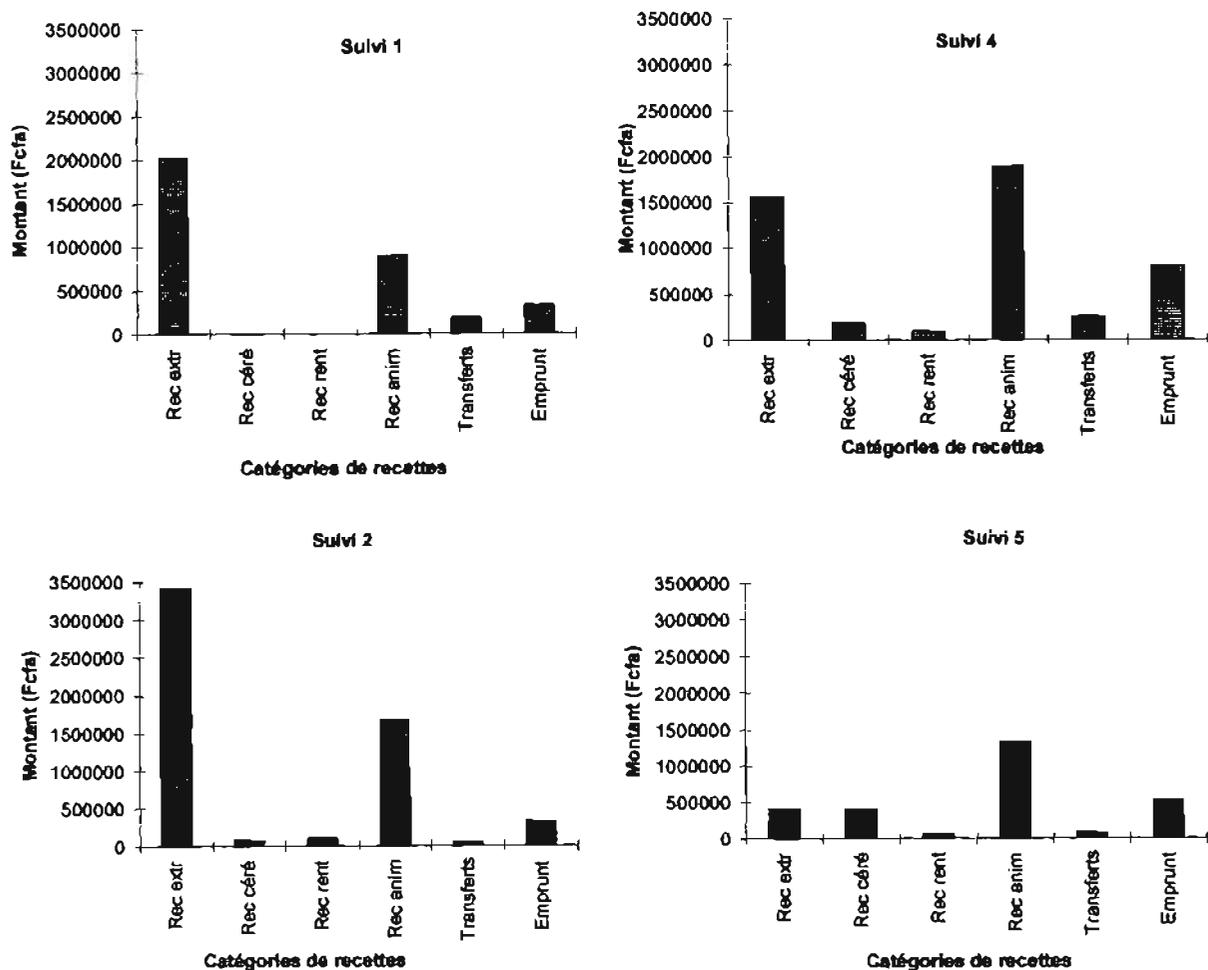
**NB : Se référer au cadre opératoire pour le détail des différentes catégories de recette.**

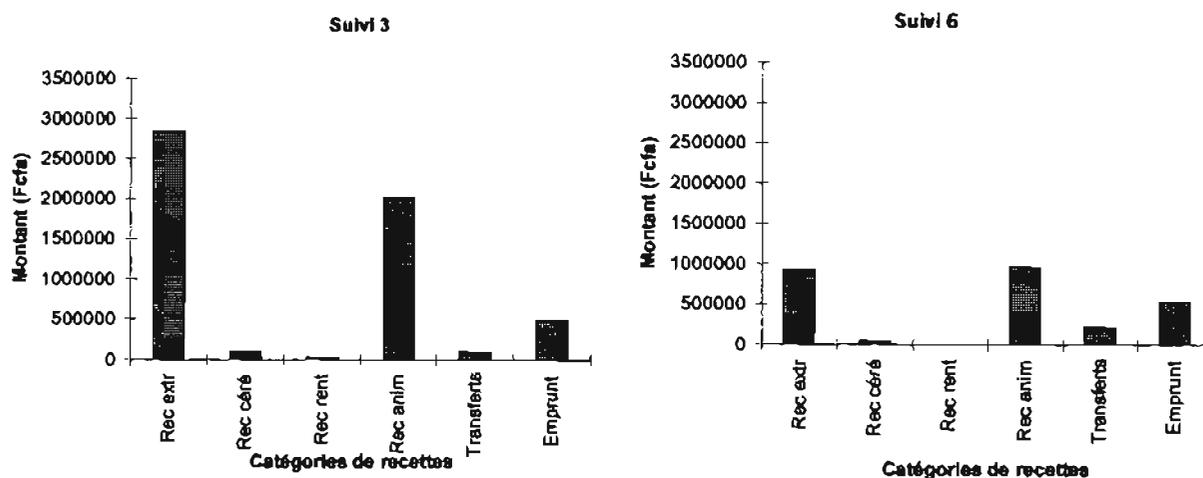
Lorsqu'on considère les périodes de suivi identiques deux à deux, (suivis 1 et 4 ; suivis 2 et 5 ; suivis 3 et 6), on ne note (cf. graphique) aucune similitude quant à la distribution des revenus. En effet, l'aspect des revenus des exploitants ne fait ressortir aucune tendance cyclique quand on considère deux suivis identiques. Par exemple en prenant les suivis 2 et 5, et en considérant la distribution des recettes extra agricoles et celles issues de la

vente des céréales, on observe qu'elles sont insignifiantes au cours du suivi 5 par rapport au suivi 2. De même, les recettes issues de la vente des produits agricoles (céréales et produits de rente) sont presque nulles au cours du suivi 1 alors qu'elles existent au suivi 4.

Les activités extra agricoles, réputées pour leur caractère d'activités perpétuellement génératrices de revenus monétaires, gardent un aspect conjoncturel quand on considère deux suivis identiques (cf. graphique).

**Graphique n° 5.3 : Niveau global des revenus par catégories de revenus et par suivi**



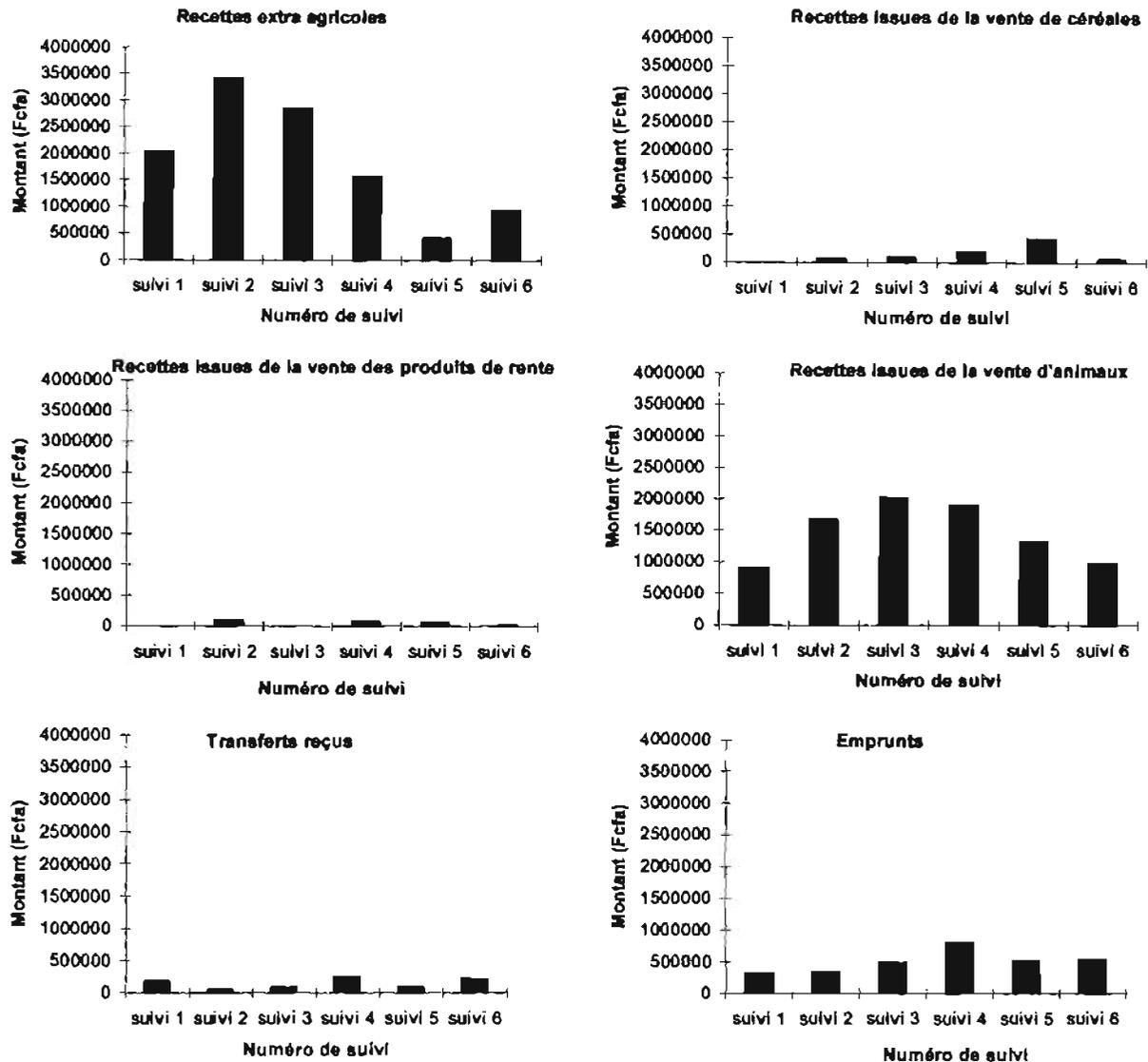


En effet, la distribution des recettes extra agricoles par suivi (cf. graphique) montre que la première année de suivi (représentée par les suivis 1, 2 et 3) a été beaucoup plus marquée par ces activités par rapport à la deuxième.

En somme, les activités extra agricoles épousent un caractère purement conjoncturel comme dirait ce « ménage extra-agricole » lors du 6<sup>e</sup> suivi : « nous sommes obligés d'exercer ces activités pour joindre les deux bouts surtout quand on sent qu'il n'a pas beaucoup plu. Par exemple au cours de la campagne 1995/96 nous n'avons pas besoin d'exercer d'activités extra agricoles comme ça, par ce que tout le monde est presque sûr de boucler l'année sans difficultés majeures ».

Les graphiques ci dessous permettent d'approfondir l'analyse à ce niveau.

Graphique n° 5.4 : Niveau global des différentes catégories de revenus par suivi



De ces graphiques, il ressort que les catégories de revenus qui monétarisent davantage l'économie sont bien entendu les recettes extra-agricoles et les recettes issues de la vente d'animaux.

Dans le chapitre précédent, nous avons noté que les stratégies économiques des exploitations n'optaient pas pour une monétarisation accélérée de l'économie et qu'elle était fonction de leurs options au plan

agricole et pastoral. Dans ces conditions, il serait intéressant de voir la part de la production agricole qui s'achemine vers les transactions monétaires.

## 5.2 : EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET MONETARISATION<sup>23</sup>

En considérant les indicateurs de monétarisation qui ont été dérivés, nous allons évaluer le niveau de monétarisation de la production agricole des exploitations en se référant aux formulations faites au niveau du cadre opératoire. En rappel :

$$NM_{it} = \frac{PM_{it}}{PT_{it}} = \frac{V_{it}}{PT_{it}}$$

Avec :

NM = Niveau de monétarisation de la production

PM = Production monétarisée

V = Vente de produits agricoles

PT = Production totale

i = Numéro de l'exploitation

t = Numéro du suivi

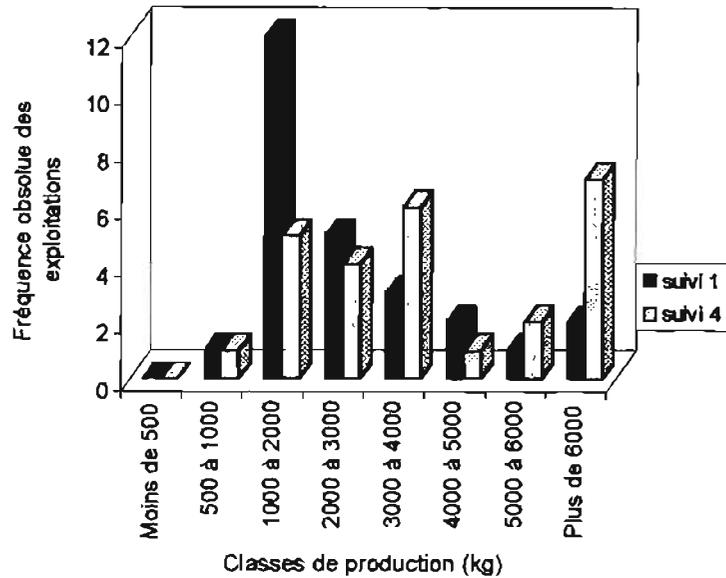
<sup>23</sup> Les unités de mesure de la production données par les exploitants lors des enquêtes sont très spécifiques. Nous avons procédé à une conversion de ces unités en unités de mesure standard qui est le kg. Nous avons : 1 bole = 0,5kg; 1 paquet = 10kg; 1 panier = 10kg; 1 petit panier = 5kg; 1 tine = 20kg; 1 panier du Mali = 2 tines = 40kg; 1 charretier = 10 paniers du mali = 400kg; un gros grenier = 800kg; un petit grenier = 500kg.

### 5.2.1. : PRODUITS CERELIERS

**Tableau 5.3 : Production céréalière par exploitation au cours des suivis 1 et 4  
(campagnes agricoles 1994/95 et 1995/96).**

N° exploitation	Production céréalière 1° suivi (kg)	Production céréalière 4° suivi (kg)
1	10410	14600
2	3550	6313
3	2400	4000
5	4250	2880
6	2000	8880
7	1680	6600
9	2000	1360
11	1070	2760
12	640	1000
13	2000	1680
14	2000	1200
15	1300	1320
16	2920	2240
17	1600	3220
18	1800	3760
19	1960	6000
20	2120	3200
21	3960	15800
22	1800	3800
23	4800	7880
25	4000	3320
26	12800	5480
28	2520	1320
29	1600	2860
30	5480	4880
31	2480	10400

NB : Les chiffres de la première colonne (N° exploitation) sont les numéros de suivi des exploitations qui figurent sur les fiches d'enquête. La production céréalière par exploitation est la somme des productions des membres de l'exploitation.

**Graphique n° 5.5 : Niveau de la production céréalière au cours des suivis 1 et 4.**

De façon générale, le niveau de la production céréalière des exploitations est meilleur au cours de la deuxième année de suivi (4<sup>e</sup> suivi) par rapport à la première en ce sens que les effectifs sont concentrés au cours de ce suivi au niveau des classes de production les plus élevées. Par contre, au cours du 1<sup>er</sup> suivi, ils sont concentrés au niveau des classes de production les plus faibles. Avant d'avoir un aperçu sur le niveau de monétarisation de la production agricole des exploitations voyons l'évolution des achats et des ventes de céréales par exploitation et par suivi périodique.

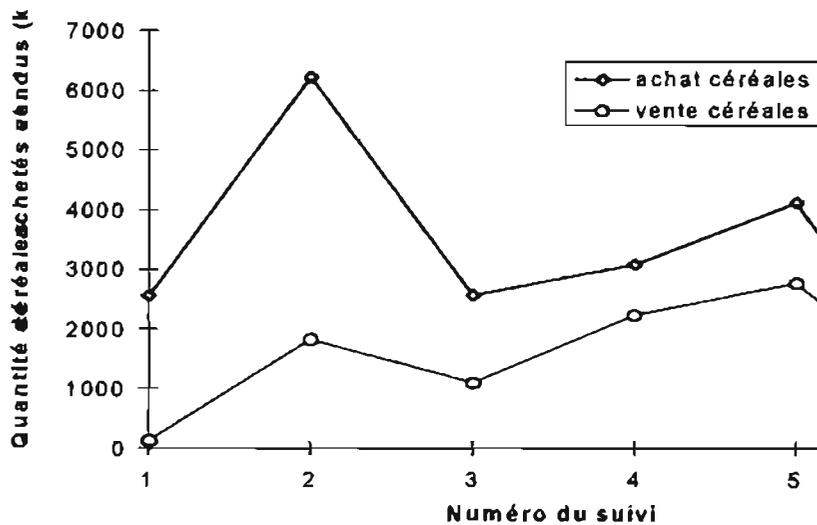
**Tableau 5.4 : Achats et ventes de céréales au cours des 6 suivis successifs (Kg)**

N° exploitation i	Suivi 1		Suivi 2		Suivi 3		Suivi 4		Suivi 5		Suivi 6	
	$A_{i1}$	$V_{i1}$	$A_{i2}$	$V_{i2}$	$A_{i3}$	$V_{i3}$	$A_{i4}$	$V_{i4}$	$A_{i5}$	$V_{i5}$	$A_{i6}$	$V_{i6}$
1	0	0	340	40	950	0	430	0	1070	0	0	0
2	0	0	0	500	0	300	0	0	0	240	0	0
3	0	0	900	0	100	0	700	0	0	0	0	0
5	0	120	300	0	60	0	20	0	0	0	0	60
6	0	0	900	0	300	0	0	0	500	0	0	120
7	0	0	0	0	0	0	0	0	300	0	0	0
9	100	21	60	0	0	0	100	0	200	0	0	40
11	170	0	800	0	500	0	900	0	50	0	0	0
12	200	0	400	0	400	0	50	0	40	0	0	0
13	800	0	400	0	0	100	0	0	150	0	0	180
14	800	0	300	0	0	0	100	0	0	0	0	0
15	0	0	0	0	0	0	100	0	200	0	0	60
16	0	0	100	0	0	0	0	100	0	0	0	0
17	300	0	350	0	80	0	300	0	300	0	0	0
18	0	0	0	100	0	300	0	100	0	200	0	0
19	0	0	400	0	0	0	0	0	500	0	0	0
20	0	0	100	0	0	200	0	0	200	0	0	0
21	0	0	0	0	0	0	0	310	0	400	0	100
22	0	0	80	240	0	140	0	900	0	1000	400	0
23	0	0	0	0	0	60	0	180	45	500	0	0
25	0	0	0	720	200	0	0	100	0	150	0	60
26		0	0	0	0	0	200	0	0	0	0	0
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	200	0	0	100	0	0	0	500	0	300	0	0
30	0	0	200	0	0	0	100	0	300	0	0	80
31	0	0	600	35	0	0	100	60	300	0	0	0

NB :  $A_{it}$  = Quantité de céréales (kg) achetée par l'exploitation i au cours du suivi t. t = 1... 6

$V_{it}$  = Quantité de céréales (kg) vendue par l'exploitation i au cours du suivi t. t = 1... 6

**Graphique n° 5.6 : Evolution des achats et ventes de céréales au cours des suivis successifs.**



Les achats et les ventes de céréales sont beaucoup plus importants au cours des suivis 2 et 5 couvrant la période mai, juin, juillet et août, c'est à dire les saisons pluvieuses des deux années successives. Au cours des mêmes suivis, les exploitations excédentaires achètent des céréales tandis que celles déficitaires en vendent.

Par ailleurs, les deux courbes présentent individuellement un aspect cyclique car elles comportent chacune des maximums et des minimums.

La courbe « achat de céréales » est nettement au-dessus de la courbe « vente de céréales » et présente un aspect descendant à cause de la négativité d'ensemble de la pente. On observe au cours des 6 suivis, un niveau de vente des céréales nettement supérieur au cours de la deuxième année de suivi (suivis 4, 5, 6) par rapport à la première, lorsqu'on fait correspondre les périodes de suivi deux à deux. Cette situation peut s'expliquer par le fait que la campagne agricole relative à la deuxième année de suivi fut meilleure à la précédente.

Dans ce cas on peut admettre que la monétarisation des céréales est liée à l'état de la campagne agricole qui couvre les activités économiques de la période.

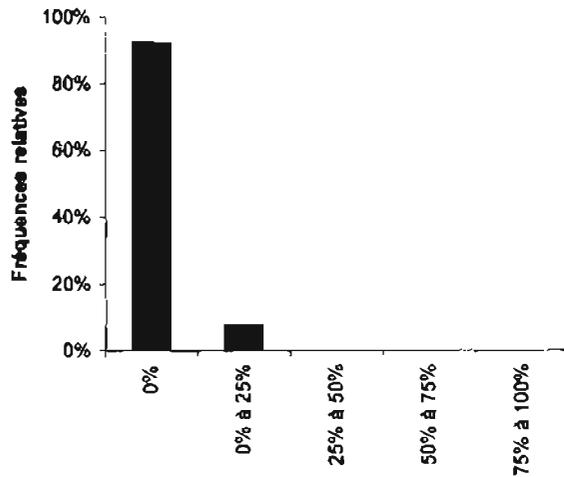
En effet, une campagne agricole moins favorable comme celle issue des activités économiques des trois premiers suivis entraîne un faible niveau de transactions monétaires (surtout au niveau des ventes) ou faible monétarisation de l'économie à travers la production agricole céréalière. Par ailleurs, une campagne agricole plus favorable telle que celle issue des activités économiques des trois derniers suivis entraîne un fort niveau des transactions monétaires ou forte monétarisation de l'économie à travers la production céréalière. Il n'existe pas d'exploitations agricoles ayant adopté comme stratégie économique la production de céréales à des fins transactionnelles.

**Tableau 5.5 : Evolution des niveaux de monétarisation des exploitations dans le domaine agricole céréalière au cours des suivis successifs.**

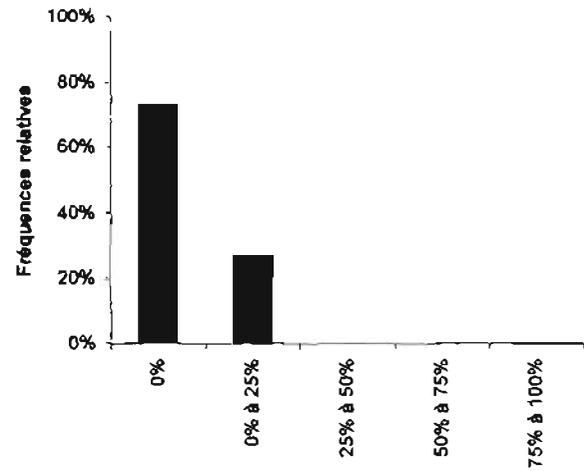
N° Exploitation	NM (%) 1 <sup>er</sup> suivi	NM (%) 2 <sup>o</sup> suivi	NM (%) 3 <sup>a</sup> suivi	NM (%) 4 <sup>e</sup> suivi	NM (%) 5 <sup>e</sup> suivi	NM (%) 6 <sup>e</sup> suivi
1	0	0	0	0	0	0
2	0	14	8	0	4	0
3	0	0	0	0	0	0
5	3	0	0	0	0	2
6	6	0	0	0	0	1
7	0	0	0	0	0	0
9	1	0	0	0	0	3
11	0	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0	0
13	0	0	5	0	0	11
14	0	0	0	0	0	0
15	0	0	0	0	0	5
16	0	0	0	4	0	0
17	0	0	0	0	0	0
18	0	6	17	3	5	0
19	0	0	0	0	0	0
20	0	0	9	0	0	0
21	0	0	0	2	3	1
22	0	13	8	24	26	0
23	0	0	1	2	6	0
25	0	18	0	3	5	2
26	0	0	0	0	0	0
28	0	0	0	0	0	0
29	0	6	0	17	10	0
30	0	0	0	0	0	2
31	0	1	0	1	0	0

Le tableau ci dessus donne les niveaux de monétarisation ( $NM_{it}$ ) de la production agricole céréalière des 26 exploitations par période de suivi, suivant l'indicateur du niveau de monétarisation des céréales retenu.

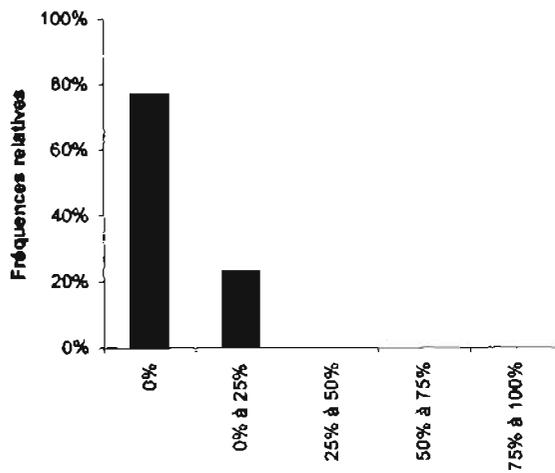
**Graphique n° 5.7 : Niveau de monétarisation des céréales au cours des suivis successifs**



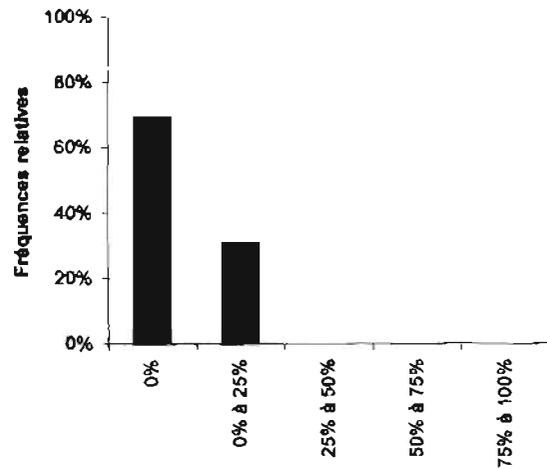
**Niveau de monétarisation des céréales 1er suivi**



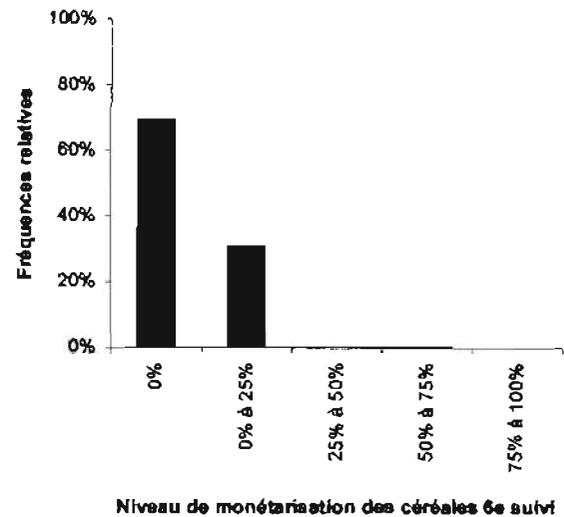
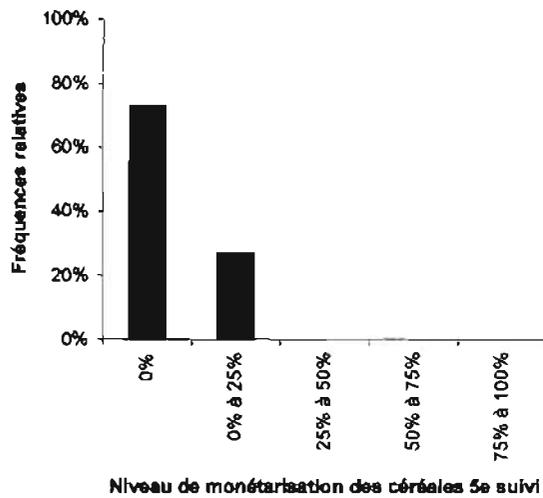
**Niveau de monétarisation des céréales 2e suivi**



**Niveau de monétarisation des céréales 3e suivi**

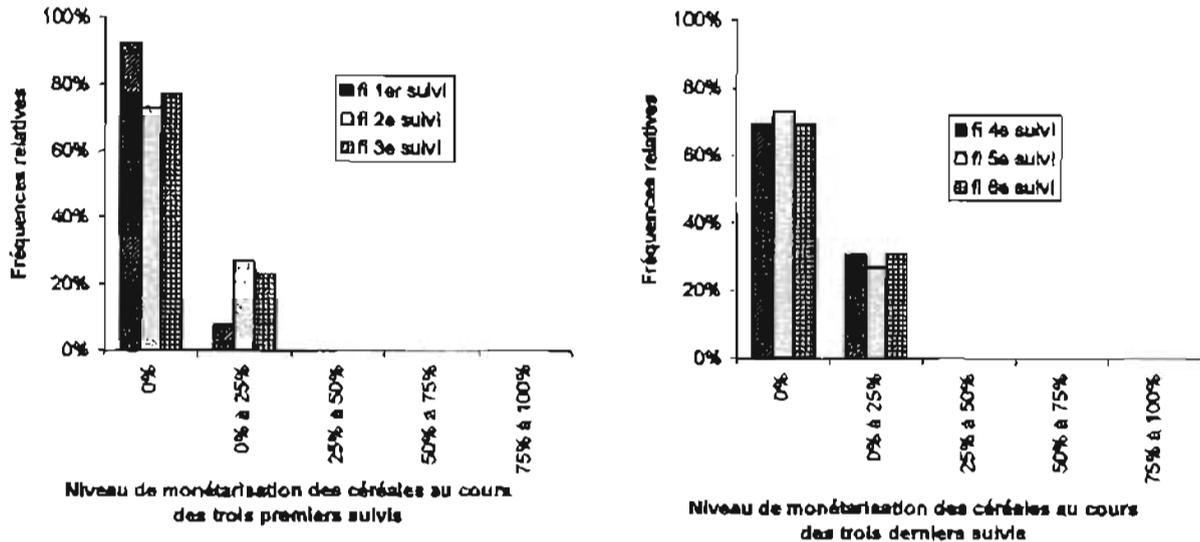


**Niveau de monétarisation des céréales 4e suivi**



De façon générale, les exploitations ne monétarisent guère plus de 25% de leur production agricole. Par contre, à peu près 25% d'entre elles monétarisent 0 à 25% de leur production agricole. Aucun suivi n'a connu une monétarisation des céréales dépassant le quart de la production agricole. Au cours du suivi 1, seulement un peu moins de 10% des exploitations ont monétarisé leur production céréalière. Par ailleurs, lorsqu'on considère la première année de suivi (composée des suivis 1, 2 et 3), on remarque que les céréales sont moins monétarisées par rapport à la deuxième.

**Graphique n° 5.8 : Niveau de monétarisation des céréales au cours des deux années de suivi**

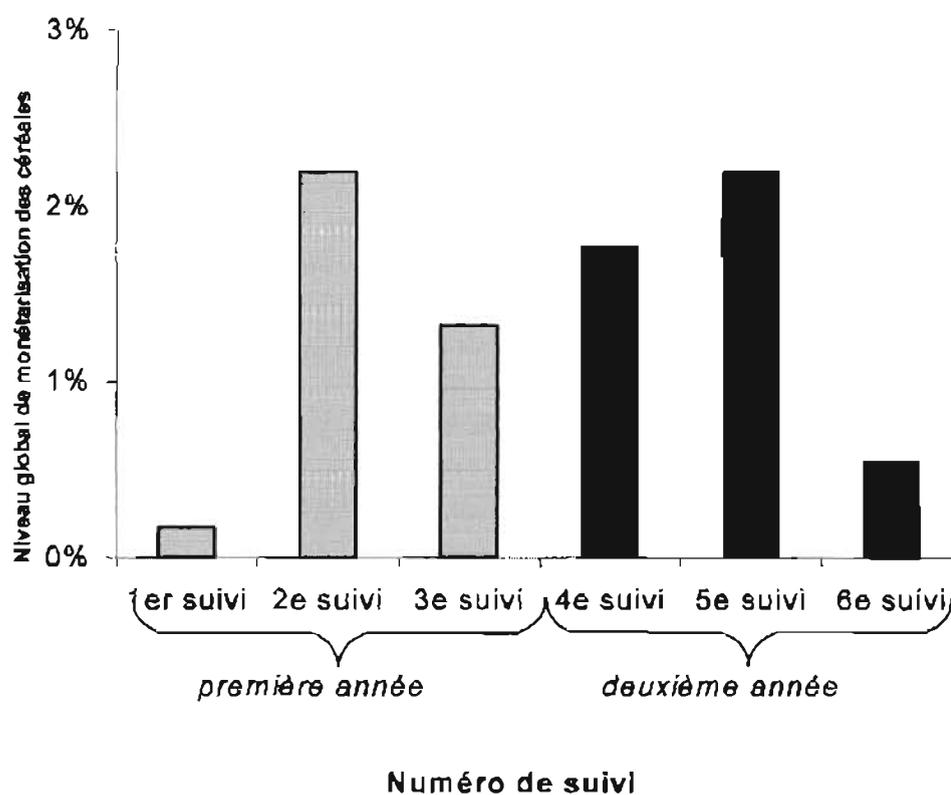


De ce graphique, il ressort de façon plus nette que la deuxième année de suivi (les suivis 4, 5, et 6) a connu une plus forte monétarisation des céréales. Par contre, lorsqu'on considère la production totale et les ventes totales des 26

exploitations prises ensemble  $\left( \frac{\sum_{i=1}^{26} PM_{ii}}{\sum_{i=1}^{26} PT_{ii}} \right)$  et par suivi, on note que seulement

une infime partie de la production est monétarisée. Cela est dû à la très grande proportion des individus qui ne monétarisent pas leur production lorsqu'on considère un suivi. Vue sous cet angle, la période de forte monétarisation concerne également la deuxième année de suivi (cf. graphique n° 11).

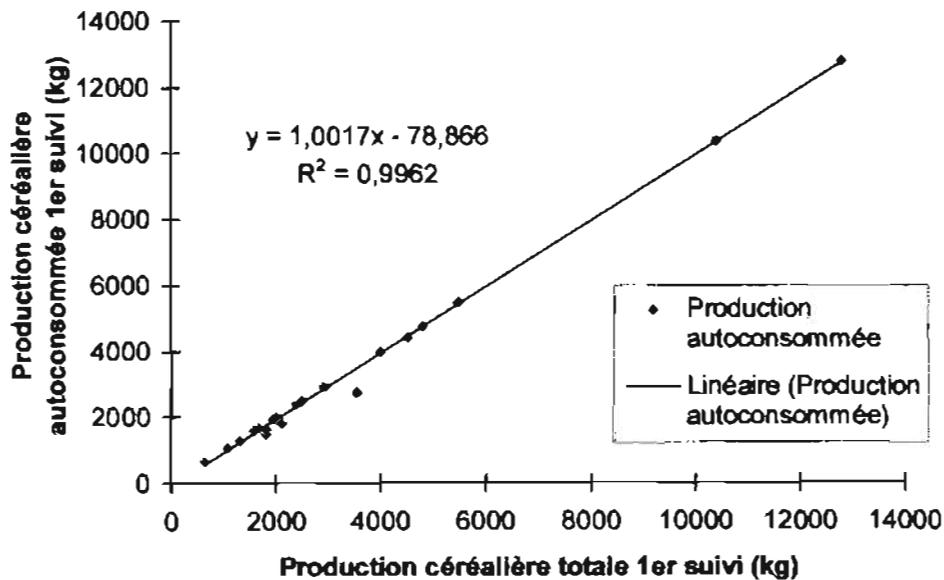
Graphique n° 5.9 : Niveau global de monétarisation des céréales



L'ensemble des graphiques sus commentés confirme les conclusions déjà menées à partir de l'analyse du graphique sur les achats et ventes. En somme, on note que le niveau de monétarisation de la production agricole céréalière reste beaucoup plus important au cours de la deuxième année de suivi (où la production agricole fut meilleure) par rapport à la première.

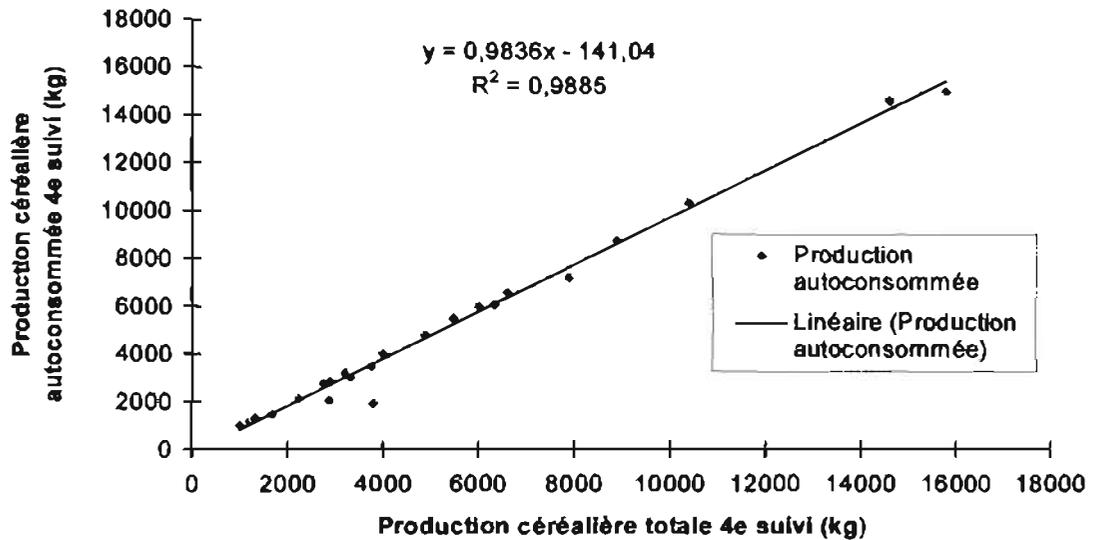
Par ailleurs, les corrélations entre la production auto-consommée<sup>24</sup> et la production totale sont très fortes au cours des deux années de suivi montrant ainsi que la presque totalité de la production agricole des exploitations est non monétarisée (cf. graphiques 12 et 13). Ce qui veut dire que la première activité de production en zone rurale (l'activité agricole), ne se prête aucunement comme catalyseur au niveau des transactions monétaires.

**Graphique n° 5.10 : Régression de la production auto-consommée (Y) sur la production totale (X) au cours de la première année de suivi.**



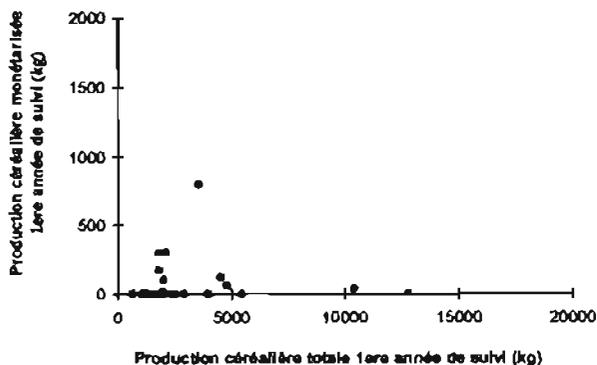
<sup>24</sup> Production auto consommée = Production totale - Production monétarisée

**Graphique n° 5.11 : Régression de la production auto-consommée (Y) sur la production totale (X) au cours de la deuxième année de suivi.**

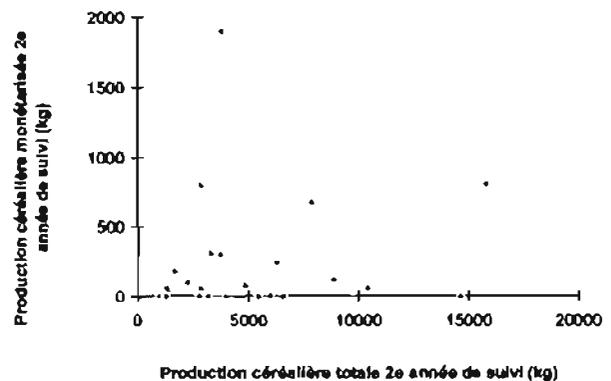


Quant aux graphiques ci dessus, ils ne laissent pas apparaître une relation entre la production monétarisée par exploitation et la production totale quant on considère les deux années de suivi.

**Graphique n° 5.12 : Régression de la production céréalière monétarisée sur la production céréalière totale au cours de la première année de suivi.**



**Graphique n° 5.13 : Régression de la production céréalière monétarisée sur la production céréalière totale au cours de la deuxième année de suivi.**

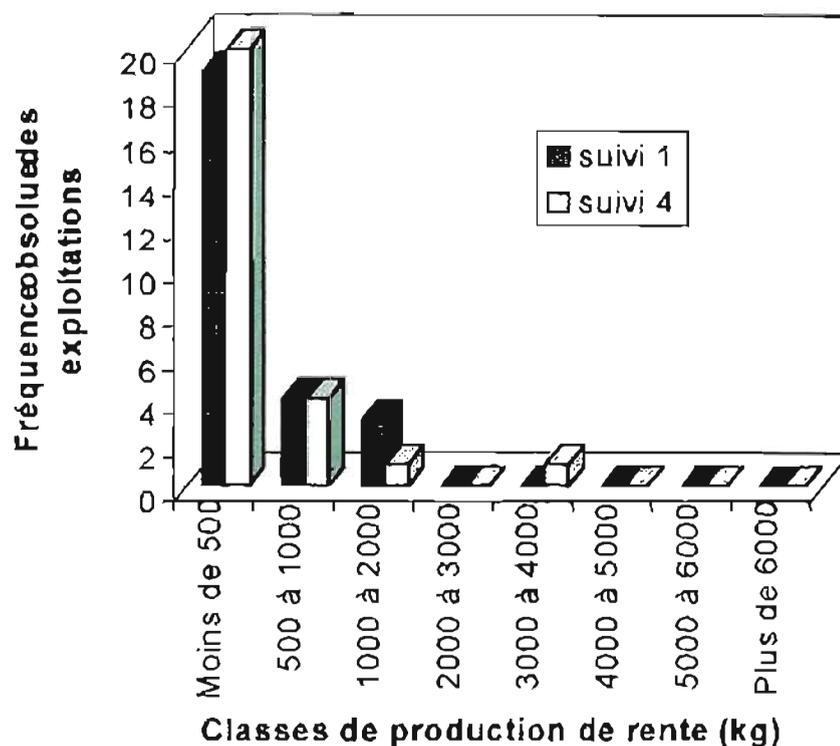


### 5.2.2. : PRODUITS DE RENTE

**Tableau 5.6 : Production de rente (arachide, niébé) (kg) par exploitation au cours des suivis 1 et 4.**

N° exploitation	Production de rente 1 <sup>er</sup> suivi (kg)	Production de rente 4i <sup>ème</sup> suivi (kg)
1	590	1120
2	550	380
3	0	0
5	190	100
6	260	340
7	1160	280
9	0	30
11	287	480
12	500	0
13	20	100
14	80	180
15	160	140
16	220	300
17	0	100
18	300	560
19	140	140
20	120	500
21	320	490
22	320	900
23	920	3140
25	120	200
26	1200	900
28	470	200
29	680	160
30	1760	240
31	500	560

Graphique n° 5.14 : Niveau de la production de rente au cours des suivis 1 et 4



La production de rente suit approximativement la même évolution au cours des deux années de production. Par ailleurs la plupart des exploitations produisent moins de 500 kg en produit de rente par an.

**Tableau 5.7 : Etat des achats et ventes des produits de rente (arachide niébé) au cours des suivis successifs (kg).**

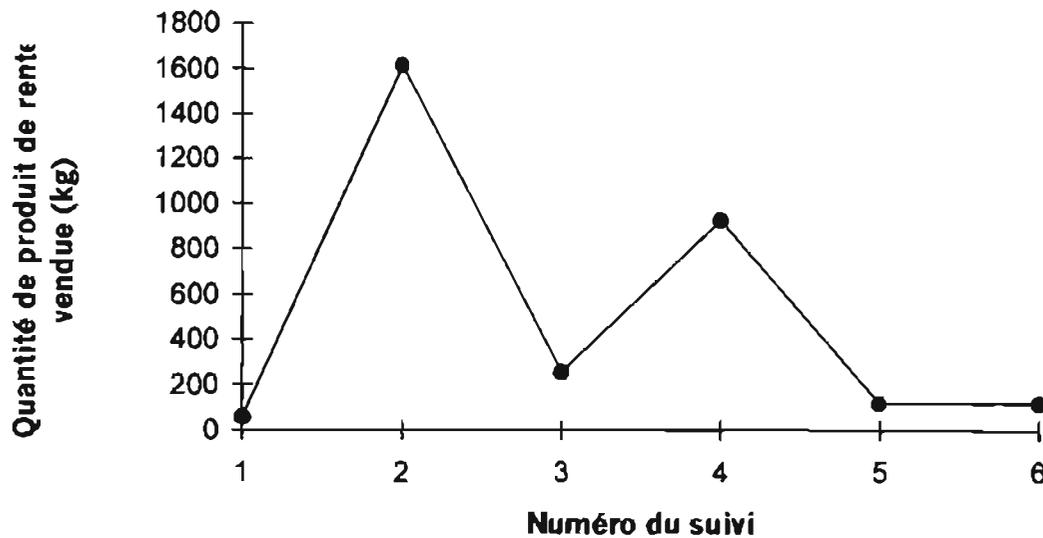
N° exploitation	1		2		3		4		5		6	
	A	V	A	V	A	V	A	V	A	V	A	V
1	0	0	0	120	0	0	0	0	0	0	0	20
2	0	40	0	160	0	0	0	0	0	0	0	0
3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20
7	0	0	0	20	0	0	0	0	0	0	0	0
9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11	0	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40
12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
14	0	0	0	0	0	0	0	80	0	0	0	0
15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	0	0	0	0	0	40	0	20	0	0	0	0
17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	0	0	0	100	0	0	0	150	0	100	0	0
19	0	0	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0
20	0	0	0	100	0	60	0	0	0	0	0	0
21	0	0	0	0	0	0	0	40	0	20	0	20
22	0	0	0	240	0	80	0	300	0	0	0	0
23	0	0	0	0	0	40	0	40	0	0	0	0
25	0	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0	0
26	0	0	0	0	0	0	0	200	0	0	0	0
28	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
29	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	0
30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20
31	0	0	0	35	0	0	0	0	0	0	0	0

NB : 1 2 3 4 5 6 correspondent au numéro du suivi

A = achat de produits de rente (kg)

V = vente de produits de rente (kg)

**Graphique n° 5.15: Evolution des ventes des produits de rente.**



Les achats de produits de rente sont totalement nuls par suivi. Les ventes se font surtout ressentir au suivi 2 et 4, correspondant à deux périodes différentes des deux années. En effet, au cours de la première année de suivi (suivis 1, 2 et 3), les produits de rente ne sont vendus en quantité (cf. graphique 18) que pendant le suivi 2, (saison pluvieuse) tandis qu'au cours de la deuxième année, elles sont beaucoup plus vendues immédiatement après les récoltes, pendant le suivi 4 (période post-récolte).

Cette forte monétarisation des produits de rente aussitôt après les récoltes correspondant à la deuxième année de suivi, dénote d'un gain de confiance en la campagne agricole céréalière au cours de cette année, étant donnée que les produits de rente sont généralement monétarisés soit pour effectuer des dépenses de prestige soit pour acheter du bétail « pour engraissement » ou « ajout au troupeau ». Cela, à la seule condition que la campagne céréalière s'annonce

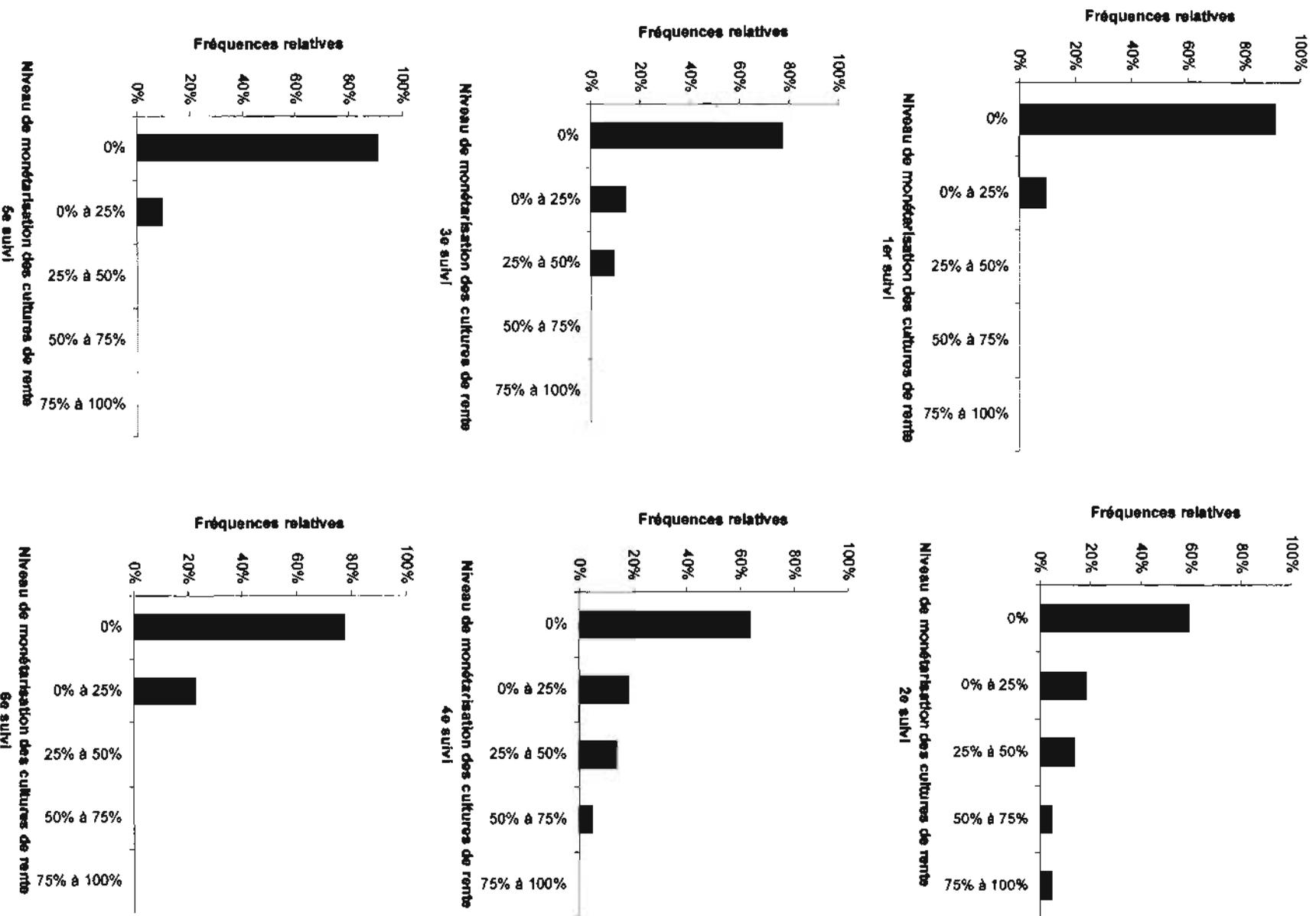
bonne. Dans le cas contraire, ces produits de rente sont stockés pour être monétarisés en saison pluvieuse pour compenser le manque céréalier. Tel est le cas au cours de la première année de suivi. On observe ainsi une stratégie paysanne quant à la sécurisation dans l'alimentaire qui consiste, suite à leurs propres prévisions, à utiliser les productions de rente soit pour des dépenses de prestige, soit pour combler le déficit céréalier.

**Tableau 5.8 : Niveaux de monétarisation des cultures de rente au cours des 6 suivis successifs.**

N° exploitations*	NM (%) 1 <sup>er</sup> suivi	NM (%) 2 <sup>e</sup> suivi	NM (%) 3 <sup>e</sup> suivi	NM (%) 4 <sup>e</sup> suivi	NM (%) 5 <sup>e</sup> suivi	NM (%) 6 <sup>e</sup> suivi
1	0	20	0	0	0	2
2	7	29	0	0	0	0
5	0	0	0	0	0	0
6	0	0	0	0	0	6
7	7	2	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0	8
13	0	0	0	0	0	0
14	0	0	0	44	0	0
15	0	0	0	0	0	0
16	0	0	18	7	0	0
18	0	33	0	27	18	0
19	0	0	29	0	0	0
20	0	83	50	0	0	0
21	0	0	0	8	4	4
22	0	75	25	33	0	0
23	0	0	4	1	0	0
25	0	33	0	0	0	0
26	0	70	0	22	0	0
28	0	0	0	0	0	0
29	0	15	0	63	0	0
30		0	0	0	0	8
31	0	7	0	0	0	0

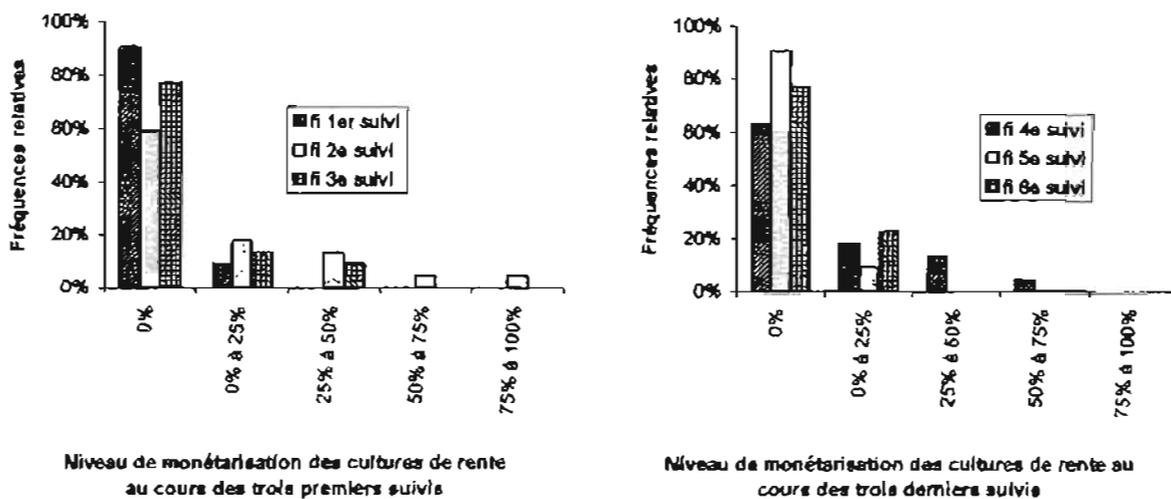
\*les exploitations N° 3, 9, 12 et 17 ne produisent pas de culture de rente

**Graphique n° 5.16 : Niveau de monétarisation des cultures de rente au cours des suivis successifs**



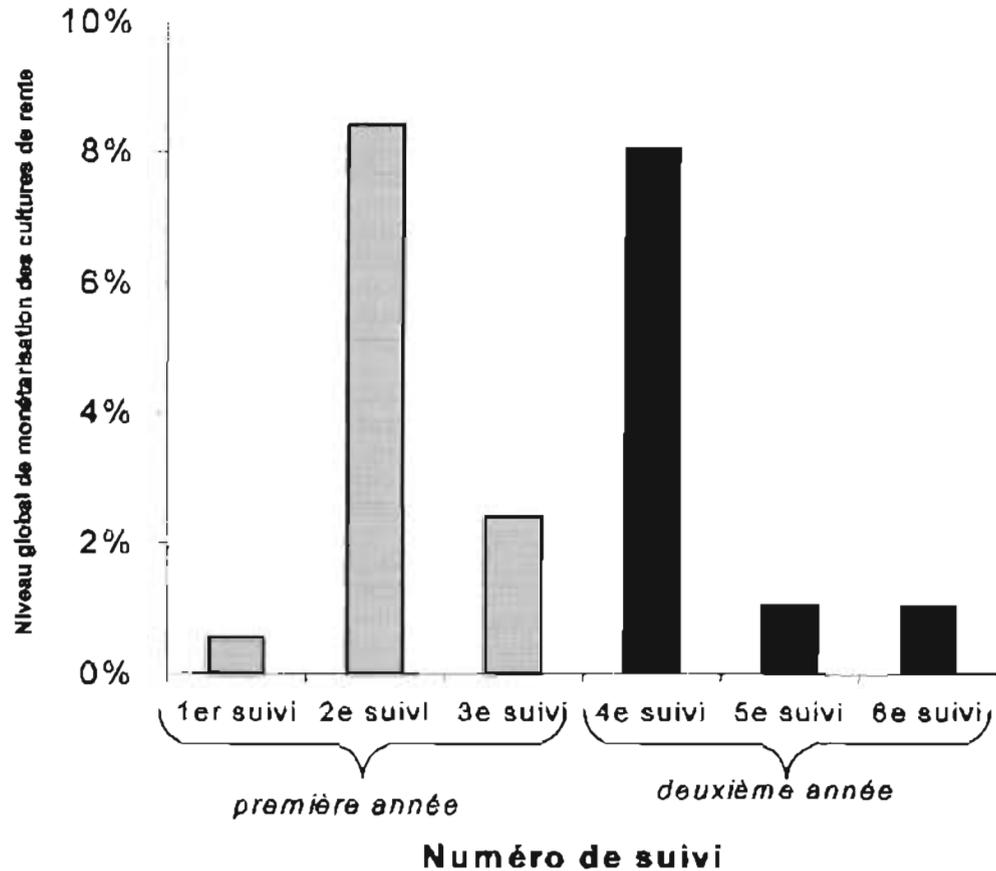
On note par ailleurs que contrairement aux céréales, les produits de rente sont monétarisés souvent à concurrence de 100% (cf. suivi 2 ; période de soudure, où seulement 60% des exploitations n'ont pas monétarisé de production de rente). Les suivi 1, 5 et 6 connaissent les niveaux les plus faibles de monétarisation de ces cultures.

**Graphique n° 5.17: Niveau de monétarisation des cultures de rente au cours des deux années de suivi**



Ces deux graphiques ne présentent pas les mêmes tendances lorsqu'on veut comparer les suivis deux à deux. En effet, le suivi 1 qui correspond au suivi 4 ne présente pas le même niveau de monétarisation des cultures de rente. Il en est de même pour les suivis 2 et 5, ainsi que les suivis 3 et 6. Ce constat permet de tirer la conclusion que les produits de rente ne présentent aucun aspect saisonnier lorsqu'on compare les suivis deux à deux.

Graphique n° 5.18 : Niveau global de monétarisation des cultures de rente



Dans l'ensemble, contrairement aux céréales, les produits de rente sont monétarisés à concurrence de 8% de la production totale (cf. 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> suivis). Cette monétarisation ne présente pas non plus un aspect saisonnier lorsqu'il s'agit de comparer les suivis deux à deux. Par ailleurs, on remarque que ces produits sont presque équitablement monétarisés au cours des deux années de suivi.

En conclusion, lorsqu'on considère le secteur agricole céréalier et le secteur agricole de rente, on observe un niveau de monétarisation plus élevé de

la production céréalière au cours de la deuxième année de suivi (suivis 4, 5, 6) qu'au cours de la première année (suivis 1, 2, 3) et un niveau de monétarisation plus élevé de la production de rente au cours de la première année de suivi par rapport à la deuxième.

Ce constat dénote du caractère conjoncturel de la monétarisation à travers la production agricole de façon générale. La monétarisation en zone rurale à travers les produits céréaliers devient un processus irréversible (non recours absolu au troc étalonné ou libre) certes, mais épouse un caractère conjoncturel car elle reste déterminée par des facteurs conjoncturels qui se résument essentiellement en la satisfaction des besoins céréaliers.

### 5.3. : MONETARISATION PERÇUE AU NIVEAU DU CHEPTEL

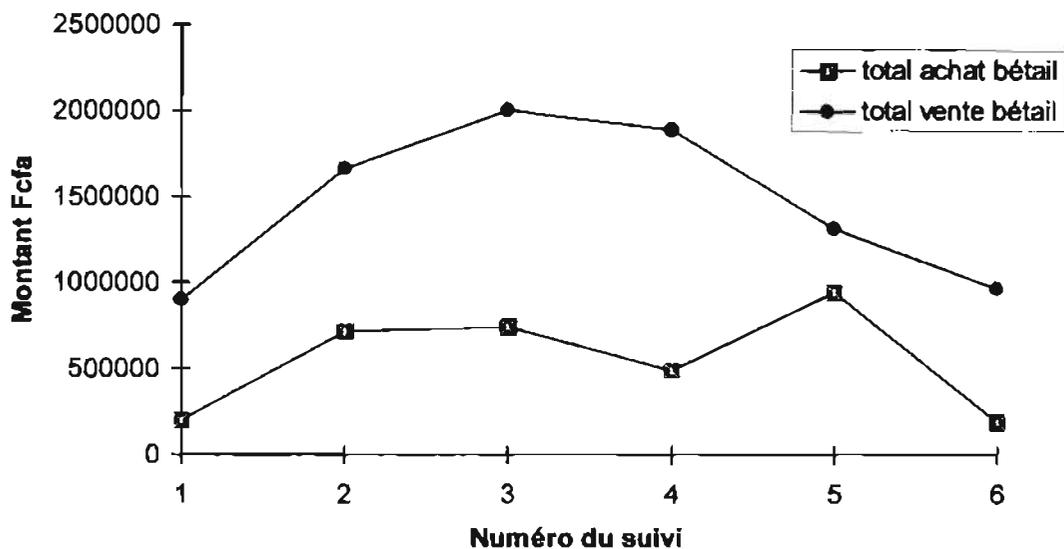
**Tableau 5.9 : Achats et ventes de cheptel au cours des 6 suivis successifs (Fcf).**

Suivis (t)	$\sum_{i=1}^{26} AB_{it}$	$\sum_{i=1}^{26} VB_{it}$
1	202800	1039000
2	713355	2204100
3	741600	2017350
4	487150	2304950
5	946175	1783950
6	191200	983300

$AB_{it}$  = Somme engagée par l'exploitation i dans l'achat du cheptel au cours du suivi t.

$VB_{it}$  = Somme perçue par l'exploitation i suite à la vente du cheptel au cours du suivi t.

**Graphique n° 5.19 : Evolution des achats et ventes de cheptel au cours des 6 suivis.**



Il ressort de ce graphique que les ventes de cheptel sont nettement au-dessus des achats. Cependant, les deux courbes observent dans l'ensemble les mêmes fluctuations.

Au cours de la première année de suivi (caractérisée par une mauvaise campagne agricole), les ventes d'animaux ont marqué le deuxième suivi (période de soudure) tandis qu'au cours de la deuxième année de suivi (caractérisée par une bonne campagne), elles ont marqué le premier suivi (période des récoltes). La forte monétarisation du cheptel au cours de la première année de suivi pendant la période de soudure peut s'expliquer par un besoin d'achat de céréales. En effet, nous avons noté également une forte

monétarisation des produits de rente au cours de ce même suivi pour palier aux besoins céréaliers. Au cours de la deuxième année de suivi, le cheptel est monétarisé tout juste après les récoltes pour la satisfaction de besoins autres qu'alimentaires (habillement, santé, éducation...). Dans ce sens, la monétarisation du cheptel présente également un aspect conjoncturel.

Par ailleurs, le niveau de consommation des exploitations par période de suivi offre-t-il une marge en matière de financement de l'économie lorsque l'on considère leurs revenus totaux ? La section suivante nous permettra de trouver réponse à cette question.

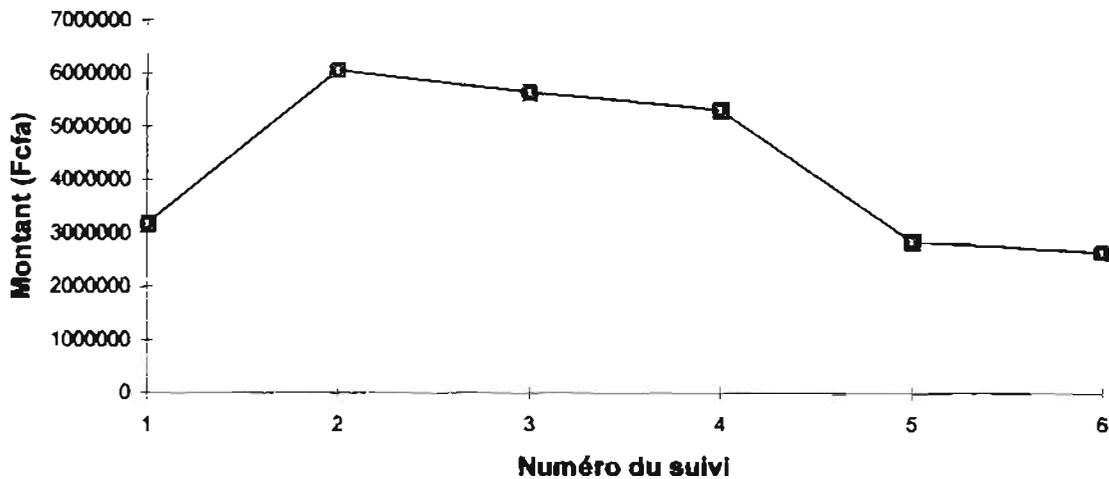
#### 5.4. : PROPENSIONS MOYENNES A CONSOMMER ET CAPACITES DE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE DE MADOUGOU

**Tableau 5.10 : Revenus et dépenses totaux des exploitants par suivi périodique (Fcf).**

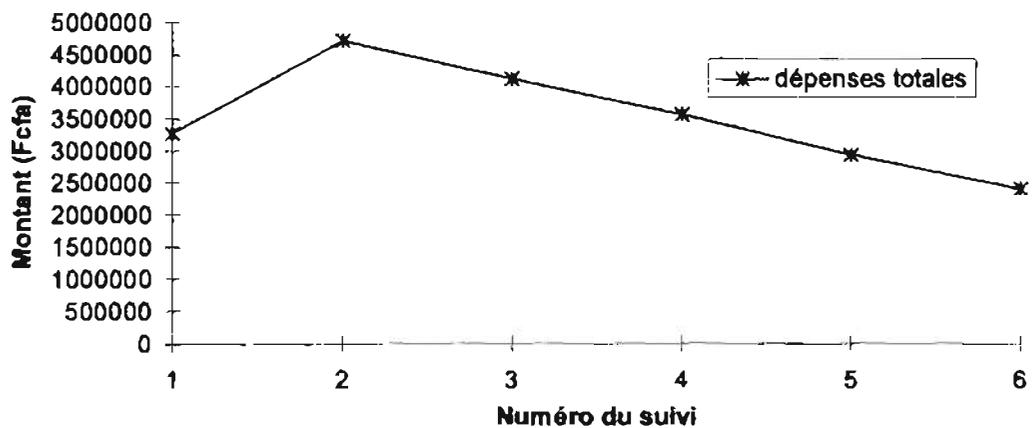
Suivis	Revenus totaux = $\sum_{i=1}^{26} \sum_{j=1}^k RT_{ijr}$	Dépenses totales $\sum_{i=1}^{26} \sum_{h=1}^p DT_{iht}$
1	3190750	3276650
2	6065305	4728880
3	5656305	4126765
4	5335175	3575165
5	2849200	2937875
6	2656750	2420445

NB : Les colonnes 2 et 3 constituent une sommation (femmes, ménages, exploitation) des différentes catégories de revenus et dépenses des 26 exploitations par suivi périodique. i = numéro de l'exploitation ; j = catégorie de revenus ; h = catégorie de dépenses ; RT = revenus totaux ; DT = dépenses totales.

**Graphique n° 5.20 : Evolution des revenus totaux par suivi périodique**



**Graphique n° 5.21 : Evolution des dépenses totales par suivi périodique**



Les courbes ci dessus présentent une tendance générale à la baisse. En effet, les 3 premiers suivis connaissent un dynamisme au niveau des activités monétaires (en terme de revenus dépenses) par rapport aux trois derniers.

En rappel, l'indicateur de monétarisation quand on se situe au niveau des revenus et dépenses, s'évalue au niveau des exploitants de façon individuelle à travers leur propension moyenne à consommer. Cet indicateur a permis de dégager les possibilités ou non d'épargne et donc d'investissement économique, facteur essentiel de monétarisation d'une économie.

$$NM_{it} : \frac{DT_{it}}{RT_{it}} = \frac{C}{Y}$$

avec :

NM = Niveau de monétarisation ;                      Y = Revenu ;  
 RT = Revenu total ;    i = Numéro d'exploitation ;  
 DT = Dépense totale ;    t = Numéro de suivi.  
 C = Consommation ;

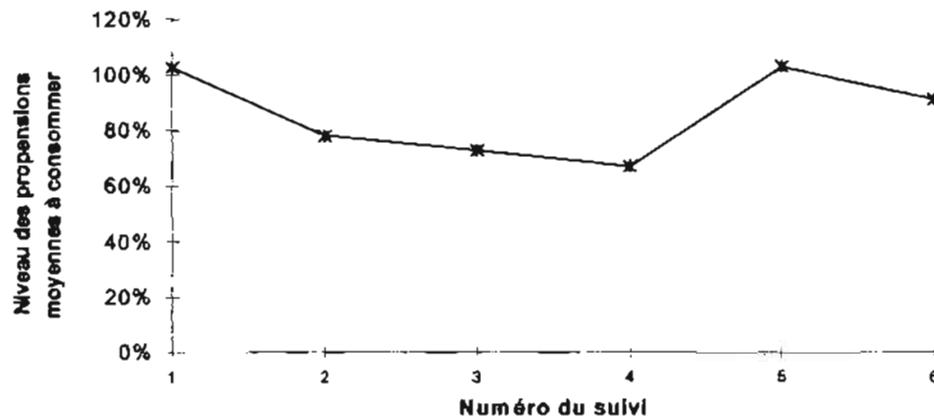
Le niveau de monétarisation (ou des propensions moyennes à consommer) de l'économie (les 26 exploitations pris ensemble) par suivi périodique t s'évalue à travers la formule suivante :

$$NM_{it} = \frac{\sum_{t=1}^{26} DT_{it}}{\sum_{t=1}^{26} RT_{it}} \quad t = 1;2 ;3 ;4 ;5 ;6.$$

**Tableau 5.11 : Niveau général de monétarisation (ou des propensions moyennes à consommer) par suivi périodique.**

N° suivi	NM(%)	PMC
1	103	1,03
2	78	0,78
3	73	0,73
4	67	0,67
5	103	1,03
6	105	1,05

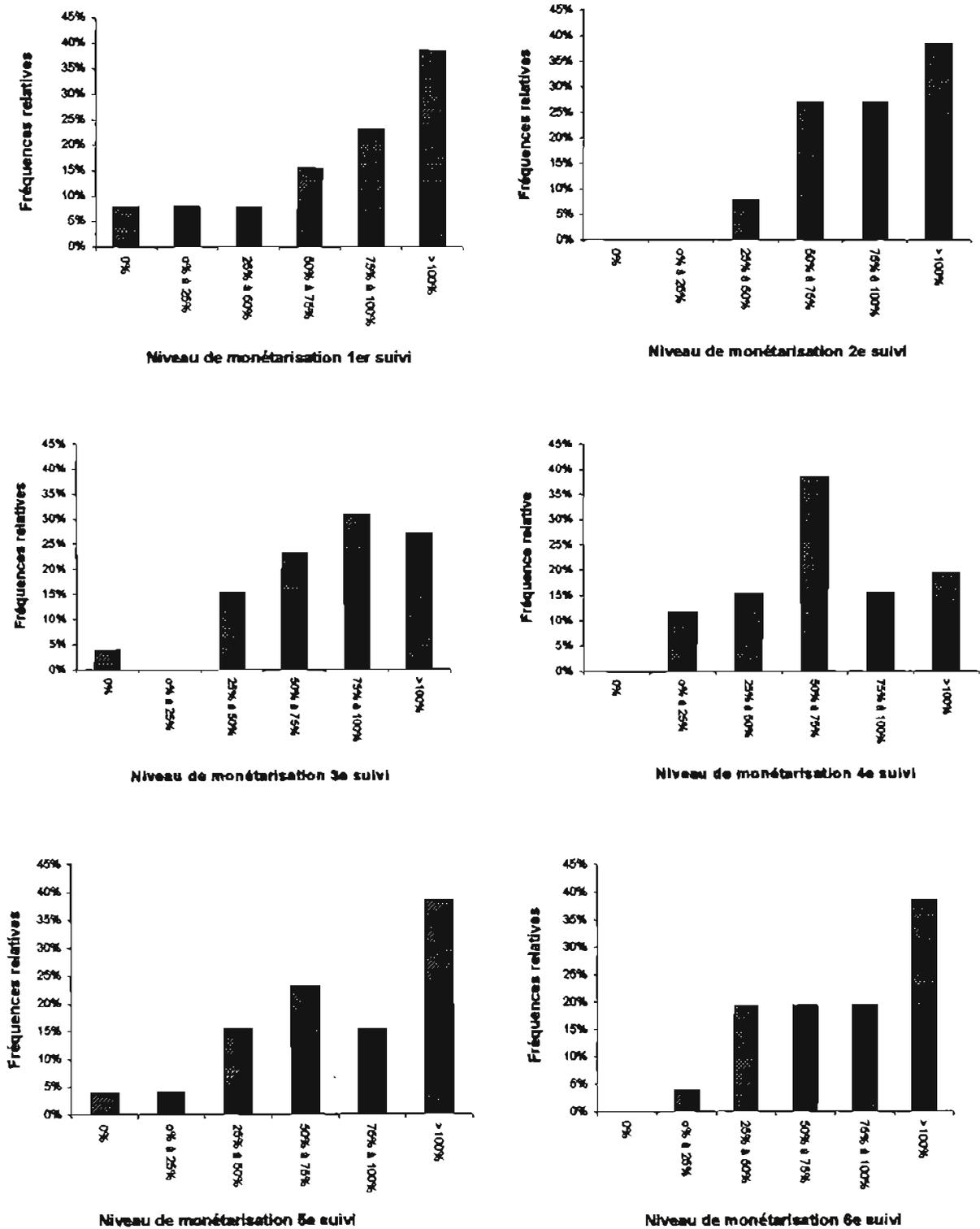
**Graphique n° 5.22 : Evolution du niveau des Propensions Moyennes à Consommer (PMC) de l'économie par suivi périodique.**



De façon globale, les trois situations de désépargne ( $NM > 100$  c'est à dire  $DT > RT$ ) se présentent au 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> suivis et expliquent l'incapacité des revenus courants à supporter les dépenses courantes. Et, par la même occasion, une incapacité des exploitations à dégager une épargne monétaire à des fins d'investissements productifs et donc, de monétarisation. Par ailleurs, les revenus courants sont consommés à plus de 67% dans l'ensemble. Lorsqu'on considère les deux années de suivi, les PMC sont respectivement de 0,85 et de 0,92.

La capacité de financement de l'économie lorsqu'on considère les exploitations au cours des 6 suivis successifs se présente comme suit :

**Graphique n° 5.23 : Niveau des propensions moyennes à consommer au cours des 6 suivis successifs.**



On observe à travers ces 6 graphiques, une situation de désépargne sur le plan monétaire. En effet, pour les suivis 1, 2, 5 et 6, un peu plus de 40% de la population se situe au-dessus du niveau 100%. Ce qui veut dire que leurs dépenses courantes déclarées excèdent leurs revenus courants. Au cours du 4<sup>ème</sup> suivi, très peu d'individus se trouvent en situation de désépargne et épargne 50 et 25% de leurs revenus courants.

En considérant les trois premiers suivis, ensuite les trois derniers, on note qu'au cours de la première année de suivi, la situation de désépargne concerne les deux premiers suivis tandis qu'au cours de la deuxième année, elle concerne les deux derniers. Ce qui laisse voir l'absence de saisonnalité dans la réalisation des dépenses monétaires. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que les exploitants sont toujours prêts à dévoiler leurs dépenses, mais jamais leurs revenus de façon explicite. Ce qui expliquerait le niveau relativement bas des revenus et par conséquent le niveau du rapport DT/RT supérieure à 100. Dans de rares cas, ce rapport est = 1. Deux hypothèses sont donc à émettre :

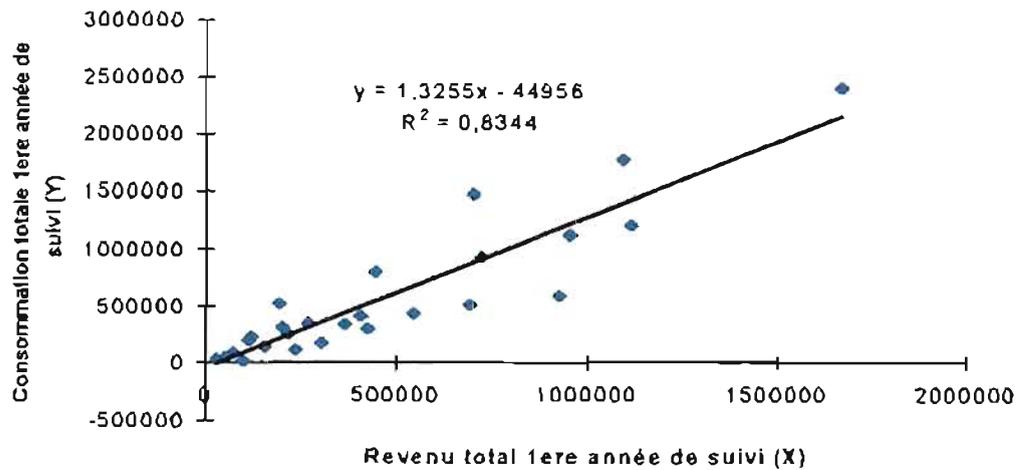
*H<sub>1</sub>*: Les exploitants agricoles conservent toujours une épargne monétaire qu'ils refusent de dévoiler. Ce qui rend le niveau des revenus faibles par rapports aux dépenses qu'ils déclarent. Cela est d'ailleurs ressorti lors de nos

enquêtes. En effet, il est arrivé que tel ménage nous dise être dans l'impossibilité de nous dévoiler la somme monétaire qu'il conserve pour des situations d'incertitudes. Dans certains cas, des exploitations ont déclaré ouvertement ne pas posséder d'épargne monétaire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle cette variable ne figure pas dans nos estimations.

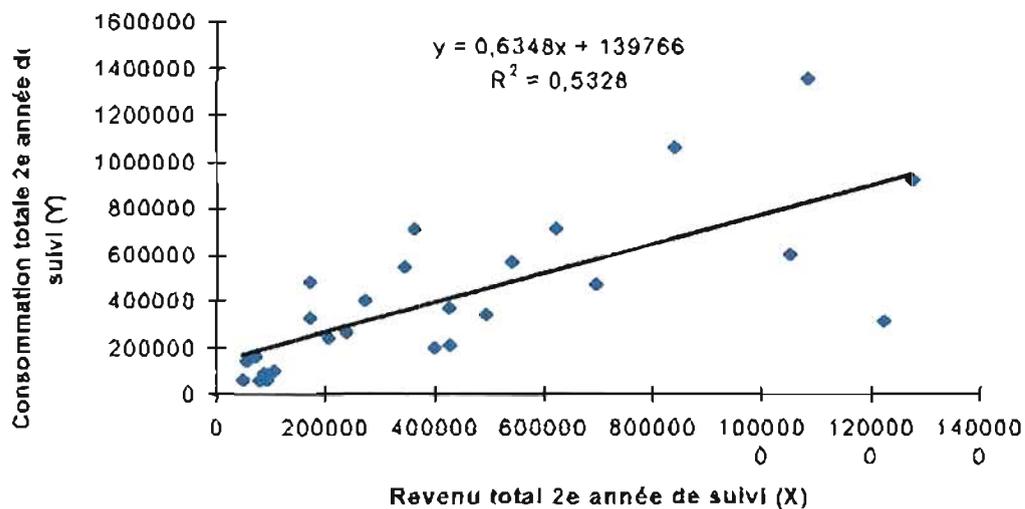
*H<sub>2</sub>*: Les exploitations agricoles se réservent de donner le détail de leur revenu monétaire aux « étrangers » comme dirait ce chef d'exploitation : « Nous n'allons pas vous dire ce que nous gagnons afin que vous partiez les exposer dans vos livres ».

Dans le même sens, quelle est la corrélation entre le revenu et la consommation des exploitations au cours des deux années successives de suivi.

**Graphique n° 5.24 : Régression de la consommation sur le revenu au cours de la première année de suivi.**



**Graphique n° 5.25 : Régression de la consommation sur le revenu au cours de la deuxième année de suivi.**



Les deux graphiques ci-dessus reflètent les courbes de consommation des 26 exploitations au cours respectivement de la première et de la deuxième année de suivi. Avec une propension moyenne à consommer de 1,3255 au cours de la première année de suivi et de 0,6348 au cours de la deuxième

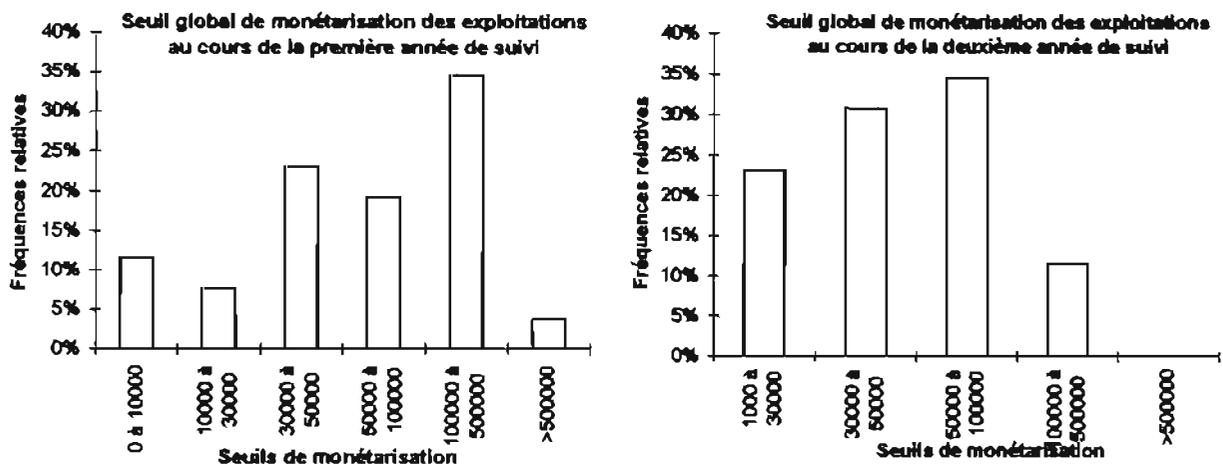
année. Cette situation caractérise un état de désépargne persistant au niveau des exploitations au cours de la première année de suivi. Une propension moyenne à consommer supérieure à 1 au cours de cette 1<sup>ère</sup> année signifie que plus de la totalité du revenu courant est utilisée pour les dépenses courantes et est concomitant avec une situation de désépargne. Par ailleurs, au cours de la deuxième année de suivi, les revenus courants supportent les dépenses courantes à concurrence de 63,48% et on voit là apparaître une propension moyenne à épargner de  $1 - 0,6348 = 0,3652$ , d'où une capacité d'épargne positive contrairement à celle de l'année précédente qui est négative. De façon évolutive, (de la première à la deuxième année de suivi) se dégage une situation d'épargne de prévention du risque. Cette situation pourrait s'expliquer par l'état favorable de la campagne agricole au cours de la deuxième année de suivi.

Le seuil défini de monétarisation des exploitations permet une classification par tranche de revenu en fonction des suivis. Cela permet de savoir quels sont les suivis qui sont plus marqués par la monétarisation des exploitations.

## 5.5. : SEUIL DE MONETARISATION DES EXPLOITATIONS

Le seuil de monétarisation des exploitations représente la tranche de revenu que ces exploitations peuvent avoir en considérant les secteurs d'activité et de production agricole, pastoral et extra agricole.

**Graphique n° 5.26 : Distribution des exploitations selon leur seuil global de monétarisation**



En considérant ces graphiques, on note que la monétarisation des individus est beaucoup plus importante au cours de la première année de suivi en ce sens que les fréquences relatives les plus élevées se trouvent au cours de cette année, concentrées à partir de la classe de revenu 30000 à 50000 FCFA par an. En effet, seulement 10% des individus ont un revenu annuel compris entre 0 et 10000 FCFA au cours de cette année. Ce qui signifie qu'un accent particulier a été porté sur les activités économiques au cours de cette année (activités extra agricoles produits de rente, activités pastorales surtout). Les produits agricoles céréaliers sont plutôt vendus au cours de la deuxième année de suivi.

Pour les deux années de suivi, le constat suivant est fait :

1 <sup>re</sup> année de suivi couvrant les suivis 1, 2 et 3	2 <sup>e</sup> année de suivi couvrant les suivis 4, 5 et 6
Mauvaise campagne agricole	Bonne campagne agricole
Absence d'épargne monétaire	Présence d'épargne monétaire
Beaucoup d'activités extra agricoles	Peu d'activités extra agricoles

On note une coupure nette entre ces observations et la théorie keynésienne qui soutient que l'épargne supporte l'investissement. On peut, de ce fait poser la question de savoir si les déficits céréaliers chroniques constituent le seul apanage pour l'exercice d'activités extra agricoles, une des principales sources de monétarisation des économies.

La dynamisation des activités économiques à Madougou (surtout extra agricoles) et l'intégration progressive de cette économie rurale à l'économie de marché basée sur les échanges monétaires dans un contexte structurel et dynamique, fut l'un des objectifs premiers de l'institution financière décentralisée, le Projet de Promotion du Petit Crédit Rural. En effet, lors de sa première intervention suite à une décapitalisation de la population, ce projet a beaucoup mis l'accent sur le fait que la monnaie devait précéder la production. Cependant, cet objectif demeure jusqu'à nos jours partiellement atteint si

toutefois la stratégie des exploitations dans le domaine des activités extra agricoles reste toujours tributaire de leurs stratégies agricole qui n'est pas marquée par une production agricole intensive à des fins transactionnelles. En effet, après avoir statistiquement analysé le niveau de monétarisation des exploitations au sein des activités de production spécifiques, il est ressorti un caractère conjoncturel de la monétarisation liée à la stratégie d'ensemble des exploitations qui optent en première analyse pour une assurance des besoins alimentaires céréaliers.

En plus de cette analyse statistique descriptive qui nous a permis de dégager les grandes tendances, il serait intéressant d'établir une relation fonctionnelle entre le niveau de monétarisation des exploitations et les variables susceptibles de l'influencer afin de répondre à d'autres questionnements que les statistiques descriptives n'ont pas pu faire. Le chapitre suivant sera consacré à cet effet.

## **CHAPITRE 6 : MONETARISATION ET DYNAMISME DES ACTIVITES DE PRODUCTION ; ESSAI D'UNE ANALYSE ECONOMETRIQUE**

L'économie rurale du village de Madougou se caractérise par un double objectif ; il s'agit de celui visant à satisfaire d'une part les besoins céréaliers, et d'autre part, la plupart des besoins monétaires indispensables, qui ne peuvent être satisfaits à partir des types de système d'échange local déjà énuméré (habillement, santé, scolarisation...). Face à cette dualité, la caractéristique fondamentale des systèmes de production et d'échange ainsi que la stratégie économique majeure des exploitants doit leur permettre de s'auto-suffire sur le plan alimentaire céréalier et de participer au processus de monétarisation de leur environnement économique. L'adoption des stratégies respectives permet-elle à la fois d'assouvir aux besoins céréaliers et monétaires, tout en assurant une accélération de la monétarisation économique ? Par ailleurs, les revenus issus des trois principaux secteurs de production de cette économie locale sont-elle saisissables à travers des facteurs déterminants sur lesquels on pourrait agir en terme d'objectif de politique économique ? Ce chapitre tentera de répondre à ces deux principales questions à travers deux grandes sections : La première section traitera du comportement du paysan en face des deux objectifs complémentaires à savoir ; l'objectif de l'assurance des besoins céréaliers et celui de la satisfaction de la plupart des

besoins monétaires pressants. La deuxième section traitera des éléments susceptibles d'influencer le niveau de revenu des exploitations, à travers une approche économétrique.

### **6.1. : COMPORTEMENT DES EXPLOITANTS FACE A LA DUALITE « MONETARISATION DES CEREALES » / AUTO SUFFISANCE CEREALIERE**

Comment les ménages ruraux se comportent-ils face à une dualité économique qui concerne l'assurance des besoins céréaliers d'une part et, la satisfaction de la plupart des besoins monétaires d'autre part. Nous tenterons de répondre à cette question à travers cette section.

Pour cela, nous nous référons à la production agricole issue du 4<sup>ème</sup> suivi (période post-récolte 1995/96) ainsi qu'aux activités d'achat et vente qui ont succédé cette période, c'est-à-dire, les 5<sup>ie</sup> et 6<sup>ie</sup> suivis correspondant respectivement à la période des cultures et des récoltes « prochaines » (1996/97).

Tableau 6.1 : Situation céréalière des exploitations au cours du suivi 4 (récolte 1995/96)

N° exploitation	Nombre de personnes	Type d'exploitation	Reliquat récolte 94/95 (stock) (kg) <sup>25</sup>	Production céréalière 1995/96 (kg)	Encours kg	Encours/nombres de personnes (kg)
1	25	1	800	14600	15400	615
2	10	1	400	6313	6713	671,3
3	8	3	1200	4000	5200	650
5	3	4	100	2880	2980	993,3
6	17	4	100	8880	9880	528,20
7	13	1	400	66600	67000	5153,84
9	6	3	0	1360	1360	226,00
11	9	2	2000	2760	8760	973,30
12	3	3	40	1000	1040	346,60
13	11	3	1200	1680	2880	261,80
14	7	3	122	1200	1322	188,85
15	4	1	1200	1320	2520	630,00
16	2	1	70	2240	2310	1155,00
17	5	3	100	3220	3320	664,00
18	11	4	400	3760	4160	378,18
19	12	2	400	6000	6400	533,33
20	7	4	1200	3200	4400	628,57
21	7	1	600	15800	16400	2342,80
22	5	4	100	3800	3900	780,00
23	15	4	400	7880	8280	552,00
25	4	2	200	3320	3520	880,00
26	17	1	400	5480	5880	345,88
28	4	4	800	1320	2120	530,00
29	13	4	540	2860	3400	261,53
30	15	1	930	4880	5810	387,33
31	8	1	630	10400	11030	1378,75

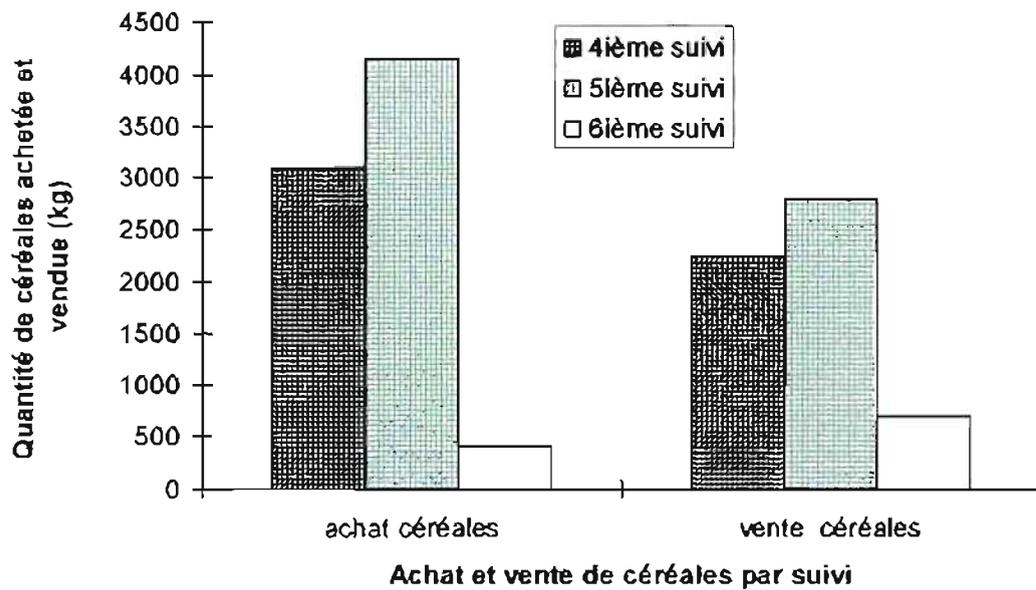
NB : Encours = reliquat récolte 94/95+production 95/96 toutes céréales confondues (mil, sorgho, maïs)

En se référant aux critères de la Banque mondiale, une personne autosuffisante consomme en moyenne 190Kg de céréales par an. Ce qui veut dire que de façon estimative, les exploitations ci dessus énumérées sont largement autosuffisantes sur le plan céréalière au moment des récoltes. En effet, à part l'exploitation n°13, aucune exploitation ne se trouve au dessous du seuil 190kg. Ce qui signifie théoriquement qu'elles sont à même de passer

<sup>25</sup> Signifie quelle quantité de céréales figurait dans le grenier au moment des récoltes sur la production 1995/96.

toute l'année sans aucun recours aux achats de céréales. Cependant, est-ce que ces exploitations théoriquement autosuffisantes resteront dans cet objectif jusqu'à la fin de la campagne ? Pour cela, voyons l'évolution des ventes et des achats de céréales au cours des périodes de suivi qui ont succédé à cette campagne agricole ?

**Graphique n° 6.1 : Distribution des achats et ventes de céréales au cours des suivis 4, 5 et 6.**



Cette situation indique que même étant théoriquement autosuffisantes pour une année donnée, les exploitations effectuent des transactions en achat et vente sur leur production céréalière, en vue de : pour les uns, satisfaire des besoins monétaires (vente) et pour les autres, prévenir un éventuel risque de pénurie (achat)<sup>26</sup>. Cet état des choses fait de l'exploitant agricole un perpétuel producteur-consommateur et offreur-demandeur de produits céréaliers. Le 5<sup>e</sup>

<sup>26</sup> Il faut noter que comparativement, les achats de céréales sont moindres au cours de cette année de suivi par rapport à l'année précédente.

suivi (couvrant les activités de la saison pluvieuse) connaît le niveau le plus élevé en transaction (achat/vente) dans le domaine céréalier. Au cours de ce 5<sup>e</sup> suivi, 59% des exploitants ont acheté des céréales et 26% en ont vendu. La diversification économique ainsi que la multiplication des activités extra agricoles pourraient venir à bout de cette situation contraignante pour les exploitants et contribueraient à une plus forte monétarisation de l'économie dans une perspective plus dynamique.

Lorsqu'on pose la question de savoir pourquoi ils monétarisent les céréales tout en sachant qu'ils en achèteront (souvent plus chers), les exploitants donnent les raisons suivantes :

**Tableau 6.2 : Causes de vente des produits agricoles céréaliers évoquées par les 7 exploitations qui ont vendu des céréales au cours du suivi 5.**

Cause de vente de céréales	Nombre d'exploitations	fréquence relative%
Achats animaux	2	29
Dépenses de consommation et dépenses improductives (santé, habillement, éducation construction, baptêmes...)	5	71
Remboursement, de prêts, Investissements dons, transferts monétaires...	0	0
TOTAL	7	100

Le nombre assez faible de ces observations veut dire que ces données concernent les 7 exploitations qui ont vendu les céréales au cours du suivi 5. De ce tableau, il ressort que les exploitants monétarisent les céréales pour subvenir aux besoins monétaires courants (santé, éducation, achat de condiments, habillement...).

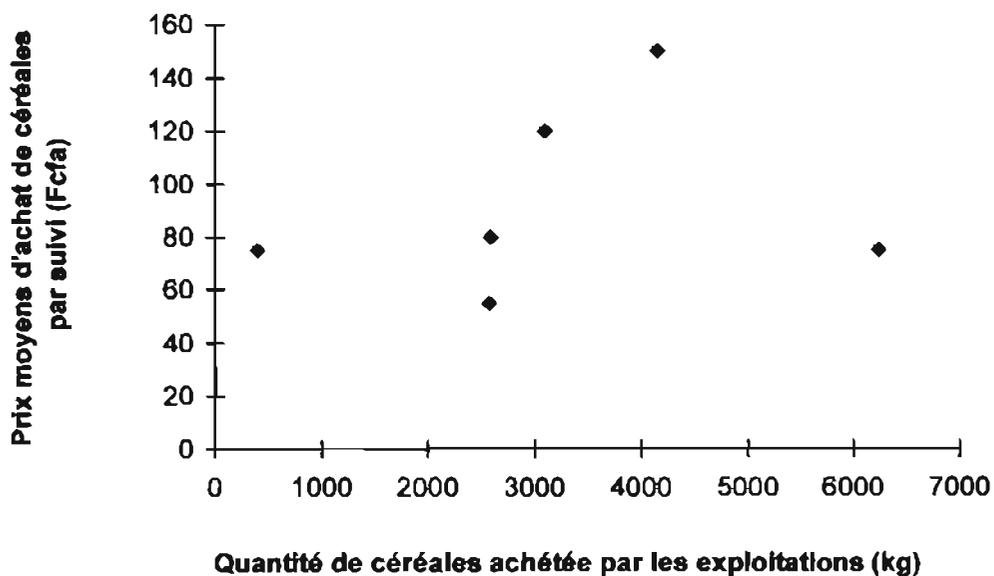
Par ailleurs, en rapport avec ces données chiffrées, on pourrait se poser la question de savoir si le marché est un facteur incitatif de la monétarisation des céréales. Pour ce faire, nous allons apprécier l'évolution de la courbe de demande et d'offre de céréales.

**Tableau 6.3 : Prix et quantités de céréales par suivi périodique.**

Suivis	Prix moyen d'offre et de demande de céréales (Fcfa)	Quantité de céréales offerte par suivi (kg)	Quantité de céréales achetée par suivi (kg)
1 = période post récolte	55	141	2570
2 = période « saison pluvieuse »	75	1835	6230
3 = période « récolte 1995/96 »	80	1100	2590
4 = période post récolte	120	2250	3100
5 = période « saison pluvieuse »	150	2790	4155
6 = période « récolte 1996/97 »	75	700	400

**NB :** Nous avons estimé le prix d'achat moyen du kilogramme de céréales en posant la question sur les prix respectifs des tines du petit mil, du sorgho et du maïs au cours de trois jours de marché lors de chaque suivi, et nous avons procédé à des moyennes.

**Graphique n° 6.2 : Nuage de point traduisant la fonction de demande de céréales au cours des 6 suivis.**



La nature de ce nuage de point ne laisse percevoir aucune relation linéaire (selon la loi de la demande, le prix d'un bien est négativement lié à la quantité demandée) entre le prix moyen d'achat du kg du mil et la quantité achetée.

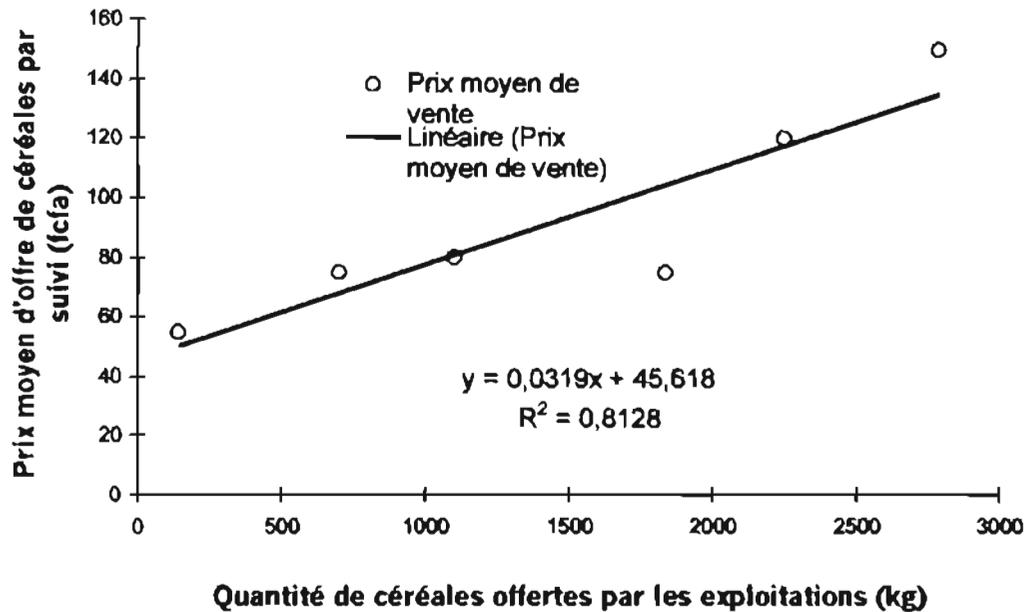
Si l'on se situe dans le contexte théorique néoclassique, cela dénote d'une irrationalité de l'exploitation agricole. Mais pourquoi le marché des céréales ne répond pas à la loi de la demande décrite par la théorie néoclassique ? La nouvelle théorie micro économique trouve des réponses à cela en ce sens que les comportements des agents ne sont pas facilement calculables et dépendent de leur environnement social, culturel et économique. Nous allons cependant tenter de donner des réponses à ces observations en disant que :

- ☞ C'est parce que les ménages agricoles raisonnent à très court terme et deviennent des acheteurs potentiels et ponctuels de céréales grâce à des recettes provenant soit des produits de rente, soit de la vente de bétail soit d'activités extra agricoles, quand ils ont l'impression que leur équilibre est faussé ou se trouve sur le point de l'être. En effet, à très court terme, les anticipations de la demande ne modifient pas le prix suivant la vision classique où une hausse de la quantité demandée s'expliquerait automatiquement par une chute du prix (droite à pente négative).

- ☞ Des obligations monétaires les conduisent aussi souvent à fausser continuellement un équilibre céréalier qui est très variable d'une campagne à l'autre, à vendre à très bas prix leur production agricole aussitôt après les

récoltes (cf. tableau ci dessous) et à en acheter plus cher au cours de la période de soudure.

**Graphique n° 6.3 : Courbe d'offre de céréales au cours des 6 suivis.**



L'offre de céréales répond à la loi de l'offre, avec une élasticité prix de l'offre globale positive. En effet, l'estimation en Logarithme Népérien de ce nuage de point donne les résultats suivants :  $Y = 24,682\ln(x) - 78,914$  avec un coefficient de détermination cependant faible ( $r^2 = 0,5903$ ). Par ailleurs, il a été démontré (cf. THIOMBIANO 1997) que dans biens de cas également, l'élasticité prix de l'offre des céréales peut être négative.

Le tableau ci dessous donne une estimation des élasticités prix de l'offre de céréale au cours des 6 suivis.

**Tableau 6.4 : Elasticité prix de l'offre des céréales au cours des 6 suivis**

Période de suivi	Elasticité prix de l'offre des céréales sur les 6 périodes de suivi
1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup>	33,04
2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup>	-6,01
3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup>	2,09
4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup>	0,96
5 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup>	1,60

Le seul cas « d'irrationalité » observé concerne la période suivi « 2 et 3 » où le prix d'offre de céréales a augmenté tandis que la quantité offerte a diminué. Pour les autres cas, l'élasticité est positive.

Par ailleurs, un test d'homogénéité ( $\chi^2$ ) entre le type d'exploitation (suivant la typologie) et les achats et ventes de céréales nous donne les résultats suivants :

**Tableau 6.5 : Relation d'homogénéité entre le type de classe et l'achat de céréales par suivi.**

Numéro de suivi	$\chi^2$ calculé	Probabilité	Carrée du ratio de vraisemblance	Probabilité du ratio de vraisemblance	Coefficient de contingence
1	18,586	<b>0,029</b>	17,051	0,048	0,352
2	16,763	<b>0,053</b>	17,351	0,044	0,337
3	12,821	0,171	13,346	0,148	0,299
4	10,171	0,337	15,372	0,110	0,268
5	10,963	0,278	12,608	0,181	0,278
6	1,926	0,588	2,152	0,5422	0,120

Source : Logiciel SAS pour nous

NB : En italique-gras ; seuil de rejet de l'hypothèse d'homogénéité ou seuil d'acceptation de l'hypothèse d'indépendance.

Lorsqu'on décide de se fixer un seuil standard de 10% au-dessus duquel la valeur du  $\chi^2$  est non significative, (acceptation de l'hypothèse d'homogénéité), on constate (colonne 3) que seul au cours des suivis 1 et 2, le comportement d'achat de céréales est différent selon le type d'exploitation. Par conséquent, au cours des suivis 3, 4, 5 et 6, le comportement des individus n'est pas significativement différent face à l'achat de céréales.

**Tableau 6.6 : Relation d'homogénéité entre le type de classe et la vente de céréales par suivi.**

Numéro de suivi	$\chi^2$ calculé	Probabilité	Carrée du ratio de vraisemblance	Probabilité du ratio de vraisemblance	Coefficient de contingence
1	6,642	<b>0,355</b>	5,652	0,463	0,220
2	17,024	<b>0,048</b>	16,335	0,060	0,339
3	2,928	<b>0,818</b>	3,648	0,724	0,148
4	5,012	<b>0,542</b>	6,873	0,333	0,192
5	9,199	<b>0,163</b>	9,218	0,162	0,256
6	10,695	<b>0,297</b>	10,471	0,314	0,275

Source : Données traitées par nous avec le logiciel SAS

**NB** : En italique-gras ; seuil de rejet de l'hypothèse d'homogénéité ou seuil d'acceptation de l'hypothèse d'indépendance.

De même, en raisonnant comme dans le tableau précédent, on note que seul au cours du suivi 2, on peut être à même de rejeter l'hypothèse d'homogénéité de comportement des exploitations face à la vente de céréales. Au cours des autres suivis, (suivis 1, 3, 4, 5, et 6), le comportement des exploitations, quel que soit le type de classe est identique face à la vente de céréales.

En conclusion, on peut noter que les comportements d'achat et de vente de céréales d'une exploitation ne sont pas liés au type de classe auquel elle appartient. On ne peut pas prétendre par exemple que parce que l'exploitation est "agricole céréalière" qu'il n'a pas recours aux transactions achat-ventes dans le domaine céréalier. Qu'elles soient agricoles, « éleveurs » extra agricole, les exploitations adoptent le même comportement vis à vis de l'objectif majeur qui les anime tous : celui de l'assurance des besoins alimentaires à travers les transactions achat-ventes. Ces résultats sont d'ailleurs confirmés par ceux relatifs à la partie descriptive des différentes classes d'exploitation, où il a été souligné que de façon régulière, la plupart des exploitations ont recours à des transactions dans ce domaine pour satisfaire des besoins d'ordre monétaire.

L'analyse du niveau des revenus des exploitations à travers un modèle approprié pourrait nous situer par rapport aux facteurs qui déterminent l'évolution du niveau des revenus issus des principaux secteurs de production des exploitations, en considérant les différents secteurs de production.

## 6.2 : MODELE TOBIT

Après avoir défini au plan statistique les relations qui existent entre les variables susceptibles de décrire la monétarisation des échanges au plan micro économique, il reste à chercher à tisser une relation fonctionnelle entre certaines variables clés de façon à en identifier celles qui influencent directement la monétarisation des échanges, en considérant la transaction au sein d'une exploitation. Plusieurs relations fonctionnelles (modèles) permettent

d'identifier ces liens. Dans le contexte de la présente étude, on dénombre plusieurs variables qualitatives dues à son caractère socio-économique. Dans un tel cas, ce sont les modèles des variables qualitatives qui sont appropriés tels que les modèles Logit, Probit et Tobit... L'attention a été portée sur l'un de ces modèles bien qu'ils n'ont pas déjà été utilisés par d'autres auteurs dans des études similaires portant sur la monétarisation. Le modèle Tobit a été retenu pour les spécifications suivantes.

### **6.2.1 : PRESENTATION ET JUSTIFICATION DU MODELE**

L'analyse du niveau de monétarisation nous amène à considérer les individus à travers leurs activités monétaires, principalement celles issues des branches extra agricole, de l'agriculture et de l'élevage. En effet, une agrégation des revenus de ces trois secteurs d'activité par personne enquêtée et par exploitation nous permettra de mesurer le niveau de monétarisation où les possibilités en terme monétaire de cet individu dans l'exploitation par rapport à une limite qu'on se sera fixée. Cette analyse nous impose ainsi le choix d'une limite. La limite retenue est celle du seuil de pauvreté au Burkina Faso. Il est égal à 41.099 Fcfa<sup>27</sup>. Par conséquent, les individus au-dessous de ce seuil seront considérés comme pauvres, suffisamment démunis en termes de ressources monétaires indispensables et on ne considérera pas le phénomène au niveau de ces individus. Ceux au-dessus de ce seuil seront considérés comme monétarisés et, les paramètres associés aux variables qui concernent ces

---

<sup>27</sup>Rapport de l'INSD sur le « profil de pauvreté au Burkina Faso » 1996. Selon ce rapport, le seuil absolu de pauvreté se fixe à 41.099 FCFA/adulte/an.

groupes d'individus feront l'objet d'interprétation, pour essayer de comprendre quelles en sont celles qui influencent la monétarisation des individus. Cependant, ces deux groupes d'individus sont pris en compte dans l'exécution du modèle. Cette distinction permet de mesurer l'ampleur de la monétarisation des agents économiques de la zone. En effet, pour les individus ayant un revenu inférieur ou égal au seuil de pauvreté, nous nous considérons en présence d'une absence de monétarisation et nous leur attribuons la valeur limite 41 099 Fcfa. Cette absence de monétarisation ne signifie pas une pauvreté absolue si l'on tient compte du fait qu'en milieu rural, il existe d'autres formes de capitalisation non monétaire. Elle signifie tout simplement le manque d'encaisses, de disponibilité monétaire.

Etant donnée cette stratification, il serait préjudiciable d'utiliser les Moindres Carrés Ordinaires (MCO) pour les estimations. Le modèle le plus adapté serait le modèle TOBIT utilisé pour les cas spécifiques de censure. Son choix parmi les deux autres modèles à variables qualitatives réside au fait qu'il est le seul approprié lorsque la variable dépendante subit une troncature.

Sous forme générale, le modèle s'écrit de la façon suivante.

$$Y_i^* = X_i\beta + E_i$$

Avec :

$$Y_i = \begin{cases} Y_i^* & \text{si } Y_i^* > S \\ S & \text{si } Y_i^* \leq S \end{cases}$$

$$E_i \sim N(0; \sigma^2) \text{ et } Y^* \sim N(\mu; \sigma^2)$$

$Y^*_i$  est la variable latente, c'est l'encaisse monétaire observée ;

S est le seuil de pauvreté au Burkina Faso ;

$Y_i$  est l'encaisse monétaire non observée (variable censurée) ;

$X_i$  les facteurs explicatifs représentant l'âge moyen de l'exploitation, la classe d'appartenance de l'exploitation, l'ethnie, la productivité, l'activité principale, le crédit ;

$E_i$  = erreur d'estimation.

L'estimation du modèle passe par la maximisation de la fonction de vraisemblance dont la forme fonctionnelle est présentée ci-dessus. Il faudra déterminer la probabilité/fonction de densité qui permettra de formuler la fonction de vraisemblance<sup>28</sup>.

Telle que définie, la variable dépendante comporte deux parties :

☛ une partie discrète pour  $Y^* \leq S$  (absence de monétarisation) et

☛ une partie continue pour  $Y^* > S$  (présence de monétarisation).

Les probabilités correspondantes sont les suivantes :

### **Partie discrète**

$$P(Y=S) = P(Y^* \leq S)$$

---

<sup>28</sup> Voir GOURIEROUX 1989 pour plus de détail.

$$\begin{aligned}
&= P(X\beta + E \leq S) \\
&= P(E \leq S - X\beta) \\
&= P\left(\frac{E - 0}{\sigma} \leq \frac{S - X\beta}{\sigma}\right) \\
&= \Phi\left(\frac{S - X\beta}{\sigma}\right) \\
&= 1 - \Phi\left(\frac{X\beta - S}{\sigma}\right)
\end{aligned}$$

Avec :  $\Phi$  = Densité de probabilité

### Partie continue

$$\begin{aligned}
P(Y=Y^*) &= P(Y^* > S) \\
&= P\left(\frac{E}{\sigma} > \frac{S - X\beta}{\sigma}\right) \\
&= P\left(\frac{E}{\sigma} > \frac{Y - X\beta}{\sigma}\right) \text{ pour } Y^* > S
\end{aligned}$$

$$\begin{aligned}
\Phi(E) &= \frac{1}{\sqrt{2\pi\sigma^2}} \exp\left(-\frac{1}{2\sigma^2} E^2\right) \text{ pour } E > S - X\beta \\
&= \frac{1}{\sigma} \left[ \frac{1}{\sqrt{2\pi}} \exp\left(-\frac{1}{2} \left(\frac{E}{\sigma}\right)^2\right) \right] \text{ pour } Y^* > S \\
&= \frac{1}{\sigma} \left[ \frac{1}{\sqrt{2\pi}} \exp\left(-\frac{1}{2} \left(\frac{Y - X\beta}{\sigma}\right)^2\right) \right] \text{ pour } Y^* > S \\
&= \frac{1}{\sigma} \Phi\left(\frac{Y - X\beta}{\sigma}\right) \text{ pour } Y^* > S
\end{aligned}$$

La fonction de vraisemblance peut alors s'écrire :

$$L = L(\beta, \sigma, X) = \prod_{Y^* \leq S} \left[ 1 - \Phi \left( \frac{X\beta - S}{\sigma} \right) \right] \cdot \prod_{Y^* > S} \frac{1}{\sqrt{2\pi\sigma^2}} \exp \left[ -\frac{1}{2} \left( \frac{Y - X\beta}{\sigma} \right)^2 \right]$$

Sous forme logarithmique, cette fonction s'écrit :

$$\text{Log } L = \sum_{Y^* \leq S} \text{Log} \left( 1 - \Phi \left( \frac{X\beta - S}{\sigma} \right) \right) - \frac{n}{2} \left[ \text{Log}(2\pi) + \text{Log}\sigma^2 - \frac{1}{2\sigma^2} \sum_{Y^* > S} (Y - X\beta)^2 \right]$$

avec  $n =$  nombre d'observations pour  $Y^* > S$

Les estimateurs de  $\sigma$  et  $\beta$  sont obtenus par la maximisation de cette fonction de vraisemblance<sup>29</sup>.

## 6.2.2 : DETERMINATION DES VARIABLES DU MODELE

### *La variable endogène : Encaisse Monétaire (EMO)*

La variable endogène du modèle est l'encaisse monétaire. Cette variable a été décrite dans les pages précédentes au niveau de la définition des indicateurs.

$$\text{EMO}_{it} = \sum_{l=1}^3 \sum_{j=1}^3 \frac{R_{lj}}{n_i}$$

---

<sup>29</sup> La résolution de cette fonction peut se faire par itération mais, cette méthode est complexe et compliquée. Le logiciel SHAZAM est celui utilisé pour estimer les coefficients.

### ***Les variables exogènes***

L'analyse multidimensionnelle des exploitations du village de Madougou a montré que leur performance sur le plan monétaire pouvait dépendre d'un certain nombre de variables telles que l'âge, la classe d'appartenance, le statut social, l'ethnie, le crédit... Ces variables ont donc été prises en compte dans la détermination des facteurs qui expliquent le niveau d'encaisse monétaire des exploitations. Cependant, un certain nombre de variables exogènes qualitatives susceptibles d'apprécier leur comportement face à la monétarisation ont été exclues du modèle car elles ne comportaient qu'une seule modalité. Ce sont par exemple le niveau d'instruction, la religion, la migration. Les variables retenues sont donc les suivantes :

#### ***l'âge : (AGE)***

le choix de cette variable est dû au fait que l'âge moyen de l'exploitation (la moyenne de l'âge du chef d'exploitation et des chefs de ménage) est déterminant en ce qui concerne l'appréciation du niveau de revenu de l'exploitation. En effet, le caractère jeune ou vieux de l'exploitation explique son dynamisme et peut par conséquent expliquer l'évolution de ses ressources monétaires.

#### ***L'ethnie : (ETH)***

Cette variable représente l'ethnie à laquelle appartient l'exploitation. Elle est qualitative. C'est une variable structurelle codifiée de la façon suivante :

1 = Peulh

2 = Rimaïbé

3 = Mossi

Elle a été choisie pour expliquer le niveau des gains monétaires de l'exploitation parce que dans certaines circonstances, lorsqu'on s'inspire des faits socioculturels, on s'aperçoit que l'ethnie à laquelle appartient un individu peut entraver ou améliorer son bien être économique. Par exemple, à Madougou, les Rimaïbés, esclaves des peulhs par essence étaient dispensés de toutes activités économiques rémunératrices pour leur propre compte. Au fil du temps, on s'est aperçu qu'ils se sont spécialisés sur le tas aussi bien en agriculture qu'en élevage, et que visiblement elle se prête comme l'ethnie la plus nantie dans le village.

*Classe : (CLA)*

C'est la classe d'appartenance de l'exploitation suivant la typologie. Le fait qu'une exploitation soit « agriculteur pur », « éleveur », ou exerce une activité extra-agricole peut expliquer le niveau de ses encaisses monétaires. Nous avons noté dans les pages précédentes que les stratégies adoptées par les exploitations en terme monétaire dépendaient entre autre de leur appartenance socio-économique. Cette variable est aussi une variable qualitative et structurelle dans le court ou moyen terme. En effet, un individu appartenant à la classe 1 (classe des agriculteurs purs) pourrait (lorsqu'on suit sa trajectoire d'évolution sur deux ou trois ans en amont et en aval) être de la classe 2 ou 4. Ainsi, l'appartenance d'une exploitation à telle ou telle classe peut être en mesure d'expliquer le niveau d'évolution de son revenu. Cette variable est spécifiée comme suit :

1 = classe des exploitations agricoles de subsistance ;

2 = classe des exploitations agricoles à cultures de rente ;

3 = classe des exploitations « éleveurs » ;

4 = classe des exploitations à activités extra agricoles.

Productivité (PRO)

Cette variable représente la production agricole céréalière totale de l'exploitation rapportée au nombre d'actifs<sup>30</sup> de l'exploitation.

Etant données les caractéristiques propres aux zones rurales sahéniennes, (agriculture d'auto-production et d'autoconsommation), la productivité agricole de l'exploitation (évaluée sur la base de ses actifs agricoles), peut être un facteur explicatif pertinent du niveau de ses échanges monétaires. En effet, on peut penser que plus la production agricole par actif est importante, plus l'exploitation a tendance à monétariser cette production pour s'adonner à des dépenses de loisir et de prestige, et moins la productivité est importante, moins ses disponibilités financières sont importantes.

Activité principale : (ACT)

L'activité principale de l'exploitation est une variable qualitative codifiée. A Madougou, l'exploitation est à première vue agricole ou agro pastorale (1) soit « éleveur » (2). Les ressources monétaires d'une exploitation peuvent en effet être affectées par l'activité principale qu'elle exerce.

---

<sup>30</sup> Notre expérience du terrain nous amène à considérer comme actifs les individus ayant un âge compris entre 10 et 68 ans.

Crédit (CRE)

Le crédit est une variable qualitative codifiée qui spécifie l'existence (1) ou non (2) du « crédit PPPCR » dans l'exploitation. En effet, l'objectif principal du PPPCR (nous l'avons vu dans les pages précédentes), est de mettre en place un système de petit crédit qui satisfasse les besoins de la population locale. Cette variable serait à même d'influencer positivement et de façon structurelle le niveau de monétarisation des exploitations si cet objectif est atteint, et négativement dans le cas contraire.

### 6.2.3 : RESULTATS DE LA REGRESSION DU MODELE TOBIT ET INTERPRETATIONS.

La régression a porté sur les deux années de suivi. Ce qui nous a permis de comparer l'évolution et le comportement des paramètres dans les deux cas.

#### 6.2.3.1. : RESULTATS DE LA REGRESSION : MODELE TOBIT

**Tableau 6.7 : Matrice de corrélation des coefficients.**

	AGE	ETH	CLA	PRO	ACT	CRE	EMO
AGE	1	<i>1</i>					
ETH	<u>-0.20</u>	<b>0.00</b>	1	<i>1</i>			
CLA	<u>0.29</u>	<u>0.20</u>	<u>-0.53</u>	<b>0.00</b>	1	<i>1</i>	
PRO	<u>0.04</u>	<u>-0.32</u>	<u>-0.24</u>	<b>0.00</b>	<u>0.16</u>	<u>-0.12</u>	1
ACT	<u>-0.25</u>	<b>0.00</b>	<u>0.91</u>	<b>1.00</b>	<u>-0.55</u>	<b>0.00</b>	<u>-0.06</u>
CRE	<u>0.02</u>	<u>-0.04</u>	<u>0.09</u>	<b>0.00</b>	<u>-0.08</u>	<u>-0.22</u>	<u>0.35</u>
EMO	<u>-0.09</u>	<u>0.06</u>	<u>-0.14</u>	<b>0.00</b>	<u>0.16</u>	<u>0.30</u>	<u>-0.16</u>

Note: Les chiffres soulignés, respectivement en italique-gras sont les coefficients de la 1<sup>re</sup> respectivement de la 2<sup>e</sup> année de suivi.

Source: Logiciel *Shazam*, pour nous.

**Tableau 6.8 : Résultats de la régression TOBIT**

Variable Indépendante	Coefficient		t-Student asymptotique(*)			
	Année 1	Année 2	Année 1	Probabilité	Année 2	Probabilité
AGE	-1650.40	-439.57	-0.78	0.50	-0.27	0.80
ETH	-118530.00	600760.00	-1.33	0.20	0.00	1.00
CLA	47699.00	43453.00	1.83	<b>0.10</b>	2.35	<b>0.05</b>
PRO	-57.73	-58.62	-0.95	0.40	-1.11	0.30
ACT	-354660.00	1144400.00	-1.93	<b>0.10</b>	0.00	1.00
CRE	-150550.00	-92885.00	-2.41	<b>0.05</b>	-2.14	<b>0.05</b>
CONSTANTE	890490.00	-2881400.00	2.22	<b>0.05</b>	0.00	1.00

	<u>Année 1</u>	<u>Année 2</u>
Capacité de prédiction (EMO > 41099)	0.62	0.09
Fréquence observée (EMO > 41099)	0.73	0.58
Logarithme de la fonction de vraisemblance	-254.30	-193.14
Corrélation entre variables observées et estimées	0.34	0.36
Test de WALD : Statistique de $\chi^2$ à 1 degré de liberté probabilité entre parenthèses.	5390 (0,02025)	0,7315 (0,7868)

Note: (\*) Sous l'hypothèse nulle la statistique suit une loi de Student à  $n - k - 1 = 26 - 6 - 1 = 19$  degrés de liberté ; avec  $k$  = nombre de variables explicatives et  $1$  = constante.

Les probabilités indiquent des seuils minima de non-rejet de l'hypothèse de non-nullité des coefficients (test bilatéral). Les probabilités en gras et italique sont celles sur lesquelles portent nos commentaires. Les autres indiquent des variables sans effets significatifs sur l'encaisse monétaire des individus (EMO).

Source: Logiciel *Shazam*, pour nous.

Le test de WALD est relatif au test de significativité d'ensemble des coefficients de la régression.

Algébriquement, nous avons :

Première année de suivi :

$$\bullet \text{EMO1} = 809490 - 1650,40\text{AGE} - 118530\text{ETH} + 47699\text{CLA} - 57,73\text{PRO} - 354660\text{ACT} - 150550\text{CRE}$$

Deuxième année de suivi :

$$\bullet \text{EMO2} = -2881400 - 439,57 \times \text{AGE} + 600760 \times \text{ETH} + 43553 \times \text{CLA} - 58,62 \times \text{PRO} + 1144400 \times \text{ACT} - 92885 \times \text{CRE}$$

Toujours selon les résultats de la régression TOBIT, nous avons, comme suit, les valeurs moyennes des encaisses monétaires (aux valeurs moyennes des variables explicatives) au cours des deux années de suivi.

$\overline{\text{EMO1}} = 112\ 772 \text{ Fcfa}$ . Cette première situation note une forte monétarisation des échanges.

$\overline{\text{EMO2}} = 44\ 145 \text{ Fcfa}$ . La deuxième situation indique une faible monétarisation des échanges

#### 6.2.3.2 : INTERPRETATION DES COEFFICIENTS

La matrice de corrélations note une forte corrélation entre l'ethnie et l'activité principale durant les deux années. Cela s'explique par le fait que l'ethnie et l'activité principale de l'exploitation sont deux variables structurelles et d'identification qui se substituent parfaitement. En effet, le fait d'observer qu'une exploitation exerce soit l'agriculture ou l'élevage comme activité principale indique automatiquement qu'elle est soit d'ethnie peulh ou rimaïbé (pour l'élevage) soit d'ethnie mossi (pour l'agriculture).

Nous n'avons cependant pas exclu l'une de ces deux variables du modèle général car, selon BOURBONNAIS (1993) « la démarche d'exclusion systématique des variables permet d'aboutir à des modèles économétriques qui sont souvent bons sur le plan statistique mais, dont l'interprétation économique s'avère nulle, voire aberrante ». Aussi, nous savons que l'ethnie et l'activité principale de l'exploitation peuvent expliquer fondamentalement son niveau de revenu.

Cependant, dans l'ensemble, la nature des coefficients de corrélation exclut tout risque de multicolinéarité entre variables explicatives.

### 6.2.3.3 : SIGNIFICATION STATISTIQUE DES COEFFICIENTS INDIVIDUELS

L'hypothèse formulée pour la statistique de *Student* s'écrit de la façon suivante :

$$\begin{cases} H_0 : \beta_i = 0 \\ H_1 : \beta_i \neq 0 \end{cases} \quad \text{Sous } H_0, t_c = \frac{\hat{\beta}_i}{\sigma_i} \sim t(26-7) \text{ degré de libertés.}$$

On rejette  $H_0$  si  $t_c > t_\alpha$  aux seuils retenus.

Le test ( $t$ ) de Student permet ainsi de juger de la signification statistique des coefficients individuels. 3 seuils faibles ont été retenus pour juger de la significativité individuelle des coefficients Il s'agit des seuils de 5% et de 10%. La table de Student donne (test bilatéral) les valeurs critiques des différents  $t$  à 19 dl.

$$t_{0,01} = 2,861$$

$$t_{0,05} = 2,093$$

$$t_{0,10} = 1,729$$

En comparant ces valeurs aux valeurs des  $t$  calculés par la statistique de Student, et en rejetant  $H_0$  partout où les  $t$  calculés sont  $>$  aux  $t$  théoriques, nous avons :

**1 : Au cours de la première année de suivi**

Comme variables sans effets significatifs ; l'âge, l'ethnie, la productivité.

Comme variables positivement significatives ; la classe d'appartenance

comme variables négativement significatives ; l'activité principale et le crédit.

**2 : Au cours de la deuxième année de suivi ;**

Comme variables sans effets significatifs ; l'âge, l'ethnie, la productivité, l'activité principale.

Comme variables positivement significatives ; la classe d'appartenance

comme variables négativement significatives ; le crédit.

**validité du modèle : Interprétation des résultats du test d'adéquation d'ensemble du modèle : Test de Wald.**

Dans ce cas précis du test de *Wald* (cf. tableau précédent), plus la probabilité est grande, plus  $H_0$  est acceptée. Ainsi, il donne, à travers la statistique de  $\chi^2$ , au cours de la première année de suivi, une probabilité d'acceptation de  $H_0$  assez faible (0,02025). Ce qui veut dire qu'il existe une faible probabilité d'avoir les variables explicatives nulles de façon simultanée. En d'autres termes, les variables explicatives expliquent la variable dépendante avec une probabilité égale à  $(1-0,02025 = 0,97975)$ . Ce qui veut dire que le modèle est adéquat dans l'ensemble au cours de cette première année de suivi.

Par contre, au cours de la deuxième année de suivi, la probabilité d'acceptation de  $H_0$  est très forte (0,7868). Ce qui traduit l'incapacité des variables exogènes prises ensemble à expliquer la variable endogène ; d'où l'inadéquation d'ensemble du modèle au cours de cette deuxième année.

#### **6.2.4 : CONTRIBUTION DES VARIABLES EXOGENES A EXPLIQUER LA VARIABLE ENDOGENE : INTERPRETATION ECONOMIQUE.**

De ces résultats statistiques, il ressort que les variables significativement contributives sont : La classe d'appartenance de l'exploitation (+), la présence du crédit dans l'exploitation (-), et l'activité principale de l'exploitation (-). Nous allons procéder à une interprétation économique de ces variables.

##### *La classe d'appartenance.*

En effet, elle est positivement liée au niveau de monétarisation des exploitations au cours des deux années de suivi. C'est dire que le revenu de l'exploitation augmente lorsqu'il passe par exemple de la classe 1 (agriculteurs purs) à la classe 2 (agriculteurs ayant associé des cultures de rente). Structurellement, cette variable est à même d'expliquer le seuil de monétarisation des exploitations car elle est observable avec le même signe au cours des deux années.

*Le crédit*

Il contribue négativement à l'explication du niveau de monétarisation des exploitations dans les trois principaux secteurs de production, au cours des deux années de suivi. Cette significativité négative peut s'expliquer par le fait que :

lorsque l'accès au crédit des exploitations augmente, leur encaisse monétaire diminue. C'est dire que le crédit n'a pas un effet positif sur l'encaisse monétaire des exploitations au niveau de ces trois secteurs clés de production. Cela, parce que le montant du crédit octroyé aux exploitations serait suffisamment faible ( $\leq 20.000$ fcfa par personne en moyenne) pour assurer les bases d'investissements productifs à même d'occasionner une monétarisation croissante de la zone.

*L'activité principale*

La contribution de cette variable à expliquer le niveau de monétarisation des exploitations est négative et concerne seulement la première année de suivi. Cela pourrait signifier que de l'activité principale « agriculture » à l'activité principale « élevage », le niveau de revenu des exploitations peut chuter

***Interprétation des résultats par rapport à d'autres variables :***

***Productivité, âge, ethnie.***

On pourrait s'attendre à ce que le coefficient de la variable productivité soit positif et significatif. Mais, on constate qu'au cours des deux années de suivi, il est négatif et non significatif. Cela veut dire que la production agricole céréalière n'explique pas le niveau d'encaisse monétaire des exploitations. En d'autres termes, la production agricole céréalière n'est pas monétarisée à même d'avoir un effet significatif sur la disponibilité financière des exploitations.

La non significativité de l'âge sur le niveau de revenu des exploitations pourrait être un résultat non attendu. Cela pourrait entre autre s'expliquer par le fait que l'âge considéré ici est l'âge moyen des personnes contributives de l'exploitation. Sans oublier que dans certains cas, des personnes physiquement contributives peuvent n'avoir aucune influence sur le niveau de revenu de l'exploitation.

Enfin, la non significativité de l'ethnie qui, au départ a été considérée comme variable pertinente pouvant avoir une influence sur le niveau de revenu de l'exploitation est un résultat également surprenant.

En définitive, on peut noter qu'étant donnée la non-concordance des paramètres et de leur signe au cours des deux années de suivi, on ne peut pas attribuer à la variable endogène un caractère conjoncturel. Elle n'est donc pas expliquée de la même façon par les mêmes variables au cours des deux années différentes. Du reste, la période est trop courte pour pouvoir tirer une conclusion significative

En conclusion de cette analyse économétrique, il apparaît que les exploitations adoptent (quelles que soient leur appartenance socio culturel), le même comportement vis à vis des transactions dans le domaine céréalier. L'existence d'un certain nombre de besoins monétaires contraignant les rend de perpétuels offreurs/demandeurs, producteurs/acheteurs de céréales. Aussi, seule la classe d'appartenance de l'exploitation explique positivement l'évolution de son revenu au cours des deux années de suivi de façon simultanée. Par conséquent, l'analyse économétrique menée ci-dessus ne présente aucune similitude quant au comportement de la variable dépendante vis à vis des variables indépendantes au cours des deux années.

Les résultats des analyses issus de ce chapitre ainsi que les analyses précédentes nous amènent vers les grandes lignes qui ont été abordées dans cette deuxième partie.

## **CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE**

Après avoir analysé les différentes étapes de la monétarisation à Madougou, nous avons noté une évolution non intégrée du processus aux systèmes de production et d'échange du fait de la colonisation. Il est ressorti par ailleurs que cette évolution fut sujette à un ensemble de mécanismes déjà prédéfinis ou mis en place par la société et qui réglementent les transactions à plusieurs niveaux. C'est cet état de choses qui a rendu souvent difficile l'acceptation et l'utilisation de la monnaie à travers toutes ses fonctions. Ce qui a expliqué d'une part, la prédominance de types d'échanges locaux propres

au village, et d'autre part, la prédominance de l'économie d'auto-production et d'autoconsommation qui nécessite très peu de transactions au plan monétaire. En effet, en abordant la question sous l'angle des transactions monétaires, des recettes dépenses et des différents postes budgétaires, il est ressorti qu'à Madougou, les échanges monétaires possédaient un aspect plus conjoncturel que structurel caractérisé par un très faible niveau de monétarisation de la production céréalière, une monétarisation circonstancielle du cheptel, un faible taux d'épargne monétaire.

## CONCLUSION GENERALE

La question centrale de cette étude cherchait à savoir si la monétarisation (déjà entamée) d'une économie rurale traduisait d'office son niveau de transformation structurelle et de développement. Tout en ayant cette question comme fil conducteur de cette recherche, la revue documentaire ainsi que des analyses statistiques et économétriques ont été menées. Leur synthèse laisse percevoir qu'à Madougou :

→ La monétarisation des échanges au plan historique fut sujette à des blocages qui ont rendu peu visibles la monnaie à travers toutes ses fonctions.

→ Une approche plutôt micro économique de la question révèle que la monétarisation des échanges à travers la production agricole est faible et présente un aspect conjoncturel. En effet, l'indicateur simple de monétarisation de la production agricole utilisé, est structurellement faible au cours des 6 suivis successifs et fonction de l'état de la campagne agricole. La production agricole céréalière est monétarisée seulement entre 0 et 25%. Plus la campagne agricole est réussie, plus les céréales sont monétarisées. Par ailleurs, lorsque l'on considère les suivis identiques deux à deux, aucune évolution cyclique ne se manifeste. Les échanges (achats/ventes) dans le secteur agricole sont beaucoup plus fructueux au cours de la saison pluvieuse correspondant aux suivis 2 et 5 des deux années. Cette période de suivi est caractérisée par une pénurie générale en céréales et par conséquent le recours à des transactions

dans ce domaine. Les tests d'homogénéité entre le type de classe et la vente de céréales note que les comportements d'achat et de vente de céréales d'une exploitation ne sont pas liés au type de classe à laquelle elle appartient. Qu'elle soit agricole pure, agricole à culture de rente, « éleveur » ou extra agricole, les exploitations adoptent le même comportement vis à vis de l'objectif majeur qui les anime : celui de l'assurance des besoins alimentaires à travers les transactions achat-vente. Aucune exploitation agricole ne fait de la monétarisation des céréales une activité rémunératrice à part entière. Cela confère à cette économie un caractère d'économie d'auto-production et d'autoconsommation.

Quant aux cultures de rente, (arachides, niébé, sésame), la forte monétarisation se présente au cours de la première année de suivi. Elles sont souvent monétarisées à concurrence de 100%. Il faut signaler qu'il n'existe pas d'achat de produits de rente par les paysans.

→ L'estimation de la valeur de la Propension Moyenne à Consommer (PMC) des exploitants laisse voir une situation de désépargne répétitive au cours surtout des suivis 1, 2, 5 et 6. On observe que l'évolution de cet indicateur ne présente aucun caractère cyclique (c'est à dire qu'on n'observe pas les mêmes tendances au cours de deux périodes identiques des deux années).

→ Les activités extra agricoles génératrices de revenus monétaires, présentent à leur tour également un aspect conjoncturel. De nos analyses, il

ressort que la première année de suivi (les 3 premiers suivis) marquée par une campagne agricole moins favorable par rapport à la deuxième connaît un dynamisme particulier au niveau des activités extra agricoles et un faible niveau d'épargne. Il existe de ce fait une relation inverse entre l'évolution de la campagne agricole et le dynamisme des activités extra agricoles. Dans l'ensemble, on note une stratégie d'échange, au plan agricole et extra agricole, purement conjoncturelle.

Par ailleurs, des douze postes de dépenses recensés, on remarque que seules les dépenses extra agricoles, les dépenses occasionnées par l'achat de céréales, les dépenses d'habillement constituent les catégories de dépenses qui monétarisent davantage l'économie. Parmi les six postes de recettes retenus, seules les recettes extra agricoles et celles issues de la vente d'animaux monétarisent l'économie.

L'analyse économétrique effectuée à partir du modèle TOBIT confirme les résultats statistiques obtenus et nous a permis de trouver les réponses à nos *hypothèses 1, 3 et 5*. En effet, l'hypothèse 1 se trouve vérifiée en partie quant on s'aperçoit du caractère irréversible de la monétarisation, (toute la population utilise la monnaie à travers les transactions) et de son aspect non dynamique (les échanges restent majoritairement conjoncturels et tributaires de la situation céréalière). La monnaie n'est pas perçue à travers ses deux autres fonctions. Même si la tendance générale est à la monétarisation des économies, (disparition quasi totale du troc libre et étalonné et utilisation de la monnaie à travers les échanges), les données montrent qu'elle ne l'est pas de façon

dynamique, surtout en milieu rural. La stratégie d'échange au plan agricole et extra agricole observée permet quant à elle la vérification de *l'hypothèse 4*. Quant à *l'hypothèse 2*, elle est confirmée par une rationalité du comportement des paysans dans la mesure où une bonne campagne agricole se traduit par une monétarisation accrue de la production céréalière. Enfin, *l'hypothèse 6* est vérifiée par la non inexistence des motifs de précaution et de spéculation dans les comportements des exploitations vis à vis de la monnaie. En somme, au vu de l'ensemble des résultats, on peut répondre à la question centrale avec cependant un peu de réserve, compte tenu de la brièveté du temps consacré aux enquêtes (deux ans), en notant que la monétarisation d'une économie (une fois entamée) ne traduit guère d'office son niveau de transformation structurelle de développement. Elle s'insère dans la stratégie globale de l'exploitation qui est celle de l'assurance des besoins céréaliers en premier lieu, caractéristique de l'économie de subsistance et d'auto production. Ce que l'on remarque c'est que la monnaie continue de traverser nos communautés rurales sans s'y fixer, sans y laisser d'enrichissement durable comme disait TOKO en 1991. Jusqu'à quand les ménages ruraux continueront-ils d'appeler la monnaie « l'argent du blanc ? ». Les réponses aux questions centrales et spécifiques de cette recherche sont négatives. Ces constats donneront sans doute raison à d'autres auteurs tels que POUEMI et SAINT MARC qui soutiennent que dans les pays les moins avancés la monnaie n'a pas véritablement intégré le circuit économique.

Comme principales limites au déroulement de cette recherche, nous pouvons noter :

- La faiblesse de la documentation théorique économique ayant trait au concept de monétarisation applicable en milieu rural.
- Le fait que la période de deux années de suivi se révèle méthodologiquement insuffisante pour observer le comportement des exploitations en matière de monétarisation, d'utilisation du signe monétaire dans une perspective de transformation des structures de l'économie et de la croissance.
- Le fait que le modèle global de monétarisation des exploitations n'ait pas pu intégrer un certain nombre de variables jugées à priori pertinentes tels que la migration, le taux d'intérêt du marché informel, le niveau d'instruction des chefs d'exploitations.

Comme pistes de recherche découlant de ces investigations, on peut noter que le processus de monétarisation gagnerait à être abordé davantage sur le plan théorique micro économique. Du point de vue recherche empirique, il pourrait être également étudié sur une plus longue durée.

<b>BIBLIOGRAPHIE</b>
----------------------

**ABIOLA Felix Iroko.** - *La démonétisation des cauris, la culture noire reconnue et respectée.* Magazine trimestriel de l'histoire africaine, Afrique Histoire N°10/1984.

**AGLIETA, Michèle.** - *La fin des devises clés : Essai sur la monnaie internationale.* Edition la découverte, Paris, 1986.

**ALEXANDROVSKAIA L. et V. RYBAKOV.** : *Problèmes économiques africains* DUNOD, 1969.

**AMIN, Samir.** - *Afrique de l'Ouest bloquée: économie politique de la colonisation 1880 - 1970.* Paris, Edition de minuit, 1978.

**AMIN, Samir.** - *Echange inégal et la loi de la valeur : la fin d'un débat.* Paris, Edition Anthropos, 1981.

**ATMORE, Antony et STACEY, Gillian.** - *Peuples d'Afrique Noire.* Edition Atlas, 1980.

**ANCEY, Gérard.** - *Méthodologie, évaluation du développement rural.* SEDES, 2<sup>e</sup> édition, 1982.

**ANCEY, Gérard.** - *Variation Mossi sur le thème de reproduction des milieux ruraux mis en contact avec le système capitaliste extérieur : Essai sur la reproduction de formations sociales dominées ; Cameroun, Cote d'Ivoire, Haute volta Sénégal Madagascar Polynésie.* ORSTOM, Paris, (FRA), 1977.

**BALANDIER, G.** - *Les modifications dans les structures sociales : L'éveil noir.* Trois conférences débats. Supplément au N° 88, Juin 1959 de « PREUVE ».

**BASSONI Marc et BEITONE Alain.** – *Monnaie : Théories et politiques.* Editions DALLOZ, 1994.

**BEDOU, L. MARTIN, C, KNEPFLER, M., TALLEC M., URBINO A.** sous la direction scientifique de : J. BONNEMAIRE (ENSA) P.H.Jouve (CIRAD/DSA). - *Appui pédagogique à l'analyse du milieu rural dans une perspective de développement.* Juin 1989 Collection documents systèmes agraires n°8.

**BALSE Maurice et al.** – *Histoire des pensées économiques. Les fondateurs, 2<sup>ème</sup> édition.* Editions Dalloz, 1993.

**BEURET, Sylvie, BEURET, Jean Eudes.** - *La problématique de l'épargne dans les économies paysannes : cas du canton de Tomina, Bolivie.* Novembre-octobre 1992.

**BILLAZ, R. DIAWARA, Y.** - *Enquête en milieu rural.* Edition P.U.F., 1981.

**BLANVILLE, Benjamin.** - *Monétaristes et Keynésiens : au delà des partis politiques, quelles divergences théoriques?.* Revue critique de l'économie politique, Janvier-Mars 1982.

**BOHANNAN, Paul.** - *The Impact of Money on an African Subsistence Economy.* The Journal of Economic Story, 1959.

1993.

**BOURGET J., ZENOU Y.** - *Monnaie et systèmes monétaires dans le monde au XX<sup>e</sup> siècle.* Paris, Edition Boréal, 1990.

**BOURBONNAIS, Régis.** - *Econométrie, cours et exercices corrigés.* Paris, Dunod,

**BRANA Sophie.** - *La monnaie :* DUNOD, Paris, 1997.

**BRAUDEL, Fernand.** - *La dynamique du capitalisme.* Paris, Edition Flammarion, 1985.

**BURDAS, Michel et WYPLOSZ, Charles.** - *Macro économie ; une perspective européenne.* 1993, De Boeck - Wesmael S.A.

**CATIN, Michel Benoît et FAYES, Jacques.** - *L'exploitation agricole familiale en Afrique Soudano - Sahélienne.* Edition P.U.F. 1982.

**COCHET, Hubert.** - *Productivité du travail et accumulation de capital dans les exploitations agricoles paysannes du Burundi.* Mondes en développement, T.21, n°82, 1993.

**COREI Thorstein.** - *L'économie Institutionnaliste.* Les fondateurs. Economica, Paris 1995.

**DIAGNE, Abdoulaye.** - *Monnaie et politiques monétaires en Afrique de l'Ouest : un essai d'évaluation.* Thèse Doctorat, d'Etat es-Sciences Economiques, présentée et soutenue publiquement le 26 Octobre 1988 à l'Université CHEICKH ANTA DIOP de Dakar, Faculté des Sciences Economiques, Sénégal.

**DE JANVRY Alain, SADOULEY Elisabeth, THORBECKE Eric.** - *Development Economics in the 1990s.* From Worl Development. Vol 21 N° 4 pp. 565-575. 1993. Printed in Great Britain.

**DENIZET, Jean.** - *Monnaie et finances dans les années 80 : Essai de la théorie dans un cadre de comptabilité économique.* DUNOD, Bordas, Paris 1982.

**DIOP, Cheickh Anta.** - *L'Afrique Noire précoloniale.* Présence africaine, 1960.

**DUBOIS Jean Paul.** – *Petite histoire de la monnaie*. Série : le Guide de la famille ; N° 113, Janvier 1985.

**ELLIS, Frank.** - *Peasant Economics : Farm households and agrarian development*. WYE Studies in Agricultural and rural development, Cambridge, University Press, 1988.

**ELLSASSER, Konrad.** - *Le projet de promotion du petit crédit rural*. Séminaire international du 21 au 25 Octobre 1991, Ouagadougou, Burkina Faso.

**ENGELHARD Philippe.** - *L'indispensable renversement des priorités ; vers un développement à l'Africaine*. Monde Diplomatique N°3 1998.

**FLOUZAT, Denise.** - *Economie contemporaine. Les fonctions économiques*. Paris, Edition P.U.F. 1972.

**FRANDIN, Jacques.** - *Les fondements logiques de la théorie néoclassique de l'échange*. Paris, Edition P.U.F., 1976.

**FRITSCH, Jacqueline.** - *L'économie familiale en Afrique au Sud du SAHARA*. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Place Fontenoy, Paris, 1976.

**FOUNOU-TCUIGOUA Bernard.** – *Fondement de l'économie de traite au Sénégal ; La surexploitation d'une colonie de 1880 à 1960*. Editions silex 1981

**GAFFRE, Pierre.** - *Anatomie de l'argent. D'où vient-il? Où va t-il?* Paris, Edition Denoël, 1964.

**GEORGE, Judge, R. CARTER, Hill, William GRIFFITHS, HELMUT, Lütkepohl, LEE, Tsoung-Chao.** - *Introduction to the Theory and Practice of Econometrics*. Second Edition, 1988.

**GOURIEROUX, Christian.** - *Econométrie des variables qualitatives* 2<sup>e</sup> Edition Economica, 1989.

**HAZEMANN, Ives** (Historien CRA Paris I). - *L'Afrique malmenée par l'histoire*. Document Environnement africain, n° 25, 26, 27, 28. Vol. VII, 1, 2, 3, 4. Enda, Dakar 1989.

**HE Yong.** - *Economie néo-institutionnelle et développement- Une analyse synthétique*. ,In Revue d'économie du Développement, Avril 1994.

**HILL, Polly.** - *A Plea for Indigenous Economics : The West African Exemple*. Economic Development and Cultural Change Vol. 15, no 1. Reprinted in : Studies in Rural Capitalism in West Africa by P. HILL. Cambridge : Cambridge University Press, 1990.

**HODGSON M Geoffrey.** - *Markets as Institutions. In Economics and Institutions*. First Publish had 1988, by Polity Press Reprinted, 1993 Oxford Polity Press.

**HUGON Philippe.** - *Le financement décentralisé : Incertitude précarité et financement local : le cas des économies africaines*. Revue Tiers Monde N° 145 Janvier-Mars 1996.

**INSTITUT POUR LA FORMATION AGRONOMIQUE ET RURALE DES REGIONS CHAUDES (I.F.A.R.C).** - *Les cahiers de la formation professionnelle à*

*la recherche en milieu rural des régions chaudes : le traitement des données d'enquêtes* volume 1, Octobre 1982.

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD).** - *Le profil de pauvreté au Burkina Faso : Etude Statistique nationale* Ouagadougou, INSD, 1996.

**INGELIES, Outters Jaeger.** - *Incidence du troc sur l'économie des pays en voie de développement.* Rapport de synthèse, Centre de développement de l'organisation de la coopération et développement économique, Paris 1979.

**JACQUEMOT, Pierre.** - *Politiques économiques africaines.* Ouagadougou, Mars 1993 Centre d'Information sur le Développement (C.I.D.).

**KABORE, Félix O.** - *Le système de payement du Burkina : Une analyse des pratiques monétaires.* Thèse de troisième cycle en Monnaie Finance Banque 1987.

**KARL Marx.** - *Contribution à la critique de l'économie politique.* Paris, EDITIONS Sociales 1956.

**KEYNES John Maynard.** - *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.* EDITIONS PAYOT, 1969.

**LEVI-STRAUSS, Claude.** - *La pensée sauvage.* Paris, Edition Plon, 1972.

**MADALA, G. S. Limited** - *Dependent and Qualitative Variables in Econometrics.* Cambridge, University Press, 1983.

**MALINOWSKY, Bronislaw.** - *Trois essais sur la vie sociale des primitifs.* Paris, Edition Payot, 1968.

**MATHIS Jean.** – *Monnaie et Banques en Afrique Francophone*. EDICEF/AUPELF-UREF, 1992.

**MARCHAL, Jean et LECAILLON, Jacques.** - *Les flux monétaires*. Editions CUJAS 1967.

**MARTIN, M Phyllis.** - *Powers, Cloths and Curruncy on the Lagos Coast. Muntu* : Revue scientifique et culturelle du CICIBA, 7<sup>e</sup> semestre 1987.

**MAUSS, Marcel.** - *Sociologie et anthropologie / Marcel MAUSS précédé d'une introduction à l'œuvre de Marcel MAUSS par Claude LEVI-STRAUSS*. 3<sup>e</sup> Edition, Paris, Edition P.U.F. 1989.

**MEILLASSOUX, Claude.** - *Anthropologie économique des gouros de Côte d'Ivoire : De l'économie de subsistance à l'agriculture commerciale*. Paris, le Haye, 1964.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN.** - Secrétariat Général, Direction Générale du Plan ; Direction régionale du Plan du Nord : *Synthèse des travaux de commission sur le programme régional de nutrition et d'alimentation de la région de planification du Nord*. Juillet, 1987.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN.** - Ministère délégué chargé du budget et du plan, Secrétariat Général de la Direction régionale de l'économie et de la Planification du Nord Ouahigouya: *Perspectives Régionales; Région de planification du Nord*. Mai 1995.

**MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION.** - Institut National de la statistique et de la démographie ; Direction de la démographie: *Recensement général*

*de la population 1985 et 1991; structure par âge et par sexe des villages du Burkina Faso.*

**MIRJAM de Bruijn et HAN VAN Djick.** - *Arid Ways : Cultural Understanding of Insecurity in Fulbe Society. Central Mali.* CERES, Série N1, 1995.

**MOTCHANE Jean Loup.** - *Le micro crédit, Alibi de la privatisation de l'aide au développement ; Quand les pauvres séduisent les banques.* Monde Diplomatique Avril 1999, P 20 et 21.

**MONTOUSSE Marc.** - *Théories économiques.* Bréal, 1999.

**NAITORMBAIDE, Michel.** - *Crédit rural et diversification économique.* Mémoire du diplôme d'Ingénieur des Techniques Agricoles des Régions Chaudes, Octobre 1993, Montpellier.

**NORTH C. Douglas.** - *Institutions and Economic Growth : An Historical Introduction World dDevelopment*, vol 17, N°9 pp 1319-1332, 1999, Printed in Great Britain.

**NORTH C. Douglas.** - *Institutions* In Journal of Economic Perspectives- Volume 5, Number1- Winter 1991 Pages97-112.

**OUEDRAOGO, Casimir.** - *Analyse et typologie des marmites du village de Madougou.* Mémoire de D.E.A., Projet de Promotion du Petit Crédit Rural (PPPCR), FASEG, Université de Ouagadougou, 1993.

**OGIER, J. et TIENDREBEOGO, J.P.** - *Rapport provisoire sur l'état d'avancement des recherches dans l'UAP de Madougou : fournitures d'éléments opérationnelles*

*pour la poursuite de la démarche gestion des terroirs avec le Projet Vivrier Nord Yatenga (PVNY) Novembre 1993. Burkina Faso.*

**PATINKIN, Don.** - *La monnaie, l'intérêt et les prix: une intégration de la théorie de la monnaie et de la théorie de la valeur.* Paris, Edition P.U.F., 1972.

**POUTRIER, Roland.** - *Atlas de la Zone Franc en Afrique Sub-Saharaienne (Monnaie, économie, société).* La documentation française, Paris, 1995.

**PACERE, Frédéric Titinga.** - *Ainsi on a assassiné tous les Mosse.* Sherbrooke, Edition NAAMAN, 2<sup>e</sup> Edition, 1979.

**REVUE AFRIQUE AGRICULTURE.** - *L'élevage en Afrique.* Février, 1987 n°138.

**RUDOLFF Marcel.** - *Economie monétaire nationale et développement.* CUJAS 1969.

**SAINT, Geours.** - *Politiques économiques.* Edition SIREY, Paris, 1973.

**SAINT MARC, Michèle.** - *Monnaie, espace et incertitude : Théorie de la monétarisation.* Préface d'Henri GUITTON, Paris, Dunod, 1972, Collection Cournot.

**SALAMA Pierre.** - « *La dollarisation* ». Agalma. La découverte 1989.

**SARAMBE Sibiri.** - *Monnaie et domination,* CEDRES Etudes, 1985.

**SCHUMPETER Joseph A.** - "Histoire de l'analyse économique II, L'âge classique (de 1790 à 1870)" Edition Paris Gaillard 1983.

**SALAS, Michel.** - *Système d'élevage bovins allaitant en Guadeloupe. Diagnostic et voies de développement.* Thèse Doctorat de l'Université (nouveau régime), 22 Septembre 1989, Université de Paris 3.

**SAVADOGO, Kimseyinga.** - *Éléments de cours d'économétrie* : DEA PTCI Avril 1996, FaSEG, Université de Ouagadougou.

**SCHOTT Rudiger.** – *Law and Development in Africa.* From Law and State 24, 1981 p. 30-41

**SERVET, J.M.** - *Pièces, billets et monnaies primitives.* In Economie et sociétés, Cahiers de l'ISMEA, série PG, n° 30, PUG, 1986.

**SCHUMPETER Joseph A.** - *Histoire de l'analyse économique II, L'âge scientifique (de 1870 à J.M. Keynes).* Edition Gaillard, Paris, 1983.

**SURET CANALE, Jean.** - *Afrique Noire : L'ère coloniale 1900-1945.* Editions sociales 1962.

**SURET CANALE, Jean.** - *Afrique Noire : géographie, civilisation histoire.* 3<sup>e</sup> Edition, Editions Sociales, Paris, 1973.

**TCHUNDJANG POUEMI, Joseph :** *Monnaie, servitude et liberté : La répression monétaire de l'Afrique.* Préface de Mohamed T. DIAWARA Les Editions J/A, Editions Conseil, Septembre 1980.

**TOURNIER, Jean.** - *Les bases économiques et humaines de l'activité agricole.* Technique et Documentation, J.B. Baillière, 1984.

**THIOMBIANO Taladidia et autres.** - *Caractéristique socio-démographique et stratégies des ménages en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la province de Namentenga*" Projet CEDRES/LAVAL Travaux de recherche n° 5 Septembre 1994.

**THIOMBIANO, Taladidia.** - : *La controverse empirique et théorique posée par le comportement des producteurs consommateurs.* Revue Tiers Monde N° 152, Octobre-Décembre 1997.

**TAOKO Pascaline.** - *La contribution de l'épargne des ménages au développement socio-économique de Haute Volta.* Mémoire de maîtrise, Université de Ouagadougou, ESSEC 1980.

**TOKO, Jérémie.** - *Le processus de monétarisation dans les petits pays : (le cas des pays de l'Afrique Centrale).* Thèse de troisième cycle ès Sciences Economique, Université de Yaoundé, Faculté de Droit et Sciences Economiques, Septembre 1991.

**TOURE, Bani.** - *Le système "cauris" en tant que fondement à la définition d'un concept de monnaie complexe et comme base possible d'une prospective bancaire en milieu traditionnel d'Afrique Occidentale.* Thèse de Troisième Cycle en Monnaie, Finance, Banque Lyon II.

**VEL, Jacqueline.** - *The Uma Economy : Indigenous economics and development work in Lawonda, Sumba (Esternn Indonesia).* Thesis Wageningen, 1994.

**WILLIAMSON Oliver E.** - *Transactions cost economics : How it works : Were it is headed.* From The Economist 146, 23-58, 1998.

**YUNUS Muhammad.** - *Vers un monde sans pauvreté.* Monde Diplomatique 2 Paris 1997.

**ZILMA, BAYCE, François.** - *Atelier d'identification et d'analyse des contraintes et potentialités régionales à Dori.* Direction régionale du plan du Nord. Du 16 au 21 Mai 1994, Burkina Faso.

## **ANNEXES**

**ANNEXE 1 : Liste des départements de la province du Yatenga et des 30 villages du département de Banh. (direction régionale du plan mai 1995)**

*1.1 : Liste des départements de la province du Yatenga*

Banh, Bani, Boussou, Gourcy, Kaïn, Kalsaka, Koumbri, Namissiguima, Ouahigouya, Ouindigoui, Oula, Rambo, Seguénega, Sollé, Tangaye, Thiou, Titao, Tougou, Zogoré.

*1.2. : Liste des 31 villages du département de Banh (recensement des villages des départements du Yatenga, 1994)*

*(Source : préfecture de Banh 1995)*

Amné-rimaïbé, Tiabéwal, Borio, Patenelbé, Nogodoum, Lossa-fulbe, Lossa-mossi, Banh1, Banh2, Boroni, Boureissa, Delga, Dingué, Namagué, Koma-foulbé, Madougou-mossi, Madougou-rimaïbé, Zaye, Borni, Boudoumouma, Kiemordy, Namagué, Segué-fulbé, Segué-mossi, Baouela, Kaïdare, Orel-banlinguel, Mihity, Senadio, Djiem, Biré.

## **ANNEXE 2 :. Liste des 24 variables**

### **1) Variables quantitatives**

#### **a) Variables quantitatives structurelles**

**AGE:** Age du chef d'exploitation.

**ACTIF:** Nombre d'actifs. Cette variable a été calculée. Elle est égale au nombre de femmes + le nombre d'hommes + le nombre d'enfants travaillant dans l'agriculture.

**RESI:** Nombre de résidents ; c'est égal au nombre de femmes + le nombre d'hommes + le nombre d'enfants tous résidents dans l'exploitation.

**TPS:** Temps de travail consacré à l'activité extra-agricole par jour.

**BOV:** Nombre de bovins appartenant à l'exploitation (non pondéré).

**NPR:** Nombre de petits ruminants : ovins, caprins appartenant à l'exploitation (non pondéré).

#### **b) Variables quantitatives fonctionnelles**

**CRED :** Montant du crédit (emprunt) contracté auprès du PPPCR.

**ARG :** Somme d'argent envoyée par les émigrants à l'exploitation.

#### **c) Variables quantitatives de résultats**

**REXT :** Revenu provenant des activités hors agriculture et élevage.

**RCR :** Revenu procuré par les cultures de rente.

**MPRE :** Montant des prêts accordés aux tiers par l'exploitation.

**RACR :** Revenu des activités qui ont été financées par le crédit.

*AS91* : Auto suffisance céréalière au cours de l'année 1991 (campagne 1990/91).

*AS92* : Auto suffisance céréalière au cours de l'année 1992 (campagne 1991/92).

*AS93* : Auto suffisance céréalière au cours de l'année 1993 (campagne 1992/93).

*RVTT* : Revenu total.

## **2) Variables qualitatives**

### **a) variables qualitatives de structure**

*ETHNIE*: Ethnie de l'exploitation.

*APRI* : Activité principale exercée par l'exploitation.

### **b) Variables qualitatives fonctionnelles**

*MDCU* : Mode de culture de l'exploitation dans son champ.

*AEXT* : Activité extra-agricole exercée dans l'exploitation.

*EXERC* : La personne qui exerce l'activité extra-agricole.

*SRN* : Spéculation rente. C'est la culture de rente pratiquée dans l'exploitation.

*ACRED* : Activité qui a été financée par le crédit.

*PRET* : Prêt d'argent de l'exploitation à une tierce.